

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°181	
--	--------------	--

AVRIL 2000		
-------------------	--	--

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

www.fikp.org

E-mail : bulletin@fikp.org

Sommaire

- **LE PARLEMENT TURC CLOT DÉFINITIVEMENT L'ÈRE DEMIREL**
- **LA VISITE DU PRÉSIDENT ALLEMAND À ANKARA**
- **WASHINGTON : UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES MALGRÉ LES PRESSIONS TURQUES**
- **DEUX DISPARTIONS : IBRAHIM AHMED ET PIERRE RONDOT**
- **AINSI QUE...**

LE PARLEMENT TURC CLOT DÉFINITIVEMENT L'ÈRE DEMIREL

LE Parlement a, le 5 avril 2000, rejeté au second tour l'amendement constitutionnel qui aurait prorogé le mandat du président Demirel de cinq ans. À l'issue du vote, 303 bulletins "pour", 177 "contre", 26 "blancs", 23 "nuls" et 6 "abstentions" ont été enregistrés pour les dispositions concernant l'article 101 de la Constitution relatif au mandat du président turc et cela malgré les menaces ouvertes, proférées par le Premier ministre Bülent Ecevit et son vice-Premier ministre Devlet Bahçeli, respectivement leaders du parti de la Gauche Démocratique (DSP) et du parti de l'Action nationaliste (MHP-ultra-nationaliste), les deux principaux

partis de la coalition gouvernementale tripartite. Le rejet s'est donc exprimé d'une manière très nette. M. Demirel devra quitter ses fonctions, comme prévu, le 16 mai prochain.

Les analystes ont noté que le Parlement n'avait pas apprécié les pressions exercées contre lui et que les leaders avaient fait l'erreur de proférer des menaces ouvertes le 3 avril à l'encontre des 324 députés qui avaient signé une motion de soutien pour l'extension du mandat présidentiel. Les observateurs notent que les différents partis gouvernementaux sortent très affaiblis de cet échec humiliant pour M. Demirel et M. Ecevit.

Erkut Yüceoglu, président du TUSIAD, l'équivalent turc du MEDEF, a demandé à ce que le futur président ne soit pas un ex-général mais un civil: " *Il est indéniable qu'il y a des bureaucrates estimables dans l'armée. Cependant il serait préférable dans les conditions actuelles que l'on ait un président civil*". M. Ecevit n'étant pas diplômé de l'université, il ne pourra pas se présenter conformément à la Constitution turque. Les différents partis n'accepteront pas non plus que le DSP soit à la tête du gouvernement et de la présidence de la République. M. Bahçeli ne semble pas disposé à briguer ce mandat, mais nombreux sont les députés ultra-nationalistes qui déclarent que ce poste devrait revenir tout naturellement au MHP "qui a fait d'énormes concessions" lors de la constitution du gouvernement et de

la nomination du président de l'Assemblée nationale confiée au parti de la Mère Patrie (ANAP) de Mesut Yilmaz.

Après des manœuvres politico-médiatiques de plusieurs semaines les leaders des cinq partis politiques représentés au Parlement sont finalement convenus le 25 avril de proposer Ahmet Necdet Sezer, président de la Cour constitutionnelle turque pour la candidature à la présidence de la République.

M. Sezer étant un candidat hors Parlement, 110 signatures de députés - un cinquième des sièges - étaient requises pour la régularité de la candidature alors que l'on était au dernier jour de la date de clôture de dépôt de candidatures. C'est le soutien du parti islamiste qui a le plus surpris les observateurs puisque son prédécesseur, le parti de la Prospérité (RP), avait été dissous avec l'accord de M. Sezer. "Nous préférons regarder vers l'avenir plutôt que de focaliser sur le passé" a déclaré le leader du FP, M. Kutan.

Le président de la cour constitutionnelle s'était fait remarquer par son allocution, le 26 avril 1999, à la cérémonie du 38e anniversaire de l'institution suprême, cérémonie à laquelle les principaux dignitaires dont le président Demirel, le président du Parlement Yildirim Akbulut, le président de la Cour de cassation, Sami Selçuk, Mesut Yilmaz, Recai Kutan mais aussi Luzius Wildhaber, président de la Cour européenne des droits de l'homme, avaient pris part. Il avait alors formulé de vives critiques contre la Constitution turque et plus particulièrement contre l'article 104 relatif aux pouvoirs accordés au président turc arguant que ceux-ci excédaient les limites de la démocratie parlementaire. "Selon la Constitution, le président n'est pas

seulement une partie du corps exécutif, mais détient des pouvoirs spéciaux et une position supérieure à celle de l'Etat... Les pouvoirs accordés par l'article 104 excèdent de loin les limites de la démocratie parlementaire..." avait-il affirmé. Il avait également critiqué l'intouchable Conseil de sécurité nationale (MGK), véritable pouvoir suprême du pays, en soulignant que les lois issues du MGK en vertu de l'article 15, temporaire alors, n'ont pas été soumises à un examen constitutionnel. Il avait ajouté que de nombreuses lois du MGK promulguées au cours des périodes d'état d'urgence, de la loi martiale ou encore d'état de guerre sont contraires à la Constitution en la forme et au fond et qu'elles ne pouvaient pas être utilisées contre quiconque devant un tribunal.

La presse turque a largement salué le 26 avril la candidature de M. Sezer. Les quotidiens turcs Sabah et Milliyet ont tous deux salué en leur Une "L'accord historique" Hürriyet a titré "Voici la démocratie" en publiant la photo mettant en scène la signature des cinq leaders politiques. Cependant la démocratie s'est très vite révélée "à la turca". Tout juste après l'officialisation de la candidature de M. Sezer, les leaders du parti MHP et d'ANAP ont demandé aux candidats de leur parti de se retirer de la compétition. Le refus de certains, au nom de la démocratie, du multipartisme et conformément à la Constitution, a rapidement échauffé les esprits surtout de la majorité ultra-nationaliste du Parlement. Ainsi, lorsque Sadi Somuncuoglu, ministre d'Etat affilié au MHP, s'est rendu au Parlement pour déposer sa candidature, des députés de son parti l'ont pris à partie, lui et ses gardes du corps. Dans un premier temps, Sevket Çetin et Ahmet Çakar, deux hauts responsables du MHP, sont montés dans sa voiture pour l'en

dissuader. Cemal Erginurt, député MHP d'Ordu, qui avait déjà organisé une descente armée au bureau de Tunca Toskay [ndlr : ministre d'Etat, proposé à la candidature par le MHP avant l'accord] a ensuite directement et brutalement menacé M. Somuncuoglu : "Je vous tuerai crétins! Je suis député. Vous vous prenez pour qui ? Démissionne de MHP! Tu as trahi les nationalistes turcs. Tu as même trahi Turkes [ndlr : chef historique et fondateur du MHP, aujourd'hui décédé] dans les jours difficiles du MHP tu l'as quitté et es devenu député d'ANAP" a-t-il vociféré devant les caméras de télévision. Sevket Çetin, chef adjoint du parti, présent sur les lieux, à l'origine pour calmer les passions, a simplement rétorqué aux journalistes : "On ne laissera pas au bon vouloir de quelqu'un une affaire de 35 ans. Chez nous c'est la tradition qui joue. Il n'a pas respecté la tradition. À partir d'aujourd'hui Il ne pourra pas mettre l'uniforme du MHP". Interrogé un peu plus tard sur la sanction que le parti pourra prononcer à l'encontre du député-agresseur, M.Çetin a répliqué : "Pourquoi le sanctionner ? C'est un de nos plus éminents amis députés. Il a réagi à la provocation et a opposé sa réaction 'Ülkücü' [ndlr : sobriquet des Loups gris turcs]. Le ton était tout autre le 27 avril dans les médias turcs. Le quotidien Sabah a mis en sa Une les propos de Cemal Erginurt "Si j'avais une arme, je l'aurais tué". Fatih Altayli, l'éditorialiste au quotidien Hürriyet écrivait le même jour à propos des cinq leaders : "personne ne peut prétendre qu'ils sont plus démocrates que les généraux. Ils dirigent leurs partis comme des généraux voire des führer... Ce sont cinq dictateurs. La différence avec les généraux de la junte c'est qu'ils ne sont pas à la retraite..."

Le premier tour des élections s'est tenu le 27 avril dans ce climat très tendu et il a déjoué une fois de plus les pronostics de la classe politico-médiatique turque. Le juge Sezer n'a recueilli que 281 voix sur les 530 députés présents [Le Parlement turc comprend 550 députés]. Nevzat Yalçintas du FP arrive en seconde position avec 61 voix, suivi de Sadi Semuncuoglu avec 58, puis Yildirim Akbulut avec 56 voix. L'ancien chef d'état-major, Dogan Gures, récolte 35 voix, Rasim Zaimoglu 7, Agah Oktay Güner 5, Oguz Aygun 4 et Mail Büyükerman 3 voix. Nombre de députés semblent avoir boudé un candidat désigné hors Parlement qui leur est tout simplement imposé. Le second tour, des élections aura lieu, le 1^{er} mai, le troisième le 5 mai et le quatrième et dernier tour s'il y a lieu, est prévu pour le 9 mai.

Un sondage effectué par la société spécialisée turque ANAR auprès de 1483 personnes indique que 36 % des participants soutiennent la candidature d'Ahmet Nejdett Sezer aux élections présidentielles. Aucun des autres candidats n'a pu recueillir plus de plus de 10 % alors que 15 % d'entre eux restait sans opinion sur le choix du président.

Le chiffre le plus saisissant est que 83,4 % des personnes interrogées demandent à ce que le futur président turc ait des dispositions démocratiques. 71,3 % sont d'avis que le futur président devrait strictement adhérer aux principes séculaires alors que 63,8 % soulignent que celui-ci devrait être un croyant qui respecterait les normes et valeurs religieuses.

Par ailleurs, 56,7 % des personnes interrogées, contre 31,3 % et 12 % sans opinion, soutiennent le rejet de l'amendement constitutionnel par le Parlement turc relatif à l'extension du

mandat du président Demirel de cinq ans. Plus encore, 77,5 % d'entre eux affirment que le président Demirel ne devrait pas retourner dans la vie politique après la fin de son mandat le

16 mai. Le Premier ministre Bülent Ecevit, quant à lui, recueille 57,7 % d'opinions défavorables contre 26,3 % sur une éventuelle candidature présidentielle.

LA VISITE DU PRÉSIDENT ALLEMAND À ANKARA

JOHANNES Rau, le président allemand, s'est rendu le 6 avril 2000 en Turquie dans le cadre d'une visite officielle. Après avoir rencontré son homologue turc Suleyman Demirel au lendemain de sa cuisante défaite au Parlement turc, il s'est entretenu avec le Premier ministre Bülent Ecevit le 7 avril. Lors de l'entretien, M. Ecevit a critiqué la politique allemande vis-à-vis des organisations islamistes turques sur son sol et le Président Rau a exprimé sa déception pour l'incarcération d'Akin Birdal, vice-président de la Fédération Internationale des droits de l'homme (FIDH) et la situation des députés kurdes emprisonnés en Turquie. Les leaders des principaux partis politiques n'ont pas assisté au dîner offert par le président turc en l'honneur de son homologue allemand.

Le président Rau s'est entretenu le même jour avec les représentants des différentes organisations de défense des droits de l'homme en Turquie : Yavuz Önen, président de la fondation turque des droits de l'homme, Hüsnü Öndül, président de l'association turque des droits de l'homme (IHD), Yilmaz Ensarioglu, président de MAZLUM-DER, Ali Ersin Gür, président de l'association des juristes modernes, Nevzat Helvacı, président du conseil turc des droits de l'homme, et Yusuf Alatas, un des avocats du parti kurde de la démocratie du

peuple (HADEP) et également avocat des députés kurdes du parti de la démocratie (DEP-dissous). M. Rau a déclaré qu'il avait "noté les développements positifs enregistrés en matière des droits de l'homme, mais il reste beaucoup de choses à faire". Il a souligné qu'il y avait une déficience au niveau de l'éducation de la police et des juristes et de l'application des lois.

Le président allemand a aussi clairement indiqué que son pays ne vendrait pas de chars à l'armée turque.

Les milieux proches de l'armée turque voient d'un très mauvais œil les visites des représentants occidentaux aux défenseurs des droits de l'homme. Ainsi, Emin Çölaşan, journaliste proche de l'armée, écrivait le 7 avril dans le quotidien *Hürriyet* : "Le président allemand est venu aussi et nous avons assisté une nouvelle fois au même scénario. Hier matin, il s'est entretenu avec les représentants "des droits de l'homme". Il avait ajouté à la liste l'avocat du HADEP ! Soit nous n'arrivons pas à expliquer quelque chose à ces hommes venus d'Europe soit ils ne veulent rien comprendre. Le pays a perdu 40 000 personnes à cause de la terreur du PKK. Comment est-ce que l'Europe peut-elle donner autant de caution à ces gens qui soutiennent la terreur ? Hier, la Turquie a été de nouveau

espionnée derrière des portes closes. Vous pouvez voir que ce genre de réunion terminée, aucune déclaration n'est faite (...) La Turquie est dénoncée (...) et nos média, nos hommes politiques et

notre opinion publique ne disent mot ! (...) Personne ne proteste (...) Jamais la Turquie n'a été à ce point humiliée. N'y a-t-il pas quelques députés patriotes pour dénoncer cette situation inacceptable ?".

d'un "gouvernement kurde" même régional et encore moins de "ministre" ou d'un "Premier ministre" kurde, alors qu'il déploie tant d'efforts pour faire reconnaître la minuscule "République turque de Chypre du Nord".

WASHINGTON : UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES MALGRÉ LES PRESSIONS TURQUES

LE Center for Global Peace de l'American University de Washington en coopération avec la nouvelle chair *Mustafa Barzani Global Kurdish Studies*, a organisé les 17 et 18 avril 2000 une conférence internationale sur le thème "The Kurds Search for Identity".

gouvernement turc considère comme "hostile à la Turquie".

2) Présentation de Nechirvan Barzani, hôte du dîner officiel de la conférence, comme "Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan irakien". Ankara ne veut pas entendre parler

Malgré toutes les pressions médiatiques et diplomatiques, l'administration et l'université américaines n'ont pas cédé, les dirigeants kurdes irakiens non plus. "Si les Turcs en sont à vouloir censurer la liberté d'expression à Washington, on peut imaginer ce qu'ils font chez eux" ont commenté des journalistes américains. La conférence s'est déroulée conformément à son programme initial et sans incident.

Des universitaires américains et européens, kurdes, turcs, arabes et iraniens ont été conviés à cette réunion d'information et de réflexion sur la question kurde, ses implications pour la paix et la stabilité au Proche-Orient et sur les moyens de la résoudre.

Organisée dans un esprit académique pluraliste et inclusif, cette conférence ne devait pas en principe provoquer des remous politico-diplomatiques. Cependant, une semaine avant la réunion les média turcs ont lancé une campagne orchestrée d'intimidation et de dénigrement, accusant Washington d'encourager le séparatisme kurde. Les critiques turques étaient focalisées sur deux points :

1) La participation à la conférence d'un haut diplomate américain, Francis J. Ricciardone, coordinateur américain pour l'Irak à une table ronde présidée par Richard W. Murphy, ancien secrétaire d'Etat adjoint et où devait également s'exprimer le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, que le

L'UNE des figures majeures de la vie culturelle et politique du Kurdistan irakien,, Ibrahim Ahmed, est décédé le 8 avril à son domicile londonien à l'âge de 86 ans.

Mamosta Ibrahim Ahmed est né le 6 mars 1914 à Suleimanieh, dans une famille de commerçants aisés. Il obtient son diplôme de Droit, à l'Université de Bagdad, en 1937 et publie ses premiers poèmes dans les revues kurdes *Hawar* (L'Appel, Damas 1932-1945) et *Jiyan* (La Vie, Suleimanieh 1926-1938). En même temps qu'il exerce le métier d'avocat et de juge à *Hewlêr* et Halabja, il fonde en 1939 la revue *Gelawêj* (Sirius, Bagdad 1939-1949) qui, grâce à la collaboration active de l'élite intellectuelle kurde en Irak, contribue de façon significative à l'essor de la littérature kurde soranî. En 1944, il adhère au *Komela*

Jiyanewey Kurdistan (Association pour la renaissance du Kurdistan) qui sera l'âme de la brève République kurde de Mahabad (1946). Dans la même année, le Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak est fondé et Ibrahim Ahmed en est le secrétaire général, inculpé d'association avec le parti communiste irakien, il est arrêté et condamné à deux années de prison ferme suivies de deux années de mise en résidence surveillée. En octobre 1958 Ibrahim Ahmed est désigné par ses camarades pour accompagner le retour d'exil de Mostafa Barzani et de ses compagnons, en Irak.

À Bagdad, en 1959, il fait paraître *Körewarî* (La Misère), un recueil de nouvelles déjà publiées dans *Gelawêj*. *Janî Gel* (La douleur du peuple), le premier roman en soranî, ne paraît qu'en 1972, à Suleimanieh. Les premières pages du roman avaient été publiées dans l'hebdomadaire politico-

culturel *Rizgarî* (Libération, Suleimanieh, avril 1969-mars 1970). *Janî Gel* contribue à la définition du réalisme socialiste au Kurdistan irakien. En partie autobiographique, le roman relate la lutte des Kurdes rendus conscients. Si l'auteur par prudence évite de révéler la nationalité de ses héros, les lecteurs ne s'y trompent pas et réservent un accueil chaleureux à cette oeuvre qu'ils considèrent comme l'équivalent kurde de *La Mère* de Maxime Gorki. Ce roman a été traduit en persan par Mohamed et Ahmed Qazi (éd. Agâh, 1978) et en kurde kurmancî sous le titre de *Jana Gel*, Stockholm 1992. Il a été traduit en français, sous le titre de *Mal du Peuple* par Ismael Darwish aux éditions l'Harmattan en 1994.

La débâcle de l'insurrection kurde en Irak en 1975 contraint Ibrahim Ahmed à l'exil en Grande-Bretagne et c'est là qu'il publie à partir de juillet-août 1979 *Çiriskey Kurdistan* (L'Étincelle du Kurdistan). *Dirk û Gul* (L'épine et la rose) paraît à Stockholm en 1991. Des romans et des mémoires sont encore inédits.

Sur le plan politique, I. Ahmed a animé avec notamment son gendre Jalal Talabani, la contestation du *leadership* de Mostafa Barzani sur la résistance kurde d'Irak, qui a débouché sur une scission en 1966. Après une éphémère réconciliation en 1970, ce mouvement dissident s'est organisé en 1975 sous le nom de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigé depuis sa fondation par J. Talabani. Ibrahim Ahmed qui avait pris un certain recul de la vie politique s'est, ces dernières années, investi dans les différentes organisations de la mouvance du PKK (Parlement kurde en exil, Congrès national du kurde, etc.).

Conformément à ses dernières volontés, son corps a été inhumé dans

sa ville natale. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à ses funérailles.

Le 6 avril, le général Pierre Rondot, ami de longue date du peuple kurde, grand spécialiste du monde arabe et des Chrétiens d'Orient, s'est éteint à Lyon à l'âge de 96 ans.

Général de brigade, directeur du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (Cheam), professeur aux instituts d'études politiques de Grenoble, Lyon et Paris, il a été aussi écrivain et journaliste.

Né le 2 juin 1904 à Versailles, il entre à Saint-Cyr à l'âge de dix-sept ans. Officier dans la Légion étrangère au Maroc, il est nommé, en 1929, dans les services politiques du Haut-Commissariat de la France au Levant. Il y passe huit ans qui déterminent sa vocation. Il fit connaissance avec des frères Bedir Khan, appris le kurde, soutint leurs efforts de renouveau culturel kurde autour de la revue *Hawar* et publia des articles sur les Kurdes.

Après la campagne de France (1939-1940) et des missions en Syrie et en Turquie, il participe au débarquement en Provence.

En 1946, il soutient sa thèse de doctorat en droit sur les " *Institutions politiques au Liban* " (Maisonneuve, 1947). Après avoir été observateur de l'ONU en Palestine, en 1949, il ne cessera de défendre les droits des Palestiniens. Directeur de l'administration centrale de l'armée tunisienne, en 1954, il a été maintenu par Habib Bourguiba à ce poste qu'il a quitté en 1956. En effet, collaborateur de Robert Montagne, un des grands maîtres de la sociologie de l'islam, il lui a succédé, entre-temps, à la tête du Cheam qu'il dirigera jusqu'en 1967. Ferme dans ses convictions, il adhère

à l'Association de solidarité franco-arabe dont il sera vice-président jusqu'à sa mort.

Auteur de plusieurs livres dont *Les Chrétiens d'Orient* (Peyronnet, 1955), *Destin du Proche-Orient* (Centurion, 1959), *L'Islam et les musulmans d'aujourd'hui* (l'Orante, 1965), Pierre Rondot a collaboré à nombre de publications (*Le Monde diplomatique*, *La Croix*, *Réforme*, *Défense nationale*, *France-Pays arabes...*). Commandeur de la Légion d'honneur et de l'ordre du Cèdre, il était aussi croix de guerre.

Le général Rondot, tenait à chacun de ses déplacements à Paris, à rendre une visite amicale à l'Institut kurde pour se tenir informé des derniers développements de l'actualité kurde. En 1993, il avait fait une intervention émouvante dans le colloque " *La langue kurde à l'horizon de l'an 2000* " tenu à la Sorbonne. Il demeura jusqu'à ses derniers jours un ami fidèle et un défenseur ferme du peuple kurde.

Ses obsèques ont été célébrées le 13 avril à Lyon en présence de sa famille, de l'archevêque maronite du Liban, du président de l'Institut kurde et de ses nombreux amis arabes et français.

Ainsi que...

• **PROCÈS DES MAIRES DU HADEP : SEPT ANS DE PRISON REQUIS.** La Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir a poursuivi le 24 avril le procès de 22 membres du parti de la démocratie du peuple (HADEP) accusés de " *connexion avec le PKK* ". Parmi les accusés figurent Feridun Çelik, Selim Özalp, Feyzullah Karaaslan, respectivement maires

HADEP de Diyarbakir, Siirt et de Bingöl qui avaient été arrêtés manu militari le 19 février, déçus de leurs fonctions puis, face au tollé général et à la pression internationale, libérés et réintégrés le 28 février 2000.

Les trois maires, qui étaient absents de l'audience, risquent jusqu'à sept ans de prison ferme sur le fondement de l'article 169 du code pénal turc. L'accusation est essentiellement fondée sur les présumés contacts entre les maires et un commandant du PKK, Murat Karayilan, qui s'est réfugié aux Pays-Bas. La justice turque va jusqu'à leur reprocher l'embauche des membres de familles de combattants du PKK dans les services municipaux.

Sept ans de prison ont été également requis contre 11 autres personnes, alors que 8 autres inculpés risquent jusqu'à 15 ans d'emprisonnement pour appartenance au PKK. La cour s'est refusée à lever l'interdiction de voyager prononcée contre les maires et a fixé au 20 juin la prochaine audience du procès.

• **LES LIVRES DE L'ECRIVAIN KURDE MEHMET UZUN SAISIS ET INTERDITS PAR LES AUTORITÉS TURQUES.** Par décision datée du 4 février 2000 de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir N°4, les livres en turc et en kurde de Mehmet Uzun, écrivain kurde, ont été saisis et interdits par les autorités turques depuis le 21 mars 2000. De nombreux écrivains et intellectuels de part le monde continuent de protester contre cette décision qui porte clairement atteinte à la liberté d'expression.

Un appel a été lancé par l'Union des écrivains suédois, l'Institut kurde de Paris et des intellectuels, pour protester contre cette saisie : " Nous appelons l'Union européenne à

présenter au gouvernement turc un ultimatum pour qu'il se conforme aux conditions qui garantissent à tous les groupes ethniques du pays, la liberté de l'expression, la liberté de la presse, la liberté de l'information, et les droits de l'homme (...)" .

• **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME ACCORDE UNE INDEMNITÉ DE \$ 3000 À UNE JEUNE FILLE TORTURÉE EN TURQUIE.** La Turquie a été condamnée le 11 avril 2000 par la Cour européenne des droits de l'Homme pour des tortures infligées lors d'une garde-à-vue à une jeune femme, soupçonnée d'avoir des liens avec le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Cour a jugé que les preuves soumises par Mme Sevtap Veznedaroglu, " ne permettent pas d'établir si ses blessures ont été ou non infligées par des policiers, si elle a été torturée dans la mesure où elle le dit ". Mais les juges ont estimé à " l'unanimité " que l'article de la Convention européenne des

droits de l'homme, interdisant la torture, a été violé, " en raison, de l'absence d'enquête de la part des autorités " sur les allégations formulées par Mme Veznedaroglu.

Le 4 juillet 1994, la jeune femme avait été interrogée par la police, avant de signer, sous la contrainte selon elle, une déclaration dans laquelle elle reconnaissait ses liens avec le PKK. Jugée le 15 juillet, elle avait été acquittée faute de preuve. Mais la jeune femme s'était plainte d'avoir été torturée durant sa garde-à-vue. Deux médecins différents l'avaient examinée constatant des bleus au bras et au tibia. " Le procureur disposait dans son dossier des rapports médicaux (...) Or rien n'a été fait pour obtenir plus de renseignements auprès d'elle ni pour questionner les policiers qui l'avaient interrogée pendant sa garde-à-vue ", a critiqué la Cour. La Turquie a été condamnée à 2000 dollars pour dommage moral et 1000 dollars pour frais et dépens à la plaignante.

BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME (IHD) À ISTANBUL EN MARS 2000

La branche d'Istanbul de l'IHD a rendu public son bilan des violations des droits de l'homme. Voici de larges extraits :

Nombre de placements en garde-à-vue	1796
Femmes	595
Hommes	1098
Enfants	103
Nombre d'assassinats en prison	1
Nombre de cas rapportés à l'association	38
Nombre de femmes torturées	16
Nombre d'hommes torturés	22
Nombre de blessés par balle tirée par la police	3
Nombre de meurtres non élucidés	2
Nombre de revues perquisitionnées ou attaquées	4
Personnels de la presse placés en garde-à-vue	34
Télévisions et radios fermées par décision du RTUK	7
Nombre de jours d'écran noir	22
Nombre de livres saisis	1
Nombre de revues et journaux saisis	20
Nombre de journalistes et écrivains arrêtés	2
Nombre de syndicats et d'associations fermés	4
Condamnations pour délit d'opinion	5 ans 9 mois

• **APPEL AU DÉMINAGE DU KURDISTAN.** Dr. Serdar Necmioglu, professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Dicle de Diyarbakir, a appelé le gouvernement turc à entreprendre un déminage des provinces kurdes en soulignant le dangers encourus par la population de la région. Selon les registres de l'Université, entre octobre 1998 et janvier 1999, les mines ont causé 25 morts et 36 blessés, majoritairement des soldats, des protecteurs de village ou encore des civils. Entre octobre 1999 et janvier 2000, 8 personnes ont perdu la vie et 14 autres ont été blessées par l'explosion des mines dans les régions de Kulp, Diyarbakir, Lice, Hani, Hazro, Dicle et Silvan. Entre janvier 2000 et avril 2000, dans 21 incidents dus aux mines dans la seule province de Diyarbakir, 6 civils ont été tués et 13 autres blessés. Dans la région de Mardin, 5 explosions ont fait un mort et 6 blessés, tous civils. Dr. Necmioglu prend note de la baisse des incidents par rapport à la période de 1992 et 1995 où le nombre d'explosions était au plus haut, mais il ne manque pas de noter également la carence des autorités en dénonçant les velléités des pouvoirs publics alors que la population demande régulièrement son aide dans ce domaine.

• **LANCEMENT OFFICIEL DE LA PHASE PRÉ-ACCESION À L'UE POUR LA TURQUIE.** Le Conseil d'association UE-Turquie s'est tenu le 11 avril à Luxembourg pour le lancement officiel de la phase de pré-accession d'Ankara. Jaime Gama, le ministre portugais des affaires étrangères qui présidait la réunion à Luxembourg, a déclaré que "c'est un grand pas en avant, dans le sens des décisions du Sommet d'Helsinki de l'UE". Concrètement, les Européens et les Turcs ont décidé de créer 8 sous-comités chargés de préparer les négociations d'adhésion d'Ankara

avec l'UE. En outre, des négociations vont être ouvertes pour libéraliser les services et l'accès aux marchés publics. Seuls trois pays de l'UE étaient représentés par des ministres à ce conseil d'association : la Grèce, le Portugal et le Luxembourg. "L'important pour nous c'est que le ministre grec des Affaires étrangères Yorgos Papandreou, ait été présent, il vaut à lui seul, dans ce cas, l'ensemble des 14 autres ministres", a déclaré Jaime Gama.

Les négociations proprement dites avec 12 pays ont déjà commencé, mais pas celles avec la Turquie, en raison de questions épineuses pour les Européens comme la peine de mort, toujours légale à Ankara, et la politique des droits de l'homme, sans compter le problème chypriote. "La peine de mort existe, mais n'a pas été appliquée depuis 16 ans, il y a un projet de loi pour son abolition", mais la condamnation à la peine capitale en juin d'Abdullah Öcalan, a compliqué la situation pour l'opinion publique.

• **SIGNATURE POUR L'OLÉODUC BAKOU-CEYHAN À WASHINGTON.** Les gouvernements d'Azerbaïdjan, de Géorgie et de la Turquie ont signé le 28 avril à Washington un accord donnant un cadre légal au projet de construction d'un oléoduc entre Bakou, Tbilissi, et Ceyhan. L'accord qui doit être ratifié par les parlements des trois pays, constituera la base permettant la signature de contrats d'investissements pour la construction de l'oléoduc. L'oléoduc, long de 1 994 km de la Caspienne à la Méditerranée, aura un coût d'un montant estimé de 2 à 4 milliards de dollars. L'oléoduc, dont la construction devrait être achevée en 2004, transportera du pétrole depuis Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, en traversant la Géorgie jusqu'au port turc de Ceyhan, sur la Méditerranée.

Washington a fortement soutenu ce projet, qui permet d'acheminer le pétrole de la mer Caspienne vers les marchés mondiaux en évitant les autres options possibles à travers la Russie ou l'Iran.

• **LA CLASSE POLITIQUE DÉFEND LA POLICE TURQUE.** À l'occasion du 150e anniversaire de la police turque le 10 avril 2000, des cérémonies ont été organisées en Turquie. À cette occasion, le président turc Süleyman Demirel a déclaré que la Turquie était "en matière de sécurité parmi les pays les plus sûrs au monde" et que "cet état de fait nous le devons à notre organisation de sûreté et de la police". Il a appelé à ce qu'on ne permette pas que la police puisse être souillée alors que nombreux sont les cas où elle fait l'objet d'accusations de viols et autres sévices en Turquie. Quant à Yildirim Akbulut, président de l'Assemblée nationale turque, il a rappelé que le pouvoir de sanction de l'Etat était confié à l'armée et à la police turques "s'il n'y avait pas cette sanction l'Etat n'existerait plus".

Le quotidien turc *Hürriyet* du 11 avril 2000 a consacré une demi-page à l'événement et titré " nous sommes le pays le plus sûr " en mettant en image une petite fille de 11 ans, en treillis, munie d'un fusil M-16. Le journal précise fièrement les propos de la petite fille : "Que ma vie soit également sacrifiée pour ce pays !". Le gouverneur de la région de Kayseri, Nihat Canpolat, qui a été en fonction précédemment dans la région de Hakkari a, quant à lui, donné sa version des droits de l'homme en déclarant : "La police turque respecte jusqu'au bout les droits de l'homme. Il y aura évidemment de temps en temps des violations. Mais vous en conviendrez que les droits de l'homme ne sont des droits accordés qu'à des

hommes. Cela nous fait du mal de voir que notre police est parfois sans pouvoir face à des accusations comme le non-respect des droits de l'homme alors qu'elle est confrontée à des ennemis de l'Etat et d'Atatürk, privés de toute humanité, des personnes qui tentent d'ébranler la paix et l'unité sociale".

• **ANKARA DÉFEND LES OUIGOURS DE CHINE.** La Turquie a plaidé le 19 avril la cause des Ouïgours, minorité ethnique apparentée aux Turcs vivant au Xinjiang (nord-ouest de la Chine), tout en condamnant leur rébellion séparatiste lors de la visite du président chinois Jiang Zemin à Ankara.

" Nous leur avons dit que les Ouïgours devaient être des citoyens loyaux de la Chine et devaient vivre dans la paix et l'harmonie... Nous avons aussi exprimé notre soutien en faveur de l'intégrité territoriale de la Chine et assuré que nous n'avons aucune intention de nous ingérer dans ses affaires intérieures... Nous avons des liens raciaux, linguistiques et religieux avec les Ouïgours et nous voulons qu'ils soient un pont d'amitié entre la Turquie et la Chine " a indiqué un diplomate turc qui a participé à la rencontre entre les délégations turque et chinoise présidée par Süleyman

Demirel et M. Jiang Zemin, en visite de trois jours en Turquie.

Les Ouïgours constituent la principale ethnie musulmane vivant dans la région " autonome " du Xinjiang, que les Turcs appellent Turkestan oriental, où vivent 8,7 millions d'entre eux. La police turque avait arrêté en octobre 10 membres d'un groupe nommé l'organisation de libération du Turkestan oriental, en liaison avec une série d'attaques contre des ressortissants chinois en Turquie.

Les autorités turques reconnaissent l'indépendance de Chypre du Nord où vivent quelques dizaines de milliers de Turcs. Le président Süleyman Demirel lors de son voyage au Kosovo avait appelé au respect des droits de minorités turques établies au Kosovo. Il plaide aussi régulièrement pour les droits de la minorité turque de Bulgarie etc... tout en continuant cependant à ignorer les droits des 18 millions de Kurdes de Turquie.

• **MANIFESTATION DE 6500 ARMÉNIENS À PARIS POUR COMMÉMORER LE GÉNOCIDE DE 1915.** Quelques 6500 d'Arméniens, selon la préfecture de police, ont manifesté à Paris pour commémorer le génocide d'Arméniens par la Turquie en 1915 et obtenir la reconnaissance par la France de ce génocide. L'Assemblée nationale a adopté en mai 1998 une

proposition de loi reconnaissant le génocide arménien, à l'instar de plusieurs pays européens, mais le Sénat bloque le texte sous la pression du président Jacques Chirac, qui se présente volontiers comme "un ardent défenseur de la cause turque".

" Pour raison d'Etat, la France n'a pas voulu reconnaître le génocide arménien. Mais comment se fait-il que les Turcs ont fait leurs achats ailleurs qu'en France ? (...) C'est aussi mon côté français qui discute, ce n'est pas seulement l'Arménien qui parle (...) Le Français que je suis voudrait que la France se conduise normalement dans un cas pareil " a déclaré le très populaire chanteur Charles Aznavour sur France Info. Le consortium franco-allemand Eurocopter ayant été écarté le 6 mars du marché turc d'hélicoptères d'un montant de 4,5 milliards de dollars, Jacques Chirac avait adressé une lettre de protestation aux autorités turques et son conseiller s'était indigné en ces termes : " Monsieur Chirac a usé des efforts personnels et fait tout ce qui est en son pouvoir pour que le texte sur le génocide arménien ne passe pas au Sénat français ... Et voilà comment le gouvernement turc le remercie ".

Des manifestations ont également eu lieu à Moscou, Téhéran, Bruxelles, Erevan, et Athènes.

TURQUIE *Déférence de la population envers le pouvoir et habitudes répressives du régime*

Les ratés de la démocratisation

Istanbul :
Éric Biegala

Akin Birdal n'aura eu que quelques jours de répit. L'ancien président de l'Association des droits de l'homme est retourné en prison le 28 au lieu du 23 mars, les médecins ayant finalement conclu que sa santé permettait une incarcération. Sa peine avait été suspendue pour six mois en septembre dernier, officiellement pour raisons de santé, mais surtout à quelques jours de la visite de Bill Clinton. Ainsi va la libéralisation du régime : un pas en avant, deux pas en arrière... Même si, les perspectives européennes aidant, la demande de démocratie se fait davantage pressante.

La société civile commence en effet à faire entendre sa voix. L'un des foyers de cette timide « reconquista » citoyenne demeure sans doute Açık Radio. Donnant la parole depuis longtemps aux ONG, la « radio ouverte » d'Istanbul avait acquis une audience nationale en coordonnant les secours humanitaires au lendemain du tremblement de terre du 17 août. A l'époque, la mobilisation populaire en faveur des victimes avait déjà pris le pas sur une administration d'Etat manifestement dépassée.

Aujourd'hui, Açık Radio promeut régulièrement l'Europe. « Dans nos émissions, nous expliquons que la Turquie doit commencer par faire ses devoirs... Après tout, c'est nous qui sommes candidats », rappelle Ömer Madra, qui dirige l'antenne. Faire ses devoirs, c'est-à-dire par exemple changer une Constitution qui date du régime militaire du début des années 80 et qui demeure très restrictive.

Telles sont d'ailleurs les conclusions d'un rapport établi par la très officielle Organisation de planification d'Etat (DTP). Remettre le citoyen au centre de la Constitution, c'est également le but de l'ONG « Initiative pour une constitution civique » qui depuis deux mois multiplie les réunions publiques. Fondée par une trentaine d'universitaires et d'intellectuels, l'Initiative s'attaque au

mur de l'indifférence : « La population ne s'estime guère concernée par la Constitution. Il y a cette idée d'un Etat paternaliste qui s'occupe de tout et à qui la confiance est due, explique l'avocate Mebuse Tekay, secrétaire générale de l'Initiative. Il faut donc expliquer la citoyenneté au quotidien ; pour quoi le droit de grève est-il limité ? d'où proviennent les règles régissant la vie universitaire ? ou réaffirmer que les femmes sont autant citoyennes que les hommes. »

Mais les ONG s'attaquent à forte partie : la capacité de réaction de la société est fortement grevée tant par la traditionnelle déférence envers le pouvoir que par les habitudes répressives du régime. « Il y a quelques années, deux acteurs déguisés en officiers nazis s'étaient amusés à vérifier l'identité des passants en plein Istanbul... Personne n'avait osé ni protester ni même demander à quelle

unité ils appartenaient », se souvient Mebuse Tekay.

Au-delà des mentalités, il y a encore les obstacles objectifs à la démocratisation. Si des modifications de la Constitution sont bien à l'ordre du jour, elles ne concernent une démocratisation que par hasard (lire ci-dessous). Le rapport du DTP, sollicitant modifications constitutionnelles ou toilettage en profondeur du Code civil, n'est pas encore devenu une politique officielle et les habitudes coercitives ne se démentent pas. Courant mars, sept journaux étaient poursuivis à la suite de critiques trop acerbes.

D e r n i e r exemple en date : quand la modification d'un article du Code pénal ayant entraîné l'incarcération du directeur de l'Association

des droits de l'homme ou la condamnation de l'ancien premier ministre Necmettin Erbakan (islamiste) est ouvertement envisagée par le chef du gouvernement, l'armée fait clairement savoir qu'elle s'y oppose.

« La société civile n'est pas assez forte en soi pour faire bouger les choses », affirme Ömer Madra, il lui faut l'aide de l'Europe. » Depuis le « oui » de l'UE, les délégations européennes se sont multipliées à Ankara, déclenchant l'ire des autorités lorsqu'elles rencontraient les ONG avant les représentants de l'Etat. Pratiquement chaque entrevue a été l'occasion pour le gouvernement de plaider la cause du régime, notamment quant au problème kurde qui, aime à répéter le premier ministre, « n'existe pas ». Bülent Ecevit expliquait même à la télévision que les différences de vues opposant l'UE à son gouvernement sur le sujet étaient motivées par la « tradition raciste » prévalant en Europe et selon lui inconnue en Turquie. Ce n'est pas un hasard si la libéralisation achoppe sur la question kurde. La « demi-démocratie » d'Ankara devient un véritable Etat policier dans le Kurdistan de Turquie.

Paradoxalement, c'est tout de même là que le pouvoir a fait un signe d'ouverture en autorisant les manifestations du nouvel an kurde, le « Newroz », le 21 mars à Diarbakir. Manifestations interdites, en revanche, à Istanbul où le vice-gouverneur considérait que la requête, ayant été faite par un parti politique employant le mot « Newroz », contrevenait à la loi faisant obligation aux partis de parler le turc. En l'occurrence, le parti aurait dû écrire « Nevroz » au lieu de « Newroz », qui sonne trop kurde.

Une chicanerie sémantique qui a été une aubaine pour certaines autorités judiciaires. Dans le Sud-Est, elles se sont empressées d'ouvrir une information contre six journaux ayant utilisé l'orthographe « Newroz », oubliant apparemment que l'emploi de la langue kurde dans la presse est officiellement toléré.

Les perspectives européennes aidant, la demande de démocratie se fait davantage pressante

Coup dur pour Bülent Ecevit

La majorité obtenue mercredi au Parlement dans un vote préliminaire sur un allongement du mandat présidentiel est loin d'être suffisante pour amender la Constitution. C'est un coup dur pour Bülent Ecevit, qui entendait proroger le mandat de Süleyman Demirel qui s'achève normalement en mai. Le chef de l'Etat étant considéré comme le garant de la fragile stabilité politique du pays. Toute modification constitutionnelle réclamant une majorité des deux tiers, le pouvoir devait se gagner l'opposition, notamment islamiste. Deux autres corrections constitutionnelles étaient donc envisagées. La première compliquant l'interdiction des partis politiques, alors que le parti islamiste est justement sous le coup d'une possible interdiction. La seconde réévaluant pensions et traitements des députés. Carottes manifestement insuffisantes : après le vote de mercredi, les islamistes réclamaient une modification plus libérale des textes encadrant l'activité des partis politiques, annonçant d'intenses négociations avant le vote final prévu pour le 4 avril.



Offensive turque contre les rebelles kurdes au nord de l'Irak

1 avril 2000,

TUNCELI, Turquie (Reuters) - Entre 5.000 et 7.000 soldats turcs appuyés par des hélicoptères de combat ont franchi samedi matin la frontière nord irakienne pour repousser des rebelles kurdes s'étant rapprochés de la frontière turque.

Selon les autorités militaires de Tunceli, dans le sud de la Turquie, l'armée turque a pénétré à une dizaine de kilomètres à l'intérieur de l'Irak. Les soldats étaient couverts par des hélicoptères Cobra de fabrication américaine.

Des affrontements ont eu lieu en plusieurs endroits, a rapporté cette même source, sans donner plus de détails.

Parallèlement à cette opération, environ 10.000 soldats turcs ont commencé à se déployer dans les montagnes aux alentours des villes de Tunceli et de Bingol.

Condamné à mort en juin en Turquie pour haute trahison et séparatisme, le leader kurde Abdullah Öcalan avait appelé depuis sa prison le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) à mettre fin à la lutte armée et à se transformer en force politique.

.....

TURQUIE Polémique sur la pratique systématique de la torture par la police

Les « spécialités » du Commandant

Istanbul :
Eric Biegala

LE FIGARO LUNDI 3 AVRIL 2000

« Est-ce que la police torture ? La torture est-elle systématique en Turquie ? La réponse est un gros OUI ! » Remonté, Hakan Aslaneli : dans un long article intitulé « Le Commandant » portait des gants » et publié dans le supplément dominical du quotidien *Turkish Daily News*, le journaliste ose, en effet, aborder le sujet de la torture en accusant un personnage précis dont le nom et la carrière sont amplement documentés. Surnommé « le Commandant », ce policier d'Istanbul aurait développé une telle habileté pour interroger les suspects qu'il aurait été autorisé à poursuivre ses activités au-delà de l'âge de la retraite. Longtemps adepte de l'électricité et des coups, « le Commandant » opérerait dorénavant en gants de chirurgien. La technique utilisée, la compression des testicules, comporterait l'« avantage » de ne pas laisser de traces tout en étant extrêmement douloureuse. A terme, elle entraîne la stérilité.

C'est après avoir reçu le témoignage de l'une des victimes du « Commandant » que le journal décidait d'en faire un long

développement. S'ils restent discrets, les articles dénonçant tortures ou violations des droits de l'homme ne sont pas rares en Turquie. Les offensives *ad hominem* sont, en revanche, nettement moins fréquentes. Mais peut-être le vent est-il en train de tourner.

En 1998, Sema Piskinsüt, qui dirige la commission d'enquête sur la torture au Parlement, admettait que celle-ci était pratiquée systématiquement dans le pays, particulièrement dans le Sud-Est à majorité kurde. Conclusion établie sur la base d'une enquête de terrain qui avait permis de trouver des instruments de torture dans les commissariats de Diarbakir et de Batman. A l'époque, l'émoi était resté limité.

Rebelote en février dernier : la députée et son équipe effectuent plusieurs « descentes » dans des postes de police stanbouliotes où d'autres instruments sont découverts. Cette fois, les médias réagissent, d'autant que les policiers en faction devant le Parlement tentent d'en interdire l'accès aux députés munis de leurs pièces à conviction...

Quant aux victimes, elles ne

sont pas toutes des opposants politiques, loin s'en faut. Selon les chiffres de la branche stanbouliote de l'Association des droits de l'homme (IHD), en 1998, 59 % des victimes recensées étaient accusées de crimes ou de délits de droit commun. En fait, la réputation des policiers est telle que nombreux sont les Turcs qui n'osent même pas entrer dans les commissariats. « Par deux fois, on m'a volé mon portefeuille... Je n'ai jamais porté plainte », raconte Mebuse, avocate au barreau d'Istanbul.

« Les chauffards savent pertinemment que la police cogne aussi sur ceux qui commettent des infractions routières », renchérit Hakan Aslaneli.

Il faut dire que l'impunité est de mise. La loi permet aux fonctionnaires de s'opposer à toute poursuite contre leurs subordonnés si ceux-ci ont commis des « actes illégaux dans l'exercice de leurs fonctions ». Quant à l'actuel ministre de l'Intérieur, il était connu pour ses « méthodes particulières d'interrogatoire » lorsqu'il était officier de police à Istanbul, dans les années 70.

2 avril 2000, 11h30



En Allemagne, le filet semble se resserrer autour des dirigeants du PKK

BERLIN, 2 avr (AFP) - L'Allemagne semble être passée à la vitesse supérieure dans sa lutte contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) interdit sur son sol depuis 1993, multipliant les arrestations depuis plusieurs mois.

Depuis octobre, le Parquet général fédéral a annoncé l'interpellation d'une dizaine de "dirigeants présumés" au niveau allemand ou européen. Du côté kurde, on confirme qu'il s'agissait au moins dans un cas d'un "membre éminent" de la direction du PKK.

Les arrestations se sont accélérées peu après la condamnation à mort du chef du PKK Abdullah Ocalan par la Turquie en juin 1999, pour trahison et séparatisme.

Ocalan avait d'abord été arrêté à Rome, avant d'être capturé au Kenya et ramené en Turquie. A l'époque, l'Allemagne avait préféré ne pas demander à l'Italie l'extradition du chef rebelle séparatiste, arguant des 500.000 Kurdes sur son sol (sur 2,1 millions de Turcs) et du risque afférant de conflit intérieur.

Et ce, malgré un mandat international émis par la justice allemande contre Ocalan en novembre 1998 pour quintuple meurtre et direction d'une organisation terroriste, interdite en Allemagne depuis une double vague d'attentats contre des intérêts turcs.

En laissant à Ankara le soin de régler l'épineux cas Ocalan, le gouvernement allemand s'était délesté d'un lourd fardeau sur la Turquie.

"Aujourd'hui, la Turquie est satisfaite de la coopération. Les Allemands sont corrects, ils suivent une ligne droite et, pas à pas, une arrestation entraîne une autre", relevait-on vendredi de source turque.

"Une bonne opération est en cours. Il semble que cela bouge véritablement", ajoutait-on de même source, peu après l'annonce de l'interpellation du coordinateur du PKK pour l'Allemagne, Hasso S.

La police criminelle fédérale (BKA), qui dit coopérer avec les autorités turques, reconnaît que "beaucoup de procédures" lui sont confiées par le Parquet fédéral de Karlsruhe (ouest) à propos du PKK.

Le ministre de l'Intérieur Otto Schily a récemment assuré son homologue turc Sadettin Tanttan que l'Allemagne continuerait d'interdire le PKK, même si elle a transformé en janvier 1998 sa qualification "d'organisation terroriste" en "organisation criminelle".

Le PKK s'est certes engagé à mettre fin aux combats armés et à se retirer du sol turc à partir de septembre, à la demande d'Ocalan, dont la Turquie a suspendu en janvier l'exécution.

Mais "il reste une organisation extrémiste, qui dispose toujours de solides structures dans toute l'Allemagne et est dotée d'un extraordinaire potentiel de militants", selon les renseignements intérieurs allemands, qui y voient "une cause notable d'inquiétude".

Plus de dix mille militants peuvent être rapidement mobilisés. A preuve, les importantes manifestations de protestation survenues en Allemagne lors de la capture d'Ocalan à Nairobi en février 1999.

L'opinion avait pris conscience de la mobilisation le 17 février 1999, lorsque des manifestants kurdes avaient pris d'assaut le consulat d'Israël à Berlin. Dans la panique, le service de sécurité israélien avait tué quatre personnes.

Privés de leur chef Ocalan, responsables et militants du PKK ont pu un temps être assommés mais sont loin d'être démotivés et, si Ocalan est exécuté, personne ne sait comment le PKK réagira, souligne-t-on de sources concordantes.

L'arrestation d'Ocalan a entraîné une lutte de courants entre modérés et durs au sein du PKK, relevaient à l'époque les renseignements intérieurs allemands. Le parti en est devenu plus imprévisible et "la question qui se pose, c'est qui va l'emporter: les faucons ou les colombes".

"Tant que le PKK n'a pas rendu les armes, le danger est toujours là", met en garde une source turque, se félicitant que "l'Allemagne l'ait bien compris".

France HAS STRONGLY CRITICISED AMERICAN

BBC- April 8, 2000 AND BRITISH AIR RAIDS AGAINST IRAK

one day after an attack which Iraqi officials say killed 14 civilians. "These pointless and deadly bombings are alarming," said French Foreign Ministry spokeswoman Anne Gazeau-Secret, and France "deeply deplores them."

The targets were all military targets and they were not near any residential areas

US Vice-Admiral Charles Moore

"We reiterate our profound unease over these continuing strikes which affect the civilian population above all," Ms Gazeau-Secret said.

Another UN Security Council member, China, also called for a halt to military action.

Contained

US Defence Secretary William Cohen on Friday told troops aboard the aircraft carrier USS Stennis that they were "helping to keep Saddam Hussein contained."

Planes from the vessel, stationed in the Gulf, took part in Thursday's raids on southern Iraq.

Southern Watch Southern no-fly zone imposed by US, UK and French forces in 1992 after the UN condemned Baghdad's repression of civilians

"Yesterday there was heavy anti-aircraft artillery fire against our air crew and aircraft in the no-fly zone," US Vice-Admiral Charles Moore said.

"The targets were all military targets and they were not near any residential areas or any other areas where civilians could possibly be located," he added.

Iraq said civilian installations and residential areas were bombed, and that in addition to the fatalities, 19 people were injured.

Casualties

Reports from Iraq say Thursday's strikes took place in the Basra Province and that warplanes had flown over six provinces in the no-fly zone.

Lieutenant-General Yassin: Pledged to use all means possible

The air exclusion zones were set up after the Gulf War in 1991 to provide aerial protection for the Shia Muslims in the south and Kurds in the north.

Earlier on Thursday, the Iraqi Air Defence Chief, Lieutenant-General Shaheen Yassin, said Iraq would continue to defy US and British planes policing the zones.

"Iraq is determined to confront the US and British planes flying over its territory. We shall use our [air] defences, our weapons and whatever means we have until they give up," General Yassin told a news conference.

On Tuesday, Iraqi authorities reported that strikes had killed two people and injured two in the south.

In August, Iraq said 19 civilians were killed and 11 injured during attacks in the north and south of the country.

US and British air force officials have continuously denied firing at civilian targets.

Thursday's attack brings to 162 the number of people who have been killed in the US-UK bombings since they started in December 1998.



3-4 AVRIL 2000

COMMUNIQUE

L'Élysée confirme que

Pour quelques hélicoptères (refusés par la Turquie), Chirac a empêché le Sénat de reconnaître le génocide des Arméniens

Dans un courrier adressé au président Démirel, l'Élysée a expliqué que le président Chirac a décidé de reporter sa visite en Turquie en raison de sa déception face au refus turc d'acheter les hélicoptères français. Dans cette lettre édifiante remise en mains propres à l'ambassadeur de Turquie à Paris, l'administration présidentielle a souligné **les efforts déployés par Jacques Chirac pour empêcher la reconnaissance du génocide des Arméniens par les Sénateurs.**

"Le président Chirac personnellement, n'a pas ménagé ses efforts pour empêcher la reconnaissance du génocide des Arméniens au Sénat", dit le texte. "Voyant qu'en guise de réponse à ses efforts, Ankara a brutalement écarté la France du marché des hélicoptères, le président Chirac, très ému et désappointé, a reporté sa visite jusqu'à ce qu'une amélioration intervienne dans les relations entre les deux pays", conclut la lettre.

Les motivations marchandes de Jacques Chirac ne faisaient pas de doute pour ceux qui ont suivi de près le rejet honteux par le Sénat, le 21 mars dernier, de l'examen de la loi sur la reconnaissance du premier génocide du XXe siècle, votée à l'unanimité le 29 mai 1998 par l'Assemblée nationale.

Le courrier de l'Élysée confirme les préoccupations mercantiles du président de la République dans une question aussi grave que cette tragédie sans précédent dans l'histoire, qui a coûté la vie à un million et demi d'innocents et dont l'impunité a pavé la route à la programmation du deuxième génocide du siècle, celui des juifs et des tsiganes.

Avec cet aveu, tous les arguments politiques employés par les sénateurs de droite opposés à l'examen de la loi, ainsi que les explications choquantes prononcées par Pierre Moscovici, secrétaire d'État aux affaires européennes représentant le gouvernement, s'avèrent être aussi fallacieux qu'insultants à l'égard des enfants des victimes et survivants du génocide. Ainsi, l'inconstitutionnalité de la loi sur le génocide, le rôle de la France dans une prétendue réconciliation entre les peuples arménien et turc, l'affirmation selon laquelle la France est étrangère au génocide sont autant de propos cyniques et creux qui ne peuvent plus cacher l'inavouable position de la France, celle qui consiste à proposer ses services à un État négationniste, en contrepartie de l'achat d'instruments de mort dont on sait pertinemment qu'ils seront utilisés par l'armée turque contre les populations civiles kurdes.

Aujourd'hui, dans le gouvernement turc nationaliste de Bulent Ecevit, siègent les représentants du parti d'extrême-droite MHP, plus connus sous l'appellation de "loups gris" qui préconisent ouvertement l'extermination du peuple arménien et de toutes les minorités de Turquie. Les concessions faites par la France à un tel régime sont de nature à lui ôter le droit de se prononcer contre l'Autriche de Jörg Haider.

La délégation européenne du CDCA a fait appel à Jacques Chirac et à Lionel Jospin, leur demandant de cesser de vendre l'âme de la France pour quelques miettes d'"intérêts" hypothétiques, et de renoncer à leurs pressions communes sur les sénateurs sur cette question.

Le gouvernement doit mettre le texte à l'ordre du jour du Sénat et laisser les sénateurs décider en toute sérénité.

COMITÉ DE DÉFENSE DE LA CAUSE ARMÉNIENNE, DÉLÉGATION EUROPÉENNE

Lyon, le 28 mars 2000

KDP-I Denies Secret Negotiations With Iranian Government

Paris, April 3, 2000

**Communiqué of the D.P.I.K.'s political Bureau To deny the rumors on secret negotiations
With the Iranian government**

Democratic Party of Iranian Kurdistan
Bureau of International Relations

The newspaper « ALZAMAN », published in Arabic in London, come out in its issue of 30 March 2000 with an article of its correspondent in Arbil, Mr. Shamal AQRAWI, under the title « Secret negotiations between the Iranian government and its Kurdish opponents ». In this article, Mr. Aqrabi writes : « Certain reliable Kurdish sources revealed that at the present time secret negotiations are being held between the Iranian government and the Democratic Party of Iranian Kurdistan ; supported by the Patriotic Union of Kurdistan of Mr. Jalal TALABANI, these negotiations are proceeding in Suleimania in Iraqi Kurdistan ».

In order to inform public opinion, the Political Bureau of our Party, the Democratic Party of Iranian Kurdistan (D.P.I.K.), on the same day published a communiqué to deny rumors on the existence of secret negotiations between the D.P.I.K. and the Iranian government. In this communiqué, while confirming meetings between the P.U.K. and the D.P.I.K., our Party leadership stressed that :

- There is nothing new in these meetings, which are in line with the customary meetings between Kurdish political groupings in order to exchange views on various important problems related to them ;

- After his visit to the D.P.I.K. Headquarters in Kota, Mr. Talabani returned to Suleimania, where he informed us that the Iranian regime proposes secret negotiations with the D.P.I.K. Our answer was categorical : no secret negotiations.

In this communiqué, the D.P.I.K. leadership also pointed out that :

- the position of the D.P.I.K. has always been to solve the Kurdish issue in Iran with peaceful means and by dialogue ;

- in spite of the assassination on 13 July 1989 of our leader, the late lamented Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, at the negotiating table in Vienna (Austria) by envoys of the Iranian regime who had come there supposedly to « talk » about « peace », our Party remains convinced that there can be no military solution to the Kurdish problem in Iran, and that this problem must be settled by dialogue and peaceful means. The D.P.I.K. is therefore in favour of negotiations, but they must be public and not secret.

The communiqué ends with a flat denial of secret negotiations between the D.P.I.K. and the Iranian government, as stated by the « ALZAMAN » newspaper.

Democratic Party of Iranian Kurdistan
Bureau of International Relations

.....

Relatives of soldiers killed by PKK accuse EU of "hypocrisy"

ANKARA, April 3 (AFP) - Relatives of Turkish soldiers killed by Kurdish rebels accused Europe Monday of being "hypocritical" by defending Kurdish rights but remaining silent about the rebels' victims, Anatolia news agency reported.

"Europeans provide the PKK (Kurdistan Workers' Party) with logistic support and then come to Turkey to give lessons on human rights," Hamit Kose, the head of an association of PKK victims' relatives told EU Parliament member Daniel Cohn-Bendit on a one-day visit to Ankara.

"Where was Europe when thousands of people were dying? Nobody has the right to teach us human rights," Anatolia news agency quoted Kose saying.

Some 36,500 people have died in clashes between Turkish troops and the PKK since 1984 when the rebels took up arms for Kurdish self-rule in Turkey's southeast.

The conflict has led to allegations of gross human rights violations on both sides.

The relatives also criticized European pressure on Turkey to spare the life of PKK leader Abdullah Ocalan, sentenced to death for treason and separatism.

"You say that Turkey cannot become an EU member if Ocalan is hanged. If Turkey is to join the

EU depending on a terrorist like Ocalan, it had better never becomes a member," said Kose.

Following the declaration of Turkey's candidacy for EU membership in December, the grouping has stepped up pressure on Ankara to improve its human rights record and abolish the death penalty.

The relatives' anger followed remarks by Cohn-Bendit, who said the existence of the death penalty in Turkey, including Ocalan's conviction, could lead to a crisis between Turkey and the EU.

Cohn-Bendit also said Turkey should forget the past because "the way to peace does not pass through revenge," Anatolia reported.

Anatolia said the EU deputy ended his conversation with the relatives as tension in the meeting began to escalate.

●●●●●●●●●●

EYMUR : BIRDAL ATTACKER FROM MIT

Hurriyet
April 3, 2000

On his web site, Mehmet Eymur, a former head of the National Intelligence Organization's (MIT) Counter-Terrorism Section, revealed the Mehmet Cemal Kulaksizoglu, code named Mikail Sari, one of the defendants in the assassination attempt which left Akin Birdal, former chairman of the Human Rights Association, wounded -- has worked for MIT.

Eymur said that mafia boss Alaattin Cakici too has been a 'MIT man.' Eymur is currently living in the United States.

●●●●●●●●●●

Iraq Urges Turkey to Withdraw Troops from North

BAGHDAD, April 5 (Reuters) - A leading Iraqi newspaper on Wednesday demanded that Turkey withdraw its troops from northern Iraq, saying Ankara should cooperate with Baghdad to hunt out Kurdish rebels there.

"As we condemn the new (Turkish) aggression, we demand Turkey withdraw its troops from Iraqi territory immediately," the ruling Baath party newspaper al-Thawra said in a front-page editorial.

Up to 7,000 Turkish troops backed by helicopter gunships crossed into northern Iraq early on Saturday in the first offensive against Kurdish guerrillas of the spring.

The drive into the Kurdish-held enclave is designed to prevent Turkey's Kurdistan Workers Party rebels loyal to condemned leader Abdullah Ocalan from regrouping with the onset of spring.

Thawra said the fresh military incursion into northern Iraq was "a flagrant aggression which contradicts with the United Nations charter and principles of good neighbourliness."

"We advise Turkey to work with Iraq to end the abnormal situation in the region and coordinate with it to maintain stability and security," the paper said.

Northern Iraq has been under the control of rival Iraqi Kurdish groups since it broke away from Baghdad's rule in the wake of the 1991 Gulf War.

The Turkish Kurd rebels have long used northern Iraq as a launching pad for attacks into southeast Turkey, although fighting there has died down since Ocalan's capture last year.

Le Monde

4 AVRIL 2000

Enfants de l'exode *par Sebastiao Salgado*



AMAZONAS IMAGES/CONTACT

1997. Kurdistan Iranien, Dokuk. Des familles kurdes déplacées vivent dans l'ancienne prison du fort Niearké.

Canal+. 22 h 10 : « Exodes », un film de trois minutes diffusé du lundi au vendredi jusqu'au 10 mai.

TURKEY TROOPS CONTINUE DRIVE INTO IRAQI KURDISTAN

Voice of America, April 4, 2000

BY AMBERIN ZAMAN

Turkish troops are pushing ahead with their annual spring offensive against Kurdish rebels in northern Iraq. Amberin Zaman in Ankara reports the cross-border incursion has prompted sharp protests from Baghdad.

Thousands of Turkish troops, backed by attack helicopters and fighter jets, are continuing search operations for rebels of the outlawed Kurdistan Workers Party, or P-K-K, in the rugged mountains of Kurdish-controlled northern Iraq.

Details of the operation remain vague, but a senior Turkish military commander said (last week) that preparations were under way to in his words to eliminate about three-thousand P-K-K rebels believed to be hiding across the border.

Pro-government Iraqi media called for an immediate withdrawal of Turkish troops from the region lashed out against what they term a flagrant violation of Iraq's territorial sovereignty.

The Turkish offensive comes despite the P-K-K's announcement last year that it has ended its 15-year armed campaign for Kurdish independence. The rebels say they will take their fight to the diplomatic arena, and that their goal is no longer independence but securing cultural and language rights for Turkey's estimated 12-million Kurds.

It remains unclear just how the P-K-K leadership will respond to what Kurdish activists here describe as the latest sign of Turkish intransigence. Turkish officials insist that the P-K-K's newly-conciliatory stance is aimed at saving their imprisoned leader, Abdullah Ocalan from execution.

Military analysts say it also reflects the string of crushing military defeats the rebels have suffered during the past few years.

Ocalan was handed the death sentence on treason charges by a Turkish court last June. Turkey's coalition government, led by Prime Minister Bulent Ecevit, put a stay on Ocalan's execution pending a review of the verdict by the European Court of Human Rights.



Higher Coordinating Council Reviews Key Issues in Peace Process

Kurdistan Newsline (PUK)
(April 4, 2000 - Shaqlawa)

In the context of the continuing deliberations of the joint KDP-PUK Higher Coordinating Council on achieving peace in Kurdistan, a further meeting was convened today in the city of Shaqlawa. The meeting was attended by Faridooon Abdel Qadir, Imad Ahmed, Political Bureau members, Sa'di Ahmed Pireh, PUK Steering Committee member, and Asu Ali, member of the PUK Organizing Committee. On the KDP side, Steering Committee members Sami Abdel Rahman and Jawhar Nameq Salem were joined by Brusak Nouri Shawish (Central Committee member) and Abdel Salaam Barwari.

During the meeting, the 49th of its kind, a work plan was drawn up to review comprehensively every detail of the process of normalization of relations between the two parties, and the consolidation of peace in Iraqi Kurdistan. This includes the formation of a joint government and joint parliament, with setting a date for future parliamentary elections. In another item on the agenda, the participants at the meeting discussed the possibility of convening a joint National Conference on Higher Education. It was also agreed to coordinate and cooperate on a regular basis in the implementation of the rehabilitation program under UNSCR 986. Finally, the two delegations agreed to delegate additional meetings at the technical committee level to investigate the problems of the power and electricity sector.

Bendit suggests mediation between Ankara and Kurdish community

- Bendit suggests EU Commission member Patten as a possible mediator between Turkey and its Kurdish population. Bendit says they have reached a deal with his Turkish counterpart Eser to hold the Joint Commission meeting on May 29-31

Ankara - Turkish Daily News

During his one day visit to Ankara, the co-chairman of the Turkey-European Parliament Joint Parliamentary Commission, Daniel Cohn Bendit, has suggested mediation take place between Ankara and the Kurdish community. Bendit argued that mediation could be "a form of creating of a process to calm emotions."

Mentioning EU External Relations Commissioner Chris Patten, former British governor of Hong Kong between 1992 and 1997, Bendit said Patten would be an excellent as mediator with much experience both in Northern Ireland and Hong Kong. Asked who Ankara's counterpart at the table would be, Bendit said elected mayors of the Southeast could serve as representatives as was the case in Northern Ireland.

Bendit made a brief visit to Ankara during which he met with representatives of human rights organizations, visited former Democracy Party (DEP) deputy Leyla Zana in prison, held a meeting with the representatives from the Association for the Victims of Terror and talked with his Turkish counterpart, Kursat Eser.

At the end of his visits in Ankara, Bendit held a press conference at the European Commission Representation's office in Ankara and told reporters that his meeting with Eser was very fruitful and they had agreed to hold the Joint Parliamentary Commission meeting on May 29-31.

The Joint Parliamentary Commission was previously scheduled to meet in February but the meeting was cancelled by the European wing of the commission citing Turkish authorities' refusal to allow the delegation to visit Zana in prison.

During the press conference, Bendit distributed a message from Zana in which she called on the Europeans to take Turkey's candidacy of the European Union seriously. "Following the Helsinki Summit, Turkey has entered into a process of evolution. I say this process must be taken very seriously by everyone. I believe that great efforts are required for transition from an environment of violence to an environment of peace. In these efforts, I expect both the European Parliament and its individual members to take this process seriously rather than undermining it and to make their contributions to it. I greet all members of the Parliament with love and respect," Zana said in her message entitled "Special Message to the European Parliament."

With Bendit's suggestion for mediation between Turkey and its Kurdish population through the EU, Bendit explained that this proposal needed all related sides to see it as necessary, and added that once everyone was convinced of the need for a "round table" for mediation then it would be easy to find a mediator. Bendit said even the Pope could possibly be considered for the position.

Commenting on the issue of the headscarf ban in Turkey, Bendit said he could understand the "kemalists" concerns to keep the republic secular, but said there was also a secularist fundamentalism in Turkey. Bendit said though he did not believe in God, he is an advocate for freedom of thought and religion.

Bendit also said he could understand how stability is important for Turkey and that President Suleyman Demirel should be re-elected. In addition, Bendit underlined the Turkish people's wish for a new face for new politics.

Positive signals from US Congress on attack helicopter

- Reports say the U.S. Congress will facilitate authorization of export licenses for U.S. companies competing in Turkish military bids

Ankara - Turkish Daily News

As Turkey's multi-billion dollar attack helicopter bid process approaches its end, positive signs are emerging from the United States. Reports indicate that if Turkey picks a U.S model, the U.S. Congress would facilitate authorization for export licenses to the winner.

After elimination of Boeing (AH-64D Apache Longbow), France's Eurocopter (Tiger) and two other U.S. companies from the bids, three survivors continue to compete: the United States' Bell Helicopter-Textron (AH-IZ King Cobra), Italy's Agusta (A129-I) and Russia's Kamov with Israel's IAI (KA-50/52-Erdogan). The project will involve the co-production of 145 helicopters with an initial batch of 50 expected to cost \$2 billion. Up until now, only Russia's Kamov had presented a letter of assurance for export clearance.

Speaking in Washington at the 19th meeting of the American-Turkish Council (ATC), U.S. Gen. Michael Boots said that there have recently been positive developments on the authorization process for export licenses to U.S. companies competing in military bids. Gen. Boots, who is also chairman of the Organization for American-Turkish Defense Cooperation (ODC), said that the United States is flashing the green light for Turkey at this point because of improvements in human rights and also progress and reforms on the economic front.

Meanwhile, a Turkish diplomatic source, seconding Gen. Boots, said that Turkey has been encountering fewer restrictions of late on certain U.S.-made weapons being sold to it.

The same source also noted that he believes the U.S. Congress would not mount any obstacles to the granting of export licenses to Turkey, if Bell wins the bid.

Turkey uneasy over secret use of cluster bombs against Iraqi forces by United States

- Turkey and the United States have been seeking to resolve their longstanding dispute concerning the use of cluster bombs against Saddam's forces by U.S. pilots conducting surveillance and reconnaissance flights in the no-fly zone over northern Iraq
- From Turkey's point of view, the United States is following a double standard by using cluster bombs against Iraqi forces while denying their transfer to Turkey on grounds that they are offensive weapons

Lale Sariibrahimoglu

Ankara - Turkish Daily News

Turkish military intelligence has uncovered U.S. jet fighters conducting reconnaissance flights in the no-fly zone north of the 36th parallel over Iraq and secretly using cluster bombs against Iraqi President Saddam Hussein's forces. This has once more caused uneasiness between Ankara and Washington concerning the nature of the armament which U.S. fighters can carry.

The Turkish and U.S. military have been holding talks on the sensitive issue of using cluster bombs against Iraqi forces, which were used last September but have gone unnoticed since then by the press. Under the rules of engagement agreed upon between Turkey and the United States last year, the United States should inform Turkey of the nature of the armament warplanes are carrying on each flight taking off from Incirlik Air Force Base to monitor the no-fly zone north of the 36th parallel over northern Iraq.

But in September of last year, Turkish military intelligence uncovered U.S. warplanes using cluster bombs against Iraqi forces on grounds of self-defense when Iraqi radars locked onto a U.S. F-16. This has prompted the Turkish and U.S. military to find ways in which the United States would not use such bombs again.

Operation Northern Watch (ONW) based at Incirlik in southern Turkey is composed of Turkish, U.S. and British forces conducting surveillance flights in the region to deter Saddam's forces from attacking Kurds, Turkmen and other ethnic groups living in northern Iraq. Turkish pilots do not take part in the reconnaissance flights over northern Iraq in an attempt not to upset Saddam's regime and not to give Baghdad the impression that the ONW's existence is permanent. But Turkish pilots participate in Airborne Early Warning and Control (AEW&C) aircraft flights in the region.

Under the agreement British and U.S. aircraft conduct reconnaissance flights over northern Iraq three days per week -- limited to three hours each -- and are entitled to conduct reconnaissance flights a maximum of 18 days per month. A maximum of 48 aircraft operate under ONW.

The nature of arms deployed on a single U.S. F-16 aircraft during flights over northern Iraq has always been an issue of discontent between the United States and Turkey. Turkey classifies cluster bombs (a conventional weapon) as an offensive weapon and is asking the United States not use them against Iraqi forces. Turkey also questions the rationale behind using cluster bombs when the United States denied their transfer to Turkey in 1994 on grounds that the bombs would have been used against Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists.

"The use of cluster bombs against Saddam's forces for self defense is not allowed by Turkey due to the United States' refusal a few years ago to transfer cluster bombs to Ankara. Turkey sees this U.S. policy as a double standard," claimed one Western diplomat. In the meantime, Iraq continues to complain to the United Nations about Turkey and the coalition forces based at Incirlik saying that ONW poses a threat to its security and territorial integrity.

Meanwhile, Turkey is separately negotiating with the United States over the long-delayed transfer of cluster bombs to Turkey. Turkey's order at the time for approximately 100 cluster bombs has been delayed because it was denied by the U.S. Administration when PKK terrorism was at its peak. But with the considerable reduction in PKK terrorist activities, the United States is said to be preparing to transfer the cluster bombs to Turkey.

ANDRAS BARSONY ET DANIEL COHN-BENDIT RENDENT VISITE A LEYLA ZANA EN PRISON



Leyla Zana

Andras Barsony, chef de la délégation parlementaire européenne en visite de quatre jours en Turquie, a, le 30 mars 2000, rendu visite à Leyla Zana. À la suite de l'entretien, M.Barsony a déclaré : "Mme Zana, m'a expliqué qu'elle souffrait de quelques problèmes de santé depuis ces six dernières années. Comme vous le savez, le gouvernement

turc a déclaré qu'elle pouvait être libérée pour des raisons de santé, mais elle refuse une quelconque libération pour des raisons liées à sa santé. Elle dit qu'elle désire un grand compromis entre les anciens membres du parti de la Démocratie (DEP) et le gouvernement".

Interrogé sur la date de publication du rapport, M.Barsony a déclaré que dans quelques semaines le rapport commencera à être rédigé et sera complété à l'automne : "Je vais prendre l'opinion du gouvernement turc et nous publierons ensuite le rapport".

Après un premier rejet le mois dernier et une vive tension, Ankara a également accepté la demande de Daniel Cohn-Bendit, président de la commission mixte Turquie-Parlement européen, de rendre visite à L. Zana. La visite a eu lieu le lundi 3 avril.

Elle a duré 45 minutes dans un bureau de l'administration pénitentiaire. Mme Zana a confirmé qu'elle n'avait pas l'intention de demander sa libération pour "raison de santé" et qu'elle attendait la refonte des lois turques réprimant les délits d'opinion pour que tous les prisonniers d'opinion puissent être libérés en même temps qu'elle. Dans une conférence de presse donnée à l'issue de cette

visite et de ses entretiens avec les représentants des ONG turques, Daniel Cohn-Bendit a déclaré qu'il comprenait la logique de Leyla Zana qui lutte pour la démocratisation du pays. Il a comparé son attitude à celle d'un célèbre dissident polonais à qui le ministre de l'Intérieur avait rendu visite dans sa cellule pour lui proposer de le libérer s'il acceptait de quitter le pays pour la France. "La place d'un Polonais libre est en Pologne. Si, en Pologne, la prison est le seul endroit où je peux être libre, alors je resterai en prison plutôt que de m'exiler" lui avait répondu le dissident. "Mme Zana est animée des mêmes fortes convictions et elle demande aux Européens d'aider la Turquie à se démocratiser et elle espère que celle-ci pourra régler pacifiquement ses problèmes", a ajouté D.Cohn-Bendit qui portait à la main une branche d'arbre fleurie que Leyla Zana lui a offerte.

Le premier ministre turc Bülent Ecevit avait déclaré récemment à une délégation européenne que "Leyla Zana est une personne maléfique, exploitant la situation actuelle pour venir à des fins politiques personnelles et pour fourvoyer l'Europe" et avait ajouté: "le kurde n'est pas une langue mais un dialecte". Interrogé par le quotidien anglophone Turkish Daily News du 1er avril 2000, Feridun Yazar, l'un des avocats de Leyla Zana et ancien président du parti pro-kurde HEP, dissous, a mis en relief les contradictions de B. Ecevit. M.Yazar a déclaré qu'Esber Yagmurdereli, avocat et défenseur des droits de l'homme, avait déjà bénéficié de cette exception dilatoire, mais avait par la suite été réincarcéré. Il a ajouté qu'Akin Birdal avait également subi le même sort.

Par ailleurs, l'organisation Human Rights Watch a également appelé à la libération immédiate d'A.Birdal et a appelé à la révision de l'article 312 du code pénal sanctionnant la liberté de l'expression.

vendredi 7 avril 2000, 18h45

Berlin n'est pas prêt à vendre des chars à la Turquie, selon M. Rau



ISTANBUL, 7 avr (AFP) - Le président allemand Johannes Rau a estimé vendredi que Berlin n'allait pas autoriser une livraison de chars allemands à la Turquie, lors d'une conférence de presse à Istanbul où il doit achever samedi une visite officielle.

"J'ai eu l'impression qu'il ne faut pas compter à l'heure actuelle sur un oui à la livraison de chars allemands", a déclaré M. Rau, en soulignant qu'il ne pouvait pas "prendre position sur la politique opérationnelle" car n'étant pas membre du gouvernement.

L'éventualité de la vente de 1.000 chars d'assaut Léopard-2 à la Turquie divise la coalition entre sociaux-démocrates du chancelier Gerhard Schroeder et écologistes au pouvoir à Berlin, et constitue un sujet sensible dans les relations entre la Turquie et l'Allemagne.

Le fabricant des Léopard-2, Krauss-Maffei, a déposé une demande préalable d'exportation auprès du ministère allemand des Affaires étrangères, qui n'a pas encore donné de réponse.

Il est en lice pour cet important contrat pour l'armée turque aux côtés de General Dynamics (Etats-Unis), GIAT (France) et Ukrspetseksport (Ukraine).

La Turquie a tenté de s'assurer de l'accord préalable des gouvernements concernés à cette exportation d'armes avant d'annoncer son choix, attendu en principe vers juillet, mais seule l'Ukraine a jusqu'ici accepté.

M. Rau a achevé vendredi la partie politique de sa visite officielle en Turquie, la première d'un président allemand depuis quatorze ans, tout au long de laquelle il a encouragé le pays à faire des efforts sur le respect des droits de l'Homme dans sa marche vers l'Union européenne (UE), ouverte par l'acceptation de sa candidature en décembre au sommet d'Helsinki.

"L'entrée dans l'Union européenne ne veut pas seulement dire appartenir à un marché commun", a-t-il répété vendredi à Istanbul, "c'est aussi l'acceptation des critères de Copenhague" sur le respect des droits de l'Homme et de la démocratie.

Jeudi, il avait eu des entretiens à Ankara avec son homologue turc Suleyman Demirel, ainsi qu'avec le Premier ministre Bulent Ecevit.

Devant l'Université technique du Moyen-Orient (ODTU), il avait lancé un vibrant appel au respect des convictions religieuses et des droits culturels des Kurdes.

Vendredi matin, M. Rau s'est entretenu avec des défenseurs des droits de l'Homme à Ankara. Tout en se réjouissant d'un "développement positif" sur ce plan, il a souligné qu'il y avait "encore des besoins supplémentaires", citant le domaine de l'enseignement, la formation des employés de police et de justice, et la mise en application des lois.

M. Rau a "regretté" dans ce contexte que l'ex-président de l'Association des droits de l'Homme (IHD) Akin Birdal ait dû réintégrer la prison pour y purger le reste d'une peine d'un an, après une libération provisoire de six mois pour raisons de santé.

Il s'est ensuite rendu à Bolu (nord-ouest), région affectée par deux séismes, en août et en novembre, qui ont fait un millier de morts dans la ville, sur plus de 20.000 victimes au total.

Là, il a remis symboliquement au président Demirel un village de 443 unités préfabriquées pour les sans-abri laissés par le séisme, comprenant une école et un hôpital.

Samedi, M. Rau doit visiter la ville d'Istanbul et s'entretenir avec le Patriarche oecuménique Bartholomée 1er, primat d'honneur des orthodoxes dans le monde, avant de regagner l'Allemagne.

.....

Les turqueries de Chirac et du Quai d'Orsay

LE génocide arménien, connais pas : le 21 mars, le Sénat a refusé d'examiner la proposition de loi sur la reconnaissance de ce génocide perpétré par la Turquie contre les Arméniens en 1915.

En mai 1998, dans un moment d'unanimité, l'Assemblée nationale avait adopté cette proposition, déposée par un groupe de députés de droite comme de gauche. Mais pour qu'elle ait force de loi il fallait un vote du Sénat avant un ultime passage au Palais-Bourbon. Maître de l'ordre du jour des Assemblées, le gouvernement aurait pu, bien sûr, imposer cette discussion aux sénateurs. Mais ni Matingnon ni le Quai d'Orsay n'avaient envie de voir aboutir le débat parlementaire sur un texte à hauts risques diplomatiques vis-à-vis de la Turquie. Il ne restait donc plus qu'une solution : laisser les sénateurs

en décider seuls, dans le cadre de la « niche parlementaire ».

Ils n'en ont rien fait. Encouragés par une déclaration de Pierre Moscovici, le ministre délégué aux Affaires européennes : « *Le gouvernement français ne considère pas qu'il appartient à notre pays de se substituer à la Turquie dans la gestion de son Histoire.* »

Dans le style faux cul, difficile de faire mieux.

Pas le moment

Les défenseurs de la cause arménienne n'avaient pas eu plus de chance du côté de l'Elysée puisque, le 23 février dernier, et déjà au Palais du Luxembourg, où il était reçu par le bureau du Sénat, Chirac avait tenu le même langage :

« *Il s'agit d'une initiative impensable. Ce n'est pas au moment où la France multiplie les efforts pour rétablir la paix dans*

la région qu'il faut agir de la sorte. Nous avons, pour l'instant, besoin de consolider nos relations avec la Turquie. (...) Et enfin, il n'appartient pas au Parlement de qualifier l'Histoire. »

Il doit s'agir d'un privilège reconnu seulement au président de la République...

Cette bonne manière de Chirac au Sénat, inaugurée par le Quai d'Orsay et Chirac qui rivalisent d'égards auprès des Turcs, toujours candidats à l'entrée dans l'Europe, a d'ailleurs été mal payée de retour : Ankara vient de disqualifier la firme franco-allemande Eurocopter pour la fourniture à la Turquie de 145 hélicoptères de combat. Un marché stratégique de 30 milliards de francs.

Il reste encore un espoir pour que ce beau geste reçoive quand même récompense. Des négociations sont en cours pour l'achat d'Airbus par Ankara. Et la maison Framatome est actuellement en négociations avec la Turquie pour lui vendre une centrale électrique nucléaire.

Un marché de 2,5 milliards de dollars. Alors, pas besoin

d'évoquer un génocide qui date de quatre-vingt-cinq ans...

Monsieur Chirac

POUR tout simplifier dans cet imbroglio franco-turc, Chirac se fait vertement interpellé par la presse d'Ankara, qui l'accuse d'avoir différé une visite prévue en Turquie à cause de la perte d'un marché d'hélicoptères franco-allemands. Gros titre, le 24 mars, à la une du quotidien « Hürriyet », équivalent local du « Figaro » : « *Olmadi Mösyö* » (traduction : « Ça ne se fait pas, monsieur »).

De Lisbonne, où il participait au sommet européen, Chirac a répondu aussi sec qu'une visite d'Etat en Turquie était bien à son programme, mais sans date fixée, et que cela « n'avait rien à voir » avec des hélicoptères « qui, par ailleurs, sont les meilleurs du monde ».

Qui se permettrait d'en douter ?

6 avril 2000, 16h14



Rau appelle la Turquie à la tolérance envers la religion et les Kurdes

ANKARA, 6 avr (AFP) - Le président allemand Johannes Rau a lancé jeudi à Ankara un vibrant appel au respect des convictions religieuses et des droits culturels des Kurdes dans la perspective d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

"Le respect des convictions religieuses n'est pas en contradiction avec les principes d'un Etat laïc. Les différences linguistiques, culturelles et ethniques et leurs reconnaissance ne veulent pas dire la division ou l'écroulement de l'unité de l'Etat", a-t-il déclaré devant l'Université technique du Moyen-Orient (ODTU) au premier jour de sa visite en Turquie.

"La tolérance et le pluralisme sont le contraire du séparatisme", a-t-il ajouté.

Il faisait ainsi allusion aux revendications culturelles exprimée par la population kurde, que les autorités turques rejettent en craignant qu'elles ne portent atteinte à l'intégrité de l'Etat, après quinze ans de rébellion armée du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est anatolien.

M. Rau visait également le très strict respect de la laïcité pratiqué par l'Etat turc, alors que le principal parti d'opposition, le parti islamiste de la Vertu Fazilet, est menacé d'interdiction pour "activités anti-laïques", à l'instar de son prédécesseur le parti de la Prospérité Refah.

"Etre un Etat de droit européen implique aussi la protection des droits de l'Homme, la suppression de la peine de mort, et l'interdiction de la torture et des sanctions contre ceux qui la pratiquent", a-t-il ajouté.

Il a ainsi développé ce qu'il entendait en déclarant peu avant lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Suleyman Demirel que l'adhésion de la Turquie à l'UE signifiait l'adhésion à "une communauté de valeurs, pas seulement un marché commun".

"Si la Turquie veut adhérer à l'UE, des réformes sont nécessaires. Pour que la Turquie remplisse les critères de Copenhague (NDLR: respect des droits de l'Homme et de la démocratie), un débat vivant et démocratique entre les différentes opinions politiques, naturellement, ne doit pas être tabou", a-t-il souligné à l'université.

La Turquie doit décider elle-même du rythme des changements, a-t-il relevé.

A l'adresse de l'UE, il a lancé qu'elle devait de son côté "lutter contre ceux qui présentent des images négatives de la Turquie comme une menace orientale envers l'Occident".

L'arrivée de M. Rau pour la première visite d'un président allemand depuis 14 ans a correspondu à un vote du parlement turc refusant à M. Demirel la possibilité d'accomplir un second mandat, le sien expirant en mai.

Interrogé sur la question de la vente d'armes à la Turquie par l'Allemagne, sujet de controverse au sein de la coalition gouvernementale allemande, M. Demirel a répondu: "Nous n'avons pas spécialement évoqué cette question mais je voudrais souligner que la Turquie achète la moitié de ses armements en Allemagne".

"Il n'est pas de mon devoir de commenter les discussions entre gouvernements", a souligné M. Rau.

La firme allemande Krauss-Maffei Wegmann est en lice pour la vente de chars Leopard 2 à l'armée turque, à laquelle s'opposent les écologistes Verts, partenaires du chancelier social-démocrate Gerhard Schroeder.

M. Rau devait aussi s'entretenir jeudi avec le Premier ministre Bulent Ecevit. Vendredi, il se rendra dans la région de Bolu (nord-ouest) pour inaugurer des logements construits avec des fonds allemands pour les victimes du séisme de novembre (un millier de morts).

M. Rau se rendra ensuite à Istanbul où il rencontrera samedi le Patriarche oecuménique Bartholomée 1er, primat d'honneur des orthodoxes dans le monde, avant de regagner l'Allemagne.

.....

Turkish role in German economy highlighted on eve of Rau's visit

- The Turkish work force accounted for 2.05 percent of Germany's Gross National Product last year and their contribution was seen at DM 78.6 billion, according to a report released yesterday

Ankara - Turkish Daily News

With the arrival of German President Johannes Rau, the first German president to visit Turkey in 14 years, Turco-German political and economic relations have been placed under the spotlight.

The Center for Studies on Turkey (TAM), based in Essen, Germany, held a press conference on Wednesday to present a report highlighting the situation of Turkish investors in European Union countries and Germany in particular.

Speaking at the conference, German Ambassador to Ankara Rudolf Schmidt said that Turkish investors who have been living in Germany for years have contributed to the German economy by starting businesses and creating job opportunities not only for Turks living there but also for German nationals. Their active performance also shows how the Turks have been successful in integrating in Germany, he said.

TAM Director Faruk Sen said that the Turkish population has been very successful economically in Germany since they first arrived in the country. In 1960, when Turks first went to Germany, they numbered 2,700 and now there are some 2.5 million Turks in the country, 320,000 of whom have obtained German citizenship. By 2003, the number of Turks granted German nationality by virtue of being born there will reach 900,000, said Sen.

The Turkish work force accounted for 2.05 percent of Germany's Gross National Product (GNP) last year and their contribution was seen at DM 78.6 billion, according to the report released yesterday. This is somewhat below the Turks' 2.9 percent share in the total German population. A total of 3.4 million Turks are living in EU countries with a total contribution of DM 107.8 billion to their Gross Domestic Products (GDPs).

The report indicates that the number of Turkish entrepreneurs in Germany has surged since the 1980s, to 55,200 as of 1999, up from 22 thousand in 1985. Over the past decade the number has increased by 90 percent, almost doubling the increase in the Turkish population there. These entrepreneurs, active in 91 different sectors, are transforming the social status of resident Turks, by starting and running successful businesses. Overall 73,200 Turkish entrepreneurs in the EU posted a turnover of DM 61.2 billion last year.

Turkish enterprises in Germany tripled their turnover in the past fourteen years and posted a turnover of DM 50.3 billion in 1999, compared to DM 17.2 billion in 1985. Total employment created by these enterprises amounted to 77,000 jobs in 1985 and soared to 293,000 by the end of last year. They offer significant employment opportunities to immigrant groups as well as Turks and Germans. These businesses are presently employing 54,000 Germans and 29,000 foreigners.

An example of the Turkish success story is Oger Tour, which has become one of Germany's seven largest tour operators. Oger Tour transports approximately one million German visitors to Turkey every year, and overall one of every four visitors to Turkey is German. Company president Vural Oger is very hopeful about the tourism prospects for this year.

"I will break my own record by posting a DM 1 billion turnover," he told the conference. "The outlook is improving for Turkish businesses in other sectors as well," he added. Dwelling on the difficulties specific to Turkey last year, Oger said the Ocalan issue and earthquakes have been a deterrent to tourism. As for this year he observed a decline in reservations for Greece and Spain, while those for Turkey are on the rise.

TAM's study reveals that Turkish enterprises are active in a wide spectrum of sectors, from retail to wholesale, manufacturing to services and construction. Yet many of these enterprises are on a small and medium scale. The vast majority, 36 percent, is involved in retail marketing, followed by gastronomy, 24.2 percent. Their presence in the service sector accounts for 19.8 percent of the businesses of Turks in Germany.

Turkey's exports to Germany totaled \$5.5 billion last year and imports from Germany amounted to \$5.9 billion.

German President Rau visits against background of continual controversy

- Rau's visit highlights importance of good ties
- Turkish-German relations have managed to survive frequent crises, a fact which marks the indispensability of ties between the two. The recent history of their relations has witnessed dozens of contested issues, from human rights to Turkey's EU membership to transfers of German arms. But following all these tempests, relations have gotten back on track. German President Rau's three-day official visit which began yesterday takes place against that background
- One of the most spectacular war of words between Ankara and Berlin took place when the late President Turgut Ozal compared German policies to those of Hitler and Nazi Germany. But during his talks in Ankara, German President Rau will present the neighborly relations between Germany and France as a good example for Turkey and Greece. Rau will also give messages to Turkey about human rights and the situation in the Southeast

Lale Sariibrahimoglu & Selcuk Gutasli

Ankara - Turkish Daily News

German President Johannes Rau's three-day official visit to Turkey, which starts this morning, takes place against the background of internal political crises in both countries as well as recent tension between Ankara and Berlin concerning tank sales. German Prime Minister Gerhard Schroeder cancelled his planned March 6 visit to Turkey in an attempt to avoid further tension with his Green Party coalition partners. The Greens are opposed to the award of an export license guarantee to German firm Krauss-Maffei Wegmann, which is competing to win a \$7 billion tank contract with Turkey. Germany previously expressed concerns over the human rights situation in Turkey in connection with the tanks. In order not to further strain relations, Rau is not expected to raise the tank issue during his talks in Ankara.

Rau, who does not have executive powers, will become the first German president to visit Turkey since 1986. Turkish-German relations have witnessed, despite all their ups and downs, frequent bilateral visits at most levels, highlighting the indispensability of relations between the two NATO allies. Rau's arrival in Turkey yesterday afternoon from Greece, prior to the official start of his visit, coincided with a controversial vote in Parliament over a possible term extension for President Suleyman Demirel. The recent history of Turkish-German relations has seen crises erupt on such diverse issues as the Kurdistan Workers' Party (PKK), human rights, Turkey's drive for European Union membership as well as arms transfers. But each time, relations have been put back on track, in most cases following an exchange of visits by high-level officials from both countries. Germany was a major arms supplier to Turkey during the Cold War, second only to the United States.

In 1992 Germany terminated its military aid to all countries, including Turkey. Today, Germany is a dominant supplier to the Turkish Navy in construction projects for submarines, mine hunters and frigates. Germany is also Turkey's major trading partner within the European Union, and it sends more foreign tourists to Turkey than any other nation. One source of continuing tension between the two countries is the population of approximately 2 million ethnic Turks living in Germany. Turks have emigrated to Germany in great numbers since the 1960s, when the first wave of Turkish workers moved there for jobs. Thus, good Turkish-German relations are both indispensable and not tolerant of frequent breaks in dialogue.

The fact that PKK-affiliated groups as well as pro-Islamist groups such as Milli Gorus have found sanctuary in Germany also necessitates a continuing dialogue between the two NATO members and former World War I allies. Perhaps the most spectacular war of words between the two nations occurred when the late Turkish President Turgut Ozal, in a March 1992 speech, compared German policies of the time with those of Hitler and the Nazis.

Ozal's harsh words were a reaction to Germany's relatively moderate stance towards the PKK and to what Turkey sees as frequent interference in its southeastern problem, where the PKK has committed acts of armed violence against Turkish government troops for the creation of an independent Kurdish state. Another vexing incident in relations between Ankara and Berlin took place in January 1997, when a judge from a Frankfurt provincial court implied that there were connections

between the Turkish government of the time, including Foreign Minister Tansu Ciller, and the Turkish heroin trade.

The German court accused Ciller of attempting to cover up the trade. The end of the Christian Democrat era in Germany -- which was led by Chancellor Helmut Kohl, whose son has had an affair with a Turkish woman -- and the Socialists' attainment of power last year coincided with Turkey being granted EU member candidate status at the Helsinki summit. In contrast to Christian Democratic ideology, the Socialists stressed democratization as a criterion for full EU membership. The Christian Democrats led by Kohl were not sympathetic to Islamic Turkey's EU membership due to cultural differences. It

could be argued that Germany's socialist coalition government played a role in Turkey's acceptance as an EU member candidate. But Germany's coalition partner Green Party has also exerted more pressure on Turkey for its poor human rights record.

President Rau, who is known as a friend to Turks in Germany, is expected to give two important messages to Turkish leaders. Rau will suggest that the warm relations between Germany and France, after so many years of enmity, are a good example for a new framework for Turkish-Greek relations. He should also stress the importance of neighborly relations between Athens and Ankara, not only for Turkey's possible EU membership but also for the sake of security and stability in the region. In addition, Rau is expected to touch upon the Cyprus dispute.

Rau and Demirel will also exchange views on Turkish citizens living in Germany. Though Rau will meet representatives of human rights organizations in Ankara, diplomatic sources say that he will proceed very cautiously so as not to provoke Turkey's sensitivities. Nevertheless, Rau is expected to tell his Turkish counterpart that many matters which used to be considered strictly domestic affairs have recently been transformed into issues for the international community. He is expected to put particular emphasis on human rights issues. Rau will imply that human rights abuses are not issues for Turkey alone but for all European countries as well.

Meanwhile, Rau's recent comments in Athens that he would tell Turkish officials that the EU is not only about markets but also about shared European values pleased the Greeks. Greek Ambassador to Turkey Ionnis Corantis, speaking to the Turkish Daily News, asserted that the remarks were to the point. He stated that it was not only the German president but all EU members who want to say that Turkey had a number of problems in terms of European values.

Turkey, Denmark agree on peaceful settlement in European court

- Turkey has agreed to pay compensation to Denmark as part of a settlement on the case against Turkey regarding allegations of torturing a Danish national

Ankara - Turkish Daily News

Turkey and Denmark have agreed on a peaceful settlement in the case brought against Turkey by Denmark concerning a Danish citizen of Turkish origin, Kemal Koc, who was subjected to torture in Turkey, the Anatolia news agency reported on Wednesday.

Denmark opened a case against Turkey in the European Court of Human Rights after Koc was detained in Turkey in 1996 for alleged connections with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Koc was later deported.

In line with the settlement, Turkey will pay TL 34 billion in compensation to Denmark.

Cowen urges Turkey to abide by European court rulings

Speaking in the Council of Europe Parliamentarians Assembly on Tuesday, Brian Cowen, foreign minister of Ireland, which currently holds the Council of Europe term presidency, said he has sent a letter to Turkish Foreign Minister Ismail Cem urging Turkey to abide by the European court which wants Turkey to pay compensation to a Greek Cypriot.

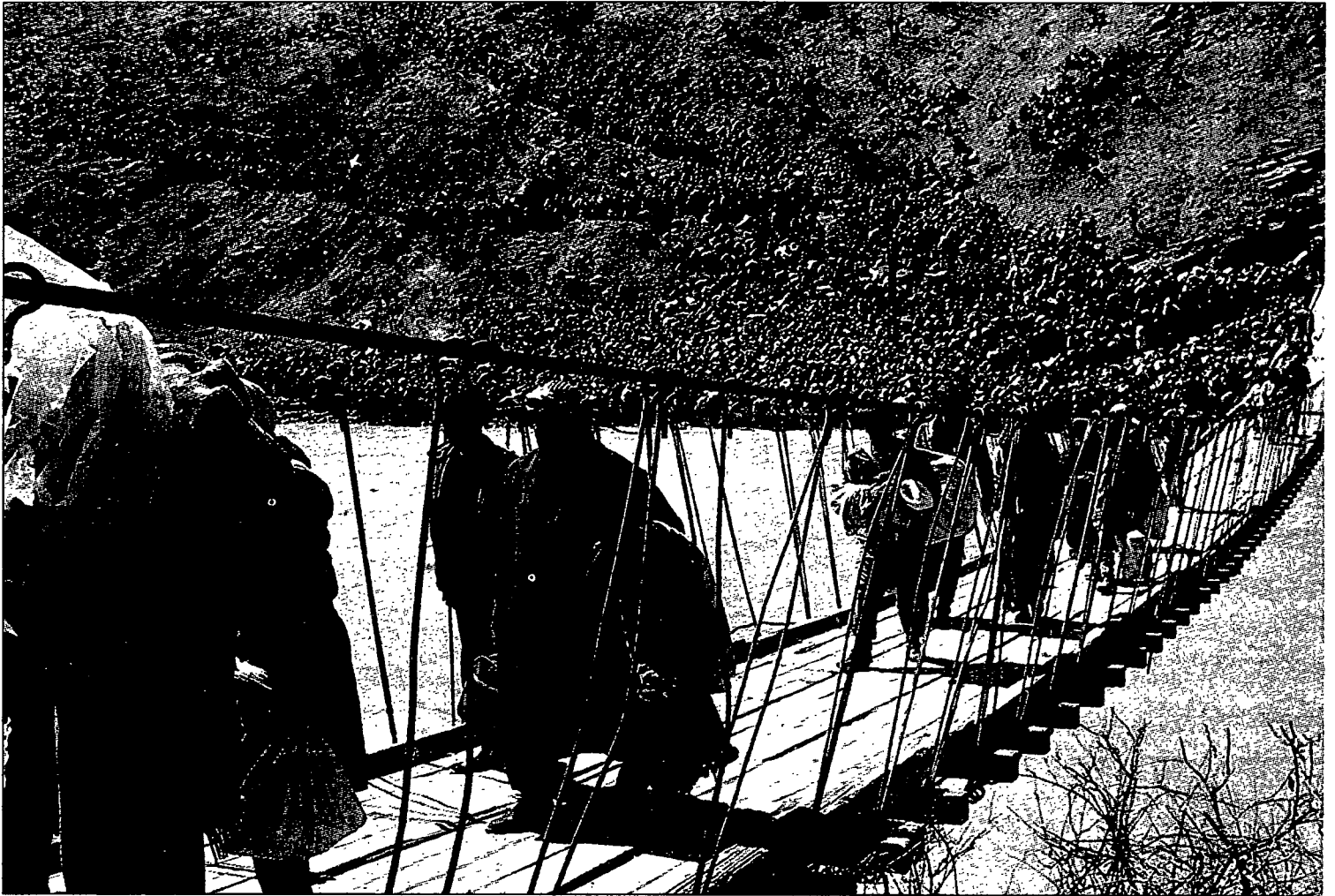
The Greek Cypriot, Titina Loizidu, was detained in 1989 for one day by Turkish Republic of Northern Cyprus (KKTC) police on grounds that she crossed the green line between the KKTC and Greek Cyprus during a protest march.

Loizidu applied to the European court claiming that her land in KKTC-controlled territory had been seized. The European court ruled that Turkey should pay \$500,000 in compensation to Loizidu but Turkey refused to pay, claiming that it only recognized the jurisdiction of the court after January 21, 1990, and that a decision of the court issued prior to that date cannot be considered binding. Turkey also argues that since the Cyprus problem is on the U.N. Security Council agenda, other international bodies cannot make binding decisions on the issue. The Loizidu case constitutes a problem between Turkey and the decision-making body of the European Council, the Council of Ministers. The European Council has the right to suspend council membership of countries if they insist on not abiding by European court decisions.

► LA VIE COMME ELLE VA ◀

Exilé en Suède, l'écrivain kurde fait de fréquents séjours en Turquie

Mehmet Uzun veut donner une littérature aux Kurdes



Des réfugiés kurdes fuyant la répression. C'est à 14 ans, en 1971, à la faveur d'un séjour en prison, que Mehmet Uzun a découvert le kurde écrit.

ISTANBUL

De notre correspondante.....

Dans une librairie d'Istanbul, la ville hébergeant la plus grosse communauté kurde du monde, Mehmet Uzun, romancier kurde et citoyen suédois, répond aux questions de ses lecteurs. Dans l'assistance, ceux qui parlent kurde se comptent sur les doigts de la main. À Diyarbakir, où l'écrivain se trouvait la semaine précédente, c'était bien différent : dans cette capitale des territoires kurdes situés en Turquie, une foule compacte était venue l'écouter, insistant pour qu'il fasse un discours dans sa langue maternelle. Voulant

éviter de créer une quelconque tension, le romancier s'était alors contenté de lire en kurde quelques passages de son ouvrage. « C'est à ce moment-là qu'il a reçu les applaudissements les plus nourris », intervient Abdurrahman Kiliç, propriétaire de la librairie Avesta, son éditeur, qui avait également organisé la conférence à Diyarbakir. Il y a deux ans seulement, la visite de Mehmet Uzun était passée presque inaperçue. Vivant depuis vingt-trois ans en Suède, il s'est attelé à la difficile tâche de créer une langue romanesque kurde contemporaine. Car, jusqu'à aujourd'hui, le kirmandji, le dialecte kurde le plus ré-

pandu, n'a jamais produit ni romancier ni lecteurs de fiction. « Le roman est la forme littéraire des sociétés ouvertes mettant en valeur l'individu, avance Uzun. C'est une exigence morale pour moi que de créer un roman dans ma langue kurde interdite si longtemps. »

Il ne cache pas l'ampleur de la tâche. Les Kurdes, partagés entre clans féodaux traditionnels et organisations révolutionnaires, ont-ils jamais eu la chance d'exister en tant qu'individus ? Avec la levée de l'interdiction sur la langue kurde au cours des dernières années, les ouvrages en kurde sont apparus dans les librairies. L'arrestation du chef

de la guérilla Abdullah Öcalan et l'apaisement des combats entre le PKK et l'armée a marqué le début d'une renaissance de la culture kurde et l'amorce d'un large processus d'individualisation. « Les Kurdes ne doivent pas oublier qu'ils sont un peuple du monde. Ils doivent cesser de vivre en vase clos », insiste Uzun.

Une richesse pour la Turquie

Après tant d'années loin des terres qui l'ont vu naître et les longues années d'exil en Suède, Mehmet Uzun vient de plus en plus fréquemment en Turquie. Il envisage même de s'y installer. Tout en signant ses livres, il parle avec passion de cette littérature kurde qui a survécu malgré toutes les pressions. « Entre 1923 et les années 70, seuls

quelques ouvrages ont été écrits en kurde en raison de l'interdiction frappant notre langue. S'il n'avait pas été riche et fort, le kurde aurait disparu », dit-il, ajoutant : « Or, l'héritage kurde est une des richesses pour la Turquie. »

Mais il est difficile de renverser les habitudes créées au cours des quatre-vingt-dix dernières années. « Moi, j'essaie de créer une littérature à partir de l'espoir qui m'anime », déclare Uzun, inébranlable. L'écrivain, qui a grandi en parlant le kurde dans la maison d'un chef de clan, a vécu un véritable choc en découvrant, à l'école, que seul le turc était autorisé et s'est peu à peu éloigné de sa langue maternelle. C'est à 14 ans, à la faveur d'un séjour en prison en 1971, qu'il a découvert le kurde écrit. Six ans plus tard, sa vie d'exilé en Suède

l'en rapprochera encore davantage. « Paradoxalement, plus j'apprenais les langues étrangères et plus ma curiosité envers ma langue maternelle grandissait », dit-il. Séjournant un moment en France, il s'est même lancé dans une comparaison entre le kurde et le français.

Vivre loin de chez lui a motivé Uzun. « En Suède, personne ne me considérait comme un élément dangereux. J'étais plus libre. On peut vivre sa langue n'importe où », explique-t-il. Voyageant dans les villages kurdes de Syrie, il entame un patient travail de collecte de la littérature orale kurde, découvrant et écoutant ces vieux conteurs qui passent et enrichissent les épopées à travers les siècles. Dans ses romans, Mehmet Uzun a su dépasser cette longue tradition. « Je fais très attention à ne pas me laisser piéger par l'archaïsme », précise-t-il. Car Uzun veut s'adresser à ses contemporains, allumer en eux la flamme de la modernisation.

Soucieux de se tenir à égale distance de tous les mouvements politiques, il paie le prix de cette indépendance d'esprit en passant pour suspect parmi les jeunes militants autonomistes, en quête de littérature réaliste. Souvent il lui est reproché de décrire, par exemple, une montagne, sans l'avoir vue. Sans doute le projet d'Uzun, né de son imaginaire, est-il très inhabituel pour ce peuple forgé par les guerres et les pressions de toutes sortes.

Nükte V. ORTACQ

En trois langues

■ Mehmet Uzun écrit en trois langues : en général, les romans en kurde (kimandji) et les essais en turc et suédois. Il a publié à ce jour 15 ouvrages dont sept romans. Les éditions Phoebus ont publié en français *La Poursuite de l'ombre*.

Né en 1957 à Siverek dans la province de Diyarbakir, dans le Kurdistan turc, il quitte la Turquie pour raisons politiques en 1977 et s'installe à Stockholm. Mehmet Uzun a été l'un des initiateurs de la pétition publiée à la fin de l'an passé, cosignée par 46 personnalités mondialement connues, notamment Arthur Miller, Gunther Grass et Jacques Lang, demandant à la Turquie de s'engager concrètement sur la voie de la démocratie.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, APRIL 6, 2000

Turkish Bid To Amend Constitution Is Defeated

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Defying Turkey's aged political elite, Parliament on Wednesday rejected a constitutional amendment that would have allowed President Suleyman Demirel to seek another term in office.

The constitution allows presidents to serve only a single term, and the amendment providing for a second term won 303 votes, considerably short of the 367 necessary for a two-thirds majority. As a

result, Mr. Demirel will have to step down next month and be succeeded by a new president chosen by Parliament.

The vote was not only a defeat for Mr. Demirel but also for Prime Minister Bulent Ecevit, who had campaigned hard for him on the grounds that he was "a factor for stability." There was no immediate indication, however, that Mr. Ecevit's government was in danger of collapsing.

"Our government will continue its duty in harmony and determination," Mr. Ecevit said after the vote. "We hope the result was what was best for our nation."

Both Mr. Demirel and Mr. Ecevit are in their 70s, and the vote in Parliament suggested that their generation's hold on Turkish politics may finally be slipping. In another sign of that slippage, the leader of the main opposition party, who is also in his 70s, is being challenged for party leadership by a young insurgent.

Although the Turkish presidency has little formal authority, Mr. Demirel accumulated considerable power during the seven years he held it. Turkey had fractured and short-lived governments for much of that time, and he eagerly

stepped into the vacuum.

One of his successes was seizing control of Turkey's foreign policy toward the new nations of the Balkans, the Caucasus and Central Asia. Yet even there, his fall does not seem likely to push Turkey in new directions.

"The real meaning is that our political system is starting to mature," said Soli Ozel, a university professor who wrote several newspaper columns opposing Mr. Demirel's re-election. "Poll after poll suggested that 70 to 75 percent of the people didn't want another term. This was a worn-out face and a worn-out figure. The passing of the torch has begun."

Mr. Demirel, an engineer by profession, began his political career in the 1950s and became prime minister for the first time in 1965. He held that office seven times before rising to the presidency in 1993.

Two of his terms were ended by military coups.

Although he is often described as a conservative, Mr. Demirel has shown remarkable ideological flexibility. He is an outspoken secularist who once pushed a strongly pro-Muslim agenda,

and a victim of military intervention who became a defender of the military's role in politics.

In recent weeks Mr. Demirel suggested that if he was not permitted to seek another presidential term, he would return to party politics. Whether voters would respond to him as enthusiastically as they did in decades past, however, seems quite uncertain.

Turkey has changed enormously since Mr. Demirel began his career in politics. Most of the population is less than half his age, and many people view him as a symbol of an ossified political

system that has kept the country from completing its transition to democracy.

"He had acquired the status of a regional statesmen," said a European ambassador posted in Ankara. "He created a good image of Turkey, which had nothing to do with his past or what the Turkish people thought of him. Progressives here will want to see this as a democratic breakthrough. If it is, then of course that's important in terms of the country's political development. But as far as the rest of the world is concerned, who really cares who's the president of Turkey?"

Parliament is now expected to begin a

period of intense bargaining as a prelude to the election of a new president. More than a dozen names of possible candidates have already been floated, and more are likely to emerge in the coming days.

Mr. Ecevit's fear that a change of presidents might provoke instability was based partly on the prospect that each party in his three-party coalition might nominate its own presidential candidate. Leaders of the three parties, however, have reportedly pledged to keep the government together even if they fight over the presidency. They may try to settle on a compromise candidate.



Iran's Move to Block Iraqi Oil Heartens U.S.

By Colum Lynch
Washington Post Service

UNITED NATIONS, New York — U.S. officials have cautiously welcomed a report that Iran seized a ship that was smuggling Iraqi oil through the Gulf in violation of international sanctions.

The officials called the seizure a sign that Tehran might be responding to pressure to curb illicit trade in Iraqi oil, which has risen sharply as oil prices climbed

over the last six months.

The official Iranian news agency IRNA said Wednesday that the Iranian Navy intercepted a Honduran-registered tanker, Al Masru, on Saturday with 2,500 tons of Iraqi oil aboard.

"If the reports are true, we're pleased to see that Iran is taking measures against this illegal traffic," said James Rubin of the State Department. Washington officials have accused Iran of allowing the smuggling, which

they say has increased fourfold since September.

At the current rate, Iraq's illegal oil sales could total between \$500 million and \$1 billion a year.

Under the international sanctions imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990, Iraq is prohibited from exporting oil except under the UN's "oil for food" program, an exemption that allows Baghdad to use profits from oil to buy food, medicine and other humanitarian goods.

Smugglers have routinely violated the embargo, transporting Iraqi oil by ship through the Gulf and by truck through Turkey.

The seizure of the ship by Iran came less than a month after Vice Admiral Charles Moore, U.S. coordinator of a multinational naval force, accused Iranian officials of providing safe passage and falsifying papers for Iraqi smugglers in return for payoffs of about \$50 per ton of oil.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 7, 2000

UN Is Given New Plan for Inspecting Iraqi Arms

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The blueprint for a new, tightly structured arms inspection agency for Iraq

has been sent to the Security Council, moving the chief inspector, Hans Blix, closer to the moment of truth with President Saddam Hussein.

Once the plan has been approved by the council, possibly next week, the next step will be a visit to Iraq to re-establish an inspection center in Baghdad. The team will begin drawing up a list of questions Iraq must answer before sanctions that have been in place for nearly a decade can be suspended and finally lifted.

Iraq has sent the United Nations mixed, though largely negative, signals about its intentions toward the panel, called the UN Monitoring, Verification and Inspection Commission. The plan circulated Thursday takes account of the uncertainty, saying that "it may be neither practical nor prudent to move to

immediate full recruitment."

In his blueprint for the commission, Mr. Blix, a former foreign minister of Sweden and director-general of the International Atomic Energy Agency, appears to have assuaged some of the concerns of arms control experts.

Many had expected the panel, known as Unmovic, to be weaker than its predecessor, the UN Special Commission, or Unscm.

Mr. Blix emphasized that the commission retained powers to designate inspection sites, conduct interviews, take samples and photographs, and use aerial surveillance.

There have been no arms inspections in Iraq since December 1998, when inspectors were withdrawn ahead of U.S. and British bombing.

IBRAHIM AHMAD DIED AT THE AGE OF 86 IN LONDON

KurdishMedia - Apr 9, 2000

London (KurdishMedia) Apr 8, 2000 - Just before he dies, he was asked to take part in a social event, he said, "Life has given up on me, but I haven't."

The name of Ibrahim Ahmad, or 'Bila' as he was known, has linked to many aspects of Kurdish life including journalism, literature and politics.

He died in exile at the age of 86 in a London Hospital. The news has already shaken the Kurdish society. Bila will be remembered for many reasons. No doubt, he was not without enemies. He was blamed, rightly or wrongly, for the split between late Barzani's KDP and Talabani's KDP in early 1960s.

.....

IRAQI KURDS MOVED CLOCKS FORWARD BEFORE BAGHDAD

AFP - Apr 8, 2000

BAGHDAD, April 8 (AFP) - 15h07 - Kurdish-held northern Iraq switched to summer time, moving clocks forward to four hours ahead of GMT instead of three, a week before Baghdad did, travellers to the region said Saturday.

Summertime started at the beginning of April in the Kurdish-held provinces of Dahuk, Arbil and Suleimaniyeh, they said.

The rest of the country switched on the night of April 6-7. Rival Kurdish factions, under a US security umbrella, have controlled northern Iraq since the aftermath of the 1991 Gulf War over Kuwait.

.....

TURKEY'S PROTEST NOTE TO US ON KURDISH CONFERENCE REPORTED

Hurriyet

08 Apr 00

[Report: "Political Note to US on Kurds"]

[FBIS Translated Text]

Ankara has been upset by the conference that will be held in Washington on 17 and 18 April, entitled "Kurds Search for Identity." It will be sponsored by the US State

Department. The Turkish Government has strongly reacted to the convocation, in which the sympathizers of various organizations like the Workers Party of Kurdistan

[PKK] also will participate, and submitted a firm political note to the US State Department.

The conference, which has created a crisis between Turkey and the United States, will be held at American University in Washington. It has been ascertained that Nechirvan Barzani, the so-called Prime Minister of the Barzani-led KDP [Kurdistan

Democratic Party] Government, Dr. Shafiq Gazzaz, the so-called Minister of Humanitarian Aid and Cooperation, and Frank Ricciardone, US Special Representative for Transition in Iraq, will attend the conference. It also has been

ascertained that the invitations to the convocation will depict the so-called KDP

Government's flag, preparations have been made to decorate the meeting hall with banners, and the so-called national anthem of Kurdistan will be played during the opening ceremony.

It has been reported that a group of PKK sympathizers will participate in the conference and submit a declaration.

Turkey submitted a written political note to Washington through the US Embassy in Ankara to inform it that it does not approve of the conference and that the convocation conflicts with the existing cooperation between the two countries. Ankara stressed that similar convocations can be seen as a concession to organizations like the PKK and noted that "the arrangement conflicts with the requirements of friendly relations."

Turkey also conveyed a firm message to Farhad Barzani, KDP representative in Washington. Ankara stressed that it does not approve a number of initiatives, including the playing of what has been described as the Kurdish national anthem, and warned that the KDP, which stands on its feet with Turkey's support, will suffer from some of the decisions it makes.



Christian Science Monitor

By Scott Peterson

Is turkey fed up with europe ?

April 10, 2000

For many Turks, joining the European "club" has been a transcendent, decades-long dream.

But since Turkey was accepted last December as a candidate for European Union membership, visits by critical European officials have been more frequent than rain in winter - and have prompted debate and soul-searching.

Every ranking European visitor has criticized Turkey's poor human rights record and uncompromising line towards Islamists and minority Kurds - and made clear that EU acceptance would require fundamental change.

On a state visit last week, German President Johannes Rau said a "formidable effort" was required on reforms and Turkey had a "long way to go."

Just days before, European Parliamentarian Daniel Cohn-Bendit had criticized Turkey for imprisoning political activist Leyla Zana - winner of the European Parliament's 1995 Sakharov Peace Prize - and said Zana's "problem is the antiterrorism law."

But such criticism fuels an anti-Europe backlash. Many Turks are not sure that they have to - or should have to - alter their beliefs to fit European norms.

Their roots are different value systems and visions of future sovereignty - which raise questions about how far both sides are willing to bend to accommodate each other.

Turks and Europeans have both changed their thinking since early 1998, when Turkey's EU application was put on hold amid a welter of European comments that Muslim Turkey would never be fit to join the Christian club. But there are new challenges, too.

"There is a new atmosphere, and if a lot of West Europeans are serious about Turkey's entry, it is because of a more grown-up approach, a response to a geostrategic reality," says Karen Fogg, the EU representative

to Turkey.

But Ms. Fogg adds: "I'm not sure there is a parallel change in Turkey." She mentions several groups of Euro-skeptics. "Turkey was thinking it had a holy right to enter, but there was not too much awareness of what needs to be done. They are gradually shedding their suspicions, but there are still flat-earthers, people who are anti-globalization...and those who think Turkey can do without Europe."

Turkey is the eastern anchor of NATO, and by some estimates is the 16th largest economy in the world, making it a large bite for the EU to swallow.

"Our value systems should converge ... [but] there are problems that will not pass simply, and Turkey's integration into Europe with its huge economy and population means Turkey will have a big role," says Seyfi Tashan, head of the Turkish Foreign Policy Institute at Ankara's Hacettepe University.

"Europe is reluctant to give it that role," says Mr. Tashan. "I believe we will have integration, but it will take years and years for Europe to make up its mind that Turkey should be a member. By then, Turkey may not be interested."

Within 15 years, Turkey may be the 10th largest economy in the world, "so why should we be forced to follow policies that countries like Finland and Ireland will have a [right to veto]?"

Europe needs Turkey as a bridge to Central Asia, the Mideast, and Iran, though it has not "overcome" the "strong viewpoint that Turks are not part of 'us,' that they are outsiders ... who are still seen as peasants," Tashan says.

"Turkey has always had a deep-rooted suspicion of Europe, and [the 1997 rejection] confirmed those fears," says a European diplomat. "Then there was a Christian democratic trend in Europe, and it was inevitable that they would see it in terms of religion."

Change of governments since then in Germany and Greece - with Athens using a massive earthquake in northwest Turkey last August to aid its longtime foe and break the diplomatic ice - has paved the way for rethinking.

Blunt EU diplomacy toward Turkey has been counter productive, some argue, by giving the impression that human rights is Europe's only concern. Arm-twisting flies in the face of Turkey's formidable national pride, which has its roots in the secular, West-oriented vision of Kemal Ataturk, who founded the modern republic in 1923.

"This has brought those out of the woodwork who are terrified of what the EU might mean," says a senior Western diplomat. High-profile visits to jailed human rights campaigners are rarely balanced by wreath-laying at Ataturk's tomb, he adds, while many European officials seem to expect overnight change. "There is a belief that the EU will reverse in Turkey what Ataturk gave to Turkey."

Among those traditions has been the supreme role of the military. At the top of its agenda is controlling Kurdish nationalism and Islamic fundamentalism.

The military has carried out three coups since 1960, and in 1997 orchestrated the removal from office of Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan. But today there are signs - in part because of EU rules about civilian control of the military - that the armed forces are keeping a very low profile.

The turning point came on March 28, Turkey's chief of staff Kuseyin Kivrikoglu refused to comment on a presidential crisis: "We are not saying anything, because anything we say could change the [political] agenda. We are being particularly careful in light of our EU candidacy."

"They are feeling that they don't want to be involved in politics," says Metehan Demir, diplomatic correspondent for the Hurriyet newspaper. "These are very fundamental changes."

Criticism Mounts With Increase in Official EU Delegation Visits

- After the Helsinki summit, the number of European officials visiting Turkey has continued to grow, but they mostly criticize Turkey's poor human rights records and visit Kurdish representatives

Since Turkey was awarded candidacy for European Union membership in Helsinki last December, the number of visits by official delegations from EU countries has increased enormously, and Turkey has come under fresh scrutiny for its human rights record and laws that activists say curb freedom of speech. German President Johannes Rau and Turkey-EU Joint Parliamentary Commission (JPC) Co-Chairman Daniel Cohn-Bendit were Turkey's two European guests last week.

As is always the case, during his one-day visit to Ankara Cohn-Bendit primarily focused on human rights issues. He also met representatives of human rights organizations, including the Association for the Victims of Terrorism, and talked with his Turkish counterpart, Kursat Eser as well as visiting former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Deputy Leyla Zana in prison. Cohn-Bendit took the opportunity to urge Ankara to change its strict laws under which Islamist and Kurdish politicians are often put on trial.

It seems that if Turkey does not immediately find solutions to its human rights violations, the criticism from Europe will continue. Cohn-Bendit also called on the Turkish government to comply with the Copenhagen criteria and eliminate obstacles to the freedom of expression.

In contrast to other EU visitors Cohn-Bendit talked about the human right violations against Islamists. Commenting on the issue of the headscarf ban in Turkey, he said he could understand the "Kemalists" concerns of keeping the republic secular but said there was also a secularist fundamentalism in Turkey. Cohn-Bendit said although he did not believe in God, he is an advocate for freedom of thought and religion.

At the end of his visit to Ankara, Cohn-Bendit held a press conference at the European Commission Representation's office in Ankara and told reporters that his meeting with Eser was very fruitful and that they had agreed to hold the JPC meeting between May 29-31. The JPC was previously scheduled to meet in February, but the meeting was cancelled by the European wing of the commission, citing Turkish authorities' refusal to allow the delegation to visit Zana in prison.

Cohn-Bendit proposes mediation between Turks and Kurds

During his press conference Cohn-Bendit suggested a mediation take place between Ankara and the Kurdish community. He argued that a mediation could "create a process to calm emotions" between Turks and Kurds. Turkish officials who spoke to the Turkish Daily News reacted to this offer, saying that there is no need for such mediation since there is no lack of confidence between Turkish and Kurdish citizens. "As Turkish citizens, Kurdish people also have the same rights because they are not a minority, they are first-class citizens of Turkey," said a former diplomat. Mentioning EU External Relations Commissioner Chris Patten, the former British governor of Hong Kong between 1992 and 1997, Cohn-Bendit said Patten would be an excellent mediator as he has much experience both in Northern Ireland and Hong Kong.

After Cohn-Bendit's suggestion for a mediation between Turkey and its Kurdish population through the EU, he further explained that this proposal needed all related sides to see it as necessary and added that once everyone was convinced of the need for a "round table" then it would be easy to find a mediator. Cohn-Bendit said even the pope could possibly be considered for the position.

Cohn-Bendit visits Zana

Cohn-Bendit, ironically, visited Zana as a foreign citizen not co-chairman of the Turkey-European Parliament JPC. Zana, 39, has so far served six years of her 15-year jail term after being convicted of being linked to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist organization. Her arrest, along with five other members of Parliament, sparked an outcry from Europe over freedom of expression in Turkey.

During the press conference Cohn-Bendit distributed a message from Zana in which she called on the Europeans to take Turkey's candidacy to the EU seriously. "Following the Helsinki summit, Turkey has entered into a process of evolution. I say this process must be taken very seriously by everyone. I believe that great efforts are required for the transition from an environment of violence to an environment of peace. Along with these efforts, I expect the EP [European Parliament] and its individual members to take this process seriously rather than undermining it, and to make their contributions to it. I greet all members of the Parliament with love and respect," Zana said in her message entitled "Special Message to the EP."

Asked whether Zana would apply for a release on health grounds, Cohn-Bendit said: "Her problem is not a health problem. Her

problem is the Anti-terrorism Law, which she wants changed. ... Turkey must allow freedom of expression." The EP in 1995 awarded Zana its Sakharov prize for freedom of thought.

Cohn-Bendit's visit to the Ankara prison should allow the resumption of meetings between EU membership candidate Turkey and the EP, which had stopped after Ankara initially refused Cohn-Bendit permission to visit Zana. The European wing of the EP's JPC had postponed their visit to Turkey since Turkey did not allow it to visit Zana in February. European parliamentarians had criticized the government's attitude over the rejection. Stressing that U.S. Assistant Secretary Harold Hongju Koh was permitted to visit Zana in August last year, along with former EP members Pauline Green, Claudia Roth and Catherine Lalumiere, advocates of the visit allege that Turkey has been pursuing an inconsistent policy on the issue.

10 April 2000, Copyright © Turkish Daily News

Kurds warming to CHP

- Oymen's call for political cooperation creates excitement

Ankara - Turkish Daily News

Republican People's Party (CHP) leader Altan Oymen's call to the People's Democracy Party (HADEP), the Freedom and Solidarity Party (ODP) and the Laborers' Party (EMEP) in Friday's Turkish Daily News to join him in political cooperation has created excitement in Kurdish circles. HADEP deputy leader Hamit Geylani said: "Mr. Oymen's call is very important. We will evaluate it at the party assembly meeting." The former leader of the Democracy Party (DEP), the lawyer Feridun Yazar, together with Dr. Mehmet Emin Sever, former New Democracy Movement (YDH) deputy for Mus and one of the board trying to form a liberal Kurdish party, have both said they considered the call important.

CHP delegation visit to HADEP

Hamit Geylani, whom we asked to give his opinions on the call, said that the CHP leadership went to Diyarbakir on Friday for the party's regional meeting and visited HADEP's Diyarbakir provincial leaders. Geylani also said that the CHP

leadership had given some very friendly messages while in the HADEP building and stated that they shared the same view as HADEP when it came to the Kurdish question. He continued, "I warmly welcome Mr. Oymen's call to make politics together. The CHP is the party that founded the Turkish Republic; it is important. The CHP is not estranged from us. It is a party in which our colleagues used to work and serve. Yes, we have our differences but, if the CHP really is falling in line with change and transformation then we are gladdened by this and will be pleased to join forces for maximum cooperation. If they make this call before the world and the Turkish public, we will convene our boards and evaluate it. If necessary we will form high or low-level commissions and discuss unity."

Feridun Yazar, leader of the now-defunct DEP and a member of the Democrat Initiative Group, trying to found a mass party on the basis of a democratic Republic, said that Oymen's call in Friday's TDN for "mother-tongue education and Kurdish radio and TV broadcasts," together with his comments on other issues, was very important.

Yazar said his comments must not remain as just words, but must be made part of his party's manifesto, adding: "I would recommend Oymen study what happened when seven Kurdish deputies were expelled from SHP (Social Democratic Populist Party) for attending the Kurds' conference in Paris and their subsequent founding of the People's Labor Party (HEP). It is not enough to call on us and say "we could unite on these points". These words must be made part of the party manifesto. The CHP manifesto should disclose their aims for Turkey and to what degree they want to resolve the Kurdish issue and they should also persuade the Kurds. When they do this, we will be ready and willing to debate unity with them."

CHP members came to us

Yazar explained that before the CHP members went to Diyarbakir they exchanged ideas among themselves. He said: "We told them that the issues in Turkey were clear. If they present proposals on how to resolve them then that will put the public's minds at ease. In the future we may or may not unite, but their attitude here will at least create an atmosphere in which we can work together in the future."

Dr. Mehmet Emin Sever, chairman of the six-person supreme board carrying out studies to found a liberal Kurdish party, for his part said that Turkey needed to be democratized and maintained that every segment [of society] had to do what was required of it in this regard. He continued: "The road to establishing a democratic structure in Turkey can only be travelled when all the powers of democracy act in cooperation with each other. All those who want democracy have to support this CHP effort. We are ready to do what is required of us here. It is enough that Ankara should not forget the promises made in Diyarbakir. This kind of thing has happened before, you know."



ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE
WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE
ORGANIZACION MUNDIAL CONTRA LA TORTURA
WELTORGANISATION GEGEN DIE FOLTER
Director Eric Sottas

CASE POSTALE 21
8, RUE DU VIEUX-BILLARD
CH - 1211 GENÈVE 8
TÉL. + 41 22-809 49 39
FAX + 41 22-809 49 29

E-MAIL : omct@omct.org
WEB : <http://www.omct.org>

**Case IRN 120400.CC
CHILD CONCERN**

The International Secretariat of OMCT requests your **URGENT** intervention in the following situation in Iran.

Brief description of the situation

The International Secretariat of OMCT has been informed by a reliable source that Navid Balazadeh, 16, arrested and transferred to Shiraz, faces trial on 13th April 2000 with 20 other Iranians (12 Jews and 8 Muslims) on charges of spying for Israel and the United States. If convicted, he could face the death penalty.

The International Secretariat of OMCT stresses that it is strongly opposed to the death penalty as an extreme form of cruel, inhuman and degrading treatment and a violation of the right to life, as proclaimed in the Universal Declaration of Human Rights and other international human rights instruments.

The International Secretariat of OMCT recalls Article 37a) of the Convention on the Rights of the Child which states that "No child shall be subjected to torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. Neither capital punishment nor life imprisonment without possibility of release shall be imposed for offences committed by persons below eighteen years of age;"

Action requested

Please write to the authorities in Iran urging them to:

- i. take all necessary measures to guarantee the physical and psychological integrity of Navid Balazadeh and order his immediate release in the absence of valid legal charges or, if such charges exist, bring him before an impartial and competent tribunal and guarantee his procedural rights at all times, taking into account inter alia the provisions of the Convention on the Rights of the Child, particularly Articles 3, 37 and 40;
- ii. guarantee the respect of human rights and the fundamental freedoms throughout the country in accordance with national laws and international human rights standards, particularly the Convention on the Rights of the Child, ratified by Iran.



ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE
WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE
ORGANIZACION MUNDIAL CONTRA LA TORTURA
WELTORGANISATION GEGEN DIE FOLTER
Director Eric Sottas

CASE POSTALE 21
8, RUE DU VIEUX-BILLARD
CH - 1211 GENÈVE 8
TÉL. + 41 22-809 49 39
FAX + 41 22-809 49 29

E-MAIL : omct@omct.org
WEB : <http://www.omct.org>

Case IRN 120400

The International Secretariat of OMCT requests your **URGENT** intervention in the following situation in Iran.

Brief description of the situation

The International Secretariat of OMCT has been informed by a reliable source of trial of 21 persons, including a child, who could face the death penalty in Iran.

According to the information received, 21 Iranians, 13 Jews and 8 Muslims, accused of spying for Israel and the United States and arrested in the months of March and April 1999, face trial on 13th April 2000 in Shiraz. If convicted, they could face the death penalty. The youngest of this group is a 16 year old (see Case IRN 120400.CC)

The International Secretariat of OMCT has received the following names of some of those detained: Nejat Berukhimnejad, 35, a religious leader who was arrested in Isfahan and transferred to Shiraz.

Faramarz Kashi, 34, and Farhad Kashi, 30, brothers arrested in Shiraz.
Ramin Farzam, 35.
Nasser Levi Haim, 45, community leader arrested in Isfahan and transferred to Shiraz
Javid Beth Jacob, 40, arrested in Shiraz.
Shahrokh Pak Nahad, 29, religious leader arrested in Isfahan and transferred to Shiraz.
Ramin Nemati, 22.
Fahad Seleh, 30, community leader arrested in Isfahan and transferred to Shiraz.
Doni Tefilin, 28 and David Tefilin, 25, brothers arrested in Shiraz.
Asher Zadmehr, 49, community leader arrested in Isfahan and transferred to Shiraz.

The International Secretariat of OMCT stresses that it is strongly opposed to the death penalty as an extreme form of cruel, inhuman and degrading treatment and a violation of the right to life, as proclaimed in the Universal Declaration of Human Rights and other international human rights instruments.

Action requested

Please write to the authorities in Iran urging them to:

- i. take all necessary measures to guarantee the physical and psychological integrity of the above-mentioned persons and order their immediate release in the absence of valid legal charges or, if such charges exist, bring them before an impartial and competent tribunal and guarantee their procedural rights at all times;
- ii. guarantee the respect of human rights and the fundamental freedoms throughout the country in accordance with national laws and international human rights standards.



ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE
WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE
ORGANIZACION MUNDIAL CONTRA LA TORTURA
WELTORGANISATION GEGEN DIE FOLTER

Director Eric Soltes

CASE POSTALE 21
8, RUE DU VIEUX-BILLARD
CH - 1211 GENÈVE 8
TÉL. + 41 22-809 49 39
FAX + 41 22-809 49 29

E-MAIL omct@omct.org
WEB : [http //www omct org](http://www.omct.org)

Case IRN 110400

The International Secretariat of OMCT requests your **URGENT** intervention in the following situation in **Iran**.

Brief description of the situation

The International Secretariat of OMCT has been informed by a reliable source of the ill-treatment and prolonged detention of **Abbas Amir-Entezam** in Iran.

According to the information received, Mr. Abbas Amir-Entezam, 67, the Deputy Prime Minister and the Spokesman of the 1979 Provisional Government of post-revolutionary Iran, has been in prison since December 19, 1979, exceeding the term awarded for his alleged crime of slander, and is in need of urgent medical assistance.

According to the information received, earlier this month, his wife paid the equivalent of \$3000 to the prison authorities to have Mr. Entezam sent home long enough for him to receive medical treatment for kidney failure, a ruptured eardrum and loss of hearing in one ear, allegedly as the result of his long detention and repeated subjection to torture. However, he was transferred back to prison after only 8 days before he had received any care.

It is reported that the charges against him are espionage and slander. According to Iranian law, the maximum penalty for espionage is ten years, a sentence that Mr. Entezam has already served twice in addition to the confiscation of all his property.

The most recent charge of slander was brought against him by the family of the former head of Iranian prisons, Mr. Assadollah Lajavardi. In 1998, while under house arrest, in an interview with Voice of America, Mr. Entezam criticized the torture and ill-treatment of prisoners and the mass executions which took place on Mr. Lajavardi's watch. According to the information received, after the conclusion of the slander pre-trial hearing, despite the posting of hefty sum for bail by his wife, he was not released. In February 1999, a trial was held but neither Mr. Entezam

nor his attorneys were permitted in the courtroom. The request of the International Commission of Jurists, a member of the OMCT network, to have an observer present was also denied. These actions of the court were in violation of the articles 570, 572 and 575 of Iran's Constitution. Furthermore, according to Iran's Islamic penal code, the punishment for slander is no longer than one year.

Action requested

Please write to the authorities in Iran urging them to:

- i. ensure Mr. Entezam immediate access to medical care and guarantee the physical and psychological integrity of Mr. Abbas Amir-Entezam
- ii. order his immediate release in the absence of valid legal charges or, if such charges exist, bring them before an impartial and competent tribunal and guarantee their procedural rights at all times;
- iii. guarantee an immediate investigation into the allegations of torture and ill-treatment and denial of medical care, also Mr. Entezam's prolonged illegal detention, identify those responsible, bring them before a civil competent and impartial tribunal and apply the penal, civil and/or administrative sanctions provided by law;
- iv. guarantee adequate restitution, compensation and rehabilitation to Mr. Entezam and his family;
- v. guarantee the respect of human rights and the fundamental freedoms throughout the country in accordance with national laws and international human rights standards, particularly the Covenant on Civil and Political Rights, ratified by Iran.

Addresses

Leader of the Islamic Republic His Excellency M. Khatami, The Presidency. Palestine Ave. Azerbaijan Intersection. Tehran, Islamic Republic of Iran. Fax: Iran 011 98 21 64 66 415

His Excellency The Minister of Culture, Mr. Mohajarani, Tehran, Islamic Republic of Iran. Fax 98 21 87 57 845

His Excellency The Minister of Foreign Affairs, Sheikh Abdolmajid Keshk-e Mesri Avenue, Tehran, Islamic Republic of Iran, Fax: 98-21 674 790

.....



URGENT ACTION

PUBLIC

AI Index: MDE 14/03/00

EXTRA 20/00

Fear of ill-treatment / Prisoners of Conscience / Fear of forcible return

7 March 2000

IRAQ/IRAQI KURDISTAN

'Ammar Sharif
Yusuf Mohammad
Fahd Nassir

Amnesty International is concerned that the three above-named Iraqi opposition party members arrested in Iraqi Kurdistan on 16 February 2000 are at risk of ill-treatment in detention and of being forcibly returned to areas under the control of the Iraqi Government where they could face arrest and serious human rights violations.

'Ammar Sharif, Yusuf Mohammad and Fahd Nassir, all considered by Amnesty International to be prisoners of conscience, were arrested by the security forces of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in Sulaimaniya and are now detained at Sulaimaniya Central Prison.

The three, all members of the Central Committee of the Iraqi Workers' Communist Party (IWCP), fled to Iraqi Kurdistan in the last few years to avoid arrest for anti-government political activities. Since being there they have been involved in setting up a non-governmental organization aimed at providing help for Iraqis forced to flee areas controlled by the Iraqi Government. They have reportedly been arrested for publicly accusing the PUK of rigging recent local elections and criticising the security measures taken by the PUK during the elections.

On 22 February Amnesty International wrote to the PUK and sought clarification of the reasons for their arrest and detention. In their replies, dated 24 February and 2 March 2000, the PUK authorities said they had been arrested for "creating disturbances and encouraging others to take part in disturbances, and illegally collecting money and forming committees and organizations to collect money without proper procedures and permission". They also said the men had now been released, contrary to reports received by Amnesty International.

BACKGROUND INFORMATION

Since the end of the Gulf War in 1991 Iraqi Kurdistan has remained under the control of the two main Kurdish political parties, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). On 3 February local elections were held in the area controlled by the PUK in which representatives from the PUK, Islamist parties, IWCP and other parties took part.

RECOMMENDED ACTION: Please send telegrams/faxes/express/airmail letters in English, Arabic or your own language:

- expressing concern for the safety of 'Ammar Sharif, Yusuf Mohammad and Fahd Nassir who were arrested by the PUK on 16 February 2000 and who are now being held at Sulaimaniya Central Prison;
- seeking assurances that they are being treated humanely and have regular access to lawyers of their own choosing, their families and any medical care they may require;
- urging that they be immediately released as prisoners of conscience arrested solely for their peaceable activities;
- seeking assurances that they will not be forcibly returned to areas under Iraqi Government-control.

APPEALS TO:

Jalal Talabani
President
Patriotic Union of Kurdistan (PUK)
Sulaimaniya
Kurdistan
Iraq

Telegrams: President, Patriotic Union of Kurdistan, Kurdistan, Iraq
Salutation: Dear Mr Talabani

Jalal Talabani
c/o PUK United Kingdom
First Floor, 5 Glasshouse Walk,
Vauxhall
London SE11 5ES
UK

Faxes: + 44 171 8400630
Salutation: Dear Mr Talabani

COPIES TO: Office of the PUK, if there is one in your country.

PLEASE SEND APPEALS IMMEDIATELY. Check with the International Secretariat, or your section office, if sending appeals after 4 April 2000.

La Turquie condamnée pour torture par la Cour des droits de l'Homme



STRASBOURG (Conseil Europe), 11 avr (AFP) - 16h13 - La Turquie a été condamnée mardi à Strasbourg par la Cour européenne des droits de l'Homme pour des tortures infligées lors d'une garde à vue à une jeune femme, soupçonnée d'avoir des liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

La Cour a jugé que les preuves soumises par Mme Sevtap Veznedaroglu, 34 ans, "ne permettent pas d'établir si ses blessures ont été ou non infligées par des policiers, ni si elle a été torturée dans la mesure où elle le dit", selon un arrêt communiqué à Strasbourg.

Mais les juge de Strasbourg ont estimé "à l'unanimité" que l'article de la Convention européenne des droits de l'Homme, interdisant la torture, a été violé, "en raison de l'absence d'enquête de la part des autorités" sur les allégations formulées par Mme Veznedaroglu.

La Cour de Strasbourg, qui est composée de 41 juges nommés par les 41 Etats-membres du Conseil de l'Europe, a octroyé 2.000 dollars pour dommage moral et 1.000 dollars pour frais et dépends à la plaignante, originaire d'Istanbul.

Le 4 juillet 1994, la jeune femme avait été interrogée par la police, avant de signer, sous la contrainte selon elle, une déclaration dans laquelle elle reconnaissait ses liens avec le PKK.

Jugée le 15 juillet, elle avait été acquittée faute de preuve. Mais la jeune femme s'était plainte d'avoir été torturée durant sa garde à vue. Deux deux médecins différents l'avaient examinée constatant des bleus au bras et au tibia.

"Le procureur disposait dans son dossier des rapports médicaux (...). Or rien n'a été fait pour obtenir plus de renseignements auprès d'elle (Mme Veznedaroglu) ni pour questionner les policiers qui l'avaient interrogée pendant sa garde à vue", a critiqué la Cour dans son arrêt.

.....

Bombardements américains dans le nord de l'Irak

mardi 11 avril 2000,



ISTANBUL (AP) -- Des avions américains ont répliqué mardi à des tirs irakiens en bombardant des sites de la défense anti-aérienne dans le nord du pays, selon un communiqué de l'armée américaine.

Les forces irakiennes ont pris pour cible des avions alliés qui patrouillaient dans la zone d'exclusion aérienne du nord de l'Irak, imposée depuis la guerre du Golfe de 1991 pour protéger la minorité kurde.

Ces incidents ont eu lieu à l'ouest de Bashiqaq, à environ 400 kilomètres au nord de Bagdad, selon le communiqué du commandement américain en Europe, basé en Allemagne. Tous les avions alliés ont quitté la zone sans dommages, précise-t-il.

L'Irak refuse de reconnaître cette zone d'exclusion aérienne, ainsi que celle imposée au sud pour protéger les populations chiites. Depuis 1998, Bagdad s'oppose aux patrouilles américano-britanniques au-dessus de ces zones et les accrochages sont quasi-quotidiens.

.....

Iran Allows Private Banking for First Time Since 1979 Revolution

Reuters

TEHRAN — Iran said Monday that it would allow private banking across the country for the first time since the 1979 Islamic revolution, but that it would not initially let foreign banks set up in the country.

"The private sector can establish banks in Iran," said Mohsen Nourbakhsh, the central bank governor. Asked if the new regulations would apply to foreigners, he said, "At present, no."

The landmark decision followed a recent move by Parliament to end the state monopoly on banking. Iran nationalized all private banks after the revolution in an attempt to prevent the outflow of national wealth.

The decision is part of a five-year plan by President Mohammed Khatami's government to liberalize and streamline the state-dominated economy. The plan, which runs from 2000 to 2005, hopes to achieve ambitious growth targets, including an average 8.5 percent rise in private investment.

To uphold the constitution, the government had initially sought to allow private shares of up to 49 percent in state banks, but Parliament authorized full private banking, a move that could pave the way to the privatization of existing banks. Iran has already introduced private banking in its free-trade zones. Non-banking credit institutions were already permitted in other parts of Iran.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 11, 2000

Athènes décidée à poursuivre son rapprochement avec Ankara

11 avril 2000,



LUXEMBOURG (Reuters) - Le futur gouvernement issu des élections législatives de dimanche poursuivra la politique de rapprochement avec la Turquie, a déclaré le ministre grec des Affaires étrangères George Papandréou.

"Les relations entre la Turquie et la Grèce se déroulent dans un bien meilleur climat. Ce qui ne veut pas dire que nous devons nous satisfaire de la situation actuelle. Je pense cependant que nous disposons d'une base valable sur laquelle travailler", a dit le chef de la diplomatie grecque en marge d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères des Quinze avec la Turquie à Luxembourg.



La Turquie a commencé sa longue marche vers l'adhésion à l'UE

11 avril 2000,



LUXEMBOURG, 11 avr (AFP) - La Turquie a commencé mardi sa longue marche vers l'adhésion à l'Union européenne, avec le lancement officiel de la phase de pré-accession, lors d'un conseil d'association UE-Turquie à Luxembourg.

"Nous sommes dans une première phase d'une stratégie de pré-adhésion, dont c'est aujourd'hui le lancement officiel", a déclaré à cette occasion Guenther Verheugen, le commissaire européen chargé du dossier de l'élargissement.

"Nous préparons l'ouverture des négociations proprement dites, c'est une phase qui prendra du temps", a ajouté le commissaire en précisant qu'il ne savait pas combien elle durerait.

En décembre 1999, à Helsinki, l'UE a décidé de reconnaître à la Turquie le statut officiel de pays candidat, au même titre que celui octroyé, deux ans auparavant à 10 autres pays d'Europe de l'Est, ainsi que Chypre et Malte.

Les négociations proprement dites avec ces 12 pays ont déjà commencé, mais pas celles avec la Turquie, en raison de questions épineuses pour les Européens comme la peine de mort, toujours légale à Ankara, et la politique des droits de l'Homme, sans compter le problème chypriote.

Sur la question de la peine de mort, le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem, a déclaré mardi à Luxembourg qu'il s'agissait d'un dossier "méritant une grande attention".

"La peine de mort existe, mais n'a pas été appliquée depuis 16 ans, il y a un projet de loi pour son abolition", mais la condamnation à la peine capitale en juin dernier d'Abdullah Ocalan, le leader kurde, a compliqué la situation pour l'opinion publique, a-t-il dit.

La sentence contre Ocalan, ancien marxiste-léniniste dirigeant le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie), a été suspendue par Ankara dans l'attente d'une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme, saisie du dossier.

Concernant Chypre, le ministre grec des affaires étrangères Yorgos Papandreu a déclaré mardi que "le problème n'est pas résolu". "Le climat avec la Turquie est cependant meilleur, mais pas absolument satisfaisant", a-t-il ajouté.

M. Papandreu a encore indiqué qu'il aurait l'occasion de revoir bientôt à New York son homologue turc, les 2 et 3 mai, de manière "informelle" pour la remise d'une distinction.

La tenue mardi du conseil d'association UE-Turquie, le premier depuis 3 ans, "est un grand pas en avant, dans le sens des décisions du Sommet d'Helsinki de l'UE", a déclaré pour sa part le ministre portugais des Affaires étrangères Jaime Gama, qui présidait la réunion à Luxembourg.

Concrètement, Européens et Turcs ont mardi décidé de créer 8 sous-comités chargés de préparer les négociations d'adhésion d'Ankara avec l'UE. En outre, des négociations vont être ouvertes pour libéraliser les services et l'accès aux marchés publics.

Seuls trois pays de l'UE étaient représentés par des ministres à ce conseil d'association: la Grèce, le Portugal et le Luxembourg.

"L'important pour nous c'est que le ministre grec des Affaires étrangères Yorgos Papandreu, ait été présent, il vaut à lui seul, dans ce cas, l'ensemble des 14 autres ministres", a déclaré le ministre portugais Jaime Gama.

US State Dept. On International Conference

U.S. DEPARTMENT OF STATE
Daily Press Briefing
April 12, 2000
Briefer: James P. Rubin

About The Kurds

QUESTION: Next week, April 17 and 18, American University has international conference about the Kurds. In this meeting, one of the keynote speaker is the Mulla Mustafa Barzani. He claims he's the prime minister of Kurdistan. The other keynote speaker is Dennis Ross. And also Mr. Ricciardone, he's talking at this meeting.

What that means is that the United States recognizing the independence of Kurdistan, or are you supporting to these kind of events because they announce that they played their national anthem and the national flags?

MR. RUBIN: Well, first of all, American University is not the University of the United States of American. That's American University. They are sponsoring an academic conference on the Kurds April 17th and 18th. The conference is entitled, "The Kurds: Search for Identity." It is funded by a newly established endowment for the study of conflict resolution provided by a northern Iraqi Kurdish group.

Frank Ricciardone, the US Special Representative for Transition in Iraq, has agreed to address the conference on "An American Diplomat's Perspective on Kurds in the Global Arena." We think that Mr. Ricciardone's participation is entirely appropriate, and it does not constitute an endorsement of any particular views represented by other participants.

Our policy towards Iraq has not changed. We support the unity and territorial integrity of Iraq, and the Secretary of State has designated the PKK as a foreign terrorist organization. And we are assured by the American University - not the University of the United States of America, but American University - that the PKK has not association with this conference.

.....

IBRAHIM EHMED : A HERO OR AN ANTI-HERO ?

Kurdish Media - April 13, 2000

Husein Muhmmaed, KurdishMedia Writer

One of the oldest figures of the Kurdish political and cultural life, Mr. Ebrahim Ehmed died at the age of 86 in London last week. How will a both beloved and hated famous man be reminisced by Kurds?

Mr. Ehmed had been active in Kurdish political ground for more than fifty years. He was one of the founders of the Kurdistan Democratic Party (KDP-South). He worked as a minister of economic affairs for Barzanó's peshmerga guerrillas during their stay in East Kurdistan when it was controlled by Kurds in 1946. Later Mr. Ehmed became both, positively and negatively, famous among Kurds. His enemies blamed him for being in charge of dividing Kurdistan Democratic Party into two parts: the Barzanó's family-dominated conservative KDP and the so-called progressive KDP which lately evolved to become the Patriotic Union of Kurdistan or PUK. According to Ehmed's supporters he was a hero who liberated Kurdish intellectuals and politicians as well as ordinary people from the hegemony of Barzanó's family.

On the one hand, as it is unfortunately very usual in Kurdish political attitudes, every good Mr. Ehmed's accomplishment was forgotten by the KDP, and he was regarded a very greedy politician who only wanted to debilitate the authority of Barzanó's family. In a panel organized for some Kurdish

political figures in Med-TV in 1997 Mr. Ehmed had also participated. The governor of KDP-controlled city of Hewlêr (Arbil) in South Kurdistan and a very well-known long-standing KDP politician Franso Herôrô phoned the program and stated, "Apo (Abdullah +calan, the leader of PKK) should never pay attention to Êbrahôm Ehmed's advice. He is a liar and opportunist who only wants to use every Kurdish organisation in his own looking after number one..."

It is very interesting that the KDP leader Mr. Mes'd Barzanô stated his regret on Êbrahôm Ehmed's death in a letter to the PUK leader Mr. Celal Telebanô. Anyway, the letter - as it was read by KTV newsreader - was very short, and it is not possible to directly find out Barzanô's opinion on Ehmed's life and activities. Describing him simply as "mamosta" (respected man, literally "teacher") gives as unclear picture as possible, which the writer has - quite surely - aimed to.

Besides, his remarkable participation in the PUK, the main rival of the KDP, Mr. Ehmed had been very active also in Europe in establishing both the PKDW (Kurdistan Parliament in Exile) and the KNK (Kurdistan National Congress), both considered as the PKK's disguises by KDP. This Ehmed's reactivation in politics, as specially in those two organisations which are both hated by KDP, cannot helped Ehmed's approval among the KDP leadership.

In addition to his prominent influence on Kurdish political life, Ehmed was also very well-known intellectual and writer who had felt in love with Kurdistan's beautiful and inspiring nature. Perhaps his most known work is his first novel "Janô Gel" (The People's Suffering) which is considered as the very first novel in Soranô Kurdish *. The novel was published in 1970/71.

"Janô Gel" once again became a matter of topic when it was translated into Kurmancô in the beginning of the 90's. In the 89th issue of Kurdish weekly magazine "Welat" in his article a writer named Jîhat Serheng praises "Janô Gel" and attacks Mr. Mehmed Uzun who is currently perhaps the most prominent novelist who writes in Kurmancô. According to the writer Ehmed had written his novel in the 1950's but it was much more readable than Uzun's novels. As an answer to Serheng's article, a well-known Kurdish poet, the late Sebrô Botanô criticizes the writer in the 9th issue (1994) of the Sweden-based Kurdish cultural quarterly magazine N'dem. Mr. Botanô states that he knew Ehmed very closely. "Of course, I do not claimed that the novel could not had been lost for about 20 years and then found and published, but I can never believe that the novelist had done no change to it," Botanô writes. In the same article, "Êbrahôm Ehmed lived day by day always changing his mind. He was never steady..."

It really is widely claimed and even accepted that Êbrahôm Ehmed really changed his opinion very often. This gave good opportunities to both his enemies to be able to criticize him and his fans to admit him as progressive politician and intellectual who was ideologically quite neutral so that he could choose the best alternative he had for his nation.

The intention of this short article has neither been to blame nor to praise Mr. Êbrahôm Ehmed's life. He was a long-standing famous figure both politically and culturally. His contribution in Kurdish society cannot be invalidated. But when discussing life of famous Kurds we would better avoid adoring them because then we easily forget their mistakes or we will never learn anything of our own history, even if our it repeats itself for us. Unfortunately Kurdish leaders, who already have died, are considered as perfect who never erred. That is why we do the same mistakes again and again!

SOURCES:	-Kurdish Observer
-Welat magazine	-Medya-TV
-N'dem magazine	-Med-TV
-Kurdistanô Niwî	-KTV

LE FIGARO JEUDI 13 AVRIL 2000

IMMIGRATION « Le Figaro » a suivi la route
des sans-papiers qui, depuis la Grèce, cherchent à gagner l'Europe occidentale

Clandestins : la filière poids lourd

Après les navires et les avions, les clandestins utilisent désormais les camions pour atteindre leurs eldorados. A tel point que cette activité est aujourd'hui le troisième fléau qui frappe les transports routiers, après le trafic de drogue et la contrebande de marchandises. Selon le ministère de l'Intérieur, elle engendrerait un flux financier de l'ordre d'un tiers de celui émanant du trafic de drogue. En 1999, 10 000 candidats au voyage ont été découverts à l'entrée en France, pour les frontières maritimes uniquement.

Sur certains axes de transport international, n'importe quel chauffeur peut se retrouver un jour avec des passagers dans sa remorque, à son insu. Et, du coup, devant les tribunaux pour « incitation à l'immigration clandestine ». Depuis le 3 avril, les routiers

qui pénètrent sur le sol britannique avec des immigrés clandestins à bord, même à leur insu, doivent payer 2 000 livres (20 000 francs) pour chaque intrus découvert. Une mesure jugée « totalement injuste » par l'Association française du transport routier international.

Il faut dire que les transporteurs se heurtent à des réseaux de passeurs toujours mieux organisés et connaissent à ce titre d'importantes pertes financières et matérielles. Conducteurs incarcérés, marchandises endommagées, véhicules mis sous séquestre... le coût pour une entreprise peut aller jusqu'à 3 millions de francs. Le 30 mars dernier, pour la première fois, professionnels du transport et pouvoirs publics se sont réunis à Paris pour évoquer les difficultés face à ce nouveau phé-

nomène.

Le Figaro est allé enquêter sur le port de Patras, en Grèce, qui est avec Tanger et Casablanca, un des points de passage des clandestins vers l'espace Schengen, dont la Grèce fait partie depuis peu.

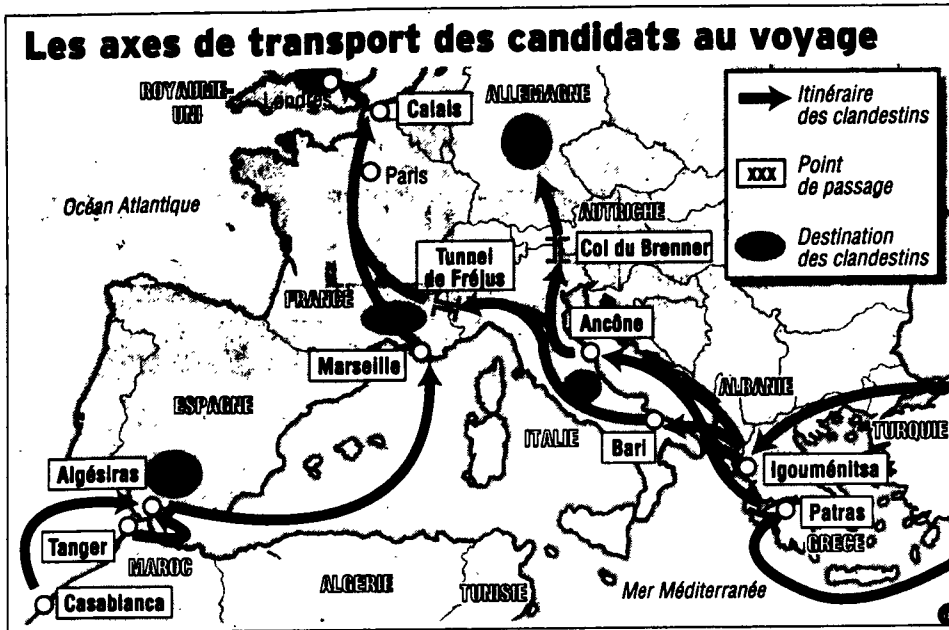
De Patras (Grèce)
à Ancône (Italie) :
de notre envoyé spécial
Jean-Michel Décugis

D'un côté, des dizaines de camions garés, prêts à l'embarquement. De l'autre, une centaine de candidats au voyage, essentiellement des Kurdes, ag-



Depuis quatre ans, routiers et clandestins jouent au chat et à la souris dans le port de Patras, en Grèce. Sur certains axes de transport international, les camions sont devenus le moyen privilégié pour passer les frontières en fraude, à l'insu des chauffeurs et des transporteurs. (Photo J.M. Leligny.)

Les axes de transport des candidats au voyage



glutinés comme des moineaux aux abords du port. Seules une voie ferrée et une grille les séparent des véhicules.

Nous sommes sur le port de Patras, en Grèce, à l'ouest d'Athènes, moins de deux heures avant le départ du *Superfast III*, l'un des cinq ferries en partance ce soir pour l'Italie. Avec ses 400 000 camions embarqués en 1999, Patras est le principal point de passage des transporteurs de la Grèce vers l'Italie, mais aussi des clandestins vers l'Europe de Schengen dont la Grèce fait partie depuis peu.

Il est vrai que le port présente de nombreuses failles au niveau de la sécurité. Ici, policiers et douaniers en faction sont environ trois fois moins nombreux que les clandestins potentiels grouillant entre les camions. Au total, sept portes, la plupart non surveillées, donnent accès au port. Et la grille de sécurité ne dépasse pas deux mètres de hauteur, quand elle n'a pas totalement disparu.

Ce soir, la plupart des clandestins ont choisi de se poster au niveau de la porte 2, à proximité d'un café et donc du flux touristique.

Ils sont déjà dans l'enceinte du port, à une vingtaine de mètres des premiers camions garés. Mais pas un policier ne vient les déloger. Debout, au coude à coude, ils attendent le moment propice ou le signal du passeur pour pouvoir grimper dans un des véhicules.

Cela ne saurait tarder. Un individu vient d'ouvrir la bâche d'une remorque pour s'intro-

duire à l'intérieur. Deux clandestins le rejoignent aussitôt. Peine perdue. Un routier vient de se rendre compte du manège et intervient. C'est la fuite immédiate. Les clandestins doivent se replier sur une autre remorque. Depuis quatre ans maintenant, routiers et clandestins jouent ainsi au chat et à la souris, sous le regard impuissant, voire « complaisant », selon les transporteurs, des autorités grecques. En 1999, parmi les milliers de clandestins interpellés sur le port de Patras, seulement 350 ont été expulsés. La plupart se disent Kurdes, et sont immédiatement libérés en raison du statut de réfugié politique qu'ils obtiennent ici facilement. Ils peuvent rester six mois. Ce délai écoulé, une seule route s'offre alors à eux, celle de l'Italie, pour tenter ensuite de rejoindre l'Allemagne ou l'Angleterre.

Les transporteurs, eux, payent la note. Elle est parfois salée. La société savoyarde dans laquelle travaille René, un des routiers français présents ce soir sur le port, a dû dépenser depuis trois ans plus d'un million de francs. D'où les consignes de plus en plus strictes de l'employeur. René vient de ramper une dernière fois sous son camion pour vérifier s'il n'y a pas d'indésirable caché sous la tête d'un des essieux. « Pas de kamikaze à l'horizon, sourit-il avant son embarquement. Une fois, j'en ai retrouvé un en Allemagne. Il

était enveloppé dans un sac plastique et une couverture. Il n'avait ni mangé ni bu, depuis la Grèce. »

René travaille pour CMA (Colomb-Muret Automobile), qui représente 90 % du transport français sous régime TIR (Transport international routier), en provenance de Turquie et transitant par Patras ou Igoumenitsa, un autre port grec. « Au départ il y a eu les Albanais. Ils laissaient nos camions dégueulasses. On devait nettoyer leurs excréments. Maintenant, on a affaire aux Kurdes. Au moins, eux, ils laissent le camion propre », remarque René.

En moins de trois ans, son entreprise a enregistré plus d'une trentaine de cas d'immigration clandestine. Tous à l'insu des chauffeurs, dont trois ont été incarcérés en Italie (lire l'encadré). « Nous avons tout essayé. Mais à chaque mesure prise, les passeurs trouvent une solution », se désespère Bernard Collomb-Muret, le PDG.

CMA a commencé par suivre ses propres chauffeurs, pour s'assurer de leur honnêteté. Ces garanties obtenues, l'entreprise a ensuite placé des panneaux de contreplaqué sur les côtés des camions et de gros verrous sur les portes arrière.

« On pensait qu'ils seraient obligés de couper la bâche pour entrer. Mais ils sont passés par le toit des semis pendant les traversées maritimes, avec l'aide de certains membres d'équipage. On a alors renforcé nos toits. Mais on s'est vite aperçu qu'ils dénuadaient le cordon TIR et le recollaient avec de l'Araldite », énumère le PDG.

Ici, comme ailleurs, les camions TIR constituent la cible préférée des clandestins. Les véhicules roulant sous ce régime sont en effet ceints d'un cordon scellé par des plombs douaniers, auxquels il est impossible de toucher sous peine d'infraction.

D'où l'impossibilité pour le chauffeur de vérifier la présence ou non de clandestins dans sa cargaison. « On demande aux douaniers d'ouvrir mais ils ne veulent pas. En fait, selon les procédures TIR, dès que le plomb est retiré, ils doivent contrôler toute la marchandise, c'est-à-dire vider et recharger le semi. C'est beaucoup trop de travail », explique Bernard Collomb-Muret.

Depuis un mois, CMA a pourtant trouvé une parade. Dorénavant, avant chaque embarquement, une société de sécurité grecque mandatée par l'entreprise retire le plomb TIR de tous les véhicules, vérifie la présence ou non de clandestins puis repose un autre plomb fabriqué par l'entreprise. « Cela nous coûte 450 francs par camion et nous sommes en infraction. Mais au moins on sait ce qu'on embarque », admet le PDG.

Ce soir, à Patras, la société de sécurité n'a constaté aucune anomalie à l'intérieur des cinq camions prêts à embarquer. Mais tout n'est pas gagné pour autant. Durant la traversée vers Ancône, qui dure environ 19 heures, il est interdit aux chauffeurs de descendre dans la cale pour vérifier quoi que ce soit sur leur véhicule. Tout est donc encore possible. « Certains réussissent à se glisser dans d'autres camions et ils ont alors tout le temps de monter dans les nôtres. Ils savent que notre cargaison plombée ne peut plus être contrôlée, note René. Il y a aussi les clandestins qui montent à bord du ferry avec la complicité de membres d'équipage, et se réfugient dans les cales. »

Le 1^{er} novembre dernier, douze Kurdes irakiens ont ainsi été découverts asphyxiés dans les entrailles du *Superfast III*, à la suite d'un incendie qui s'est déclaré dans un poids lourd. Cet accident avait provoqué, sur le port de Patras, un rassemblement de protestation organisé par les clandestins.

► Sollicité par *Le Figaro*, un conseiller technique de Jean-Claude Gayssot s'était engagé à répondre à nos questions. Le ministère des Transports, sans donner d'explications malgré nos multiples relances, a finalement renoncé hier à donner son point de vue.

Iran Conservatives Step Up Pressure

But Reformers Vow to Push Their Efforts

Herald INTERNATIONAL Tribune

APRIL 12, 2000

By Howard Schneider
Washington Post Service

CAIRO — The victory of the reform-minded supporters of President Mohammed Khatami of Iran in parliamentary elections two months ago has been followed by a series of candidate disqualifications and arrests and an assassination attempt on one of their main strategists.

Advocates of political and social changes in Iran say the actions taken against them demonstrate the continued power of conservative elements in government. But they have pledged that the setbacks will not slow their attempts to bring about a more flexible kind of Islamic rule in the country.

"There are some concerns about these actions," said Hadi Semati, a political scientist and reformist adviser, "but it is not unprecedented. Any time there is movement on the reformist side, there are responses on the conservative side."

Allies of Mr. Khatami won control of Parliament from conservatives in an election in February that left them poised to fill about 200 of the legislature's 290 seats.

Running on a platform of support for Mr. Khatami's promise to expand

personal freedoms and the rule of law in the strict Islamic state, they won in all but one of the 30 parliamentary districts in Tehran and defeated conservative clerics and politicians in rural and urban districts throughout the country. About 64 seats remain to be filled in runoff elections, which will probably take place this month, and the new Parliament is scheduled to take office in late May.

Conservatives, however, retain control of the courts and institutions that oversee the country's political life, and they have repeatedly used that power to slow the progress of reform efforts. Although the backlash has not been severe enough to undermine the results of the voting, the pressure on the liberalization movement has been steady.

Since the election, seven of the winning candidates have been disqualified from taking office by the conservative-dominated Guardian Council. Under the control of Iran's supreme clerical leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, the council checked all parliamentary candidates before the election but also has the final say on the fitness of winners to serve in the legislature.

The disqualifications sparked riots last week in the northwestern

city of Khalkhal, where 40 people were arrested after burning vehicles and attacking a government office in anger. In Damavand, east of Tehran, several hundred gathered to demonstrate peacefully after the council ruled in favor of an incumbent conservative, Ahmad Rassuli-Nejad, who had challenged the apparent victory of his rival, Agence France-Press reported.

Court authorities, meanwhile, arrested a moderate cleric in the holy city of Qom after he criticized the Guardian Council's rulings, and they ordered Mr. Khatami's brother, the leading vote-getter in the parliamentary elections, to appear before them on charges of violating press laws, according to Iranian media reports.

The brother, Mohammed Reza Khatami, faces six charges of defamation lodged by the police, broadcasting authorities and others in connection with articles printed in Mosharekat, the newspaper of the Islamic Iran Participation Front, the political group he leads.

Most haunting to supporters of reforms, however, was the attempted killing in March of Saeed Hajjarian, considered the main architect of the reform campaign. Mr. Hajjarian was shot in the head at close

range by a man on a motorcycle, but he since has regained consciousness, according to press reports from Iran. Eight people have been arrested and charged with attempted murder.

Mr. Semati said the shooting "was a major blow because it overshadowed everything and took away the concentration that people had on the Parliament and the plan and the possibilities for future change."

"It just diverted a lot of attention and energy," he added, "but it is temporary."

■ Pro-Reform Editor Indicted

The leading pro-reform editor Emadeddin Baqi was summoned to Iran's hard-line press court and indicted on multiple charges Tuesday, according to fellow journalists, Reuters reported from Tehran.

Mr. Baqi's colleagues at the newspaper Fath said the charges against him included insulting religious values and libel.

Plaintiffs included Tehran's justice chief, the Intelligence Ministry and the state broadcasting organization, dominated by hard-liners. Mr. Baqi, a prominent figure among Muslim intellectual activists, was freed on 300 million rial (\$172,000) bail, his colleagues said.

Reformers have protested the summoning of journalists by the special press court, but to no avail. Under existing Iranian law, a newspaper's publisher — not the individual writer or editor — is legally responsible for the content of all published material.

On Monday, the influential editor Mashallah Shamsolvaezin began serving a 30-month sentence for insulting religious values, the most common charge brought by conservatives against the pro-reform press.

He had paved the way for much of Iran's press revolution with a series of maverick dailies, all but one of which has been banned. Iran's courts have closed several pro-reform publications and banned some of their publishers from press activities.



Henghameh Fahimi/Agence-France Presse

Iranians holding portraits of the jailed newspaper editor Abdullah Nouri, right, Mr. Khatami, left, and Saeed Hajjarian during a pro-reform and anti-violence demonstration Tuesday in Tehran.

A LESSON COURTESY OF THE TURKS

By Daniel Pipes

The Jerusalem Post, April 12, 2000

How can Israel staunch its wounds in southern Lebanon, where about a thousand of its soldiers have been killed over two decades?

One route - preferred by the Barak government and most Israelis - is to reach a deal with President Hafez Assad of Syria, the man who makes the key decisions in Lebanon. The hope of closing this deal helps explain why several Israeli governments have shown such extraordinary flexibility in dealing with the strongman of Damascus, even to the point of offering him the Golan Heights, hoping this will put a stop to missiles and terrorists crossing the border.

But this hope is premised on the dubious assumption that Assad would keep promises after getting back the Golan: a close look at his record shows a nearly perfect thirty-year history of breaking his word with everyone - Turks, Lebanese, Israelis, Jordanians, Russians, and Americans. Even after he has the Golan, there is good reason to suppose Hizbullah would still harass Israel.

Stronger medicine is needed.

Turkey's recent experience suggests what that might be. Starting in 1984, a Marxist-Leninist organization, the Worker's Party of Kurdistan (PKK), began using Syria as a launching board for terrorist attacks on Turkey. By 1987, this insurgency had grown so much that the Turkish president traveled to Damascus to demand its cessation; Assad duly agreed, and in July 1987, their two governments solemnly signed a security protocol promising to "obstruct groups engaged in destructive activities directed against one another on their own territory and would not turn a blind eye to them in any way." But this agreement did little good, as PKK attacks soon picked up again.

In fact, the situation got so bad that the Turkish president took the unprecedented step, in October 1989, of publicly threatening Damascus to live up to the 1987 agreement or find its water supply diminished. This warning did lead to a reduction in PKK attacks, but not for long.

By 1992, Turkish officials began speaking publicly about the PKK problem; the Syrians responded by signing a second security protocol. Within months, however, attacks resumed. In late 1993, a top Turkish official delivered a first military warning: "Turkey cannot tolerate terrorist attacks from any of its neighbors... The necessary answer will be given."

More rounds of talks and agreements followed, all to little effect. A pattern had evolved: Turkish threats, a Syrian lull, a resumption in attacks, followed by new Turkish threats and another cycle.

Turks grew increasingly agitated as Syrians made promises they did not carry out. Finally, in mid-September 1998, Ankara got serious and made a series of specific demands of Damascus (drop claims to Turkish territory, close down PKK camps, and extradite the PKK leader) as top officials delivered a volley of portentous messages. "We are losing our patience and we retain the right to retaliate against Syria," the president announced. The prime minister accused Syria of being "the headquarters of terrorism in the Middle East" and warned Damascus that the Turkish army was "awaiting orders" to attack. The chief of staff described relations with Damascus as an "undeclared war." Every political party in parliament signed a statement calling on Syria to cut its support for the PKK or "bear the consequences." The media went into high gear, reporting every development in inflamed tones.

Military exercises near the Syrian border began.

Then, suddenly, Assad caved, unconditionally expelling the PKK leader and ending Syrian aid to the PKK. More: this time he kept his word. Turkish officials say they are satisfied with Syria's actions and tensions have been

diffused. There is now talk of increasing trade and visitors already are crossing the border in greater numbers.

All of which implies a major question for Israel: Could it be that the negotiations with Damascus, underway since 1991, are futile? That the only way to stop the violence is by emulating the Turks and making a credible threat of force? Something like: "Mr. Assad: Stop Hizbullah or else... "

A few Israeli voices have indeed called for this "Turkish model" - prominent names including Uzi Landau, Efraim Inbar, and Eli Karmon. But theirs are still voices in the wind. Only in time, as a negotiated settlement with Damascus still does not happen or (worse) proves illusory, will Israelis realize that there is no substitute for a forceful policy toward Damascus.

Totalitarian dictators understand this language and none other.

EU Disappointed at Pace of Turkish Rights Reforms

Apr 11, 2000

LUXEMBOURG (Reuters) - The European Union told Turkey Tuesday it was disappointed by the slow pace of human rights reform since it was made a candidate for EU membership in December.

The bloc, which was meeting Turkey in the framework of a bilateral pact for the first time in three years, told Foreign Minister Ismail Cem it was looking for improvements on human rights, notably for Kurds, and the abolition of the death penalty.

EU leaders agreed in Helsinki last December to Turkey's long-standing demand to become a candidate, but it cannot join 12 other countries in membership talks until it meets conditions on reforming human rights and relations with its neighbors.

"With some concern, we have unfortunately noted that not much progress has been made since Helsinki," EU Enlargement Commissioner Guenter Verheugen told Cem.

"We are expecting a firm commitment to continue the process ... and to proceed now on issues like the revised penal code, the new civil code, enhanced independence of the judiciary," he said.

Until December, Turkey had been kept at arm's length due to EU concerns about its human rights record, its territorial disputes with its rival Greece, which is an EU member and NATO ally, and its role on the divided island of Cyprus.

Turkey was eventually taken on board in a climate of warming relations with Greece after both countries helped each other out after big earthquakes last summer.

"Greek-Turkish relations are very much in a better climate, but that does not mean that we have a basis where we feel we can be absolutely satisfied," Greek Foreign Minister George Papandreou told a news conference.

DANGER OF "FATIGUE"

Cem warned EU ministers of the risk of "fatigue" setting in if Turkey was kept waiting for EU membership for too long.

"Turkey's objective is to shorten as much as possible the time which will have to elapse before accession," he said. "We do not believe that the pre-accession period can be extended indefinitely without the risk of fatigue arising in the candidate country."

But Verheugen said Tuesday's meeting had started preparing Turkey for eventual membership talks by setting up the committees which will screen its legislation to see if it is compatible with the thousands of pages of EU law.

"We are still in the initial phase of the accession, but I'm convinced that today's meeting will accelerate the process," he told a news conference.

The EU wants Turkey to abolish the death penalty and has said its membership would be in doubt if it went ahead with a death sentence passed on Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan. The sentence has been suspended pending a ruling by the European Court of Human Rights.

Although Turkey retains the death penalty, it has not carried out an execution since 1984.

Anatolia Agency **TOTAL OF 3,4 MILLION TURKS** 9 April 2000 **LIVE IN EU COUNTRIES**

[FBIS Transcribed Text]

ANKARA, April 9 (A.A) - The number of Turkish people living in European Union (EU) countries is 3.4 million which is more than eight-fold of the 400 thousand population in EU member Luxembourg.

The data of the Turkey Researches Center shows that 70 percent of those Turkish people was living in Germany.

It said 9 percent of them were living in Netherlands, 8.7 percent of them were living in France and 4.4 percent of them were living in Austria.

The total Turkish population in 15 EU member countries reached the 3.5 million population in Ireland, and is equivalent to two-thirds of population in Denmark and Finland.

Almost 1 million 178 thousand of them are working in EU countries and the number of Turkish entrepreneurs reached 73,200.

A total of 832 thousand of them are working in Germany, 105 thousand of them are working in the Netherlands and the number of Turkish workers in France is 101 thousand.

Meanwhile, the average of entrepreneurs among the Turkish people working in EU countries is 6.2 percent and their annual sales is 61.2 billion German marks.

A total of 366 thousand people were employed by Turkish entrepreneurs, and the amount of total investments made by Turkish entrepreneurs is 15.4 billion German marks.

Between 1995 and 1999, the number of Turkish entrepreneurs increased 34.8 percent, their sales rose by 45 percent and the number of people employed climbed by 72.6 percent.

The 1.2 million Turkish people constitute 75 percent of people working in EU countries, and they made nearly 107.8 billion German marks contribution to EU's gross national product in 1998. This amount is 2.5-fold of Luxembourg's GNP and is equivalent to 51 percent of Greece's GNP.

It is estimated that Turkish people make a 78.6 billion German marks contribution to Germany's gross domestic product; 8.5 billion German marks contribution to Netherlands' GDP; and 7.8 billion German marks contribution to France's GDP.

Kurdish Party Meets Turkoman Representatives

[FBIS Translated Text]

Kurdistan Satellite TV
10 Apr 00

The Kurdistan Democratic Party Political Bureau met a delegation of Turkoman parties today in Pirmam [Arbil Governorate]. At the meeting, and after discussing the current situation in Kurdistan; and in order to safeguard the gains of our people, the two sides reaffirmed their commitment to strengthening bilateral relations. The two parties stressed that saboteurs should not be allowed to jeopardize the historic brotherly relations between the Kurdish and Turkoman nations. All Turkoman Parties that participated in the meeting expressed their support to the Kurdistan government and their respect to the rule of law and decisions of the Kurdish parliament. The parties [who attended the meeting] were The Turkoman Cultural League in Kurdistan, The Turkoman Brotherhood Party of Iraq, The Turkoman Democratic Party of Kurdistan, The Turkoman National Liberation Party, The Iraqi Turkoman Union Party.

THE TURKISH ECONOMY:

Herald INTERNATIONAL Tribune

APRIL 12, 2000

Economic Policy / Fighting Inflation

Success of Reforms Depends on Pushing Down Prices

Since Prime Minister Bulent Ecevit's government signed a \$4 billion standby accord with the International Monetary Fund in December, Turkey's strong but maligned economy has taken a distinct upturn.

The rate of economic growth is picking up, and Turkey's strongest government in well over a decade has embarked on an ambitious program to cure the country of its economic ills.

Mr. Ecevit's majority coalition has already succeeded in curbing a once-ballooning budget deficit, and government borrowing costs have plunged, taking bank interest rates with them.

Increased confidence in the country's financial future means that Turkey is now able to borrow from international capital markets at much better terms than in the past. International rating agencies have also revised upward their assessment of the country's outlook.

The main battleground

The government's program for 2000 is an ambitious one. It hopes to raise \$7.6 billion in privatization revenues, almost equal to total revenue from privatization since 1985, increase taxes and cut interest rates.

The success of Turkey's drive for reform, however, hinges on winning the battle against historically high inflation. Only with low inflation can Turkey expect to achieve healthy and sustain-

able growth.

"Reflecting the uncertainties inflicted on the economy by this chronic inflation, growth has been volatile, and at the low end of the range of comparable emerging market economies," says Gazi Ercel, governor of the Central Bank. "Turkey's average growth rate over the last two decades was 4.2 percent. However, average growth in the emerging markets of Asia, where inflation is not a problem, was much higher."

Year-end consumer price inflation has not fallen below 60 percent for more than a decade. In 1999, consumer prices rose by 68.8 percent. The government is aiming to reduce wholesale price inflation (WPI) to 20 percent and consumer price inflation (CPI) to 25 percent by the end of the year.

Despite the government's apparent determination, Turks may have difficulty believing their government can achieve the inflation targets. Galloping prices have become an unfortunate feature of everyday life, and the inflation figures released for the first quarter may not inspire great confidence.

In the first quarter, consumer prices rose by 11.9 percent and wholesale prices by 13.5 percent — more than half the government's year-end target.

The government is, however, upbeat. "Inflation figures for the first few months of this year were in line with our expectations," says Mr. Ercel. "The real fall will come in the summer months, after

May or June."

Notes Orhan Karaca of the weekly business and finance magazine *Ekonomist*: "First-quarter figures are a little higher than government targets, but when you look at the last 10 years they are below seasonal norms. The effect of high public-sector price rises made in December is still being felt, but should disappear after March."

The prices of many public goods and services were raised in December prior to the adoption of the government's new policies. The private sector consequently raised its prices because of the increase in the cost of raw materials provided by the state.

A number of tax changes were also enacted around the New Year, including an increase in value-added tax, which caused upward pressure on inflation. The rise in oil prices has also pushed up the cost of derivatives such as petrochemicals.

The government is limiting depreciation of the Turkish lira to 20 percent during the course of 2000. The cost of imported goods should therefore rise more slowly, forcing local producers to curb their own prices to stay competitive. At the same time, producers will benefit from the lower cost of imported equipment and raw materials.

Income is also being controlled. Public-sector wage increases have been tied to the 25 percent CPI target, and many private-sector employers are following suit. Increases in agricultural subsidies will be similarly constrained. It is hoped that these

policies will act as a brake on labor costs and reduce demand for goods and services.

The government is also fixing public-sector price rises to the inflation target.

Will businesses follow?

Inflationary expectations fueled by the first-quarter figures could, however, work against these measures. The private sector's inflation-rate predictions are higher than the government's. According to a Central Bank survey, Turkey's industrial leaders expect a year-end inflation figure of 31 percent to 45 percent.

Mr. Ecevit has called on company bosses to support program targets, but it is feared that the private sector may well try to raise prices in line with its own forecasts. Concern that inflation targets may be missed could prompt the government to take further measures, including price controls and financial penalties for transgressors.

By bringing down inflation, the government hopes it can stimulate economic growth to new heights. The target for growth in the gross national product is 5.5 percent for the year 2000. Analysts are optimistic that high growth can be achieved.

"The economy will generate some momentum in the second half of the year as the program begins to bite," says Fareed Ahmed Khan, a senior analyst at Credit Lyonnais. "Even if the inflation target is missed, Turkey could be enjoying very good and sustainable growth by the end of the year." **Mark Bentley**

Central Asia/ Trade, Energy and Strategy

Pipeline Adds New Dimension to Regional Role

Last November in Istanbul, President Bill Clinton of the United States — standing next to his 75-year-old Turkish counterpart, Süleyman Demirel, among the heads of state of Azerbaijan, Georgia, Kazakhstan and Turkey — raised his

glass to celebrate the signing of an agreement for a 1,080-mile (1,740-kilometer) pipeline across Central Asia to Turkey.

Passing through the young democracies of the region and finishing at a Mediterranean port in Turkey, the pipeline is designed to connect the immense oil reserves of Central Asia to the world market.

The moment was symbolic, echo-

ing the decade-long aspirations of Central Asian states for political and economic independence, the U.S. goal to integrate the region into Western markets and Turkey's steady ascendance to a regional economic power and center of gravity.

Over the last two decades, Turkey has emerged as a key economic and political power in its region by de-

veloping commercial ties with Central Asia, the Middle East and the Balkans through its active private sector and by serving as a bridge for Western investments in those parts.

Says Mark Parris, U.S. ambassador to Turkey: "We don't look at Turkey just as a bridge. This is physically a big country with a young population, well-developed industries and financial structures. But of course there is the other dimension, which is Turkey's ability to serve as a bridge, connector and access route to and from three continents, a variety of regions and cultures. It would be hard to imagine what's happening in the region today without the Turkish component."

Years of experience

Armed with the experience of trade and overseas contracts in the Soviet Union and the Middle East through the 1980s, in the 1990s, Turkish busi-

nesses were quick to seize new opportunities in the region, mostly selling consumer goods and industrial products. From small bakeries in Samarkand, Kazakhstan to multibillion-dollar natural gas and oil projects in the Caspian basin, Turkish companies have gained increased visibility in the former Soviet republics — including Russia, with an annual trade volume nearing \$4 billion dollars — over the last two decades.

Geographic and cultural proximity provide a unique advantage for Turkey's economic initiatives in the region. Of the eight new republics in the area, three are Turkey's immediate neighbors, and five have common ethnic origins with Turks. Mr. Demirel and other Turkish politicians enjoy close personal friendships with regional leaders.

"Turkey has played an absolutely critical role in the debate about how

the Central Asian countries' energy resources should come to the world markets," says Mr. Parris, referring to several major multinational contracts for the development of the lucrative oil and gas reserves in Central Asia.

The Clinton administration's goal of connecting the region's oil and gas reserves westward to Turkey with new pipelines — thus detaching the newly independent democracies from the influence of Russia and Iran — added a new dimension to Turkey's economic involvement in the region.

The \$2.4 billion pipeline to transfer crude oil from the Azerbaijani capital, Baku, across Georgia and Turkey to the Mediterranean port of Ceyhan is one of the largest energy projects in the region, aiming to move 45 million tons of oil (approximately 1.1 million barrels a day) to the world markets every year starting in 2004.

Asla Aydintasbas

Foreign Investment / New Legislation on International Arbitration

New Approaches for Power Projects

For a country with an economy worth \$200 billion and a vibrant market of 65 million people, Turkey still attracts relatively little foreign capital. Foreign investment averages less than \$1 billion a year. Recent developments indicate, however, that this situation is about to change.

Says Emre Gönen of the Foundation for Economic Development: "Foreign companies that were already present on the market have been doing well, but political instability played an unfavorable role and prevented the arrival of new foreign capital. Now, the attitude of foreign investors is changing. One can feel it."

Candidacy to the European Union and a standby agreement with the International Monetary Fund are helping convince foreign investors that Turkey is now on the right track, politically and economically.

Much work still needs to be done, but the three-party coalition government led by Prime Minister Bulent Ecevit that came to power in June 1999 has already achieved much in the way of structural reforms.

Settling contract disputes

Among dozens of laws adopted by Parliament, the bill on international arbitration was perhaps the one most eagerly awaited by foreign investors, who were wary of getting embroiled in lengthy disputes in local courts.

The new legislation also clarified the legal framework for build-operate-transfer and transfer-of-rights agreements signed with private companies in the energy sector. These agreements were previously seen as concessions and therefore were subject to the Council of State's approval, which sometimes took years to obtain.

Because of Turkey's growing energy needs, demand is high. Says Abdurrahman Ariman of the Foreign Investors' Association: "Infrastructure investments are in a separate category from industrial investments. They do not rely as much on political stability."

The problem Turkey faces at this stage is how to handle the bounty of projects currently in the works. "Things are moving much faster than was expected," says a Western diplomat. "It

is a bit confusing at the moment, but some problems have been dramatically resolved."

In recent months, the World Bank, warning that Turkey could face yawning deficits if it agreed to buy privately produced energy at fixed prices, has urged the authorities to go one step beyond transferral of operating rights and move toward more privatization in the energy sector.

Privatization of risk

Work is under way to define new conditions. It will probably take a while until a structure is in place, with a proper regulatory body, but many foreign observers says that this is the best way forward for Turkey. "The long-term projections are much more sound, more realistic," says the Western diplomat. "Allowing companies to build at their own risk will dramatically expand the market."

The approach could also allow companies to offer packages that would include generating the power, bringing in the gas to do it and distributing the energy. Such a change of tack may confuse the picture initially and force companies that had already introduced bids to revise their offers, but given the energy shortfall Turkey faces, the market remains very attractive.

In the meantime, some energy projects have been slow to take off. The government had announced in March that it would go ahead with plans to build a nuclear power plant at Akkuyu, near the southern town of Mersin, a huge and controversial project worth between \$2.5 billion and \$4 billion. Authority was given to the state power producer TEAS to choose among three bidding consortiums — one led by Westinghouse Electric Co. (a U.S. unit of British Nuclear Fuels Ltd.), one by Atomic Energy of Canada Ltd. and a third by Nuclear Power International, a Franco-German group — but a final announcement on the tender is still pending.

In the telecommunications sector, important steps have already been taken. Five consortiums are currently competing for a share of Turkey's rapidly developing mobile-phone market, which is currently served by two companies, Turkcell and Telsim. Two more licenses will be granted, worth a minimum of \$648.5 million each.

Nicole Pope

European Union / Fulfilling the Criteria

Many Changes Ahead on the Road to EU Membership

New horizons have opened up for Turkey since it was recognized officially as a candidate for accession to the European Union at the Helsinki summit in December 1999.

The road to full membership is likely to be a long one. "It is early days yet," says Karen Fogg, EU ambassador to Ankara. "It is a long and complicated process. But the start is promising."

No one expects the transition to happen overnight. To fulfill the "Copenhagen criteria" for membership, Turkey must reform its political system and reduce the gap between its economy and that of EU member states. It must also adopt the *acquis communautaire*, the set of rules that determines EU policies.

The task may seem daunting, but the introduction of the customs union agreement in 1996 has already shown that Turkey can rise to the challenge. "Turkey passed the customs union test with flying colors," says Cem Duna who, as Turkish ambassador to Brussels from 1991 to 1995, negotiated the deal. But Mr. Duna, who now runs a private business consultancy in Istanbul, is also aware that tougher competition lies ahead. "Until now, only manufactured goods were included. When we have the services sector, banking, finance, tourism, telecommunications," he says, "then it will be more of an acid test."

First steps

The customs union laid the groundwork for legal changes. A competition board was set up, and parliament passed a law on intellectual property and copyrights. "There are still big issues to tackle, such as alignment of the agricultural sector, for instance," says Emre Gönen, secretary-general of the Foundation for Economic Development.

"The impact of the customs union made Turkish enterprises more confident that they could face up to Euro-

pean competition," says Ms. Fogg. The customs union was built on a foundation of strong commercial ties. In 1999, Turkish exports to EU countries rose 6.2 percent to reach \$14.4 billion.

The Helsinki summit lifted the ambiguity that had plagued EU-Turkish relations. The Copenhagen criteria, applied to all candidate countries, will be the gauge of Turkey's progress.

To take on the formidable task of coordinating the work that will have to be carried out by various ministries, the Turkish authorities have recently appointed a seasoned diplomat, Volkan Vural, former ambassador to the United Nations and to Germany.

Dialogue with Brussels is expected to gather speed in the coming months, when the necessary infrastructure is in place on both sides. By the fall, the EU will prepare an accession partnership document, which will define priority areas for the first stage of the access process, while Turkey will produce a national program of action.

Technical and financial help will also be crucial to help Turkey introduce new legislation or improve the application of existing laws.

Most observers say that several positive factors are combining to ensure the success of the process. "The agreement with the IMF put Turkey on track for macro-economic stabilization," says Ms. Fogg.

The ambitious austerity program introduced by the government as part of its \$4 billion standby agreement with the International Monetary Fund seeks to redress many of the imbalances that set Turkey apart from EU member states. The World Bank has also pledged a \$3 billion loan to finance structural reforms.

Thanks to the determination shown by the three-party coalition that came to power

in June 1999 and has so far proved to be the most stable government the country has had in years, signs of improvement are now emerging, although significant results are only expected in the second part of this year.

Will to forge ahead

Time and frequent contacts will help develop the necessary trust and understanding between the EU and Turkey, which have long had tumultuous relations. On both sides, there is now a strong will to forge ahead and overcome obstacles. Political issues may prove the most difficult to settle and are likely to cause heated, but healthy, debate in

the country. "Turkey needs to redefine national sovereignty," says Mr. Duna.

The arrest and condemnation of the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, followed by the Kurdish rebels' decision to put an end to their armed struggle, may have created circumstances more favorable to the introduction of democratic reforms that the EU has long been demanding.

In a visit to Turkey in March, Günter Verheugen, the EU commissioner for enlargement, said that to join the EU Turkey must address "sensitive issues like freedom of expression" and become "a stable democracy that respects the rule of law and human rights," reported The New York Times.

The task ahead cannot be accomplished by governments and officials alone, he added. "The European Union will support Turkey on her way to accession. We will contribute to make effective progress," he said. "We will need close cooperation between the Commission services and Turkey, not only the authorities but also civil society, nongovernmental organizations and universities."

Nicole Pope

Al-Sharq Al-Awsat
12 Apr 00
by Nelly 'Ali

Minorities Enjoy Full Rights

[FBIS Translated Text]

Many observers who were following up the situation in northern Iraq have voiced their apprehensions that time bombs, planted by local and foreign quarters to undermine the relative stability in that region, might explode soon. It is noteworthy that relative stability has been prevailing in the region after the two major Kurdish parties, led by Mas'ud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party [KDP], and Jalal Talbani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan [PUK], concluded a truce agreement between their two parties.

The relative stability was all the more enhanced following the improvement of the livelihood and economic conditions that accompanied the continued implementation of the, "oil for food" program under UN supervision.

The observers have noted that problems and tensions are fabricated in a way that is alien to the Kurdistan society. An example of this is the blowing up of small shops and the assaults on women. Only a few days after a crisis between the KDP and the fundamentalist Islamic Unity Movement was defused, another crisis erupted between the KDP and the Turkomen Front.

The crisis began on the 2nd of April when the leaders of the Turkomen Front staged a sit-in for three days at the front's headquarters. A statement issued by the front said that the sit-in was staged in protest against the "illegal and iniquitous practices carried out by the KDP against two of the heads of the parties that are members of the front. The statement appealed to the "Iraqi state to intervene to put an end to these practices."

It should be recalled that the Turkomen Front consists of the following parties: the Turkomen Eili Party, the Turkomen National Party, and the Independent Turkomen Movement and the Turkomen Cultural Brotherhood Club.

Asked by Al-Sharq Al-Awsat about the nature of these iniquitous practices, Riyad Sari Kahiyah, president of the Turkomen Eili Party, said that "there is political intervention against the Turkomen people, their institutions and schools. Public security forces, known by the name of "Asayish" and headquartered in Irbil, often intrude on areas of administration that are usually under the jurisdiction of the Turkomen and arrest officials and personnel of the Turkomen parties and institutions."

Kahiyah went on to say that "I was myself arrested last Wednesday on the pretext that the car I was driving was a stolen car. After I was interrogated at the Irbil public security department, I was told that I should leave the region, together with my colleague Kamal Bayglar, president of the Turkomen National Party, within three days."

He added that the "reason according to them was that we created problems between the DPK and the Turkomen Front. When I asked them to give me an official letter demanding that I evacuate the region together with citing the reasons for such action, they refused to do so. Therefore, we, the leaders and members of the executive committee of the front, staged a sit-in at the front's headquarters. We told them, come and arrest us here."

Kahiyah went on to say that, "psychological and political pressure is being applied against the Turkomen parties. Members of these parties are kidnapped. Arrest of the members and supporters of these parties is still going on. We have prepared a full file concerning these violations. The file includes the names of the persons who have been kidnapped as well as the names of those who have been arrested. We will submit these names to the human rights organizations."

He added that "arrests are being made under different charges and reasons. However, we know that they are politically motivated arrests. None of those arrested has been referred to court. They are tortured by the Kurdish public security forces, better known as the Asayish. Moreover, transgressions are being committed against our schools. For example, they force our students at school to sing the Kurdish national anthem, just like any other Kurdish student."

Kahiyah said that, "despite all this, we respect the KDP and understand its role in the Kurdish movement.

We also respect the administrative institutions in the region and hope that the sovereignty of

the law will prevail. Under the rule of the law, every individual will have the right to criticize the wrong practices.

The Turkomen Front is not officially licensed. It is noteworthy that a license is required according to the Political Parties Law, which was enacted in 1993 by the elected Kurdish parliament. Kahiyaş says in this connection, "we have not been consulted on the Political Parties Law that is currently in force. In fact, the law has not been applied to any political party. When the law is applied to all the political parties, we will apply for a permit."

The Turkomen Front has several political headquarters. It also has armed forces separate from and not subject to the local Kurdistan government. The front runs two departments: the health and educational departments. These two departments are not associated with the relevant government departments, nor are they concerned with the prevailing laws in force. They are completely devoted to the service of the Turkomen.

Kahiyaş said that the "Turkomen Front also has a radio station, a television channel and newspapers that are published regularly without official licenses. They are all published in the capital city of Irbil only, not in other Kurdish cities. Moreover, leaders and members of the front travel abroad freely, particularly to Turkey. No restrictions are placed on their travel."

He noted that there is a "special department attached to the front in charge of issuing exit visas from Iraq's Kurdistan to Turkey. The front charges US \$600 for each visa issued. The revenues of the department do not go to the local government treasury, but are credited to the account of the front.

He explained that "this fact was not denied by the president of the Turkomen Eili Party, who said, 'we have a coordination office that coordinates its activities with the Turkish foreign ministry. The Turkish foreign ministry has allowed us to issue 20 entry visas to Turkey daily. This same right had been earlier granted to the KDP by the Turkish foreign ministry.'"

He added that "we treat the amounts of money we collect as contributions to the front. It is a natural right for each political party to collect contributions. It remains for me to explain that although we give the visas, all the travel procedures and approvals are handled by the KDP."

The first KDP reaction to the Turkomen sit-in and the relevant statement came five days after the sit-in was staged. The newspaper Kha Bat, organ of the KDP, published a statement replying to the Turkomen Front's statement.

The KDP statement said, "after these suspect persons have been exposed as lacking a popular base and enjoying no support in the ranks of the Turkomen brethren, they began to play the role of the victim.

They issued a statement and we know well how it was published and who wrote it for them."

The statement added that "we can say very confidently that the president of the so-called Turkomen Front and many of its members had no knowledge of the statement and were dissatisfied with it. In fact, in their statement, these suspect persons are appealing for the help of this or that party on the pretext that they were being pursued for their defense of the rights of the Turkomen and the territorial integrity of Iraq."

The statement said that "nevertheless, it has become crystal clear to us that the actions and attitude of these suspect persons are in contrast with the territorial integrity of Iraq. Had they been loyal to Iraq as they claimed, why did they not open a branch office in Kirkuk?"

The assertions by the KDP that the president of the Turkomen Front and many of its members had no knowledge of and were dissatisfied with the statement issued on the sit-in in the name of the front were further consolidated by a statement issued on the 4th of April. This statement was signed by 13 prominent members of the front, the Turkomen Eili Party and the Turkomen National party. The statement was titled "the leadership of the Turkomen Front does not represent our people."

The statement voiced suspicion at some of the actions carried out by the leadership of the front. It said, "the last of their actions was that they nominated a group of suspect elements to work for the forces of BMF. However, they were exposed as spies to the dictatorial regime."

It is noteworthy that the BMF forces are Turkish forces that were due, according to the Ankara truce agreement concluded between the two Kurdish political parties of Barzani and Talabani, to be deployed at friction points to secure the disengagement of the armed forces of the two political parties.

However, the MBF forces withdrew from their positions a short period after their deployment when fighting was resumed between the two Kurdish forces. The MBF forces have been present in the area for well over three years. They are currently being accommodated in a large and fortified building in the city of Irbil.

Meanwhile, a senior source at the KDP told Al-Sharq Al-Awsat that "the Turkomen Front and all other political parties here in Kurdistan are not subject to any illegal measures or measures of a persecution or oppressive nature. In its political platform and the resolutions of its conferences, the KDP has acknowledged the rights of the Turkomen, the Assyrians and the Chaldeans. These rights were reasserted once again in our last conference held in November 1999."

The senior KDP source went on to say that "very few peoples in this world were subjected to the same intensity of persecution and repression as we, the Kurdish people, were. Therefore, we know the meaning of persecution. In view of this experience, our party has sponsored the cause of the legitimate national rights of the other nationalities residing in Kurdistan."

He added, "this is from the theoretical standpoint. As for the realistic and practical standpoint, I would like to point out that there are 38,000 Christians residing in Kurdistan. Chaldeans constitute the majority of these Christians and there are some Assyrians. Christians hold three cabinet portfolios in the government of the autonomous region; namely, the finance, industry, and state portfolios, as well as several other senior posts."

He continued that "this is the best evidence of the spirit of tolerance that is characteristic of the KDP. It is also an indication of the high degree of tolerance the people of Kurdistan feel toward one another."

The senior KDP source said that "the Turkomen living in the Kurdistan areas that are not subject to the control of the Iraqi government are concentrated in the city of Irbil. He explained that "according to our estimates, there are some 1,000 Turkomen families living in Irbil. They could be a little more or a little less than 1,000 families. We challenge anyone who differs with us on this estimate. We are willing to conduct a census to prove this figure."

The senior KDP source added, "as for the rights of the Turkomen, they are protected by a law that was enacted by the Kurdistan parliament. According to the law, children of the Turkomen community are allowed to be schooled in Turkomen schools and to receive their education in their own national language, as the language of instruction, throughout the elementary and intermediate phases of education. As for the conditions of their schools, they are at least as good as Kurdish schools, if not better."

He added that the "head offices of seven or eight Turkomen political parties are located in the city of Irbil. Most of them exercise their functions in accordance with the laws that are in force. These political parties have been functioning in accordance with legal permits.

He said that, "some of the political parties that are operating under the umbrella of the Turkomen Front have refused to apply for the legal permits that allow them to carry out their political activities. They opted instead to form armed militias. They still refuse to apply for the permit that qualifies them to become accredited political parties. They are engaged in political as well as military action. Nevertheless, no one has ever tried to do any harm to them. On top of all this, the Turkomen community is exercising all their radio, television, and press activities freely."

Asked about the organizers of the sit-in and the statement issued by the Turkomen Front, the senior KDP source said that "their problem is that they do not recognize the laws that have been enacted by the Kurdistan parliament. They are placing themselves above the law. Nevertheless, we are telling them that they have to comply with the law. This is the only option they have."

He added, "my advise to these people who are placing themselves above the law is that they should return to their senses and act like decent citizens as all other citizens do. Once they do, they will enjoy the protection of the law. We are committed to the law. We have not and will not take any measure outside the framework of the law.

The senior KDP source concluded by saying "the actions and attitude of these very few people will not affect our attitude toward the Turkomen's masses, rights, cabinet portfolios, and other aspects. There is a Turkomen minister and a director general of Turkomen culture at the Ministry of Culture. There is also a department of Turkomen culture and Turkomen educational advisers and inspectors at the Ministry of Education. These gains will of course, continue and continually develop.

Brayati (Arbil)
13 Apr 00

KDP Official Receives Visiting Iranian Delegation

Translated Text

Jawhar Namiq Salim, the secretary of the KDP [Kurdistan Democratic Party] political bureau, received a delegation from the Islamic Republic of Iran headed by Mr Sardar Masjdi, commander of the Ramadan headquarters, at the political bureau headquarters at 1700 yesterday.

During the meeting, after welcoming the visiting delegation to Kurdistan, the two parties discussed the historical relations between the KDP and the Islamic Republic of Iran, and the friendship and brotherhood of the Kurdish and the Iranian people. They stressed the importance of strengthening these relations and friendship.

The secretary of the political bureau appraised the historical role of the Islamic Republic of Iran in cooperating with and supporting the Kurdish people in Iraqi Kurdistan. He expressed his hope that their relations would remain as strong as they have always been and that their meetings would continue.

Dr Pirot, the head of the KDP bureau in Tehran, attended the meeting.

PKK terror group struggling to stay united

- The so-called chairmanship council leaders of the PKK are trying to prevent their members, who have suffered great psychological stress and are missing their homes, from disbanding by issuing untrue statements

Ankara - Turkish Daily News

It has been noted that the members of the Kurdistan Workers' Party's (PKK) so-called chairmanship council have been continuously promising their members that "very soon we will form a Kurdish state," in order to prevent them from disbanding, reported the Anatolia news agency yesterday. Terrorism experts have determined that PKK members are psychologically exhausted and missing their homes and that the chairmanship council can no longer hide that it is no longer capable of fighting, not even from its own members.

Experts are saying that the PKK leadership are either exaggerating PKK-linked developments in Turkey or are blatantly altering the facts in order to hold the organization together. There are reports that PKK leaders have told their members in

training camps in northern Iraq that a draft bill proposing a general amnesty for all PKK members was presented to Parliament in March and that the government has issued a statement saying it will not execute Abdullah Ocalan, the organization's former leader, captured by Turkish special forces last year in Kenya. Other statements that are stretching the truth somewhat are that a ruling has been made to begin Kurdish language education in schools, starting with the 2001-2002 academic year and that Holland has granted asylum to chairmanship council member Murat Karayilan and that this means that PKK members can live freely in Holland. They are saying that if developments continue at this rate then they will be able to establish a Kurdish state within the next 2-3 years.

Experts have said that the PKK's political expectations in Europe have come to nothing with Karayilan being refused asylum, that the leadership have taken these measures to prevent any negative backlash that might come about when the promise that terrorists can live in Europe is revealed to be empty and that the decision has been made that Karayilan is not to go to Iran or Iraq should he be forced to leave Holland.

Other reports say that some chairmanship council members became fed up with "mountain life" and became rich living off drug money in Europe. When they lost faith in the armed struggle they asked to become PKK political representatives in Europe."

One member of the PKK so-called chairmanship council, who asked not be named, told the police that if they did not prosecute him and allowed him to settle in an EU country of his choice then he would leave the PKK. His request was denied.

IRAK Oudaï Saddam Husseïn, l'insolent

Coup de gueule contre le fils aîné de Saddam Hussein, accapareur de fonctions officielles.

AL HAYAT
Londres

Il est difficile d'user d'un langage courtois lorsqu'on parle du "docteur" Oudaï Saddam Hussein, jeune homme insolent et sans scrupules. Grâce à son cynisme, il a réussi à obtenir 99,9 % des suffrages à Bagdad et à occuper d'un coup une quinzaine de fonctions officielles, de la presse à la télévision en passant par le sport. Quiconque accorde crédit à de tels chiffres pensera que l'individu

qui a tenté d'assassiner Oudaï, un jour de décembre 1996, doit être la seule personne qui n'ait pas voté pour lui et son parti... Car le fils de Saddam, tout comme les autres candidats du Baas, a remporté des élections où le taux de participation atteignait 85-90 %. Un score dont ne peuvent même pas se prévaloir les plus vieilles démocraties du monde !

Ce n'est certes pas la première fois qu'un candidat à des élections arabes l'emporte par 99,9 % des voix. Mais aujourd'hui, les dirigeants les plus autoritaires rougissent de tels scores, du moins face au monde extérieur si ce n'est face à eux-mêmes.

Des festivités électorales turbulentes sont venues couronner la misère criante de l'Irak, résultat de la politique menée par Oudaï, son père, ses oncles... et conséquence d'un embargo inique. En matière de cérémonies, la famille n'est jamais à court et les occasions se succèdent. Sans compter que le fils protégé n'occupe pas seulement la place du pouvoir, mais aussi celle de l'opposition : il s'est forgé

une réputation en critiquant la corruption des appareils et en prétendant la combattre...

Ajoutons à cela que l'"homme aux 99,9 %" n'est pas le dirigeant historique de l'Irak mais son rejeton, tandis que Qoussaï, le second fils de Saddam, a la haute main sur l'appareil de sécurité et les renseignements... Le cynisme, ici, atteint des sommets !

Le digne fils de son père se présente lui-même comme la quintessence de l'histoire de l'Irak et de son peuple. Des milliers d'années s'achèvent par son triomphe : l'histoire de l'Irak, de Sumer aux Abbassides en passant par l'empire d'Akkad, Ninive, Babel... n'a suivi son cours que pour en arriver là. Ses différentes étapes, entre la misère de millions d'Irakiens et l'espoir de leurs enfants, aboutissent à un blanc-bec nommé Oudaï Saddam Hussein, qui ne cesse d'outrager la raison et de donner des haut-le-cœur à la conscience. Cet impudent occupe seul la scène irakienne pendant que la politique d'embargo barre le passage à tout nouvel arrivant. ■

PROCES A HUIS CLOS POUR 13 JUIFS IRANIENS

Enfin, seuls un ou deux sont accusés d'espionnage.

C'est un procès sans précédent qui s'ouvre aujourd'hui à Téhéran. Jamais, en vingt ans de révolution, le régime islamique n'avait en effet poursuivi collectivement et publiquement les membres d'une seule communauté, en l'occurrence la communauté juive iranienne. Accusés d'«actions contre la sécurité» de l'Iran ou d'«espionnage au profit d'Israël et des Etats-Unis», treize juifs comparaîtront devant le tribunal révolutionnaire de Chiraz, une instance d'exception qui juge toutes les questions ayant trait à la sécurité du pays. Curieusement, la plupart des prévenus sont originaires de cette même ville. Presque tous sont des professeurs d'hébreu ou travaillent pour leur communauté. L'un d'eux avait 16 ans au moment de son arrestation. Huit musulmans, appréhendés selon les autorités en même temps qu'eux, il y a un an, et dont on ignore tout, comparaîtront à une date ultérieure non com-

muniquée. Des doutes existent d'ailleurs sur la véracité de leur existence. C'est donc au moment où l'Iran manifeste des signes évidents d'ouverture et de progrès démocratiques qu'intervient ce procès dont les conditions suscitent l'inquiétude et la mobilisation de la communauté internationale. Jusqu'à la semaine dernière, les 13 juifs étaient exclusivement accusés d'«espionnage», une accusation extrêmement grave, passible de la peine de mort. La justice a ensuite paru reculer, son porte-parole indiquant que «seulement un ou deux» des prévenus faisaient l'objet à présent d'une telle accusation. Les autres, avait-il ajouté, doivent répondre d'«actions contre la sécurité du pays», une accusation beaucoup moins grave pour laquelle ils encourent jusqu'à dix ans de prison. Jusqu'à hier, on ne savait pas si le procès serait public ou non. Ce n'est que la veille que le juge Sadegh Nourani, chargé du dossier, a décidé qu'il serait à huis clos. Dès lors, aucune personnalité indépen-



Des boutiques de commerçants juifs à Chiraz, en décembre dernier. La communauté juive, forte de 35 000 membres, est installée en Iran depuis des millénaires.

dante n'assistera aux audiences. Et ce n'est que mardi, soit l'avant-veille du procès, que les quatre avocats choisis par les prévenus — pour défendre huit d'entre eux — ont pris connaissance du dossier. Pour deux autres juifs, les défenseurs ont été commis d'office. Quant aux

trois derniers, la télévision iranienne a annoncé mardi qu'ils n'auraient peut-être même pas d'avocats. Citant le palais de justice, elle a ajouté que, en raison «des accusations très lourdes» de ce dossier, la cour «n'a pas la responsabilité juridique» de leur trouver des défenseurs. On ignore également

L'Libération

13 AVRIL 2000

ce que contient le dossier d'instruction sur lequel rien n'a filtré. Prenant en compte tous ces éléments, les avocats vont demander le report du procès. Les dernières déclarations des dirigeants iraniens vont plutôt dans le sens de l'apaisement, la plupart des prévenus n'étant plus accusé d'espionnage. On est donc loin des exhortations lancées l'an dernier à Téhéran par l'ayatollah Janati, secrétaire du Conseil constitutionnel, qui réclamait publiquement leur pendaison. Ou de celles de l'ayatollah Yazdi, alors chef de la justice, qui, le 11 juin à l'université de Téhéran, avait crié à la foule, «*si les juifs sont coupables, ils doivent être tués de suite*». Si le courant conservateur a mordu la poussière aux législatives de février, le climat politique n'est pas pour autant exempt de tensions. En dépit du triomphe du camp réformateur – qui a remporté 182 des 220 sièges (sur 290) attribués au premier tour –, les ultras semblent préparer leur revanche. Conséquence: l'Iran est à nouveau entré dans une période de durcissement politique. «*Si les conflits internes s'aggravent, les treize juifs iraniens ris-*

*«Si les juifs sont coupables, ils doivent être tués de suite.»
L'ayatollah Mohammed Yazdi*

quent d'être utilisés par l'une des factions contre l'autre», souligne Nasser Etemadi, un chercheur iranien. Preuve des tensions en cours, le Conseil de surveillance de la Constitution (aux mains des conservateurs) n'a pas entériné le résultat des législatives à Téhéran, près de deux mois après le premier tour, et on lui prête l'intention de chercher à invalider tout ou partie de ce scrutin. Samedi, à Khalkhal (nord-ouest), l'invalidation de l'élection d'un député réformateur s'est traduite par une émeute et le saccage de bâtiments officiels. Le climat politique s'est encore détérioré avec les suites de l'affaire Saïd Hajarian, conseiller politique de Khatami, victime d'un attentat le 12 mars, et toujours dans un état grave. Selon des sources iraniennes, les services secrets pourraient être impliqués dans cet attentat. Mohammed-Reza Khatami, le frère du président, fait lui-même l'objet de poursuites judiciaires en tant que directeur du quotidien *Mocharekat* pour sa couverture de cette affaire. Par ailleurs, le Parlement, toujours sous le contrôle des

conservateurs, a commencé à débattre mardi d'une nouvelle loi sur la presse visant à paralyser la liberté d'expression et les journaux indépendants qui ont fleuri depuis l'arrivée de Khatami à la présidence. Un tel contexte n'est évidemment pas favorable aux treize prévenus de Chiraz. Au sein des réformateurs, peu de voix se sont élevées pour les défendre. Le quotidien réformateur *Iran Daily* a même dénoncé la campagne en leur faveur comme une manœuvre ourdie par Israël: «*Comme d'habitude, le régime sioniste et ses lobbies affiliés ont lancé une vaste propagande contre l'Iran.*» ●

JEAN-PIERRE PERRIN

● La Licra, le Crif et le barreau de Paris ont appelé à un rassemblement de protestation, aujourd'hui devant le palais de justice de Paris. Recevant une délégation du Congrès juif européen, Jacques Chirac a déclaré ne pas comprendre que «*l'Iran d'aujourd'hui prenne des risques en condamnant à mort et en menant à la pendaison ces 13 juifs, [ce] qui risquerait d'entraîner des relations très difficiles, non seulement avec la France mais avec l'Europe.*»

Une minorité tolérée

Les juifs d'Iran forment une communauté, assez divisée, de 35 000 personnes implantée depuis des millénaires dans un pays, celui de la reine Esther, un des berceaux de leur religion et de leur culture – le Talmud y fut rédigé. Depuis 1979, près de 40 000 juifs iraniens ont émigré. Implantés depuis deux mille sept cents ans en Iran, ils sont reconnus comme minorité religieuse et ont droit à un siège au Parlement. S'ils ont la liberté de culte, ils peuvent être soumis à des restrictions de fait, notamment pour les voyages à l'étranger et l'accès à la haute fonction publique. Il reste 56 synagogues, dont 24 à Téhéran. Chiraz est la seconde ville juive, avec quelque 6 000 fidèles.

Bagdad accuse l'Iran d'une opération d'infiltration

Bagdad a accusé lundi l'Iran d'avoir organisé une opération d'infiltration dans le sud du territoire irakien, au cours de laquelle des obus de mortier et des roquettes ont été tirés dimanche sur deux positions des Moudjahidine du peuple, groupe d'opposition iranien.

Selon l'agence officielle irakienne INA, cette opération a été menée par "une poignée d'agents mercenaires qui s'étaient infiltrés depuis un pays voisin."

INA ajoute que les obus tirés par le commando iranien sont tombés à proximité de zones résidentielles, sans toutefois faire de blessés. L'agence ne précise pas le lieu de ces bombardements.

Dans un communiqué officiel, le régime de Saddam Hussein condamne ces attaques et souligne son "droit légitime à assurer sa défense et à chasser les coupables où qu'ils se trouvent".

Deux semaines plus tôt, l'Irak avait imputé à des agents iraniens les tirs de mortier qui avaient fait quatre morts dans un quartier de Bagdad. Avant cet incident, l'Iran avait accusé les Moudjahidine du peuple d'infiltrations et de tirs de mortier sur des zones d'habitation à Téhéran.



Iranian Jews' Confession Denied by Their Attorney



Reuters

Relatives of the Iranian Jews on trial for espionage crying at a news conference Thursday in Shiraz.

By Geneive Abdo

Special to the International Herald Tribune

SHIRAZ, Iran — Four Jewish defendants were said to have confessed Thursday to spying for Israel in a closed-door hearing before a revolutionary court judge, according to a judiciary spokesman.

The case, which has alarmed Jewish groups and Western governments, adjourned shortly after it began on Thursday and was scheduled to resume on May 1, after the Passover holiday. Presiding Judge Sadeq Nourani also agreed to consider bail for the defendants.

Hassan Ali Amiri, head of the Shiraz judiciary, said "the judge met four of the suspects this morning and they confessed to the charges against them and asked for forgiveness from the judge."

But Esmail Nasser, the lead defense attorney, said that the accused did not formally confess. "They may have done so privately, but the judge did not announce any indictment for us to present a

defense," he said. "We categorically deny any confessions were made."

Seven of 13 Iranian Jews charged with espionage appeared for the latest hearing before Judge Nourani in this southern city. The charges carry prison sentences from six months to death, depending on the severity of the crimes.

When Thursday's one-hour, closed-door session adjourned, the judiciary and the defense lawyers gave conflicting accounts of the outcome.

Karim Sadiqi, another defense lawyer, said there was some evidence in the defendants' files connecting them to a spy network, but the charges against them were too severe. "If there was nothing in their files against our clients, they wouldn't have been served with a temporary arrest warrant," he said. "But the issue is this: The evidence against them is not sufficient enough to convict them of espionage charges."

The espionage case has been riddled with confusion, and Iran's judiciary has declined to reveal specific evidence to substantiate any of the espionage

charges.

"I can't say anything about the reasons they are charged because the case is linked to national security," Mr. Amiri said.

One defendant, Hamid Tefileen, was identified Wednesday night as being the "prime suspect" of the alleged spy network, according to the official Iranian news agency, IRNA. It was the first concrete statement government officials have provided since the case was brought one year ago.

One of the 13 suspects who appeared before the judge Thursday denied spying and said he loved his country. "We belong to Iran just as Iran belongs to us," Navid Balazadeh said.

The espionage charges have sparked outrage from Western governments, Israeli leaders and Jewish groups abroad. The response has put pressure on Iran, which had made strides recently to improve relations with the West.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 14, 2000

Report du procès des treize juifs iraniens accusés d'espionnage

Le Monde

SAMEDI 15 AVRIL 2000

M^{me} Albright est « extrêmement préoccupée »

LE PROCÈS de treize juifs iraniens accusés d'espionnage au profit d'Israël s'est ouvert, jeudi 13 avril à huis clos à Chiraz (sud de l'Iran), mais il a été immédiatement reporté au 1^{er} mai, après une série de déclarations contradictoires.

Le chef de la justice islamique pour la province de Fars, Hasan Ali Hariri, a annoncé que quatre des accusés étaient passés aux aveux et avaient demandé la clémence du tribunal révolutionnaire. « Ils ont eux-mêmes avoué leurs mauvaises actions, reconnu la validité des charges qui pèsent contre eux et demandé la clémence des juges », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. « Nous démentons catégoriquement que des aveux aient été faits », a répliqué un des avocats, Esmail Nasser. Si de telles paroles ont été prononcées, elles sont absolument sans valeur. Peut-être ont-ils avoué en privé mais le juge n'a prononcé aucune inculpation qui nous permette de défendre nos clients ».

Esmail Nasser et Hasan Ali Hariri ont également expliqué de façon différente le report du procès. M. Nasser a soutenu que le président du tribunal, Sadek Nourani, avait pris cette décision à la demande de la défense, afin que les

avocats aient le temps d'étudier le dossier qui ne leur a été remis que trois jours plus tôt. D'après M. Hariri le report a été décidé « par respect pour les croyances des prévenus, qui ont fait valoir que le procès coïncidait avec la Pessah [Pâque juive] ».

« Tous les accusés » sont poursuivis pour espionnage au profit d'Israël, mais « à des degrés divers », a-t-il précisé. Il n'est plus question en revanche de l'accusation d'espionnage au profit des Etats-Unis évoquée lors de l'arrestation des treize.

MANIFESTATION À PARIS

Lors de sa conférence de presse, le porte-parole du Palais de justice de Chiraz, M. Amiri, a été interrompu par le président de l'Association des juifs d'Iran, Yacha Yachaaya qui, vibrant d'émotion, a déclaré que cette affaire était « un désastre pour les juifs » et qu'elle risquait « de faire exploser la communauté » juive, forte de 35 000 personnes. Il a demandé que le grand rabbin puisse à l'avenir assister aux audiences.

Le procès continue de susciter de vives réactions dans le monde. La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, s'est dite « extrêmement préoccupée » par le sort des

treize et a accusé Téhéran de les avoir traités de façon « inacceptable ». Elle a néanmoins estimé que le report était peut-être « un pas dans la bonne direction ». Pour l'organisation de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch (HRW), ce report donne plus de temps aux avocats de la défense. « Nous sommes également satisfaits que le procès n'ait pas été ajourné sine die, car les prévenus ont déjà passé un an en détention », a souligné une responsable de HRW spécialisée dans les questions du Proche-Orient.

Pour le premier ministre israélien, Ehoud Barak, « le monde libre ne peut rester indifférent lorsque des gens sont jugés uniquement parce qu'ils sont juifs ». Il a affirmé avoir évoqué récemment le sort des prévenus avec le président français, Jacques Chirac, « car je sais, a-t-il dit, qu'il y a une grande inquiétude et une profonde solidarité des Français, notamment de la communauté judiciaire française avec ces juifs ». Le chef spirituel du parti juif ultra-orthodoxe Shass, le rabbin Ovadia Yossef, a demandé à l'Egypte d'intervenir en faveur des accusés.

A Paris quelques centaines de personnes, dont de nombreux avo-

cats en robe, ont manifesté jeudi. Des organisations antiracistes et de défense des droits de l'homme, ainsi que le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) se sont solidarisées avec le mouvement, décidé par l'ordre des avocats. Une manifestation similaire a eu lieu à Strasbourg. Mercredi, le président du CRIF et du Congrès juif européen, Henri Hadjenberg, avait affirmé que le président Chirac lui avait encore récemment fait part de ses « préoccupations ». « Il ne comprendrait pas que l'Iran d'aujourd'hui prenne des risques en condamnant à mort et en menant à la pendaison ces treize juifs d'Iran », avait indiqué M. Hadjenberg.

Le secrétaire britannique au Foreign Office, Robin Cook a assuré que Londres « maintenait la pression » sur l'Iran pour que les treize prévenus bénéficient d'une procédure équitable. De leur côté, dans une résolution, les députés européens ont « instamment » invité les autorités iraniennes « à prévoir un procès équitable » pour les treize juifs ainsi que « l'accès d'observateurs internationaux à ce procès ». Ils ont demandé « la libération immédiate des accusés si ces conditions ne sont pas satisfaites ». - (AFP/Reuters.)

Un homme d'origine kurde se suicide en s'immolant par le feu



ATHENES, 14 avr (AFP) - 20h24 - Un jeune homme d'origine kurde, apparemment un partisan du chef séparatiste Abdullah Ocalan, est mort vendredi après s'être immolé par le feu sur une petite colline d'Athènes, selon une source policière.

L'homme d'une trentaine d'années et dont l'identité n'est pas jusqu'ici connu, a déclenché le feu après s'être aspergé de liquide inflammable dans la cour de l'église de Saint Aimilianos, sur la colline de Skouzé, près du centre de la capitale, selon la police.

Un témoin oculaire avait fait appel à une ambulance lors de l'incident mais le jeune kurde est décédé en route pour l'hôpital, a reporté l'Agence d'Athènes semi-officielle.

Selon des informations de l'ANA, l'homme tenait dans ses mains une photo du leader de la rebellion kurde, Abdullah Ocalan.

La chaîne privée grecque "Mega" a reporté que, près du lieu d'immolation, la police a trouvé une invitation d'un parti kurde concernant une manifestation en faveur d'Ocalan ainsi qu'un papier écrit à la main avec la phrase: "Je serai libre avec le feu".

La police a ouvert une enquête préliminaire sur les causes du décès du jeune kurde.

Plusieurs partisans d'Ocalan s'étaient immolés ou avaient tenté de le faire en Europe après sa capture à la sortie de l'ambassade grecque à Nairobi en février 1999.

L'Organisation Indict souhaite la création d'un tribunal pénal international pour l'Irak

QUE LE RÉGIME irakien se soit rendu coupable de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide est une chose avérée. Certains de ses membres, singulièrement le président Saddam Hussein réunissent toutes les conditions qui les rendent passibles d'être traduits devant un tribunal international *ad hoc*, maintenant que l'état d'esprit de la communauté internationale s'y prête. Les exemples du Rwanda, de l'ex-Yougoslavie et du général Pinochet entre autres sont là pour le démontrer. L'arsenal judiciaire existe pour inculper ces criminels. Ce ne sera pas simple, mais il ne faut pas baisser les bras : telles sont les conclusions qui peuvent être déduites de la conférence « Justice pour les victimes de Saddam Hussein », que les artisans d'Indict (Campagne internationale pour l'inculpation des criminels de guerre irakiens), lancée, en 1997, à Londres par la parlementaire britannique Ann Clwyd (*Le Monde* du 21 juin 1999), ont organisée à Paris vendredi 14 avril. Mais si certains affirment vouloir tenir la campagne à l'écart du débat international sur la pertinence du maintien de l'embargo imposé à l'Irak, d'autres jugent que la levée de cet embargo, dont les seules victimes sont les populations civiles, est tout aussi indispensable que le jugement des criminels.

Des responsables d'organisations de défense des droits de l'homme - Francis Perrin, vice-président d'Amnesty international, Joost Hiltermann, de Human Rights Watch, William Bourdon, secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'Homme, et Michel Tubiana, vice-président de la Ligue des droits de l'homme - ainsi que des opposants irakiens étaient là pour rappeler, témoignages à l'appui, la cruauté légendaire et endémique d'un régime que l'Occident, pour des raisons géopolitiques et guidé par ses intérêts, a feint de ne pas voir jusqu'à l'invasion du Koweït, en août 1991.

« RENCONTRE AVEC SA PROPRE MORT »

De la campagne dite Anfal d'extermination de dizaines de milliers de Kurdes menée à la fin de février 1988, à l'asséchage de la région des marais et à la répression impitoyable des populations chiïtes dans le sud du pays, en passant par le gazage du village kurde de Halabja et d'autres localités, ou encore par les arrestations, la torture, l'exécution des opposants réels ou présumés de tous bords et de leurs familles, sans oublier les détentions arbitraires, les simulacres de pro-

cès, les destructions de maisons, les expulsions, les disparitions..., les chefs d'accusation ne manquent pas.

Rendre justice peut aussi faire partie du processus thérapeutique des victimes, a plaidé Lionel Bailly, psychiatre et professeur au University College de Londres, qui a traité des victimes de traumatismes majeurs, dont des Kurdes irakiens. Les victimes, a expliqué M. Bailly, ont non seulement subi le choc de la rencontre avec leur propre mort, rencontre « à laquelle nul n'est préparé », mais aussi d'autres formes de violences : perversion du langage - qui ne veut plus rien dire lorsqu'on a été forcé de signer de fausses confessions -, perversion de la justice - rendue au nom de l'injustice -, perversion de l'identité enfin, puisque c'est à cause de cette identité - kurde ou chiïte en Irak, juive ou autre ailleurs - que les victimes endurent les pires sévices.

Saddam Hussein, a ajouté M. Bailly, a perfectionné cette répression, allant jusqu'à attribuer le nom d'un verset du Coran - Anfal, relatif à la bataille de Badr menée par le prophète - à la campagne d'extermination des Kurdes. Ne rien faire contre le régime irakien équivaut à « confirmer le message

Indict a identifié douze criminels au sommet de l'Etat irakien

Sur la base des preuves et documents qu'elle a rassemblés, notamment les 18 tonnes de documents saisis par les Kurdes en 1992, Indict a identifié douze criminels au sommet de l'Etat irakien : le président Hussein et ses deux fils, Oudal et Qoussal ; son cousin, Ali Hassan El Majid, qui a dirigé la répression des Kurdes en 1988 et des chiïtes en 1992 ; ses demi-frères, Barzan, Watban et Sabaawi ; le vice-président, Taha Yassine Ramadan ; les vice-premiers ministres, Tarek Aziz et Mohamad Hamza El Zoubekli ; le vice-président du Conseil du commandement de la révolution, Izzat Ibrahim El Douri ; et l'ancien gouverneur du Koweït occupé, Aziz Saleh Nohman. Sans oublier les « petits poissons ». Ann Clwyd, présidente d'Indict, affirme que des preuves suffisantes ont été réunies pour accabler l'un des tortionnaires, dont elle ne veut pas révéler l'identité ni le pays dans lequel une action en justice pourrait être menée.

de mort envoyé par les tortionnaires, entretenir les souffrances des victimes ».

Pour l'avocat, William Bourdon, secrétaire général de la FIDH, la demande de création d'un tribunal *ad hoc* est « parfaitement justifiée et légitime ». C'est l'absence d'un consensus politique qui l'a empêchée dans la foulée de l'adoption, en 1992, par le Conseil de sécurité, de la résolution 688 relative aux violations des droits de l'homme en Irak. La Cour pénale internationale, dont les statuts ont été adoptés le 17 juillet 1998 à Rome, ne pouvant non plus se saisir de crimes antérieurs à sa création, il reste les mécanismes de compétence universelle, singulièrement deux instruments : la convention du 10 décembre 1984 sur la torture et la convention de Genève du 12 août 1949 sur les crimes de guerre.

LA QUESTION DE L'EMBARGO

« La réalité des faits ne pose aucun problème. Saddam Hussein et ses séides doivent répondre de leurs crimes », a renchéri M. Tubiana, qui, contestant les arguments de ceux qui prêchent la « prudence » ou affirment qu'« il ne faut pas prendre le risque de désintégrer l'Irak », a fait valoir qu'en réalité un tribunal international *ad hoc* poserait des « problèmes politiques », dont celui des « complicités » de ceux qui ont activement soutenu le régime irakien, « la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis » inclus. Mais, a-t-il ajouté, en tant qu'« expression de la société civile, d'une volonté de rendre justice » à tous ceux « qui ont subi la négation totale et radicale de leurs droits, nous ne devons pas nous taire ».

A son avis, cette revendication doit toutefois aller de pair avec la dénonciation de l'embargo imposé à l'Irak par le Conseil de sécurité depuis neuf ans, parce qu'il tourne au « crime contre le peuple irakien ». Cet avis est partagé par Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, et par d'autres intervenants. Pour Ann Clwyd, ceux qui veulent lever l'embargo devraient pouvoir dire par quoi il faut le remplacer pour que le régime irakien ne demeure pas impuni. Son principal souci, à l'heure actuelle, est de faire avancer l'idée de la création d'un tribunal pénal international pour l'Irak.

Sensibiliser l'opinion publique française à la campagne Indict et obtenir le soutien de Paris, membre permanent du Conseil de sécurité, lui paraît indispensable à cet égard.

Mouna Naïm

'Oh yes, we're going to build the dam!'



As Western governments, including Britain's, consider backing the controversial Ilisu dam project in southeast Turkey, Feature Writer of the Year, Ann Treneman — accompanied by up to 41 military 'escorts' — discovers that the Kurds whose homes may soon disappear under water have never been consulted. Photographs by Peter Nicholls



Esra is nine, and a Kurd who lives in the beautiful and ancient town of Hasankeyf on the Tigris river in southeast Turkey. We meet by chance at the top of the dirt path that leads down to the riverbank. The day has been difficult. I am here to find out what people think of the Ilisu dam project, which will provide electricity for Turkey but will drown this town and dozens of villages, too. In London, Tony Blair is keen on the Ilisu and his Government has said it is "minded" to provide \$220 million in export credit for it. But, then again, the Prime Minister has nev-

er been to this place and, therefore, does not know what it is like.

If he came, he might change his mind. Freedom of movement and freedom of expression do not seem to exist here, at least for us. No one will let the photographer and I work in peace, despite our shiny accreditation cards from the Turkish Prime Minister's Office in Ankara. On this day we have been followed since 8am by three policemen clad in black suits, straight out of central casting. It is now 4pm and they have listened in on almost every interview. At one point they chased me round an outdoor café as though we were in a comedy sketch.

So I've come to the river to escape and Esra has come to play after a day at school. She is a breath of fresh air, full of grace in an orange Plucky Duck shirt and a long swingy skirt. The river flows strong and green and smells fresh here. I tell Esra, through an interpreter, what I am doing. She tells us what she knows of the dam. It is only an opinion but her face turns to panic when I say that I might want to quote her.

The Men in Black follow at a distance as we walk. Esra picks daisies and says that she wants to be a teacher when she grows up. I think about this. Esra now knows exactly who she is and how she fits into her world. Her family and friends are Kurds whose families have lived here for decades, if not centuries. But the Ilisu will change everything for them and for her. Esra is already vulnerable. She is a Kurd in Turkey, and a girl in a man's world. The Ilisu puts her in triple jeopardy.

Back in London everyone says the story of the Ilisu is a complicated one, and it is true that the decisions about whether it will be built involve huge sums of money and power politics. These judgments will be made by people in London, Washington, Berne and Ankara. They are experts in the fields of engineering, politics, finance and construction, but none of them has been to this riverbank.

Esra has no clue about what is in store for her. She and her friends seem, for want of a more sophisticated word, happy. They jump and skip and play with a stray lamb that comes down on the sand. They pick petals off a flower and shriek with laughter. Back at the car — the Men in Black still shadowing — I give her a pen and she is thrilled.

THE TURKS regard the Ilisu dam as something that already exists. They talk of it in this way and the reservoir actually appears on Turkish tourist maps. To them, it is clear that it is just reality that is lagging behind. And maybe it is. Certainly, international politics bode well for the Ilisu. Turkey is a country much in demand, with its huge army and strategic location. Britain wants Turkey to be part of the European Union, and this project could help to pave the way. America has also keen to please: it has used the country as a base from which to bomb Iraq for years. Fighter jets streak the sky here and seem as natural as the clouds themselves.

This explains Tony Blair's enthusiasm for the Ilisu. Turkey, for its part, is beyond bullish. "Oh yes, we are going to

They see it as a plan to destroy their way of life

build the dam!" declares an official at the giant energy department. The head of that department is Dogan Altinbilek, the man they call Mr Dam. He is an

engineer and sees the Ilisu in terms of electricity produced. It will help to make a brighter and lighter Turkey. Altinbilek makes it sound utterly splendid and, in normal circumstances, very few would have known otherwise.

But these are not normal times for Turkey. For the past 15 years Ankara has fought a war against the Kurdish rebels of the PKK. It has been a bloody and brutal affair on both sides — in total at least 30,000 have died since 1984 — and it has been fought in the villages and hills and valleys of the South East. The Ilisu would flood 300 square kilometres of this land, destroy 80 hamlets and villages and displace up to 36,000 people. Many Kurds see the Ilisu project as part of the strategy to destroy their culture and way of life. Officials in Ankara scoff at such a thing and hint that any opposition is part of a conspiracy.

Plots aside, however, no one denies the war has been expensive and in the 1990s Turkey found that it simply could not afford to build the Ilisu by itself. It is this one fact that explains my presence on that riverbank. Turkey had to find its \$2 billion elsewhere, and these days international money for a dam does not come without strings attached. The Swiss-led consortium that stepped forward in 1998 pulled in companies from America, Britain, Italy and Germany and they, in turn, have all sought export credit from their governments. The leviathans that are governments swung into action and, as they did, human rights organisations and environmentalists raised their voices in opposition. Clearly, nothing was going to happen quickly now.

And so, in at least five countries, hearings have been held and reports organised. There have been many questions. Why did Turkey want to dam the Tigris just 40 miles from the Iraqi border? Why would anyone want to build a dam in a war

zone anyway? What did the people on the ground think? The companies in question, including Balfour Beatty in the UK, turned to Turkey for the answers. But some questions, and particularly the last one, could not be answered. For, it seems, the people on the ground had never been asked what they thought. The Ilisu has been on the drawing board since 1954 but no one in the area had ever received so much as a postcard about it. Altinbilek says this is the way it works in Turkey: first you sign the dam contract and then figure out what to do with the people.

Not so for the rest of the world. International standards are clear that people must be consulted as soon as possible. The fact that these particular people are Kurds makes it worse. The Swiss moved first, refusing to approve the money until an international expert and a panel on resettlement was appointed. Other countries expressed worries, too, and on December 21 the UK announced that it was "minded" to grant the export credit but that a resettlement plan must be in place first. Turkey duly hired a local company, Semor, which, from its website, looked to be a seminar and travel agency (motto: Your Happiness is Our Success). Meanwhile, on the ground, there were consistent reports that nothing much was happening. The only real way to find out was to go there. Altinbilek says Turkey has nothing to hide and that, of course, I must go there and see for myself.

If that sounds simple, think

A man with a Kalashnikov jumps into the road. He looks like a Smurf with a gun

again. The sprawling city of Diyarbakir is 600 miles from Ankara. I'm sure there are worse places in the world but it's hard to think of one just now. It is crowded, dirty and noisy. We are followed from the airport by a man in a blue suit and a turquoise car. He tries to hide by ducking in a doorway. I feel as if I am in a particularly bad *Star Trek* episode. Diyarbakir is a Kurdish city, swollen to three times its normal size of half a million by refugees from the war. We stop only long enough to find a Kurdish interpreter (the language is banned but it is what the villagers speak) before heading off to a town called Batman.

It is a two-hour drive. Our interpreter, Ibrahim, studies his English on the way and, while translating a *Newsweek* article, asks us about the words "spectre" and "subliminal". These turn out to be perfect keywords for our trip. In Batman we have barely checked into the hotel when three policemen arrive and ask what the photographer, Peter Nicholls, and I will be doing. They say they need to know for our own protection. I shake my head. They say I'm not to make a move without them. I laugh and then leave. The police then interrogate the interpreter about what that laugh meant.

At this point I had no idea how ludicrous it would become. I knew that journalists had been followed in the past. "But they were followed because they did not tell us they were going," said the press counsellor in the Turkish Embassy in London. We would not give them that excuse. We applied for accreditation and went all the way to Ankara to pick it up. "This means that we have given you permission to make an investigation," said the woman in the information office. "You should have no problems."

THE NEXT morning we (and our "escorts") drive south along the Tigris and, after 15 minutes, the hills start to soar. They are brown and lavender and dotted with the pink blossom of almond trees. The South East is a dry

area — only 7 per cent is irrigated — but the land along the river is the exception and the stone houses are flanked by green fields and fruit trees. The source of the Tigris is north of Diyarbakir; it flows for 280 miles in Turkey and then into Iraq. The Ilisu would be built 40 miles north of the border and would create a long, thin reservoir for 135 miles to the north. This is the country we are driving through now, and everything would be submerged except the top of the lavender hills.

The town of Hasankeyf appears from across the river as something out of another time. The cliffs and hills around the town are riddled with 5,000 caves, some of which have doors and numbers. A few have become tea gardens, though only a handful are still homes. Hasankeyf is part town, part ruin and all archaeological wonder. The only equivalent I can think of is the cliff villages of the Native Americans in the South West of the United States. It has been inhabited since Assyrian and Urartu times and just about everyone who was anyone in the area — the Omayyads, Abbasids, Hamdanids, Mervanids, Eyyubides and Mongols — has been here. It was annexed by the Ottoman Empire in 1516. The population is now 5,500 and it is by far the largest single town that would be flooded by the Ilisu.

We climb up to look at the caves and the old palaces that the Kurds claim as part of their culture. It is a mad scene — especially when our three dark-suited Followers are joined by a man who is crazy and trying to do cartwheels. Halfway down the cliff we stop for tea, served to us in tiny curvaceous clear glasses by Ramazan Ayhan. The 51-year-old, who is married with nine children, built this tea garden in these caves 12 years ago. "But I have been living here for 300 years," he says.

He says he knows nothing officially about the dam. "We were not informed about anything. Nobody has told us anything." But he does know that his tea garden and home will be submerged (only the ruins near the top will escape). I ask if he has the deeds for his house and caves. It is estimated that 40 per cent of people in this area do not, and deeds are essential for compensation. Ramazan does not like my question: "I was born here and grew up here. I don't need to buy it because it is my ancestors'."

We sit in his tea garden, surrounded by ruined splendour and soaring views. Where will the people of Hasankeyf go? If they choose compensation — and in previous schemes in this area about 87 per cent of people did — they will probably end up living

in a city and perhaps a slum. They should receive enough to buy the equivalent of what they have now but, often, this has not been the case. Most end up taking the Government to court and 90 per cent win, eventually.

The other option is to be resettled. Again, international guidelines say exactly what should occur: people should receive housing and land, jobs and training, help and advice. But Turkey has failed on these counts many times before. For example, any new houses must be bought by the people being resettled and paid back with a 25-year, interest-free loan. Ramazan does not want to think about this. "Because there is no definite decision about when the dam will be built, we have not decided what to do. We don't know what to do. When the Government comes and tells us, then we will try to do something."



Esra, the nine-year-old Kurdish girl from the beautiful and ancient town of Hasankeyf, has no clue what lies in store

It is hard to overestimate the fatalism of the Kurds in this part of Turkey. When it comes to the dam and its consequences, they do not believe they have a choice. We might see this as apathy but it seems merely to reflect the way things work here. The first and only public meeting to date on the Ilisu was held by Semor in Hasankeyf on December 22 and that was only because the Swiss, UK and other governments insisted that some kind of consultation begin. People who attended say it was not held to ask their opinion but to tell them what would be.

We walk up the rocky path to a cave near the top. It stands out from the others because it has glass-paned windows. A family of six live in this one room. The woman is 28 and has four living children and one who died at the age of 18 months. There is a framed picture of this baby on the wall. The mother wears the

Kurdish woman's delicate white lace-edged headscarf. The cave is spotless; the walls are white and its recesses are covered by embroidered cloths. There are rugs on the floor, a fridge in the corner and a television that is tuned to what sounds like a Turkish version of *Celebrity Squares*.

The woman (she refuses to give her name) is involved in an intricate four-needle knitting job and says she knows nothing of the dam. I ask if she and her husband own the cave. She does not know but explains that, years ago, her husband was away when the Government came to move the people in the caves to houses. As a woman, of course, she could not speak for her family. And so there was no new house, no move, no anything. Faced with a story like this, asking about deeds and resettlement options seems pointless. "Nobody has come. We don't

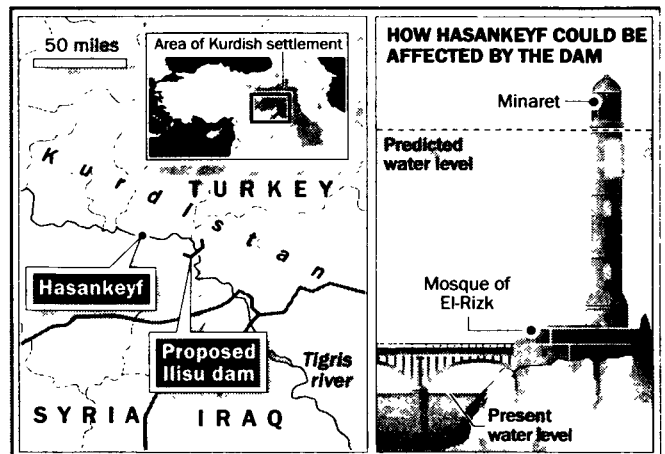


know what to do. We heard that they would come but still they didn't."

The mayor of Hasankeyf says that 100 per cent of the people in the town are against the dam. This is borne out by interviews with men in other tea gardens. Here the number of police following us has swelled to 12 and they interrupt the interpreter and ask him to speak in Turkish. The townsmen say that if the dam must be built, the level of the water should be lower to spare Hasankeyf. There is a plan to "save" the town by putting it onto CD-Rom but no one is much impressed by this. The police scurry round behind me and, as they do, my interviewees become markedly more careful. One man, old beyond his years and wearing a fuzzy red plaid shirt, says he is against the dam but adds: "Of course, the Government knows best."

OUR NEXT plan is to go to some of the small villages along the Tigris. Personally, I do not view this as such an ambitious idea but there are clues to the contrary. First, all attempts to buy a detailed map of the area fail. I have cadged a photocopy of a map in Ankara and decide that it will just have to do. Then our "escorts" arrive for the day dressed not in suits but in full yomping gear. They are no longer the Men in Black; we call them the Followers. They view my photocopy with suspicion. We would later discover that they do not like going off the main road.

Just beyond Hasankeyf the road heads south, leaving the river. So we head off on a paved track and, within minutes, are driving through the tiny village of Ucyol. A man with a Kalashnikov jumps into the road. He is short and strange-looking and



looks like a Smurf with a gun. He is a village guard and infuriated by the idea that we should be driving through his town. He becomes even more agitated when we say we want to interview people and take photo-

graphs. He refuses to look at our accreditation cards and orders us back to the military barracks in Hasankeyf.

And so back we (and our Followers) go. At the barracks there is a great kerfuffle. For about 15

The men seem 'on message'

minutes, everything is impossible. Then we see the commander. In his office, over more cups of tea, we all peruse my photocopy. He asks where we want to go. I name five villages along the river, all within a few miles of each other. He says we can go to three of them but forbids us from two, Koyunlu and Palamut, saying they have been "emptied".

He will not elaborate. The silence says a lot. The Turkish authorities have emptied dozens of villages in this area as part of their war against the Kurdish rebels. This is a big complication for any Ilisu resettlement plan. No one knows how many people lived in the emptied villages, though the Government now puts the figure at 12,000. All should still receive compensation of some sort for the Ilisu, though there seems to be no way of tracing them. In Ankara I had asked about this and was told that everything would be fine. "They will contact us when they hear they might get some money," said an official.

On the ground it seems even more haphazard. Palamut is on my list of populated villages and no one seems to know when it was emptied. As we drive along we see villages that do not seem to be on the map at all. This tallies with the comments made in a report on the Ilisu "stakeholders" compiled for the British Government late last year. "The number of people affected changes from one estimation to another. Lists of villages affected should be treated carefully," says the report, whose author adds: "In the field I observed three villages that are going to be under water but are not included in the lists."

There is great difficulty in finding out even basic facts about the Ilisu. A few months ago it was accepted that 36,000 people were involved (16,000 in villages, 20,000 who have left). That fig-



Above and below, the cave dwellings of Hasankeyf

ure has been continually revised. Semor now says the real figure is about 25,000 (12,739 in villages and towns, 12,000 who have left). The real answer? No one knows.

But, whatever the number, Salih Taymur knows that he will be included. Salih is 39 and we find him in a just ploughed field. The river is over the hill behind his field and, after that, the mountains soar. Salih and his five brothers own 850 hectares, more than half of which is irrigated and used for growing vegetables, cereal and cotton. Their extended family numbers about 100 and, all together, they make up a village that is not on the map. No

officials have been here about the dam. "If it is up to us, we do not want it. We do not want to move. We earn much more than they will compensate us for," says Salih. "But the Government is stubborn. It does do what it decides. It is not up to us."

There is a scent of almonds in the air as we walk towards his huge greenhouse for him to show us the rows of baby cucumbers and lettuce. We are invited for a cup of tea. Plastic chairs are produced and we all sit down, including the Followers. Their presence makes it impossible to discuss anything to do with the war. The villagers do not want the

dam. They do not know if they will be resettled or just take the money. Two visitors from the next village say that many of the people they know do not have land at all (this is true of 35 per cent of people here) and they themselves do not have deeds for their land. They shrug. Do they know how much their land is worth? They shrug again.

A few miles along the path, and closer to the river, is the village of Incirli. It is built on a steep hill and surrounded by green hills and fields. It is dramatic and very beautiful here. The son of the headman, Sukru Toy, welcomes us and brings out the white plastic chairs. It is a strange interview: there are three villagers, four Followers, two village guards, one Kalashnikov, one walkie-talkie and me. Sukru says 80 people live here now. There used to be more but then it was emptied, and only half of the people returned. Emptied? "Because of the terror," he says. Nothing more will be said on that subject, not in this company at least. The war is in an uncertain phase: the PKK has declared a ceasefire, the Turks have not accepted it. But the rebels have much support in these villages and, as we drove up, we saw hundreds of caves in the hills.

The men of Incirli know nothing of any substance about Ilisu. One older man volunteers that he was told that they would start building the dam this month. There has been no official information and no one knows about resettlement options, compensation or choices. The very idea that these men are stakeholders beggars belief. After our tea, we get up to leave and the old man speaks again. "Well, I do not believe it will be built in month."

OUR FINAL goal is to visit the actual village of Ilisu. The map does not record this because, of course, it now says "Ilisu Dam". The situation is made more surreal by the fact that no one else seems to believe it exists either. When they concede that it might, they then say it will be impossible to visit. The area is in the "emergency zone" and under military rule. The Followers, who clearly think our pace frenetic, are glum about the trip. Five hours later it is our turn to be glum. We have sat in two military commanders' offices and drunk far too much tea. The second commander is officious. Evidently, we cannot go without a military escort and he needs 48 hours to arrange that. After many calls to Ankara, he settles for 24 hours.

We set off the next morning at 8am. The Followers are not pleased. Their behaviour has

been getting stranger and stranger. At one point the day before they had refused to let us carry on, saying they have run out of petrol. We pointed to a petrol station just up the road. This was out of the question. They were not authorised to buy any more petrol. Instead the plan was to siphon some from our car. It was only when Peter Nicholls told them exactly what we thought of this that they scurried off to the petrol station.

Today the Followers have organised an intricate rota system. The result is that, in total, 41 different men follow us that day. Fourteen are soldiers, and we set off from their barracks from the frontier town of Dargecit with one small tank in front and a truck holding eight soldiers behind. It all seems very elaborate and, really, there is little doubt that we would be safer without having any soldiers at all. But there is no point in arguing with a man wearing camouflage.

The terrain here is far more mountainous than before. At times the landscape becomes almost lunar, with bare grey hills of sand stretching away from the road. It takes an hour to get to the village, home to some 140 Kurds. Ilisu means "hot spring" and there is a hot sulphur pool here. Across the river we see a spa. Today young boys jump in the water and play. Tomorrow the Ilisu looms.

This village will be buried under the dam itself, which will stand 135 metres high and, with six turbines and generators, be the largest hydroelectric project on the Tigris. The Ilisu is one of 13 dams being built under an ambitious scheme called GAP. Its aim is to increase irrigated land by 50 per cent and to double the country's electricity production. Critics note that Turkey's energy programme is inefficient at the best of times but the country itself sees the Ilisu as a patriotic enterprise.

The village headman is welcoming, although there is none of the friendliness of other villages. Of course, our 14-soldier escort cannot have helped, but the head man has a walkie-talkie and the whole village seems to be "on message". "We want the dam. We are unemployed. It will help fishing and there will be jobs," says the headman. The soldiers say we can talk only in Turkish. We do this, discussing compensation. The soldiers chime in, stressing that everyone will be VERY well compensated. "The dam is for our benefit," says one villager. "It is for all of our benefit," corrects one of the soldiers.

I ask if I can speak to the

women. "The ladies will say what we have already said," says one man. "Bring only the women who speak Turkish," adds a soldier. A villager answers: "There are no women who speak Turkish."

No interview is arranged. The women are there, though, in the background. One is in a doorway talking on a mobile phone, another is washing dishes at a stone water fountain. They bake the big, round, doughnut-shaped *tandır* bread for our lunch. Everything spread out on the floorcloth is made in the village: yoghurt, goat's cheese, butter, boiled eggs, tomato and pepper salad and fresh caraway greens. It is delicious but the atmosphere is stilted. There is no way to avoid the conclusion that this is a village under occupation. What do they really think of the Ilisu? We will never know.

BEFORE going to Turkey, I was told by Kerim Yildiz, of the Kurdish Human Rights Project in London, that it would require a revolution for the Ilisu resettlement project to be implemented properly. For starters, says Yildiz, there must be freedom of expression and basic human rights for the Kurds. Surely, I said, that is possible. Why cannot the Government find out how many people live there and start the process of giving them choices about their future? There could be an information blitz of meetings, individual consultations, leaflets, charts, classes.

On the ground, this seems extremely unlikely. Semor is relatively inexperienced and its survey cannot address many of the huge practical problems to do with resettlement here. It is also unclear how much control the international expert will have. But all of the difficulties are exacerbated by a basic lack of human rights and a real lack of understanding of what those rights might even be. There seems to be no comprehension of what we are trying to do, for instance. The Followers have been intrusive and intimidating. The interpreter says they are just doing their jobs. I'm not sure what that job is exactly — spy, irritant, intimidator, protector — but it is no way to behave in a country that wants to become a member of the European Union.

And what about Esra? She, you may remember, is the little girl from Hasankeyf who made me think that this story was about people, not politics. I now know that we will never know what Esra thinks because, in this part of Turkey, even a nine-year-old girl knows that the truth is a dangerous thing.

US to join Kurdish conference despite Turkey's reaction

- Despite Turkey's uneasiness over the Kurdish conference that starts today in Washington, the United States is determined to attend it with high representation. While US Special Middle East Coordinator Dennis Ross is attending the conference as one of the keynote speakers, US Special Coordinator for Transition in Iraq Francis Ricciardone is also expected to deliver a speech

Ankara - Turkish Daily News **Selcuk Gultasli**

As a conference entitled "The Kurds: Search For Identity" gets under way today in Washington, Turkey has voiced its uneasiness to the United States.

Ankara conveyed its disquiet to the American side once more during U.S. Assistant Secretary for Near East Affairs Edward Walker and U.S. Special Coordinator for Transition in Iraq Francis Ricciardone's visit to Ankara at the end of last week.

Concerned that the conference may turn into a platform of anti-Turkish rhetoric where Turkey may be put on trial for its policies in southeastern Turkey, Ankara has protested the conference. Ankara has also complained about the conference since U.S. Special Middle East Coordinator Dennis Ross will be one of the keynote speakers. Ricciardone is also expected to deliver a speech at the conference entitled "An American Diplomat's Perspective on Kurds in the Global Arena." Ankara is disturbed about the high level of Americans who will be present at the conference, held by American University in Washington, D.C., between April 17-18.

Despite Ankara's displeasure over the conference, the U.S. side has not backed down. Holding a press conference in Ankara on Friday, Ricciardone told a group of reporters that he would go ahead with his decision to make the speech at the conference. Answering reporters' questions, Ricciardone said he would attend the conference just to make clear the U.S. policy in Iraq. He stressed that he had agreed to join the conference only after he was assured that it had nothing to do with the Kurdistan Workers' Party (PKK), did not have any anti-Turkish agenda and would not put Turkey on trial for its policy in its Southeast, which is predominantly Kurdish. Underlining that the United States was a free country like Turkey in which people had the right to freely express their views, he said he expected much criticism about U.S. policy on Iraq during the conference.

Ricciardone reiterated U.S. policy that Washington backs Turkey in its fight against terrorism and totally respects the territorial integrity of Iraq. Apparently viewing Turkey's reactions as a bit exaggerated, Washington has not changed its stance vis-a-vis the conference.

Answering a question on Friday about the conference, U.S. State Department spokesman Jamie Rubin said Ricciardone's participation was "entirely" appropriate. "It does not constitute an endorsement of any particular view represented by other participants. Our policy towards Iraq has not changed. We support the unity and territorial integrity of Iraq, and the secretary of state has designated the PKK as a foreign terrorist organization. And we are assured by American University -- not the University of the United States of America but American University -- that the PKK has no association with this conference," said Rubin.

During his press conference Ricciardone also said he was in Ankara since it was quite important for Washington to know what Turkey thinks about developments in Iraq. Ricciardone, who arrived in Ankara with Assistant Secretary Walker, told reporters that he had taken the Turkish side's advice on Iraqi affairs. Nevertheless, he made it clear that he would attend the Kurdish conference organized by American University to clarify the American position in Iraq.

Ricciardone said: "I am here because I believe what Turkey thinks matters. Mr. Walker is in Ankara to have these consultations with Turkish authorities, as we do these sort of meetings twice a year. We briefed the Turkish government about what we are doing. That is important as we do not want surprises but want to hear Turkey's views and advice, frankly, on how to manage some of the most difficult problems together," said Ricciardone.

Asked about what sort of advice he had received from the Turkish side, Ricciardone said, "They told us to be sensitive on the issue." He added that the U.S. side had reiterated that they would do nothing that would harm Turkish interests in the region. "One specific of advice I personally asked from your experts was exactly the question of what we can do now to help support the unifying tendencies of the Iraqi people against the anti-unifying tendencies that have been promoted by the current government of Iraq," noted Ricciardone.

Commenting on U.S. financial aid to the Iraqi opposition, Ricciardone said nobody understood that not even one dollar has gone to the Iraqi opposition except money given for organizing conferences and humanitarian efforts. However, Ricciardone stated that \$250,000 would soon be allocated to the Iraqi opposition to build a stronger and well-organized political organization that would be able to advocate the Iraqi people's demands for a better life in the future and make the Iraqi opposition more effective.

Answering questions over Turkey's latest operation in northern Iraq, Ricciardone once more reiterated Washington's support for Turkey in combatting terrorism. He said the United States did not have any complaints whatsoever over Turkey's operations as it is Ankara's legitimate right to defend itself.

THE KURDS : SEARCH FOR IDENTITY

Dr. Kendal Nezan's Speech, President of the Paris Kurdish Institute, to the international conference, **THE KURDS: SEARCH FOR IDENTITY**, which took place on April 17-18, 2000, at the Butler Board Room, Butler Pavilion, sixth floor American University, 4400 Massachusetts Ave., Washington, D.C

First, I would like to thank the Center for Global Peace and American University for organizing this important Conference. We Kurds are very glad at the creation of the Mustafa Barzani Chair of Global Kurdish Studies. We are convinced that it will contribute to a better knowledge and understanding of the Kurds in this country and hope that other American Universities will be inspired by your example to create Chairs of Kurdish Studies. The 30 million Kurds who live in a highly strategic region, lying between the Caucasus and the Gulf, at the limits of the Turkish, Arab and Iranian worlds, and who constitute a key factor in the political development and stability of several major States in the region, deserves indeed to be better known, better understood by the American public and Government. Beyond any humanitarian considerations, this understanding is necessary for the definition of a strategy to reduce the tensions and to build a peaceful, just and democratic future in this part of the world. It is in the interest of the Kurds, of the American and of all the peoples of the region.

If, in 1975, the American people had better understood the Kurdish question and the legitimacy of the Kurdish demands in Iraq, the Nixon Administration would not have so readily abandoned General Barzani's Kurdish resistance and so, no doubt avoided human catastrophes like the Iraq-Iran conflict, the campaigns to evacuate and destroy Iraqi Kurdistan, the gassing and massacre of Kurdish civilians population, the invasion of Kuwait and the Gulf War, the Kurdish exodus of 1991 and the present trials of the Iraqi population.

Similarly, if the Kurds of Turkey had been able to make themselves better understood and liked by American opinion, that would probably have led the American administration to deploy serious efforts to convince its Turkish allies of the need to recognize the identity of its Kurdish citizens and guarantee the linguistic and cultural rights that go with it. A Turkey at peace with its Kurds would be a more stable ally, and thus more reliable, and would more easily become a respected and prosperous member of the European Union, like Spain which, after the Franco regime was able to establish a stable and respected democracy by granting a large measure of autonomy to its Catalan and Basque minorities.

In a world where America has become a super power, without any real external counter weight, its deeds and misdeeds could cost dearly to the rest of the world, in particular to defenseless peoples like the Kurds. All this shows the importance for peace of the effort to inform and reflect on things by centers like yours and conference like this today.

Now, are the Kurds known better in Europe? How are the Kurds perceived or misperceived in the Old Continent? Is there a European perspective on this question? This problem, with which I am called on to deal, is in fact very much more complex. Especially if one tries to take Europe in its accepted geographic meaning of a continent stretching from the Atlantic to the Urals, including political realities as diverse as the ex-communist countries and Western Europe. Forty-one of these are today members of the Council of Europe, whose headquarters are at Strasbourg, in France. I will raise, a little later, this specific, geographically limited and politically restrictive approach of the Council of Europe.

The European Union, on the other hand, forms a politically and economically more structured area, endowed with common institutions, like the European Commission, the Council of Ministers and the European Parliament. It brings together 15 States which by a referendum refused to be a member of the European Union. Last December, the Summit of Heads of State of the members of the European Union, meeting in Helsinki agreed to grant Turkey the official status of candidate for membership. Other Central and Eastern European States have also been recognized as candidates. Eventually the European Union will bring together about 25 to 30 European States. All of which goes to show the diversity and complexity of this Europe as well.

To simplify a little, it can be said that, despite recent efforts, the European Union still remains to a great extent a free trade zone, endowed with a common money but which does not really have any common Foreign and Defense policy yet. However, the revolving Presidency of the Union fairly frequently takes up positions on external problems and the

former General Secretary of NATO, Javier Solana, has been filling the newly created post of Commissioner for External policy and joint defense. Meanwhile it is the European Parliament, which is directly elected by universal suffrage, that embodies the collective conscience of the European Union and which regularly expresses its views on questions of foreign policy and human rights, in Europe and the world. This Parliament has a power of decision on the financial aid to be granted to third parties as well as on admission of new members to the Union. It is more and more tending to use its powers to make the observance of Human and Minority Rights a condition for granting aid.

Its role is thus important. That's why, in describing the European approach to the Kurds, the European Parliament has pride of place. We must also mention some states which, for one reason or another are most interested in the Kurds or in Kurds from one country or another. But, first of all, it would be more suitable to talk about the evolution of the Kurdish image in European opinion. First as a student, then as an academician and later still as President of a Kurdish Institute engaged in the activity of spreading information and of lobbying in support of the Kurdish cause, I have been, for thirty years now, an observer of and participant in this evolution.

At the beginning of the 1970s, we were just a dozen Kurdish students in France and some 300 to 400 throughout Europe. Today there are some 120,000 of us in France and about a million Kurds in Europe. At the time, apart from some very specialized journalists or learned intellectuals, the Europeans were ignorant of the very existence of Kurds. The only Kurds the press sometimes mentioned were those of Iraq. The collapse of their resistance, following the signing, in Algiers, of an agreement between the Shah of Iran and Saddam Hussein brought about the first psychological shock in an enlightened fringe of European opinion. The image of the Kurds became that of brave and chivalrous resisters, victims of betrayal by the Shah, and Saddam Hussein and America.

Many European countries sympathetically welcomed Kurdish refugees; the Kurdish cause began to win sympathy among intellectuals. Thus in France we were able to create a solidarity association, called France-Kurdistan, including prominent intellectuals like Jean-Paul Sartre and Simone de Beauvoir, to publish books about the Kurds and win media coverage. Other countries like Sweden and Austria also began to interest themselves in the Kurds because of the development of Kurdish communities which were progressively growing. After the overthrow of the Shah in 1979, the emergence of a democratic and secular Kurdish resistance led by Dr. Abdulrahman Ghassemlou, amplified pro-Kurdish sympathies in Europe. While criticizing American policy of support for the Shah's regime, Dr. Ghassemlou had the coverage publicly to condemn the taking of hostages at the American Embassy. From chivalresque warriors but somewhat of a bygone age the Kurds became modern democrats fighting for freedom against mediaeval fundamentalist regime.

We were able to make a first diplomatic break-through in Europe. In 1981, Dr. Ghassemlou and myself were officially received by the Austrian Chancellor, Bruno Kreisky, then by the Swedish Premier Olof Palme, and subsequently by the Foreign Ministers of half a dozen European countries. Each time, we exposed the Kurdish question as a whole, and formulated the demand for regional autonomy for the Kurds within the borders of the existing state, as the part of the process of their democratization. This demand seemed realistic and modest to those to whom we spoke. The Socialist International began to open up to the Kurds. In December 1981, after the Left victory in France, the French Socialist Party officialised its support for the Kurdish cause by inviting to its Congress a delegation of the Kurdish people, led by myself, consisting also of leading Iranian, Iraqi and Syrian Kurds. The defense of the right to autonomy of the Kurds in each of the States in which they lived was written into the French Socialist Party Project.

Meanwhile, in September 1980 the military coup d'état took place in Turkey and the outbreak of the Iraqi-Iranian war. These two events led thousands of Kurds from Turkey, Iran and Iraq, often intellectuals, to seek asylum in Europe. This sudden influx increased Kurdish presence in Europe and accelerated its restructuring. Thus in February 1983, with the support of the French government, we created the first Kurdish Cultural Institute in Paris. Perceived as democratic victims of dictatorships, the Kurds enjoyed wide sympathy in the public opinion of several European countries. Their peaceful and diplomatic struggle convinced 5 European countries (France, Holland, Denmark, Sweden and Norway) to petition the European Human Rights Court on the subject of massive Human Rights violations in Turkey. French public opinion on this matter was such that when in 1986 the Turkish Prime Minister Turgut Ozal came to Paris for a UNESCO Conference, the only French official who accepted to meet him was the Mayor of Paris, Jacques Chirac.

As from 1985, leading Iraqi Kurds were also received by the French Foreign Ministry and these was a progressive cooling of French policy to Baghdad. Some rare documents on the

destruction of Kurdish villages were published by the French media and then taken up by the Scandinavian press. However, the majority of the political caste in France considered the Iraqi regime as a necessary evil, to stop the spread of the Islamic revolution. A similar tendency was shown in Italy and Spain, while Germany sold arms to both Iraq and Iran...and they were refused any contact with the Iraqi and Iranian movements.

The situation only began to change substantially with the publication of the terrible pictures of the gassing of the Kurdish population, in Halabja in March 1988. A few weeks after the end of the Iraqi-Iranian conflict, at the end of August 1988, the Iraqi Army launched an offensive against the Kurdish population, driving tens of thousands of civilians to seek refuge in Turkey. The widely publicized visit of Mrs. Mitterrand to the refugee camps, the reception in France and other countries of some of them and their testimony in the media amplified the awareness of opinion firstly on the fate of the Iraqi Kurds, then on that of other Kurds. To test the magnitude of this sympathy, the Kurdish Institute organized in October 1989 in Paris, an International Conference on the Kurds. Delegations coming from 32 countries, including a Soviet delegation and an American delegation headed by Senator Claiborne Pell, Chairman of the Senate Foreign Relations Committee attended the Conference. That was a first and important step in Internationalization of the Kurdish issue.

After the Iraqi invasion of Kuwait, the pictures of Kurdish victims were largely used to prepare public opinion for the Gulf War, and the mass exodus at the end of that war in April/May 1991, shook public opinion in Europe as well as in the United States. When President Mitterrand first called for urgent UNO action, when France invoked the right to humanitarian intervention and secured the adoption of the famous resolution 688 there was broad public support for this policy. At that time, speaking to the Parliaments and media of several European countries I put forward the Iraqi Kurds' demands for regional autonomy. Most of those I spoke to protested saying that the Kurds should take advantage of the situation to demand their own country, an independent State, and that they had fully paid the price for their freedom.

In May 1991, at the European Council, in Luxembourg, several Heads of State and Government spoke of the genocidal Iraqi policy. The time was right for a decisive political advance, but ill timed televised meeting of the Kurdish leaders with Saddam Hussein had the effect of a cold shower. Shocked by the lack of principal and stature of the Kurdish political leaders, opinion remained however sympathetic to the Kurdish population. Thus in an opinion poll taken in 1992 by the French paper *Actuel*, those question put the Kurdish cause at the top of the list of causes deserving French government support. That is why the Iraqi Kurdish leaders were received at the highest levels in France and also in Germany, in Britain and in Italy.

This sympathy was eroded from 1994, in part due to the fratricidal clashes in Iraqi Kurdistan and to certain violent actions and demonstrations of the PKK, particularly in Germany. The image of democratic and victimized Kurds was obscured by that of violent and intolerant activists who did not respect the laws of their host countries. This degradation of image was greatest in Germany, Holland, and Belgium, and to some extent in Sweden. Countries like France, Italy, Spain, Norway, Denmark, Great Britain and Austria continued to have a positive image of the Kurds, seen as people driven from their lands by repressive regimes and defending a just cause. It should be noted that, unlike specialists, public opinion makes no distinction between different groups of Kurds, so that the negative actions of some are attributed to the Kurds as a whole.

Over the last few months, since PKK's commitment to end armed struggle and the disappearance of violent incidents, the image of Kurds has begun to improve in countries like Germany as well.

In fact, beyond these changes in public perception and image, the important factor to be noted is the presence in Europe of a substantial Kurdish diaspora, increasingly numerous, educated, organized and effective. The Kurdish population of the European Union is now around a million individuals, 600,000 of whom are in Germany. Failing any hope of returning in any foreseeable future, the bulk of them become citizens of their host country and integrate into its political cultural life while remaining very attached to their Kurdish identity and active in the Kurdish cause.

In this sense, the Kurdish problem is no longer an exotic affair of a people living at the other end of the world. It is largely perceived as a European problem - to such an extent that the German Foreign Minister, on a visit to Ankara, had to reply to his Turkish interlocutors that, even if, as they claimed, there was no Kurdish problem in Turkey, there was a major Kurdish problem in Germany!

As a matter of fact, Germany has become the most active European country in searching for

a solution to the Kurdish problem in Turkey. She has also maintains good working relations with Iraqi Kurdistan organizations, especially the KDP. As you know, Germany was involved in the Kurdish issue in Iran after the murder of four Iranian Kurdish leaders in Berlin in September 1992. A German criminal court has proved that these murders had been ordered by the highest authorities of the Islamist Republic. This court ruling brought about a very serious diplomatic between Bonn and Teheran and the crises turned into a show down between the European Union and Iran.

We know that in July 1989, the Iranian Kurdish leader Dr. Ghassemlou had been murdered, along with two aides in Vienna, Austria, during so called peace negotiations with the envoys of the Iranian President. The Austrian Government, fearing Iranian retaliation, let the murders go back to Iran. The existence of a sizable Kurdish community and a strong German opposition prevented the German Government from acting in the same shameful way toward the state terrorism of Iran.

The failure to settle the Kurdish problem in its country of origin generates a constant flow of Kurdish refugees to Europe and raises serious problems of public order and employment. The solution is not to accept more and more Kurdish refugees, but to settle the Kurdish question in Kurdistan itself, so that people should no longer have to expatriate themselves" declared recently the French Minister of the Interior.

In fact, today, all the countries of the European Union feel, in different degrees, concerned by the Kurdish problem. That sounding board of the pre-occupation's of the Union, the European Parliament, had, in June 1987 adopted a resolution calling on Turkey to "recognize the Kurdish fact". It had, in 1992, adopted a special Resolution on the rights of the Kurdish people covering, this time, the Kurds of Iraq, Iran and Syria as well. After stating that the Kurdish people from a distinct people and, as such, like all peoples, have the right to self-determination, the resolution, in expounding its reasons, stresses that the international and regional balance of forces do not allow the Kurds to impose their right to self-determination at this time but that the will to ignore this reality would push the Kurdish people to tragic massacres. But that meanwhile it was necessary to struggle to secure the maximum of rights possible in the existing content.

In their discussion with the Turkish leaders, the European constantly recall that the strict minimum would be to recognize cultural and linguistic rights, including the right to have education and media in the Kurdish language. The rest, namely the demand for an autonomous or federal status for the Kurds in Turkey, as for those in Iraq, and Iran, must be decided in a democratic framework of dialogue between the elected representative of the Kurdish people and the central government.

The position of the European Parliament constitutes the lowest common denominator of the views of the fifteen countries of the Union. It is gradual and circumstance delimited approach, since it proposes a wide autonomy for the Kurds of Iraq while for those in Turkey, at least three times more numerous, conscious of the balance of forces, it only proposes cultural and linguistic rights.

The Council of Europe, which includes about forty European States that have signed the European Convention on Human Rights, watches over the observance, by member states, of basic freedoms. It has a European Court, based in Strasbourg, to which any citizen of a member state can appeal. It can try and punish any State that contravenes the terms of the European Convention. Massive violations can lead to measures of suspension or even exclusion from the Council, decided by the Parliamentary Assembly. In the past, Greece was excluded from the Council under the colonels', dictatorship, and, after the coup d'état of 1980, Turkey was temporarily suspended.

While the Turkish government is frequently found guilty for violation of the rights of individuals (torture, murder, inequitable trial, restrictions on freedom of expression, or assembly, of meeting, destruction of property) its policy of forcible evacuation and destruction of thousands of Kurdish villages and the displacement of population has not been the subject of any overall sanctions. In March 1994 the Parliamentary Assembly passed, with a decisive majority, a resolution demanding the freeing of the imprisoned Kurdish Members of Parliament and a political settlement of the Kurdish problem in Turkey, but in the absence of sanction this sort of resolution remains ineffective. Similarly the Council has drawn up a Charter of regional and minority languages, which provides for the promotion and use of these languages in all fields. This Charter, proposed for signature by the member States provides wide linguistic and cultural rights that could, to a large extent satisfy the aspirations of the Kurds in Turkey - but Ankara has refused to sign it. Let us recall, finally, that the Council of Europe has no complete regarding countries like Iraq, Iran or Syria, who are not members.

One other organization, with a substantial European membership, the Socialist International is increasingly concerned with the Kurdish question. It has even set up a study group on the Kurdish question chaired by former Swedish Education Minister, Carl Lidbom. This committee meets regularly. One Iranian party, the KDPI and two Iraqi parties, the KDP and the PUK take part in these meetings as well as attending the Socialist International Congresses. Representatives of HADEP, the pro-Kurdish party in Turkey, have participated in some of the Committee's meetings and may be more regularly associated in the future. These exchanges resulted in the adoption by the Socialist International's 1998 Congress in Vienna of a resolution demanding recognition of the national rights of the Kurdish people "in the context of the existing State borders, including the right to a wide measure of autonomy".

To the extent that 11 of the 15 countries of the European Union are at present run by parties that are members of the Socialist International, this organization's stand reflects the views of a substantial majority of the European states on the settlement of the Kurdish problem. In conclusion, one can say that in a little less than two decades the Kurds have erupted onto the stage of European collective consciousness which now considers them to be an oppressed, persecuted people, victims of the injustices of History and the Realpolitik of the

Great Powers. Their image has evolved over the years. I is no longer that, somewhat idealized, of the children of Saladin. Certain events and actions have tarnished that image in certain countries, but the image of the States that repress them is so much more negative in public opinion that the Kurds continue to enjoy wide sympathy. Often their faults and errors are attributed to their oppressed situation "How can you expect the Kurds, who have grown up under authoritarian or dictatorial regimes to become tolerant and pacific democrats?" one often reads in European media. The presence of a substantial Kurdish diaspora, active and well integrated in society, the number of marriages between Kurds and Europeans, the existence of thousands of Europeans who have visited or worked in Kurdistan as doctors, journalist, of NGO activists, has created a situation where the Kurds are part of the cultural, human and political landscape of Europe. The Kurds constitute also a significant constituency in several European countries, therefore a political factor.

In a period when great causes are becoming rare, there is a legitimate cause that attracts Europeans coming from such widely varying horizons as Church circles, ecologists, liberal democrats, members of the active minority communities of Europe such as the Bretons, the Corsicans or Alsacians in France, the Catalans and Basques in Spain, the Scots and Welsh in Great Britain, the Flemings in Belgium.

The Kurdish problem has thus become a European problem, and often even a domestic political issue. Thus, in Germany, the resolute opposite of the Greens to the sale of weapons to Turkey led Berlin to give up idea of selling tanks to the Turkish Army for fear of a break-up of the coalition government. A few days ago President Rau, of Germany, on official visit to Ankara, confirmed this position and insisted on imprisoned Kurdish Member of Parliament.

In France such a sale would provoke lively protests from public opinion. The project of building a dam on a mediaeval Kurdish site in Turkey raised a lively controversy in Great Britain, where the government is called on to forbid any British financing. In Italy and Greece the Kurdish cause has become a national cause.

The Scandinavian countries take every opportunity of defending the rights of Kurds in Turkey and carry out important humanitarian projects in Iraqi Kurdistan. In Sweden, the Kurdish language is taught in the schools by Kurdish teachers, paid by the State, which also subsidizes the publication of my books and journals in Kurdish. Last February, the Swedish Foreign Minister, Anna Lindh advocated in Ankara for the cultural rights of the Kurds.

In this context, the consensus that emerges in Europe is that the key to the Kurdish question as a whole lies in Turkey which is, at once an ally and an important trade partner of Europe. It is close to Western values and its application to join European Union gives the latter means of political, economic pressure to bring it to democratize itself and grant its Kurdish citizens linguistic and cultural rights. The settlement of the Kurdish problem in Turkey will greatly contribute to the finding a solution for the Kurds in neighboring countries. Many European criticize Washington for its extreme tolerance towards Ankara. During the Kosovo War, the U.S. was often accused in the European media of having a double standard regarding its human rights policy. While waging a large-scale war to impose the autonomy claims of 1.8 million Kosovar Albanians, Washington remained silent on the similar identity and autonomy claims 15 million Kurds of Turkey. Even worse, it helps Ankara to support them. This contradiction was and is still largely used by many European critics of the American policy in the Balkans.

We know from experience that it was pressure from Ankara on its Western allies that prevented, in 1992, the granting of indispensable economic and political help to the democratically elected regional government of Iraqi Kurdistan. Such aid would have, undoubtedly consolidated the democratic Kurdish institutions and, equally avoided the painful chapter of fratricidal fighting against a background of shortages poverty in a country devastated by three decades of dictatorship. Screaming against the creation of a Kurdish state, Turkey succeeded in dissuading Washington from recognizing the Iraqi Kurdish administration or giving it the means for governing and rebuilding the region. Imagine what would happen in the Palestinian territories if, for 6 months, they were deprived of all financial help from the International Community. In fact, Turkey's application for membership of the European Union offers the real perspective of a solution to the Kurdish question as a whole. After dozens of fruitless and counter-productive armed insurrection, The Kurds can now hope peacefully to obtain their fundamental rights with support of the Western democracies and of the democrats in neighboring countries. Since we cannot change geography, and the Kurds must live alongside their Turkish, Arab, and Persian neighbors, a modus vivendi can only be achieved by dialogue, education and the evolution of mentalities. Just like the Blacks of South Africa, the Kurds must have the patience to educate themselves and their neighbors so that they can live together each respecting the identity and culture of the other, in a context of democracy and tolerance. They must convince the Americans and the Europeans that their interests are also better served if authoritarian military democracies worthy of the name which respect the cultural, linguistic and political pluralism of their societies.

The success of this perspective of development largely demands on the role played by civil society in the moralization of a political life in the Western democracies, especially the US, including the practices of foreign policy and the sale of arms. Hitherto the Western States have privileged commercial interests above the objectives of peace, stability, justice and democracies off against one another in order to massively arm themselves, dilapidating the resources of their countries, persecuting their populations, threatening peace. Iraq, which could not even manufacture shot guns for hunting until the 1960s, was able by skillful politics build up a redoubtable arsenal of weaponry, conventional and non-conventional. Those who thought they could profit from these juicy contracts are, today, desperately trying to pursue their debtors. Everyone - Kurdish, Arab, Iraqi, Kuwaiti, Russia, French, German and American - have lost out over this Some have lost their lives, others their property, others again their money, their credibility and their souls. The case of the Shah of Iran is also in everyone's memory.

Hope for the Kurds and their friends lies thus in the democratization of the states of the region, in the Europeanisation of Turkey, and in the joint action of the United States and Europe towards their Turkish allies to ensure that they accept the legitimate rights of their Kurdish citizens, that they cease seeing the Kurds as a secessionist threat but rather a link, a means of coming closer to the neighboring countries.

Many European political figures like to cite before their Kurdish and Turkish friends the example of the French and Germans who, after three devastating World Wars have transformed their conflicts into solutions, moved forward from territorial dispute to the creation of a new European entity where they share sovereignty in peace and democracy. A compromise that respects the needs of identity and cultural survival of the Kurds, the security pre-occupation of their neighbors and the interests of their Western allies is possible - it is the solution, provided that one and all make the necessary effort.

Western Europe, in its overwhelming majority, considers that, after a 20th Century particularly unjust towards the Kurds, the time has come to ensure their right to live as a distinctive people, and that this justice can only be given with the co-operation of the United States. The ball is, therefore, in the American's court

The Kurdistan Observer

Ricciardone Remarks at AU Conference

An American Diplomat's Perspectives On Kurds in the Global Arena
Remarks by Francis J. Ricciardone
American University - Center for Global Peace
April 17, 2000

Thank you, Ambassador Murphy, for your generous introduction. I commend American University's Center for Global Peace and Professors Carole O'Leary and Abdul Aziz Said for organizing this symposium. Thank you for inviting me. Secretary Albright has made clear that we in the Department of State should seize just such opportunities to converse with American and foreign publics on the issues that we manage on behalf of our citizens.

I was invited as a Foreign Service Officer with experience in Iran, Turkey, and Iraq. My job now, however, is to coordinate the United States' support for Iraqis working to promote a transition to democracy under a new government, so I will focus on our dealings with Iraqi Kurds. Obviously, my participation today does not imply that the Department of State or I endorse what others here might say.

Overview: The United States and "The Kurds":

Let me now offer you my "take-home" points:

-- First: there simply is no overarching U.S. Government policy toward "The Kurds," as such. Rather, we interact with Kurds precisely as we do with any other citizens of their various countries.

To illustrate, I will recap the larger Iraq policy context underlying our relations with the Iraqi Kurds and other free Iraqis. Our approach both suits and reflects the profound changes underway in the conduct of international relations. This leads to my second point:

-- As "globalization" inevitably turns formerly local issues into international ones, non-state players are rising in influence in the rapidly evolving business of international relations.

-- Third, Iraqi Kurds are among the leaders of those free Iraqis who are breaking Baghdad's dictatorial monopoly on communications -- both among Iraqis and between them and the world. In so doing they are laying the groundwork for a hopeful, modern definition of what it can mean to be an Iraqi, and what Iraq can be as a country.

Dealing with Kurds vs. "The Kurds":

You might reasonably have expected to hear a statement of United States policy toward "the Kurds." I am sorry to disappoint: I know of no statement of an official United States "policy" toward "the Kurds" as such. There is simply no need.

This symposium will consider questions of Kurdish identity -- communal, political, or otherwise. Those are complex, sensitive, and fascinating issues for Kurdish people, their neighbors, and their governments, and for scholars anywhere to debate. But those issues certainly are beyond the United States' ability, authority, or responsibility to resolve for others. Hence, as a practical matter, we simply set aside such questions as immaterial to our ability to communicate productively and respectfully with Kurds wherever we have common interests to address.

That is, like other governments foreign to them, we deal with Kurds as citizens of their countries. Of course, we believe the human rights of Kurds are to be protected as fully as those of their other countrymen. We also believe that a strong democracy affords the best protection for the rights of all citizens in any country. I will not compare the status of Kurds in different countries. But I will briefly sketch our dealings with several sets of Kurds to show that the absence of a specific "Policy on The

Kurds" does not impede useful, direct U.S. Government communications with individual Kurds and with Kurdish organizations who play important local or national roles in their countries.

Of the states blessed with large indigenous Kurdish populations, clearly

Turkey, as a NATO ally, has the best and closest relations with the United States. This means that thousands of American businesspeople, scholars, journalists, politicians, tourists, diplomats and soldiers do various forms of business with Kurdish-origin Turks every day. Usually, and quite naturally, such Americans are unaware of and indifferent to the ancestry of their Turkish interlocutors. The Turkish Parliament counts many Kurdish deputies, and many Turkish municipalities routinely elect Kurdish mayors. Our diplomats meet such prominent Turkish citizens as routinely as we see Turkish politicians and officials of Balkan, Caucasian, Central Asian, or other backgrounds. We promote American exports and investment all over Turkey, including in the Southeast, where we see particular business growth opportunities.

By contrast, since the US still has no direct diplomatic relations with Iran and no official American presence there, our direct official contacts with Iranian citizens, of any description, in their own country are nil.

Iraq is, of course, a peculiar case. Few, if any, democracies have what could be called "normal," much less "good" relations with Baghdad, and of course we have no relations at all with that regime. But we do have direct and meaningful contacts with a wide range of Iraqis, either outside Iraq, or in northern Iraq -- so far the only part of Iraq where its citizens can freely communicate with each other and with the outside world.

It is hard for us to imagine a future free Iraqi national parliament or government in which Kurds, and for that matter their Turcoman and Assyrian neighbors also, do not play leading roles alongside their Arab countrymen. Of course, until all Iraqis live under a national government that is accountable to them, we and many other governments will continue to deal respectfully and openly with free Iraqi Kurdish, Turcoman, Assyrian, and Arab personalities and groups as the holders of local authority, personal prestige, and wide influence. We see them in an anomalous and temporary situation, after which they will have even more impact on the strategic directions of their country and its national government. We believe that even now, such free Iraqis, far more than the Baghdad regime, best display their country's civilization and its potential.

Iraqi Kurds within US Iraq Policy:

We deal with Iraqi Kurds, as with all free Iraqis, within the context of our policy toward Iraq. That policy is clear: We support the territorial integrity and unity of Iraq as necessary for regional peace and stability. We would oppose the creation of separate states or statelets either for the Kurds or for any Iraqi ethnic or sectarian community. We recognize that change in Iraq will come from within, and that who will lead the new Iraq, and how it will be organized, are questions that the Iraqi people will and must decide all together when they are free to do so. We look forward to the return of Iraq to the community of nations under a new government that will respect the rights of all Iraqis and of Iraq's neighbors under international law. We deal with Kurdish parties and individuals as important constituents and leaders of an Iraqi national movement that seeks to restore such an Iraq to all its people, and to its rightful place in the world. Iraqi Kurds are among the most committed advocates of such a new Iraq. I look forward again today to hearing some of them discuss how they want a free Iraq to work, and how to bring it about.

Let me here rebut a fallacy suggested by some opponents of the Iraqi Kurds' long struggle against tyranny. We see no comparison at all, as some have suggested, between terrorism, as practiced by the Kurdistan Workers' Party or PKK, versus the Iraqi Kurds' resistance to an outlaw regime condemned and sanctioned by the United Nations as an oppressor. There is no moral ambiguity here. We condemn PKK terrorism, period.

Shaping a New Iraq

Though Iraqis often ask our outlook, the United States Government does not and really can not prescribe how the next Baghdad government should reform the state to guarantee the rights of all its citizens and to restore and strengthen national unity. Naturally, we favor democracy, protected by the rule of law, as the best way to do this. Beyond this, it is not for us to flash "green" or "red lights" to the various plans or philosophies now discussed by free Iraqis. In general, we are most comfortable with democratic political principles that promise to strengthen national unity, stability, and prosperity, and to guarantee the full freedoms and other human rights of all Iraqis. Likewise, we are most uncomfortable with any policies that would tend to divide or to oppress Iraqis, and thus further to weaken Iraq, as the current regime continues to do. We support the universal aspiration of Iraqis to put the days of "divide-and-rule" dictatorship into the past.

The Iraqi National Congress, the umbrella grouping representing Iraqi democratic opposition parties of all ethnic, sectarian, and ideological communities including the major Kurdish parties, has described such a free Iraq as the goal of all Iraqis. As I understand the INC, they advocate a democratic Iraq with one national government, one army, one diplomatic service, one passport, one currency, and freedom of movement and commerce for all Iraqis from Zakho to Fao.

At the same time, INC thinkers, including the Kurds among them, advocate some constitutional decentralization of fiscal and political authority. I find it healthy that the INC has begun this important national debate even now, the better to develop a ready-made national consensus for the day dictatorship ends in Iraq. The Iraqis, like any other free people, will have to decide for themselves the right balance between central and decentralized authority, as also between public and private sector responsibilities, and other difficult issues such as the role of religion in the state. And they will have to do this together. Whatever the terms of their debate, I am confident that the Iraqis will succeed in striking the right balance for them.

Iraqi Kurds as Influential Non-state Actors:

Let me return now to the growing influence of Iraqi Kurds as non-state players on the global stage. It is remarkable that Iraqi Kurds, formerly among the most culturally and geographically isolated people on the planet, have embraced overt, broad engagement with the outside world with both spirit and skill. Their budding success in the world arena has been hard won, through an epic and painful learning process.

One eulogist recently has credited this engagement with the world as an enduring legacy of Mulla Mustafa Barzani. Born a simple villager into a remote province of the Ottoman Empire, Mulla Mustafa died far from his birthplace in a superpower capital. As a guerrilla leader, he had found that the force of local arms, however heroically borne, could not prevail against a modern army backed by the full resources of a then-wealthy state, no matter how poorly led. Hence, he sought and exploited secret alliances with powerful foreign states. Any advantages gained turned out to be only tactical and temporary, before alignments among states shifted without warning. From the tragic consequences, the Kurds of Iraq wisely have drawn the right lesson: not to retreat or disengage from the world stage, but rather to engage all the more fully and forthrightly, the better to ensure clarity of expectations and commitments.

How have the Iraqi Kurds -- the KDP, PUK, the Islamists, the Failis, the tribal leaders -- come to communicate with such impact with so many states of the world? And this, in the face of their continuing disenfranchisement and the internal embargo imposed by the regime in Baghdad? As non-state practitioners in international relations, in many respects the various Kurdish organizations now enjoy greater influence, access, credibility, and meaningful international relationships than does the regime which purports to speak for them and for all Iraqis from Iraq's seat at the United Nations.

The same is slowly becoming true also for the Iraqi Kurds' as yet less well-known neighbors, the Turcoman and Assyrian parties of the Iraqi national opposition. Likewise, traditionally inward-looking Iraqi Arabs, such as tribal leaders and many Islamists, now are forging new communications channels to foreign governments and NGOs sympathetic to their human rights. Governments, international organizations, businesspeople, scholars, and NGOs care what such free Iraqis have to say, as the diverse participation here attests. And deservedly so.

Today's Symposium also aptly demonstrates that Iraqi Kurds have grasped the value of international engagement and are developing the skills both to bring home the benefits of globalization, and to manage its risks. That private Iraqi Kurdish wealth has endowed a scholarly chair in the study of

conflict resolution here at American University shows a sophisticated awareness that the defeat of oppression requires far more than the force of arms. Such initiatives are indispensable to rebuild a vital Iraqi national consciousness that will sustain democratic reform by the next leaders of Iraq.

United Nations Security Council Resolutions testify to the Iraqi Kurds' growing international influence. The Kurds' impact also can be seen in their open welcome in the ministries of democratic governments. Their connectedness to the larger world likewise is evident in the presence of the many international NGOs, scholars, and journalists whom they welcome to free Iraq -- without imposing official "minders." Several Iraqi Kurdish groups have permanently posted representatives abroad, who are trusted by foreign hosts for their outstanding personal abilities. Several of them are among us today. Such experienced and effective international representatives should prove invaluable assets to any future national Government of Iraq.

Professor O'Leary and Professor Said suggested to me that the Iraqi Kurds' success in dealing with powerful states lies in their dawning understanding that the key to international influence -- whether for the state or non-state players -- is high skill in all aspects of the use of truthful information. I concur. This is not at all the same thing as either "propaganda" or even "public relations" work. Nor is this merely "intelligence" work. Rather, I refer to the timely and broad presentation of truth to influence international public opinion, and through it, the policies of democratic governments. For maximum punch, no medium compares to the visual.

The Iraqi Kurds' first big step on the road to international influence came as the result of televised tragedy. Images of half a million freezing and frightened Iraqi refugees moved the conscience of the world in March of 1991. Yet, only days before, for the lack of real-time video images, that same world stood silent at Baghdad's mass slaughter of innocent Iraqi Arab civilians in the south. Only three years before, the world was able to ignore the rumored but then-untelevised poison gassing of Halabja. Still earlier, the lack of televised evidence also helped shelter Saddam Hussein's criminal use of poison gas against Iranians, until the United States independently developed the evidence to lead world condemnation of this in March 1984.

The sustained international attention to Northern Iraq long after the catastrophes of 1988 and 1991, however, does not result from the one-time, one-way transmission of images of innocents' suffering, but from two-way engagement. Iraqi Kurdish leaders have opened up their part of the country far more than Baghdad has dared to reveal itself to the eyes of the world. The Iraqi Kurds do not merely purvey information to the world, but also welcome the world into Iraq. Iraqi students and teachers in Dohuk, Erbil, and Suleymania freely exchange views and information with each other and with the world via the Internet. While Baghdad bans UN-mandated human rights rapporteurs and monitors, the Kurds -- and Assyrians and Turcomans -- welcome all official and independent foreign visitors. While a son of the dictator controls Baghdad's mass media and bans foreign publications and broadcasts, in the north local and international broadcast channels and publications are proliferating in several languages.

In sum, while Baghdad vainly struggles to preserve an obsolete dictatorial monopoly on information, free Iraqi Kurds are leading their countrymen of all ethnic origins in communicating as never before. These free Iraqis are making the most of such world access to expose the truth not only about their oppressors, but more importantly, about themselves. In the process, they are creating a dynamic definition of who they are as Kurds and as Iraqis, for the world, for their country, and for themselves.

To me as an American diplomat, this process is stimulating to observe and a privilege to support.

Thank you again for the privilege of joining your conversation today.

.....

Campaigner ask France to back calls for Saddam Hussein genocide trial

PARIS, April 14 (AFP) - The International Campaign to Indict Iraqi War Criminals (INDICT) called on France Friday to support a call for Iraqi President Saddam Hussein to be tried for genocide and crimes against humanity.

"We are calling on the French government to support the setting up of an international tribunal to judge the leaders of the regime in Iraq for war crimes, crimes against humanity and genocide," INDICT said at a conference in Paris.

INDICT, headed by the Ann Clwyd, a minister in Britain's left-wing government, is campaigning for worldwide support to condemn Saddam Hussein and 11 other Iraqi officials, including the president's two sons and his vice-prime minister Tarek Aziz.

"Saddam Hussein's regime has committed some of the worst warcrimes since World War II. The victims of these terrible crimes cling to the hope that justice will be done," Clwyd said.

"We have to show the same will to condemn the Iraqi leaders as we did for the authors of the Rwandan and former-Yugoslavian genocide," she added insisting that "without France, the chances of achieving this are very small."

The crimes alleged against Iraq include the gassing some 5,000 Kurds to death in north-east Iraq, a military operation called Anfal which left tens of thousands of Kurds dead or missing, the assassination of opponents of the regime and the oppression of the Shiite population in southern Iraq.

Friday's appeal was supported by human rights groups France-Liberte (directed by Danielle Mitterrand, wife of the late French president), Human Rights Watch and the Nobel Peace prize winner Jose Ramos Horta, as well as representatives of the Iraqi opposition.

INDICT, based in London, enjoys the financial and political support of the United States, but France has never associated itself with the group.

Asked whether INDICT was being used by the US, Clwyd said: "We are independent and we would be very pleased to accept funding from the French government."

The US State Department, one of INDICT's principal donors, recently donated 600,000 dollars (625,000 euros) to the group.

French-Iraqi friendship groups have condemned INDICT for being "paid by the American congress to overturn the Iraqi president in the hope of replacing him with a pro-US leader."

Young Iranians' Outlook: 'No Hope for Us' at Home

By Afshin Molavi
Washington Post Service

TEHRAN — When Ali Kermani gets his diploma this year, the 22-year-old engineering student at Tehran University will begin what has become a rite of passage for Iran's young and educated: a flight from his homeland.

Along with thousands of other Iranian graduates, Mr. Kermani will line up outside foreign embassies to seek a work visa.

"I have no choice but to leave," he said in a crowd of head-nodding students at Tehran University. "There is no hope for us here."

Bleak job prospects and a sluggish economy have sent Iran's young graduates — and midcareer professionals — looking for prospects abroad in increasing numbers. While the Islamic republic's competitive scientific curriculum produces highly qualified graduates, the sputtering economy cannot absorb them.

Unemployment, officially at 13 percent, is closer to 20 percent, according to independent economists. Tehran's streets are clogged with young, university-educated taxi drivers who say they have to supplement the income from their regular jobs or cannot find work commensurate with their degrees.

Most major cities are struggling to create jobs for young people. And many are needed:

Two-thirds of Iran's population is under 25.

"This is a serious problem that is being debated at the highest levels," a senior Iranian economic policy official said.

Along with the desire for more social and political freedom, economic discontent has been a major ingredient in the rout of conservative candidates in presidential, municipal and parliamentary elections in the past three years. Large numbers of disaffected, unemployed

youths also pose a danger to public order, government officials acknowledge.

In student protests that rocked several Iranian cities last summer, many angry unemployed youths joined pro-reform students in six days of street battles.

The economy — struggling under the weight of state control, bureaucracy, corruption, inflation and unemployment — shows few signs of recovery. As a result, the brain drain that began after the 1979 revolution and sent most of the Western-educated elite technocrats abroad shows no sign of slowing down.

One in four Iranians with college degrees works outside the country, according to an International Monetary Fund report, and the

'I have a daughter. I want to give her the best life possible. That's why I have to leave.'

top destinations are Canada, Australia and New Zealand. Many never return.

Qualified professionals also complain of inflation and low salaries. The average engineer makes \$150 to \$250 a month, slightly less than the monthly income of a taxi driver and about one-tenth of what he might have made some 20 years ago.

Average monthly expenses for a middle-class family of four far exceed that salary range, leading many professionals to moonlight as traders or taxi drivers.

The problem has

captured the attention of an increasingly lively press. A political cartoon depicts the minister of education chasing a running brain with legs. A top educational magazine published an extensive article on brain drain, quoting a wide range of academics and students who complained of low wages, restrictions on freedom and a lack of opportunities.

"Creating jobs for our youth is a top priority," President Mohammed Khatami said recently, echoing statements made regularly by the country's supreme religious leader, Ayatollah Ali Sayed Khamenei.

Independent economists estimate that Iran needs to create close to 1 million jobs a year to keep up with its youthful population.

"For Iran to meet its high demand for jobs, up to \$10 billion a year of productive investment will be required," said Bijan Khajepour, an economist. "This can only be achieved by extensive foreign investment."

Economic planners have proposed laws to attract foreign investment. The newly elected Parliament, to convene June 1, is expected to back the government's proposals for easing investment. But conservative merchants with links to senior officials could still prove hostile to foreign investment, analysts here say.

Iran's Liberal Press Is Curbed

The Iranian Parliament passed new measures Monday to rein in the liberal press, whose influence is increasing, Reuters reported from Tehran.

The new rulings ban criticism of the constitution, seen by some in the liberal press as a hurdle to democratic reforms. They forbid Iranian publications from receiving "direct or indirect" financial support from foreign governments or other entities. The measures also extend responsibility for press violations to news writers and commentators, in addition to a publication's director.



IRAN Depuis leur défaite aux législatives de février, ils s'acharnent à bloquer les réformes

Les conservateurs s'accrochent au pouvoir

Les conservateurs iraniens s'emploient depuis leur défaite aux législatives du 18 février à bloquer les réformes. Et ils y parviennent grâce à l'action simultanée de leurs six bastions au sein du régime : le guide, l'armée, le conseil de discernement et celui des gardiens, la justice, sans oublier le Parlement sortant. Les réformateurs parlent de « coup d'Etat

silencieux », alors que le premier d'entre eux, le président Khatami, semble inscrit aux abonnés absents. Quant aux observateurs occidentaux, ils se demandent s'ils n'ont pas vendu trop tôt la peau de l'ours. La stratégie des conservateurs n'est pourtant pas dénuée de risques : des émeutes sporadiques contre l'immobilisme social et politique agitent

différentes régions du pays. On signale cinquante arrestations de jeunes à Racht' (nord) et neuf blessés à Khoramabad (sud-ouest).

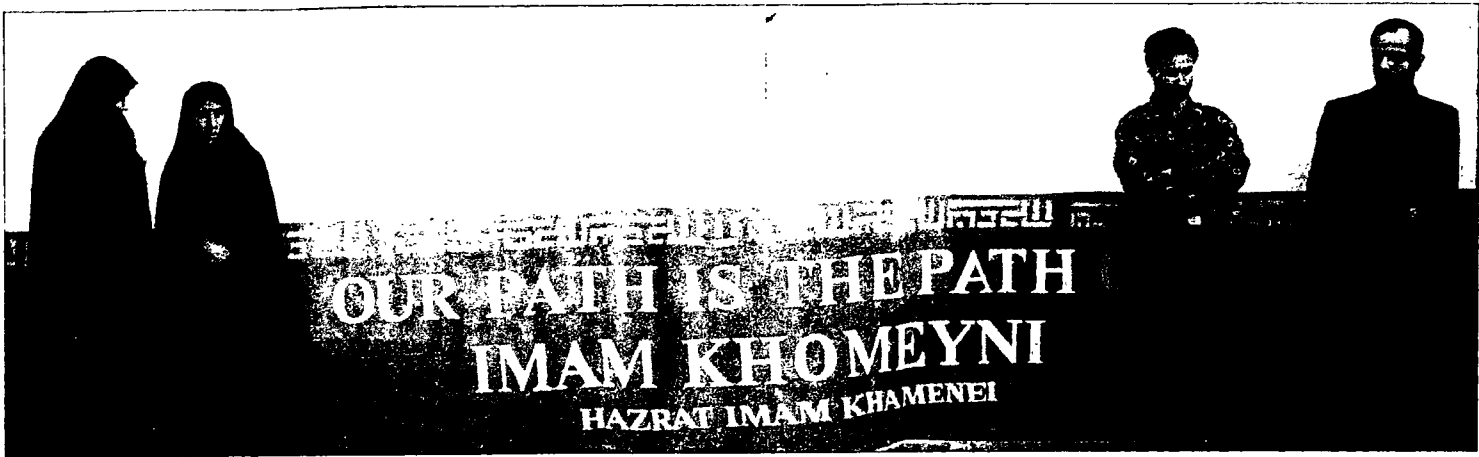
Téhéran :
Serge Michel

► LES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION. La garde prétorienne du régime a adressé dimanche dernier un avertissement

sans précédent à la presse réformatrice. « Quand le temps viendra, ceux qui défendent les réformes à l'américaine sentiront sur leur tête le vent du boulet », écrivent les gardiens de la révolution (pasdaran) dans une lettre lue en intégralité à la radio. Leur dernière intervention remonte aux émeutes de juillet 1999, lorsqu'une vingtaine de commandants des pasdaran menaçaient le président Khatami d'intervenir brutalement

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 18, 2000

LE FIGARO MERCREDI 19 AVRIL 2000



« Notre voie est celle de l'imam Khomeyni ». A Téhéran, des étudiants manifestent leur soutien aux conservateurs, alors que des émeutes sporadiques contre l'immobilisme agitent différentes régions du pays. (Photo Reuter.)

si l'ordre n'était pas rétabli. « *Tout le monde doit revenir à l'ancienne fraternité et sauvegarder les frontières des croyances de la révolution* », ajoutent les pasdaran, visiblement déçus par la lente évolution du pays vers la démocratie.

► **LE GUIDE.** Deux jours plus tôt, le guide suprême de la révolution, Ali Khamenei, avait estimé qu'il y avait des limites aux réformes et qu'il ne fallait pas exclure la violence pour faire régner l'ordre. « *Nos ennemis veulent dévoiler nos femmes, briser nos barrières morales et mettre fin au rôle de la religion dans nos lois. Ce sont des réformes à l'américaine* », a lancé le plus haut personnage de l'Etat dans un sermon d'une virulence inhabituelle à l'encontre des réformateurs. « *La violence légale est bonne, elle est nécessaire* », a-t-il ajouté.

► **LE CONSEIL DES GARDIENS.** Le redoutable Conseil des gardiens n'est pas en reste. Cet organe prévu pour approuver la conformité constitutionnelle et islamique des lois votées au Parlement a annulé au moins douze scrutins favorables aux réformateurs dans différentes régions du pays. A Khalkhal (nord-ouest), cela a provoqué des émeutes violentes début avril et des arrestations par dizaines. Pour la capitale, le Conseil exige un troisième recomptage des urnes pour les candidats arri-

vés en 29^e, 30^e et 31^e position. Le ministère de l'Intérieur, réformateur, s'oppose au recomptage et dénonce la composition du comité, dominé par des candidats conservateurs balayés le 18 février. L'ancien président Hachemi Rafsandjani est pour l'instant élu de justesse à la 30^e position. « *Il s'agit d'une manœuvre pour repousser le second tour (prévu le 21 avril) et empêcher le nouveau Parlement de siéger à partir du 28 mai* », affirme un responsable du ministère de l'Intérieur, sous couvert de l'anonymat.

► **LE CONSEIL DE DÉTERMINATION DU BIEN DE L'ETAT.** Dirigé par l'ancien président Rafsandjani, il vient d'approuver une réduction des pouvoirs du Parlement. Tous les organes liés au guide suprême échapperont ainsi au contrôle des députés, comme les forces de police, les fondations religieuses et économiques et surtout la télévision, qui tient unilatéralement pour les conservateurs.

► **LE PARLEMENT SORTANT.** Il semble pris de frénésie pour approuver des textes qui traînent depuis des mois. Ainsi le projet de nouvelle loi sur la presse, très dur, a été approuvé hier définitivement. Il oblige les journalistes à livrer leurs sources, les rend personnellement responsables de leurs écrits et interdit à « *ceux qui répandent de la propagande hostile au ré-*

gime islamique iranien » de travailler pour toute publication. Il sera désormais plus ardu de lancer un nouveau titre : toute licence devra « *avoir au préalable le feu vert du ministère des Renseignements, de la justice et des forces de police* ». Il sera aussi plus facile de fermer des journaux, en contournant l'autorité du ministère de la Culture, tenu par les réformateurs.

« *Cette loi sur la presse est la première que nous allons annuler en entrant au Parlement* », a prévenu le futur député Mohammad Reza Khatami, frère du président et grand vainqueur des dernières législatives. Cette annulation ne sera pourtant pas une sinécure : il faudra l'approbation du Conseil des gardiens.

► **LA JUSTICE.** On ne chôme pas non plus à la Justice. Mohammad Reza Khatami, également patron du journal *Mocharekat* et du parti du même nom, a été convoqué le 5 avril pour « *diffamation* ». Il ne doit sa liberté qu'au paiement d'une caution de 16 000 dollars et attend le procès.

Véritable star de la presse iranienne pour avoir lancé cinq journaux dont trois ont été fermés, Machallah Cham-solvaézine a été arrêté et emprisonné le 10 avril après la confirmation en appel de sa condamnation en novembre pour « *atteinte à l'islam* ». Il devrait purger trois ans de prison à la prison d'Evine.

Quatre autres journalistes sont dans la ligne de mire du tribunal, dont Akbar Gandji, un proche de Saïd Hodjarian (voir encadré), qui n'a cessé de prétendre que l'ancien président Rafsandjani et l'ancien ministre des services secrets Ali Fallahian avaient des liens avec les meurtriers en série d'intellectuels. Hier, il s'est prétendu malade pour éviter de comparaître. Son dernier crime est d'avoir déclaré, lors d'un récent voyage en Allemagne, que les idées de l'ayatollah Khomeyni étaient bonnes pour le musée. Accusé d'apostasie par un ayatollah conservateur, il risque désormais d'être abattu par le premier fanatique venu. « *Nous le pressons d'aller se présenter à la justice et d'aller en prison. Il y sera au moins en sécurité* », a déclaré hier un de ses proches.

Le tribunal spécial du Clergé tourne aussi à plein régime. Deux grandes figures réformatrices ont été sommées de s'y présenter : l'hodjatollah Hadi Khamenei, frère du guide suprême et directeur d'un journal réformateur, ainsi que Ali Akbar Mohtachémi, un conseiller du président. L'hodjatollah Hadi Ghabel, directeur du bureau du parti réformateur Mocharekat dans la ville sainte de Qom, a, pour sa part, été arrêté et écroué pour avoir critiqué l'élimination de candidats réformateurs avant les élections.

Oudaï Saddam Hussein, « journaliste du siècle »

LE FIGARO VENDREDI 21 AVRIL 2000

Patrick de Saint-Exupéry

Autant le dire d'entrée : qu'il soit le fils de son père, raïs irakien dans le civil ; qu'il préside les conseils d'administration de sept hebdomadaires, d'un quotidien et d'une chaîne de télévision ; qu'accessoirement il dirige la fédération irakienne de football, la milice des fedayin de Saddam Hussein et le Syndicat des journalistes irakiens ; que, par ailleurs, il puisse contrôler – selon les dires d'opposants – la fructueuse contrebande de produits pétroliers en violation de l'embargo international... tout cela n'a bien sûr rien à voir avec la suite de cette histoire. Insistons encore : toute personne qui serait tentée d'établir le moindre lien entre les faits énoncés ci-dessus et le fait annoncé dans quelques lignes pourrait être poursuivi pour diffamation. Ces précautions étant prises, il convient maintenant de présenter très sincèrement de vives félicita-

tions à Oudaï Saddam Hussein. A l'âge de trente-cinq ans, le fils aîné du chef de l'État irakien vient de voir ses multiples talents récompensés. Ses confrères l'ont, en effet, élu « journaliste du siècle ». Cette élection, dont les multiples répercussions ont été injustement ignorées par la presse internationale, s'est déroulée mardi à Bagdad. Réunis en congrès général, les journalistes irakiens ont, semble-t-il, pris l'initiative de procéder à ce vote. Dans un communiqué, il est précisé qu'Oudaï a été élu « journaliste du siècle pour son rôle innovant, sa contribution efficace au service de la famille médiatique irakienne (...) et sa défense de la parole honnête et engagée ». Sur 702 participants à ce scrutin – que l'on peut qualifier d'historique sans crainte d'exagération : on n'élit pas tous les jours un « journaliste du siècle » –, 678 ont voté pour. Mathématiquement, cela signifie que 24 journalistes se sont abstenus ou ont voté contre. Sous d'autres cieux, cette prestigieuse nomi-

nation acquise à une majorité proche de 97 % serait considérée comme un indéniable succès. Il semblerait pourtant qu'il puisse s'agir d'un revers. Voici deux semaines, en effet, Oudaï Saddam Hussein s'est présenté à la députation dans une circonscription de Bagdad. Il avait alors été élu par 99,99 % des suffrages. Sa cote de popularité aurait donc perdu près de 3 points en quinze jours ! Pareille érosion des suffrages ne peut manquer de susciter la curiosité des analystes politiques. A ce jour, la presse irakienne ne s'est pas encore penchée, semble-t-il, sur cette grave question. Nul doute, pourtant, qu'« en journaliste du siècle », Oudaï Saddam Hussein saura remédier à ce qui n'est très certainement qu'une passagère défaillance due à l'émotion. Figure de référence du journalisme, il n'a certainement pas oublié cette recommandation un jour formulée par un obscur reporter français du nom d'Albert Londres : « Porter la plume dans la plaie. » □



IRAN

Nuages noirs sur les réformes

Téhéran : Serge Michel

Les conservateurs iraniens ont affiché hier leur santé de fer et leur envie d'en découdre, dans un climat politique désormais très tendu. En début de la matinée, le guide suprême de la révolution s'est lancé dans une diatribe sans précédent contre les journaux réformateurs. « Les pouvoirs oppressifs du monde, avec à leur tête les Etats-Unis, essaient de dominer notre pays », a lancé le premier personnage de l'Etat sur le site de la future grande mosquée de Téhéran à des dizaines de milliers de jeunes rameutés

là par une noria d'autobus.

« Les ennemis n'ont pas réussi ce complot avec leurs radios (BBC, Voice of America, RFI et Europe Libre ont un programme persan. NDLR), alors ils essaient avec les journaux. Certains sont devenus les bases de l'ennemi. Ils font croire que tout est permis en Iran, ils tuent l'espoir de la jeunesse et anéantissent la confiance envers les dirigeants. »

Pour les milices fanatiques du Ansar-Hezbollah, le signal est clair : ils ont l'autorisation de bastonner les journalistes et d'attaquer les rédactions. Dans un communiqué diffusé mercredi à Paris, l'organisation Reporters sans frontières se dit

alarmée par la dégradation de la liberté de la presse.

La télévision verse elle aussi de l'huile sur le feu, avec la diffusion en boucle des images d'une conférence sur l'Iran qui s'est tenue début avril à Berlin. On y voit des opposants en exil se quereller la zizanie dans une salle où sont réunis les réformateurs les plus intéressants du moment. Pour troubler le discours d'un mollah, une femme s'est mise à danser bras nus, offense directe au code islamique. Plus tard, un homme s'est entièrement dévêtu, provoquant une indescriptible confusion. Les Gardiens de la révolution ont appelé hier les Iraniens à manifester aujourd'hui pour condamner cette conférence.

« Ces images ont été choisies pour dire aux Iraniens que les réformateurs n'ont pas d'autre programme que le chaos », estime un observateur. Elles sont aussi un appel au combat pour la clientèle du régime : des manifestants ont investi hier plusieurs points de la capitale en marge

Le second tour des législatives reporté sine die

des célébrations chiïtes de l'Achoura, célébrant

la mort de l'imam Hossein il y a quatorze siècles. Ils hurlent « Mort à l'Amérique » et promettent le châtimement divin aux intellectuels de retour de Berlin.

Et le président Khatami ? Il recevait hier son homologue libanais Emile Lahoud et se répandait en déclarations sur la cause palestinienne. Le voilà habilement piégé : le guide suprême a fait hier l'éloge d'un « homme de religion, très responsable », alors que les amis réformateurs du président se préparent aux pires persécutions. Leur raz de marée aux législatives du 18 février n'est plus qu'un lointain souvenir : le second tour du 21 avril vient d'être repoussé sine die, tout comme, sans doute, leur investiture au Parlement prévue fin mai.

LE FIGARO VENDREDI 21 AVRIL 2000

Jamais la production et le trafic des drogues n'ont été si florissants

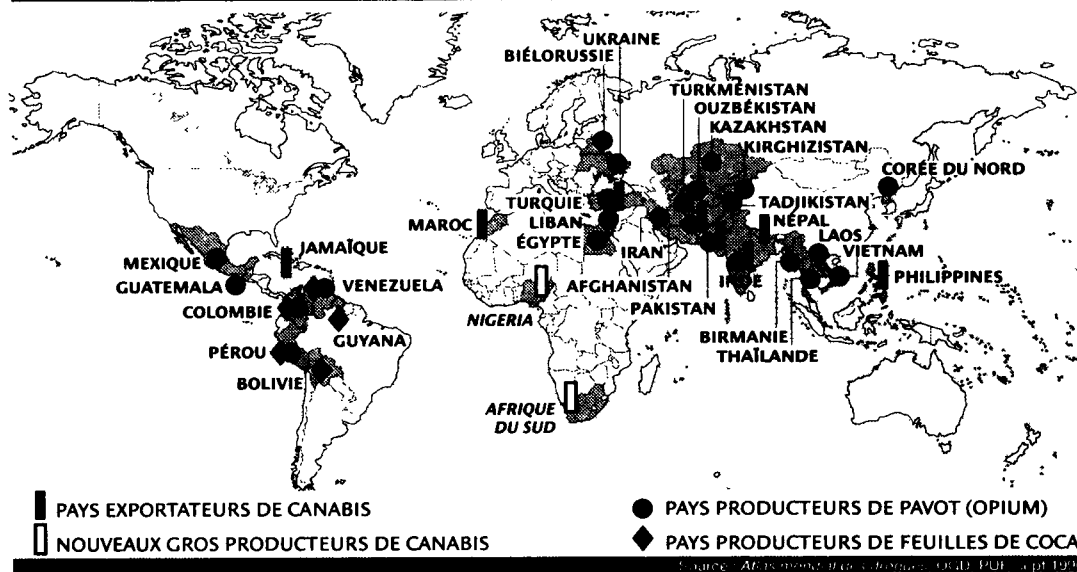
Le rapport 2000 de l'Observatoire géopolitique des drogues dresse un constat accablant de l'échec de la lutte contre la production et la commercialisation des stupéfiants dans le monde, et stigmatise l'absence de volonté politique ou l'incohérence dans l'attitude des Etats occidentaux

Les sources du trafic mondial des drogues naturelles

TIRANI PARTI de la mondialisation, le trafic de stupéfiants et le blanchiment de ses profits ont continué de prospérer en 1998 et 1999, selon le rapport de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD), rendu public jeudi 20 avril à Paris (rapport qui sera consultable à l'adresse Internet www.ogd.org). Se moquant des « plans de lutte » et des discours volontaristes, les productions n'ont cessé « d'augmenter, ou, dans le meilleur des cas, de stagner, dans les grands pays producteurs » que sont l'Afghanistan (pavot à opium), la Colombie (cocaïer) et le Maroc (cannabis).

Ces dernières années, l'espace Schengen européen est devenu « le plus important marché de drogues de la planète ». L'Espagne a joué le rôle de « principal point d'entrée de haschisch et de cocaïne » dans cette zone. La Turquie a servi de base arrière pour la transformation finale de l'héroïne, en provenance notamment d'Afghanistan, avant d'être distribuée en Europe de l'Ouest, via les « routes des Balkans ». Dans les pays de l'Est, le phénomène le plus sensible a été « l'explosion de la consommation de toutes les drogues », particulièrement en Russie, où une héroïne de qualité commerciale (*brown sugar*) a terrassé les opiacés artisanaux. Les drogues de synthèse ont, elles, été fabriquées sur le Vieux Continent (Pays-Bas, Grande-Bretagne et Espagne). Rejoignant les vieilles nations industrielles, la Birmanie s'est classée dans le peloton de tête des fabricants de ces molécules synthétiques (ecstasy, amphétamines, etc.) produites en laboratoire.

Le blanchiment de l'argent issu des trafics et « son corollaire, la criminalisation du politique », ont bénéficié de la mondialisation des flux financiers. Instaurées par les organismes internationaux en vue d'améliorer la transparence des circuits de recyclage, les normes techniques de la « bonne gouvernance » ont montré leurs limites, se révélant « vite inefficaces face à un manque évident de volonté politique au moment de les mettre en application », note l'OGD, qui mentionne l'exemple du gouvernement russe dans l'affaire de l'argent reçu du FMI et transféré dans des banques américaines, soupçonné d'avoir couvert des trafics illicites.



MANSUÉTUDE

Un « gouffre » a séparé le monde réel des modèles administratifs et coercitifs proposés par les organisations internationales. Des établissements financiers du Nord, du Sud ou de l'Est s'y sont précipités, profitant du « laxisme des contrôles dont bénéficient leurs succursales ou filiales dans les régions dites périphériques : Caraïbes, îles anglo-normandes (Jersey, en particulier), Monaco, Liechtenstein et Suisse ».

Les « concessions faites aux narco-Etats », par les grandes puissances, lorsqu'ils constituent « des clients ou des alliés géopolitiques », n'ont pas manqué. Ainsi l'Union européenne a fermé les yeux sur la criminalité liée aux drogues en Turquie, redevenue le premier producteur d'héroïne en Europe. Cette mansuétude intervient au moment où le parti MHP – proche de l'organisation d'extrême droite des « Loups gris », jusqu'alors dénoncée comme criminelle – détient les postes de vice-premier ministre et de ministre de l'intérieur au sein du gouvernement de coalition d'un régime où « partis politiques, mafias, services secrets sont impliqués, à des degrés divers, dans cette activité illicite et dans le blanchiment de ses profits ». Les gouvernements européens ont fait montre d'un même manque apparent d'intérêt à l'égard du nouveau roi du Maroc, alors que les cultures de cannabis dans le Rif « ne cessent de s'étendre ». De leur

côté, les Etats-Unis ont exercé des pressions sur leurs alliés latino-américains pour qu'ils impliquent leurs institutions militaires dans la lutte contre le narco-traffic. Non sans effets pervers : « En pratique, cela confère à la lutte antidrogue le caractère d'une législation d'exception dans de nombreuses régions ».

Au gré des pays, l'attitude de Washington a varié : « En Colombie, la politique américaine se traduit par une intervention militaire accrue. Au Mexique, en Bolivie, au Pérou, en Argentine ou à Trinité-et-Tobago, elle consiste à fermer les yeux sur les liens des gouvernants avec les trafics afin de ménager des alliés économiques ou politiques ».

Le commerce illicite de drogues n'en a pas moins continué de jouer « un rôle de premier ordre » dans les domaines économiques (Italie, Espagne, Argentine, Mexique, Colombie, Birmanie), les conflits locaux (Afghanistan, Asie centrale, Inde, Turquie, Kosovo, Colombie, Congo) et la criminalisation de l'Etat (Russie, Turquie, Pakistan, Nigeria, Mexique, Argentine), relève le rapport de l'Observatoire.

Dans cet ensemble, peu ou pas maîtrisé par les instances de contrôle et de répression, même les procédures d'évaluation des productions nationales ont paru sujettes à caution. Cela a été tout spécialement le cas pour la culture du pavot dans l'un des principaux pays produc-

teurs, l'Afghanistan. Jusqu'en 1994, les Etats-Unis étaient les seuls à fournir une estimation annuelle de cette production, grâce à leurs satellites. Le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (Pnuicid) s'est, depuis, livré à un recensement systématique des cultures, au moyen d'observations de terrain. En 1999, des « différences considérables » ont été constatées entre les chiffres de l'agence spécialisée américaine (DEA) et ceux du Pnuicid : la première a évalué la production d'opium à 1 600 tonnes, l'organisme onusien à 4 600 tonnes.

Constat final de l'OGD : « Depuis qu'en 1961, l'Assemblée des Nations unies a solennellement condamné les cultures traditionnelles de drogues, coca, pavot et cannabis, les surfaces cultivées, le trafic et la consommation n'ont cessé d'augmenter chaque année. Ce qui n'a pas empêché l'ONU, en 1998, d'annoncer la quasi-disparition des cultures illicites... pour 2008. » Ce qui ne laisse guère de place à l'espoir.

Erich Inciyan

LE MONDE /

VENDREDI 21 AVRIL 2000

TURQUIE Le chef de l'État n'est pas parvenu à faire changer la Constitution pour se représenter

La fin de l'ère Demirel



Après avoir intrigué pendant des mois afin d'obtenir un second mandat, Süleyman Demirel quittera ses fonctions le 16 mai. (Photo ABC Ajansitur.)

Après 36 ans passés à la tête de la politique turque, sept fois comme premier ministre, puis comme chef de l'État depuis 1993, Süleyman Demirel s'apprête à tirer sa révérence. Lui trouver un successeur qui satisfasse à la fois le gouvernement, le Parlement et l'armée tient de la gageure.

Istanbul :
Éric Biegala

« Hier, c'était hier... aujourd'hui, c'est aujourd'hui ! » L'adage préféré de Süleyman Demirel, celui par lequel il justifie ses incessantes palinodies, convient parfaitement à sa présente situation. Après avoir intrigué pendant des mois afin d'obtenir un second mandat - ce qu'interdit la Constitution -, le chef de l'État quittera le palais de Çankaya le 16 mai.

Tout avait pourtant très bien commencé pour le président sortant. Fin janvier, les leaders des trois partis de la coalition au pouvoir s'étaient entendus pour proroger sa charge. L'opposition y semblait elle aussi favorable, et son appui était indispensable. Une majorité des

deux tiers étant requise à la Chambre pour toute modification constitutionnelle. Pour le premier ministre, Bülent Ecevit, pourtant un adversaire de

Élu par le Parlement, le candidat président doit plaire aux députés, aux chefs de parti et à l'armée

longue date, la pérennité de Süleyman Demirel à la tête de l'État était une indispensable condition de la stabilité politique du pays. De celle-ci dépend en effet le succès de l'ambitieux plan gouvernemental de réduction de l'inflation (65 % en 1999), soutenu par une enveloppe de 4 milliards de dollars du FMI.

Pour être certain que les députés voteraient comme un seul homme pour une extension du mandat présidentiel, le gouvernement leur avait ménagé quelques gâteries. Aux islamistes de l'opposition, on proposait une autre modification de la Constitution compliquant les procédures d'interdiction des partis politiques, un cadeau pour le parti islamiste, qui était justement sous le coup d'une procédure de ce type.

Aux autres, on offrait un amendement leur garantissant une réévaluation de leurs traitements et retraites...

Ce beau montage s'est écroulé le 5 avril, quand les propositions gouvernementales n'ont pas réussi à obtenir la majorité requise. Exit Demirel. Selon le quotidien *Sabah*, le 16 mai au soir, lorsqu'il quittera officiellement

ses fonctions, le président sortant a prévu de descendre triomphalement la colline de Çankaya, où se trouve le palais présidentiel, accompagné de dizaines de milliers de personnes, jusqu'à sa maison de la rue Güniz, à Ankara. « Le trajet, de 2 km, sera jonché de pétales de rose apportés par camions entiers d'Isparta, la ville natale de Süleyman Demirel. Une sono jouera le tube de Tarkan - « Viens dans mes bras, j'ai déposé des roses sur ton chemin », prévient le journal.

Une mise en scène qui n'a rien d'improbable, tant Demirel aime parfois à s'entourer du décorum un peu kitsch indispensable à ses envolées

populistes. L'ingénieur spécialiste des barrages, qui rappelle volontiers son enfance de petit pâtre anatolien, a en effet réussi à amadouer paysans et intellectuels, politiques et militaires. « C'est sa grande spécialité », reconnaît un ancien conseiller du président, aujourd'hui « déçu du demirelisme » : « Il est très fort pour calmer le jeu dès qu'il y a bourgeonnement de crise, mais il ne fait rien pour traiter le fond des problèmes, et ceux-ci s'accumulent. »

Avis partagé tant par le chroniqueur Cüneyt Ülsever, qui fustigeait dans *Hürriyet* « ce statu quo qu'on appelle stabilité politique », que par le Parlement, qui a donc signifié au président qu'il avait fait son temps. La fonction présidentielle est pourtant largement symbolique en Turquie, mais Demirel avait réussi à imposer un style, particulièrement en trouvant une sorte de modus vivendi avec l'armée.

Le chef de l'État préside le Conseil de sécurité nationale (CSN), organisme paritaire réunissant gouvernement et militaires une fois par mois pour élaborer la politique de sécurité du pays. Certains disent la politique tout court. Süley-

man Demirel joua ainsi un rôle non négligeable dans le « coup d'État de velours » qui vit la démission du cabinet Erbakan (islamiste) en 1997 sur pression de l'armée. Rôle surprenant pour quelqu'un qui fut lui-même déposé deux fois par les militaires...

Trouver un successeur à Demirel ne sera pourtant pas facile. Élu par le Parlement, le candidat au poste de chef de l'État turc doit plaire aux députés, aux chefs de partis et, selon un article de la Constitution, posséder un diplôme d'études supérieures. Une obligation qui interdit au premier ministre, Bülent Ecevit, sans diplôme universitaire malgré sa grande culture, de se présenter ! Après avoir fait mine de promouvoir une personnalité ayant l'appui des trois formations de la coalition au pouvoir, ce dernier semble se rallier progressivement à l'idée d'une pluralité de candidatures. Difficile en tout cas de contenter tout le monde : le premier ministre doit composer avec

les ambitions personnelles au sein de sa propre majorité, les objectifs de l'opposition, sans oublier les susceptibilités de l'armée (*lire encadré*).

Les candidats potentiels ont jusqu'au 26 avril pour se faire connaître, et depuis quelques jours, les couloirs de l'Assemblée comme les salles de ré-

daction bruissent de rumeurs ; mais pour le moment, personne ne s'est officiellement déclaré. L'élection proprement dite se déroulera entre le 26 avril et le 16 mai. Si aucune majorité ne se porte sur un nom à l'issue du quatrième tour de scrutin, l'Assemblée devra être dissoute et

des élections législatives convoquées. Un scénario catastrophe pour le gouvernement, mais qui permettrait à Süleyman Demirel de rester quelques semaines supplémentaires au palais de Çankaya.

Les avis de la « grande bavarde »

Comme d'habitude, l'armée ne s'est guère privée de faire connaître sa position quant à l'élection présidentielle. Coup d'envoi il y a dix jours, lorsque le chef d'état-major estimait publiquement que le futur président ne devait pas être sali par des accusations de corruption. Toute la presse y voyait une attaque contre Mesut Yilmaz, l'un des chefs de la coalition au pouvoir, contre qui sept procédures sont en cours.

Le lendemain, un journaliste assurait dans *Milliyet* qu'en fait les militaires se désintéressaient de l'élection. « Il est inconcevable que l'armée n'ait pas sa propre opinion ou n'ait pas procédé à ses analyses », répondaient

immédiatement les militaires dans un communiqué. Les jours suivants, chroniqueurs et hommes politiques rivalisaient d'affectation pour justifier la sortie de l'état-major. « Il est naturel que les forces armées s'intéressent à l'identité du prochain président », affirmait le chef du gouvernement. « Qu'on ne s'y trompe pas, le premier ministre ne dit pas qu'il va autoriser les militaires à nommer le nouveau chef de l'État », croyait bon de préciser l'éditorialiste İlnur Çevik. Il ne se trouvait pratiquement que les islamistes pour rappeler que le futur président doit être élu par le Parlement et personne d'autre.

E. B.

Peine de mort requise par contumace contre le frère d'Abdullah Ocalan



DIYARBAKIR, 21 avr (AFP) - 16h56 - Des procureurs de Diyarbakir (sud-est) ont requis vendredi par contumace la peine de mort pour trahison contre Osman Ocalan, commandant du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et frère de son chef Abdullah Ocalan, a-t-on appris de source judiciaire.

C'est la première inculpation prononcée contre Osman Ocalan.

L'acte d'accusation indique qu'il a joué un rôle clé dans la définition de la stratégie du PKK pendant ses quinze années de rébellion armée contre l'Etat turc et qu'il est donc directement responsable des actions des rebelles.

Osman Ocalan était responsable des camps du PKK dans le nord de l'Irak, où les rebelles suivaient un entraînement militaire, et a aussi assumé la responsabilité des activités du PKK en Libye et en Iran, selon l'acte d'accusation.

On ignore où se trouve exactement Osman Ocalan. Selon la presse turque, il serait en Iran, dans une région frontalière avec la Turquie, ou dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Quelque 36.500 personnes ont été tuées dans les violences entourant la lutte armée lancée en 1984 par le PKK en vue d'obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

En septembre dernier, le PKK a déclaré la fin de sa lutte armée et s'est engagé à chercher une solution pacifique au conflit, après la condamnation à mort de son chef pour trahison et séparatisme.

Abdullah Ocalan est incarcéré sur l'île prison d'Imrali (ouest).

L'acte d'accusation reproche également à Osman Ocalan d'avoir menacé la Turquie si son frère était pendu, en déclarant que son exécution "rendrait la situation incontrôlable".

"Ces déclarations montrent que l'accusé a ordonné à ses rebelles de lancer des attaques violentes et a encouragé la population (du sud-est) à protester massivement contre l'Etat si l'exécution était réalisée", souligne l'acte.

En janvier, le gouvernement turc a décidé de surseoir à l'exécution d'Ocalan, en réponse à une demande de la Cour européenne des droits de l'Homme qui souhaite se prononcer sur le fond, un processus qui pourrait prendre jusqu'à deux ans.



Au musée de l'imam Khomeini, à Téhéran le 26 avril, manifestation des conservateurs contre les États-Unis et les réformateurs.

COUP D'ETAT RAMPANT EN IRAN

A Téhéran, les quotidiens réformateurs ont été fermés.

MARDI 25 AVRIL 2000



Ecrasées aux élections législatives de février et ouvertement contestées par une large partie de la population, les factions conservatrices iraniennes ont montré hier leur détermination à ne pas abandonner un pouce de leur pouvoir en fermant quatorze titres réformistes, dont dix quotidiens nationaux, et en s'en prenant de plus en plus violemment aux partisans du président Mohammed Khatami. Les publications suspendues sont accusées par le ministère de la Justice d'avoir «porté atteinte aux valeurs de la République islamique et à la sécurité nationale» du pays.

En s'attaquant aussi largement à la presse réformatrice, le courant conservateur vise directement le président Khatami, les journaux – dont l'audience est considérable – remplaçant le grand parti qui lui fait défaut. C'est la pre-

mière fois que les conservateurs vont aussi loin dans leurs assauts contre les factions réformatrices, exacerbant davantage un climat déjà lourd de tensions et de confusion générale. Dernier signe, la date du second tour des élections législatives, annoncée pour le 28 avril, vient d'être repoussée à une date indéterminée, les résultats définitifs du premier tour n'ayant toujours pas été proclamés. A Téhéran, où les réformateurs ont remporté au moins 29 des 30 sièges à pourvoir, le Conseil de surveillance, une instance dominée par les conservateurs, a fait procéder à un troisième «recomptage» des voix. En province, plusieurs députés réformateurs ont vu leurs victoires invalidées par la même institution.

La décision du ministère de la Justice, bastion des conservateurs, suit de quelques jours une violente attaque du Guide de la République islamique,

l'ayatollah Ali Khamenei, contre la presse réformatrice, qu'il a qualifiée de «base de l'ennemi». Pour lancer leur offensive, les conservateurs ont bénéficié d'un incident extraordinairement bienvenu: lors d'une conférence sur l'Iran, les 7 et 8 avril à Berlin, à laquelle participaient quelques partisans du président Khatami, la télévision iranienne – contrôlée par les ultras du régime – a pu rapporter des scènes «anti-islamiques» qu'elle a abondamment diffusées; on y voyait notamment une femme dansant les bras nus et un homme se déshabillant. Ces provocations ont mis en difficulté plusieurs des proches, dont le journaliste Akbar Ganji, arrêté samedi après-midi. Dimanche, un autre journaliste, Latif Safari, a été emprisonné. «Si ce n'est pas

un coup d'Etat rampant, cela lui ressemble beaucoup. Les conservateurs font tout pour provoquer une crise. Et les réformateurs, en réagissant fort peu, donnent l'impression d'être les otages d'un système qu'ils légitiment et auquel ils participent»,

Le second tour des élections législatives a été repoussé à une date indéterminée. Le premier tour a vu le triomphe des réformateurs.

analyse Mohammed-Reza Djalili, chercheur à l'Institut de sciences politiques de Genève. En effet, face à l'ampleur de la menace, les observateurs sont frappés par l'apathie du camp réformateur. Celle-ci est d'autant

plus surprenante que son triomphe électoral de février lui a apporté une légitimité sans précédent, chaque coup reçu la renforçant un peu plus. De plus, au fil des ans, le contrôle des réformateurs sur le système s'est accru, notamment dans les services secrets et sur le corps des pasdaran

Président, feignant de croire que le processus électoral suivait son cours. De leur côté, plusieurs directeurs des journaux suspendus ont signé un communiqué qui rejette l'idée de manifestations de protestation et explique qu'ils vont agir pour leurs droits exclusivement «de manière légale». Derrière cette modération se devine la crainte d'un retour des émeutes estudiantines de juillet 1999 provoquées par la

(gardiens de la Révolution). Pourtant, Khatami et les siens se sont contentés d'esquisser une vague contre-offensive qui consiste à appeler au respect des fondements de la République islamique. «L'Iran a aujourd'hui, plus que jamais, besoin de calme et de solidarité pour parvenir à ses buts. Aujourd'hui, nous avons besoin de tranquillité, surtout à la veille de l'avènement d'un nouveau Majlis [Parlement]», a déclaré le

fermeture de Salam, un journal proche des réformateurs. Celles-ci avaient été les plus graves depuis l'avènement de la République islamique en 1979, provoquant la mort de trois personnes. «Les réformateurs ont peur de semblables manifestations car, dans leurs calculs, ils prennent en compte la répression qui s'ensuivrait. Mais cette démonstration de force des conservateurs est en fait un aveu de faiblesse, celui d'un régime

qui ne croit plus à son avenir», analyse encore le professeur Djalili. «Les conservateurs savent que les réformateurs ne vont pas demander à la population de descendre dans la rue. S'ils le faisaient, eux-mêmes risqueraient d'être emportés par la vague, et pour les conservateurs l'occasion serait trop belle de créer l'état d'urgence», estime Nasser Etemadi, un journaliste spécialiste de l'Iran ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Nouvelle audience fin juin dans un procès contre Ocalan



ANKARA, 24 avr (AFP) - 16h47 - Une cour d'assises d'Ankara a fixé lundi au 26 juin la prochaine audience d'un procès contre le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, déjà condamné à mort, concernant des chefs d'accusations vieux de plus de 20 ans, a indiqué à l'AFP l'un de ses avocats.

"La Cour attend toujours des documents sur l'identité de certains des accusés. La prochaine audience se tiendra le 26 juin", a précisé Me Dogan Erbas.

L'audience a été ajournée en raison de dossiers toujours incomplets de plusieurs de quelque 100 autres personnes qui devront répondre avec Ocalan de chefs d'accusation tels que trahison, meurtre, vol à main armée, port illégal d'armes à feu et appartenance à un groupe armé.

Parmi les accusés, figurent, outre Abdullah Ocalan, chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), son ex-épouse Kesire Ocalan et deux commandants de l'organisation, Cemil Bayik et Murat Karayilan, qui s'est réfugié aux Pays-Bas.

Aucun de ces quatre accusés n'était présent au tribunal.

Un autre défenseur d'Ocalan, Hatice Korkut avait précédemment estimé que l'une des possibilités est que ce nouveau procès soit abandonné, Ocalan ayant déjà été condamné pour des chefs d'accusations similaires.

Les poursuites en question contre Ocalan, lancées avant 1980 dans la province de Sanliurfa (sud-est), avaient d'abord été oubliées puis ressorties en octobre dernier.

Ocalan a été condamné à mort fin juin 1999 pour trahison et séparatisme pour les 15 ans de lutte armée du PKK.

Ankara a suspendu le processus d'exécution d'Ocalan en janvier, suivant une demande de la Cour européenne des droits de l'Homme, qui a réclamé un sursis en attendant d'avoir statué sur le fond.

Le PKK a confirmé en février qu'il abandonnait la lutte armée.

mardi 25 avril 2000,

Bombardement américain dans la zone d'exclusion du nord de l'Irak



ISTANBUL (AP) -- Des avions américains ont bombardé mardi un système de défense antiaérienne irakien en réponse à un tir de DCA pendant une patrouille dans la zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak, a annoncé l'armée américaine. Selon Bagdad, ce bombardement a tué le conducteur d'un camion-citerne transportant de l'eau.

Côté allié, on précisait que les appareils avaient réagi en situation d'autodéfense et qu'ils avaient tiré sur une batterie antiaérienne près de Bachikah, à environ 400 kilomètres au nord de Bagdad. Tous les avions sont revenus indemnes à leur base d'Incirlik (sud de la Turquie).

L'Irak refuse de reconnaître les zones d'exclusion aérienne imposées depuis la guerre du Golfe de 1991, pour protéger au nord la minorité kurde et au sud les populations chiites. Depuis 1998, Bagdad s'oppose aux patrouilles américano-britanniques au-dessus de ces zones et les accrochages sont fréquents.

Iran : une douzaine de publications de la presse réformatrice ont été « suspendues »

Les adversaires du changement sont résolus à aller jusqu'au bout

La presse réformatrice vient d'être victime d'un muselage en bonne et due forme en Iran où le pouvoir judiciaire a ordonné, dimanche 23 avril,

la « suspension » d'une douzaine de publications. Les adversaires du changement viennent ainsi de gravir un nouvel échelon dans le conflit

qui les oppose au président Mohammad Khatami et à ses amis de la mouvance réformatrice. (Lire notre éditorial page 10.)

C'EST à un véritable coup de force contre la liberté d'expression et, à travers elle, au projet de réformes et d'ouverture du président réformateur, Mohammad Khatami, que viennent de procéder les conservateurs iraniens.

Au surlendemain d'un discours du Guide de la République, l'ayatollah Ali Khamenei, accusant certains journaux réformateurs de saper les principes de l'islam, d'« insulter » les institutions de l'Etat et de provoquer la discorde, le pouvoir judiciaire a en effet décidé, dimanche 23 avril, de fermer jusqu'à nouvel ordre une douzaine de quotidiens et revues de la mouvance réformatrice, proche du président Khatami. L'information a été annoncée par l'agence officielle Irna. La presse avait été, jusqu'à maintenant, la principale bénéficiaire de l'ouverture, de la tolérance et de la transparence prônées par M. Khatami. Elle vient d'essuyer le coup le plus sévère depuis près de trois ans.

Ces publications – huit quotidiens, trois hebdomadaires et un bimensuel – ont été « suspendues » pour avoir « publié des articles contraires aux principes et aux exigences de l'islam », a ajouté l'agence. Dans les kiosques, seuls quatre quotidiens de la mouvance présidentielle étaient en vente (Akhbar-é-Eqtesad, Sobh-é-Emrouz, Mosharekat et Bayan) sans que l'on comprenne trop pourquoi ils ont été épargnés.

« Malheureusement, certains journaux sont devenus des bases de l'ennemi », avait déclaré M. Khamenei quelques jours plus tôt. « Ils font le même travail que la BBC, la radio La Voix de l'Amérique, et les télévisions britanniques, américaines et sionistes », avait-il ajouté, déplorant que certains journaux aient laissé entendre que le corps des « gar-

diens de la révolution », la garde prétorienne du régime, était impliqué dans la tentative de meurtre d'un dirigeant réformateur, Saïd Hajjarian, en mars, à Téhéran.

Le Guide avait toutefois prévenu qu'il ne tolérerait aucune « action illégale individuelle » de la part de quiconque. Cela signifiait, en clair, qu'il fallait laisser la justice faire ce qu'elle jugeait bon de faire et non se livrer à des actes de violence. Le message s'adressait aux milices des ultras qui prennent toute parole du Guide pour un feu vert à leurs exactions.

LE MONDE « DES OMBRES »

Le pouvoir judiciaire, contrôlé par les conservateurs, ne s'est visiblement pas fait prier. Il a ordonné la fermeture des journaux, quelques heures après avoir jeté en prison deux journalistes. Il s'agit d'Akbar Ganji, l'un des meilleurs éditorialistes à l'heure actuelle, auteur d'articles et d'ouvrages sur ce qu'il appelle le monde « des ombres », qui ne connaissent que le langage de la terreur et de la violence et qu'il tient pour responsable des meurtres d'opposants et

d'intellectuels. L'autre journaliste envoyé en prison est Latif Safari, directeur responsable de feu le quotidien *Neshat* – fermé en 1999 pour pensée politiquement non correcte.

M. Safari avait été condamné en septembre à vingt-sept mois de prison et sa peine vient d'être confirmée en appel. Tous deux ont été conduits à la prison d'Evin où croupissent d'autres journalistes et penseurs réformateurs. Le dernier en date d'entre eux est le rédacteur en chef de *Neshat*, Machaollah Chamsolwaezine, qui avait gardé les mêmes fonctions dans *Asr-é-Azagedan*, le quotidien ayant succédé à *Neshat*. L'équipe Safari-Chamsolwaezine fut avec Hamdi Rida Jalaïpour, pionnière en matière de liberté d'expression, avec la fondation, quelques mois après l'élection du président Khatami, en mai 1997, du premier journal qui se voulait l'expression de la société civile, *Jamee*.

Samedi, le ministre de la culture et de l'orientation islamique, Ataollah Mohadjarian, avait reçu les directeurs et rédacteurs en chefs de la presse réformatrice. Il leur aurait

dit qu'il n'accepterait pas de jouer les fossyeurs de la liberté d'expression – qui lui doit beaucoup – et qu'il était prêt à démissionner s'il le fallait.

Le président Khatami lui-même avait vivement critiqué la télévision, toujours aux mains de ses adversaires. Il l'accusait de mettre de l'huile sur le feu en provoquant artificiellement des crises, faisant allusion à la diffusion répétée d'images d'un colloque controversé qui s'était tenu à Berlin et auquel avaient participé certains réformateurs (*Le Monde* du 22 avril).

Lundi, à l'occasion du défilé militaire marquant la journée de l'armée, et le vingtième anniversaire de l'échec de la tentative de libération des otages de l'ambassade des Etats-Unis, M. Khatami s'est borné à lancer un appel « au calme et à la solidarité » de tous.

De leur côté, les directions de onze quotidiens réformateurs ont lancé un appel commun au calme et ont affirmé qu'elles feraient valoir leurs droits « de manière légale ». Dans un communiqué publié dans le quotidien *Mosharekat*, ils ont souligné qu'« aucune action en dehors des lois n'est acceptable pour défendre les journaux ». « Nous demandons au peuple de garder son calme et d'être vigilant envers toute action des partisans de la violence qui chercheraient à troubler la sécurité et le calme dans la société », ajoutent-ils. « Il est certain que les journaux réformateurs défendront les libertés des médias et leurs droits, de manière légale. Il est de plus nécessaire de préciser que toute information à ce sujet ne sera faite que par voie de presse », semblant implicitement rejeter tout appel à des manifestations de soutien.

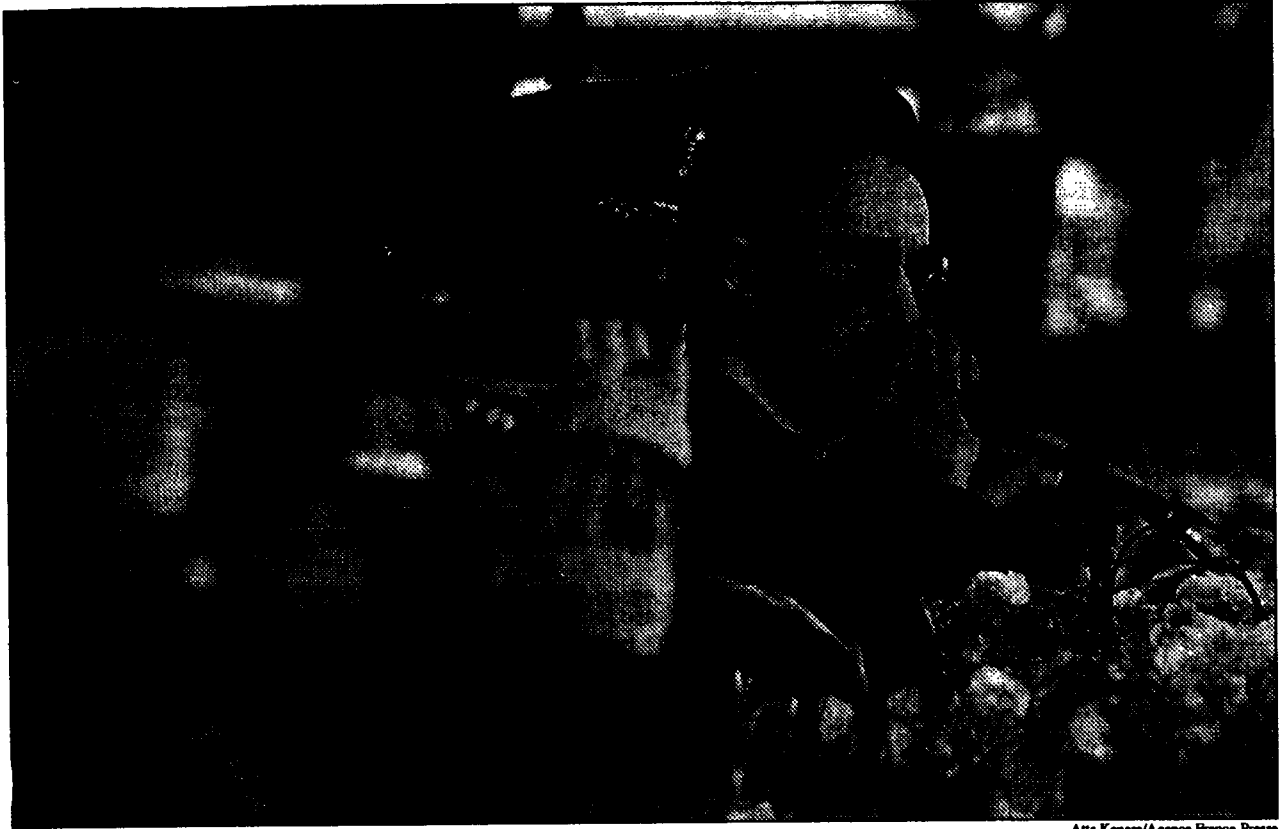
Le ministre de la défense se rend en Arabie saoudite

All Chamkhani, le ministre iranien de la défense, était attendu, lundi 24 avril, en visite officielle en Arabie saoudite, a-t-on indiqué officiellement à Téhéran. La visite de M. Chamkhani avait été annoncée pour dimanche, mais le ministre, ainsi que les plus hauts responsables des forces armées iraniennes, devait participer, lundi matin, à un important défilé militaire à Téhéran, qui marque la « journée nationale de l'Armée » ainsi que le 20^e anniversaire de l'échec de l'opération américaine de Tabas (est) pour libérer 49 otages américains. Ce défilé, prévu initialement pour le 17 avril sur la place Azadi, avait été reporté en raison du deuil de Moharram, principal deuil pour les musulmans chiites en Iran.

La visite de M. Chamkhani, la première d'un ministre iranien de la défense en royaume saoudien depuis la révolution islamique de 1979, répond à celle de son homologue saoudien, le prince Sultan Ben Abdel Aziz, en mai 1999 à Téhéran – (AFP)

Mouna Naïm
(avec AFP et AP)

Iran Tightens Crackdown On Reformist Publications



Atta Konare/Agence France-Presse

President Mohammed Khatami of Iran speaking Monday in Tehran at a military parade to celebrate National Army Day. He appealed for calm as hard-liners took action against more reformist newspapers and journals.

By Geneive Abdo

Special to the International Herald Tribune

TEHRAN — The number of pro-reform newspapers and magazines forced to cease publication rose to 12 on Monday, as Iran's hard-liners moved to crush the progressive press and, with it, the move toward social and political change.

The closing of eight daily newspapers and four journals came after weeks of a conservative strategy to even the score from the reformists' victory in parliamentary elections Feb. 18, analysts said. The crackdown threatens to undermine President Mohammed Khatami's bid to create a civil society. After the suspensions were announced, Mr. Khatami appealed for "calm and solidarity."

"Iran today, more than ever, needs calm and solidarity to achieve our aims," he said at a military parade to commemorate the 20th anniversary of a failed attempt by the United States to free its embassy hostages. "Today, we need tranquillity, especially at the start of a new Parliament."

Despite the crackdown, reform-movement leaders discouraged public demonstrations. Protests would be an invitation for the police and Islamic militia to lash out and incite violence, they said.

Three weeks ago, conservatives on the

Guardian Council, a body with authority to supervise the parliamentary elections, began invalidating the results in at least 10 constituencies in which reformers won.

Then hard-liners in the judiciary imprisoned pro-reform journalists. Akbar Ganji, Iran's most outspoken commentator, was imprisoned Saturday. Last week, the dean of Iran's progressive press, Mashallah Shamsolvaezin, began serving a 30-month jail sentence.

The electoral victory of the reformers in February "has angered the extremists and they want to change the atmosphere in the hope that they can affect the composition of the new Parliament," said Hamid Reza Jalaiepour, an editor at the banned *Asr-e Azadegan* newspaper.

The 12 newspapers and journals were closed, according to the official news agency IRNA, for publishing material that "disparaged Islam and the religious elements of the Islamic revolution."

Among those closed were the popular *Fath* and *Asr-e Azadegan*. The court order delivered to *Fath's* offices said it was closed "until further notice," but editors said they assumed their publications would remain closed for good.

Even if the editors were to appeal the decision, they would be unlikely to gain sympathy from other conservative jurists.

The press crackdown was sanctioned by Iran's supreme leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, on Thursday, when he said some reformist newspapers had been turned into "bases of the enemy."

"This is not the end of the reform movement because it depends on society," said a senior editor at a reformist newspaper who wished to remain unidentified. "But this will definitely slow down the reforms."

The closings sparked anger among many Iranians. A group gathered around a newspaper kiosk in front of the reformist newspaper *Sobh-e Emrouz*, which was allowed to remain open, expressed frustration. "The right faction wants to create tension and chaos," said Karem Korbazadeh. "They want everyone to take to the streets, but people are more mature now."

A journalist leaving the *Sobh-e Emrouz* building said the strategy of the conservatives was to force Mr. Khatami out of office.

Special police units were deployed throughout Tehran in an apparent show of force. There were threats of attacks by hard-liners against two pro-reform newspaper offices, where editors were huddled behind locked doors.

The reformist press had been a pillar of the nascent reform movement long before

the election of Mr. Khatami in May 1997. In the early 1990s, a circle of intellectuals that later brought Mr. Khatami to power created the newspaper Kian. The publication featured the writings and views of religious thinkers who criticized the clerical establishment for trying to maintain a

monopoly on religious interpretation. Another newspaper, Salam, also had great influence in giving broad exposure to the ideas of the reformers. It was closed by conservatives on a special clerical court in July, sparking six days of pro-democracy student demonstrations.

The obstacles to a comeback for the reformers are formidable. Even if the newspapers are licensed again, the most senior editors will be in jail.

A Younger Assad Is Planning Syria's Future

By Howard Schneider
Washington Post Service

DAMASCUS — In a series of liberalization moves stark by Syria's cautious standards, the government of President Hafez Assad has begun embracing the information age, moving to modernize its economy and expanding incentives for foreign investment.

Though the pace remains tepid, and recent changes too new to predict results, diplomatic officials, business people and others here attribute the new atmosphere to the influence of the president's eldest son, Dr. Bashar Assad.

Positioned as the most prominent member of Syria's upcoming generation of leaders, frequently mentioned as a possible successor to his father, the 35-year-old ophthalmologist said that if change seems slow to come to Syria, that is in the nature of things here. Stability in the family, the culture and the society are paramount, and no innovation — no matter how seemingly logical or urgent by Western standards — is sanctioned without exhaustive discussion about the risks as well as the benefits, the losers as well as the winners.

But that, he said, doesn't mean things will always be the same.

Marking out what may well be part of an effort to build legitimacy and leadership credentials in a notoriously tough political environment, he said in an interview Wednesday that he foresaw a not too distant time when "the Internet is going to enter every house," breaking the last barriers in the flow of information throughout a country that still tightly scripts the message of its state-run daily newspapers and radio and television broadcasts.

It is a day he looks forward to, though he acknowledges also that local traditions may well require "guidelines" when it comes to deciding how and if to control access to the World Wide Web — an issue he said was currently being debated here.

"As a point of principle I would like everybody to be able to see everything," he said. "The more you see, the more you improve." Knowledge, he added, "is limitless."

"Personally, I try to look for self-discipline, self-regulation. Some other people have their doubts."

The younger Mr. Assad's role, influence and intentions have been the subject of wide speculation in diplomatic circles, and in the Arab and Western press, with the assumption being that he would like to move to the top job some day, and that his father was preparing the way for him.

In a two-hour conversation Wednesday, he acknowledged bluntly that "I am ambitious." But, unlike the monarchies in the region where blood succession is the rule, he said he would have to earn his success in a society that bows heavily to tradition even as its younger generation hopes for change and better economic prospects.

His father, in charge for 30 years, autocratic by necessity as the member of a minority clan in a turbulent environment, an integral player in several Syrian coups, wars with Israel, and regional adventures, came to and kept power through military alliances and command.

Soft-spoken and congenial, he is mapping his own path by trying to satisfy those social and economic demands of the next generation without disrupting the country's other power centers — his own Alawite clan, the country's Ba'ath Arab Socialist Party structure, the various intelligence and military establishments that are loyal to his father but might not necessarily transfer loyalty to him.

It is a balancing act other members of his generation face in the Arab world, including King Abdullah in Jordan and King Mohammed in Morocco.

"The international situation is changing. The regional situation is changing. The domestic situation is changing," he said. "The new generation wants new ideas."

He added: "The difference between my father and grandfather was a small difference, from all points of view. Life used to change very slowly. The difference between me and my father is greater."

"The difference between me and a generation 10 years younger is big."

Though he has no official position in the government other than his role as a colonel in the army, he said that as a member of the president's family he has a "social position" acknowledged in Arab society as one of importance and deserving of deference.

He countered the commonly held notion, though, that his father is "preparing" the way or trying to arrange his succession.

"You might find it strange, but we have never discussed this issue in our family," he said. "Playing a public role is different from being prepared" to take over.

He said he does, however, use what he referred to as his "elusive authority" as the president's son to lobby for the issues he finds important, notably economic reform. And after years of discussion and hints of a new direction, things here have started to move, enough for one usually skeptical diplomatic official to conclude the Syrian government had "left the static zone."

This week, in a flurry of presidential decrees and parliamentary changes, Syria liberalized its previously strict rules against holding foreign currency, and narrowed the purview of its "economic security courts" — changes that will let businesses here operate with more freedom, and less concern about engaging in routine transactions that break the law. The rules for foreign investment were also changed, allowing larger tax and investment advantages, for longer periods. Considered one of the more difficult places for outsiders to do business, at least some foreign investors are betting that the opening is for real.

Two cellular phone consortia, including Egyptian and Lebanese investors, along with the Ericsson and Siemens telecommunications companies, are risking an estimated \$31 million on a pilot cellular phone project. Though the cost of the phones is for now prohibitive for most Syrians at about \$1,200 per line, company representatives said prices would drop once a final construction franchise is awarded over the next year, opening up a fresh market of 16 million people.

Herald Tribune
INTERNATIONAL
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, APRIL 27, 2000



Trial of HADEP mayors begins

- The mayors are on trial for allegedly having connections with the PKK, and could face seven years in prison each

Ankara - Turkish Daily News

Court procedures in the trial of 22 people accused of having connections with the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK) began Monday, the Anatolia news agency reported. Those accused include three People's Democracy Party (HADEP) mayors: Diyarbakir Greater Municipality Mayor Feridun Celik, Siirt Mayor Selim Ozalp and Bingol Mayor Feyzullah Karaaslan. The three were not present at the proceedings at Diyarbakir State Security Court (DGM) No. 2.

The HADEP mayors were detained last month on suspicions that they had connections with the separatist PKK. Their detention caused a round of criticism of the government from human rights

activists and many European officials, the latter seeing the action as a negative development in Turkey's quest to join the European Union.

In the indictment, the HADEP mayors, Diyarbakir Deputy Mayor Ramazan Tekin and others are accused of belonging to the Diyarbakir branch of the National Front for the Liberation of Kurdistan (ERNK), the PKK's political wing, and of having provided shelter and assistance to PKK members. The indictment said that the allegations are based on gendarmerie intelligence.

The indictment also charges that ERNK's Diyarbakir Chief Abdulkadir Guzel, who is among the 22 accused, acted as intermediary between the PKK and Mayor Celik at the time when the latter was HADEP's Diyarbakir chairman and conveyed, through Tekin, orders from the PKK to him.

The indictment further charges that Celik announced his mayoral candidacy only after ERNK's consent to that effect was secured. It also claims that HADEP sources transferred some \$49,000 to the PKK to support its terrorist activities after the municipality elections were over.

The indictment also charges that the three mayors met PKK representatives in Germany in December 1999. Specifically it alleges that Celik and a delegation held a meeting with PKK's European Chief Murat Karayilan, in which they discussed the PKK's situation in the light of recent developments.

The indictment seeks seven years in prison for each of the three mayors on the basis of Article 169 of the Turkish Criminal Code (TCK), which covers the crimes of providing shelter or assistance to terrorist organizations.

Project proposed for peacetime employment of village guards

- **Yildirim:** The intention is to implement a project designed to integrate these people into regional society where they can sustain their productivity

Ankara - Turkish Daily News

Motherland Party (ANAP) Deputy Chairman Salih Yildirim has drafted a project for the peacetime employment of temporary village guards in the Southeastern Anatolia region and submitted it to Interior Minister Saadettin Tantan.

If the proposed project is approved and subsequently implemented by the coalition partners, it would retire, with benefits, all temporary village guards over 55 years of age. Some of the younger guards would be employed as security guards in public institutions such as the State Waterworks Authority (DSI) and the Main Highways and Rural Affairs Directorates, while the remainder would be encouraged to work in agriculture.

1 million people depend on 95,000 guards

Yildirim, who comes from Sirnak, argued that the guards should be integrated into normal Turkish society,

pointing out that they are currently involved in such matters as family feuds. He asserted that their status should be clarified and the project to secure their future implemented immediately.

The current system jeopardizes not just those 95,000 village guards, Yildirim said. "The problem involves a great number of people," he commented. "Because of the region's close family structure and tribal traditions, the guard problem directly affects approximately 1 million people."

Yildirim explained how the guards should be systematically integrated into society. "The only two professions that could help them to stand on their own two feet and are also suitable for the region's standard of living are farming and animal husbandry," he said. "We must integrate these people into the region's economy by encouraging them to work in these professions. Senior village guards over the age of 55 should be retired. I feel that the junior guards could be assigned to public institutions as security guards. Our intention is to implement a project designed to integrate these people into the regional society where they can sustain their productivity."

In his statement, Yildirim stated that his project had been prepared in detail and could be implemented following the government's approval.

26 April 2000, Copyright © Turkish Daily News

US urges both Turkmen and KDP to cooperate

- As Turkmen commemorate the fifth anniversary of the Turkmen Front's foundation, the United States urges both the KDP and Turkmens to resolve their differences in a bid to accelerate the process of toppling the Saddam regime in Iraq

Selcuk Gultasli

Ankara - Turkish Daily News

The United States has been urging both Turkmens and the Kurdistan Democratic Party (KDP) to resolve their differences as both sides are accusing each other of the problems in northern Iraq. While Turkmens state that their basic rights and freedoms, including freedom of education, freedom of expression and the right to protest, are not respected by the KDP. The KDP says they have no problem with the Turkmen people and grant them every possible freedom in North Iraq.

Speaking to the Turkish Daily News at a reception on Monday to commemorate the fifth anniversary of the Iraqi Turkmen Front's foundation, Turkmen sources told the TDN that although the KDP has accepted their demands whenever they meet to discuss issues, they have so far not taken any action.

Stressing that the United States has some leverage with the KDP, Turkmen sources say Washington should use its influence to grant Turkmens their basic rights. "Until this time, we have not felt time that the United States has applied any pressure on the KDP for Turkmens' rights," said a Turkmen source.

While Turkmens accuse the KDP of pursuing a Baghdad-like regime in which there is no democracy, diplomatic sources say it is up to the Turkmen people, the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to work out their problems.

Commenting on the Turkmen's arguments, a diplomatic source told the TDN that with the current regime in Baghdad it is very difficult to unite all the opposition forces under one umbrella. "All free Iraqis have a good record of success in living together. Because the danger from Baghdad is great, we want all friends to work together. We are at an equal distance from each group in the region and want them to resolve their problems to increase stability," said the source.

Safeen Dizayee, the KDP's representative in Turkey, told the TDN that Turkmens do have free education, free TV channels, newspapers and magazines in North Iraq and that the KDP was doing their best to establish good relations with the Turkmen people. "They even have a 500-man militia. If these things are not democracy or freedom, then I do not know what democracy is. We are living in a unique situation and nobody expects a full democracy in this region of the world. Nevertheless, we have 30 political parties in Northern Iraq and they are functioning in an environment of relative freedom," said Dizayee.

Calling the Turkmens' accusations baseless, Dizayee stressed that the issue should be evaluated from a wider perspective. Despite the Iraqi constitution, which does not recognize Turkmen as an ethnic group, Dizayee said that the KDP has recognized Turkmen as an ethnic community against Baghdad. "Their claims are groundless, as it is clear that we sometimes risk our own interests for Turkmens," said Dizayee. Commenting on the United States' call for both sides to cooperate, Dizayee said they welcomed the U.S. initiative, but he hinted that it is up to the Iraqi people to come together.

La faction dure garde la mainmise sur les institutions clés du régime

RAREMENT description aussi cursive aura été aussi pertinente : la liberté de presse en Iran est « aussi fragile qu'un verre de cristal », écrivait en octobre 1999 l'organisation

ANALYSE

Le musèlement de la presse a commencé dès l'arrivée au pouvoir des réformateurs

de défense des droits de l'homme Human Rights Watch. Rudement secoué depuis des mois, le « cristal » s'est brisé dimanche 23 avril, lorsque le pouvoir judiciaire a décidé de suspendre jusqu'à nouvel ordre pas moins de treize publications, coupables de lèse-islam, du moins selon la lecture que fait de la religion la faction conservatrice du régime.

Ce châtimeur collectif totalement inédit est le point d'orgue d'une kyrielle de coups, parfois avec violences physiques, mais plus souvent « légaux », assésés aux journaux depuis près de trois ans, c'est-à-dire pratiquement dès la prise de ses fonctions par le président réformateur, Mohamad Khatami. Et si cette punition collective démontre, si besoin en était encore, que les adversaires du changement continuent de détenir une énorme capacité de nuisance institutionnelle, elle n'en traduit pas moins leur peur panique face à ce quatrième pouvoir que la presse nationale était en voie de devenir grâce à sa pugnacité et à sa détermination.

A l'origine de ce succès était le verbe d'un candidat à la présidentielle en République islamique, le réformateur Mohamad Khatami, plébiscité par les Iraniens pour

s'être fait le porte-parole de leur droit à la vérité et à la transparence, à la différence et à un minimum de libertés, dans le respect de tous et « des sensibilités de la nation ». Mais les journaux doivent aussi leur montée en puissance au fait qu'ils ont été créés ou ont été confiés à des quadragénaires ou à des quinquagénaires, qui ont accompagné les dix premières années de la révolution et y furent des membres actifs - dans le renseignement, l'information, le corps des Gardiens de la révolution et parfois à la tête de ministères (c'est notamment le cas de l'ancien ministre de l'intérieur Abdollah Nouri).

Ces anciens ont ensuite choisi - mais le plus souvent ils ont été forcés par les luttes factionnelles - de faire leur propre chemin, et ils sont revenus de tout ou presque. Ils n'en ont pas pour autant oublié les arcanes et modes de fonctionnement de la République islamique et savent, à l'occasion, porter le fer directement dans la plaie. Qui plus est, ils n'ont pas froid aux yeux et si certains sont sans doute animés par un esprit de revanche, pour avoir été écartés du pouvoir au début des années 90 par les conservateurs, ils ne s'en acquittent pas moins tous de leur nouvelle mission - la réforme - avec la même conviction et la même ardeur que lors de leur « période » révolutionnaire. Et ils le font avec plus de suivi et d'acharnement que le président, forcé quant à lui de tenir compte des équilibres entre les vues divergentes, sinon divergentes, au sein de l'appareil du pouvoir. Sont-ils allés trop loin à son goût et ont-ils transgressé ces « sensibilités de la nation » qu'il les avait invités à respecter ? Pour l'heure, en tout cas, il se borne à prêcher le retour au « calme ».

« ENNEMIS INTÉRIEURS »

Leurs journaux font office de quasi partis politiques qui reflètent, dans une certaine mesure, les vues des Iraniens, en même temps qu'ils les informent et les orientent. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si certains d'entre eux s'étaient portés candidats aux dernières législatives, mais ont été recalés par le Conseil des gardiens, l'organe qui supervise et agréé les candidatures. Il est tout aussi significatif que nombre d'entre eux furent directeurs ou membres actifs de la campagne électorale de candidats réformateurs.

Pour avoir plaidé pour la séparation des sphères politique et religieuse et prôné l'ouverture, ils sont globalement tenus coupables de dilapider l'héritage du père de la république, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, et de faire fi des principes de base de l'islam. Ce qu'ils contestent avec véhémence. Certains sont également tenus pour coupables d'encourager la sédition pour avoir, plus ou moins allusivement, accusé certains conservateurs d'être les instigateurs d'actes de violences et de crimes.

Leurs adversaires les désignent comme des « ennemis intérieurs » et en veulent pour preuve l'accueil favorable réservé à leur projet en Occident, singulièrement aux Etats-Unis. Il y a là de quoi jeter les Occidentaux dans un abîme de perplexité, puisqu'en croyant bien faire pour aider le président Khatami et ses amis et les encourager à aller de l'avant, ils aboutissent au résultat exactement contraire et compliquent la situation.

Les conservateurs, qui défendent bec et ongles leurs intérêts acquis et leurs parcelles de pouvoir, ont les moyens institutionnels de leur combat. Ils continuent de contrôler

les institutions clés du régime. Le Guide, l'ayatollah Ali Khamenei, autorité suprême politique, militaire et paramilitaire, ainsi que judiciaire est l'un des leurs. Le Conseil des experts qui choisit le Guide, le Conseil des Gardiens, qui veille à la conformité des lois avec les principes de l'islam et contrôle d'amont en aval tous les processus électoraux, le Conseil de discernement des intérêts de la République, le pouvoir judiciaire, sont tous, à ce jour, sous leur contrôle.

A l'égard de la presse, ils n'ont pas hésité un seul instant à recourir à toute sorte de tribunaux : tribunal de la presse, mais aussi tribunaux révolutionnaires ou religieux, pour suspendre ou fermer des publications, tenter des procès aux journalistes, les envoyer en prison ou leur interdire d'exercer leur profession pour des périodes données. La valse des interdictions et autres anathèmes fut telle qu'en avril 1998, le vice-ministre de la culture et de l'orientation islamique, Ahmad Borghani - qui devrait siéger au futur Parlement en tant que député de Téhéran si les résultats du premier tour finissent par être confirmés par le Conseil des Gardiens - avait présenté sa démission.

Aujourd'hui, c'est le ministre lui-même, Attaollah Mohadjarani, qui a tenu bon jusqu'à maintenant, qui refuse d'être le fossoyeur de ces mêmes journaux et supports culturels dont il a été jusqu'à maintenant le protecteur. Il n'exclut pas de démissionner à son tour. Les premiers à se froter les mains seront alors les conservateurs, qui l'ont en grippe et qui lui cherchent noise depuis longtemps.

Mouna Naim

La Turquie en retard en matière de santé et d'éducation, selon l'Unicef

SELON UN RÉCENT RAPPORT du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), la Turquie souffre de retards persistants et de profondes disparités régionales en matière de santé et d'éducation. Ainsi 14 % de la population turque (62 millions d'habitants) vit en-dessous du seuil de pauvreté, que l'Organisme national de planification définit comme « la possibilité de se procurer au moins 70 % de la ration alimentaire journalière de 3 500 calories ».

Les régions les plus touchées sont celles du Kurdistan : Erzurum, Diyarbakir, Sanliurfa. En outre près de 1,6 million d'enfants de moins de cinq ans ne sont pas recensés, ce qui les prive entre autres d'accès à la scolarité et à une protection sociale. D'où une proportion de 31 % de filles et 21,2 % de garçons entre sept et treize ans qui ne sont pas scolarisés, alors que l'enseignement primaire est obligatoire. - (AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 26, 2000

Turkish Parties Pick Candidate

Judge Emerges as Likely President

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Turkey's highest-ranking judge, who burst into the news last year by denouncing laws that limit democracy here, emerged Tuesday as the country's probable next president.

The judge, Ahmet Necdet Sezer, head of the Constitutional Court, was endorsed by Prime Minister Bulent Ecevit and other political party leaders. Their endorsements are vital because they head key blocs in Parliament, which elects the president for a seven-year term.

Parliament is scheduled to cast its first ballot Thursday, and Judge Sezer appears likely to win the necessary two-thirds majority.

Mr. Sezer has critics,

among them prosecutors who argue that Turkey must continue restricting political and personal freedom in order to maintain stability and fight religious fundamentalism. So far, however, there has been no public opposition to his candidacy.

President Suleyman Demirel, whose term expires next month, is not eligible for re-election. He waged an intense campaign to amend the constitution so he could run again, but Parliament thwarted him.

A transition from Mr. Demirel, 75, to Mr. Sezer, 58, would reflect a generational change that many Turks argue is long overdue. It might also lead to a change in the role of the president, who has little formal power but can wield considerable influence.

Mr. Demirel, who served seven terms as prime minister before becoming president, is Turkey's ultimate political insider. He seems comfortable with the country's military-influenced democracy and has devoted much of his time to foreign affairs, principally promoting Turkish interests in the Balkans, the Caucasus and Central Asia.

Because Mr. Sezer has limited foreign policy experience but an evident desire to liberalize Turkish society, he would presumably concentrate his efforts on domestic matters.

Party leaders had been trying for weeks to find a presidential candidate on whom they could all agree. Prime Minister Ecevit announced Mr. Sezer's name late Monday night after a long bargaining session. He had expressed fears that if no consensus candidate were found, the race might strain and possibly bring down his delicately balanced coalition government.

Leaders of the two opposition parties in Parliament said they would join the three governing parties in supporting Mr. Sezer. One of them,

Recai Kutan of the Islamic-oriented Virtue Party, said: "We were hoping for someone like him."

Mr. Sezer was a relatively unknown figure until last year, when he called for sweeping changes in Turkey's legal system. In a speech that amazed and delighted many Turks, he urged relaxation of "anti-terror" laws that punish statements deemed to encourage violence, as well as laws limiting the freedom of political parties, labor unions and the press. He also said that Turkey's ban on teaching the Kurdish language violates international agreements.

"Although everyone knows that freedom of thought is vital to democracy, we have not been able to overcome obstacles that keep us from establishing it," he said. "Allowing people to hold opinions is not enough. They must be able to speak freely."

At a previously scheduled speech Tuesday, Mr. Sezer said Turkey should reform its constitution, which was written while the country was under military rule following a coup in 1980, "in order to join the international community of mature democratic states."



Coup de force des conservateurs iraniens contre la presse réformatrice

L'offensive s'inscrit dans un contexte politique très tendu. La faction dure du pouvoir conteste la victoire des partisans du changement, au premier tour des élections législatives de février, et s'attaque aux médias et aux journalistes

LE MONDE / MERCREDI 26 AVRIL 2000

VINGT-QUATRE HEURES après avoir suspendu, jusqu'à nouvel ordre, la parution de quatorze organes de presse - dont huit quotidiens - de la mouvance réformatrice (*Le Monde* du 25 avril), le pouvoir judiciaire iranien a étendu cette mesure, lundi 24 avril, à deux autres quotidiens, *Sobh-é-Emrouz* et *Akhbar Ektesad*, a annoncé l'agence officielle Irna. Quelques heures plus tard, Irna a toutefois indiqué que la suspension de *Sobh-é-Emrouz* a été levée, parce que le procès des agresseurs du directeur de ce quotidien, Saïd Hajjarian - victime, le 12 mars, d'un attentat qui l'a plongé dans le coma - devait s'ouvrir mardi de-



vant le tribunal révolutionnaire de Téhéran.

Dans un communiqué, la justice avait affirmé, lundi matin, que la décision de fermer ces journaux a été prise pour « dissiper les inquiétudes du peuple, du Guide de la République islamique et du clergé. Malheureusement, indiquait le texte, des éléments infiltrés de l'ennemi ont pénétré dans les journaux où ils ont formé des bases (...) et portent atteinte aux valeurs de la révolution islamique et à la sécurité nationale ».

Tout le camp conservateur a fait bloc lundi. Le secrétaire du Conseil de discernement, instance d'arbitrage du régime, Mohsen Rezaie, a imputé la faute aux journaux concernés qui ont « délibérément ignoré les mises en garde » et ont « continué à ne pas respecter les valeurs islamiques ». Sur la même

longueur d'ondes, le président de cette instance, l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, a accusé la presse réformatrice de « chercher à séparer la nouvelle génération du système islamique ».

Les directeurs et responsables des journaux concernés, qui, depuis des mois, prêchent la démo-

cratie et condamnent la violence, se sont empressés d'appeler au calme et d'affirmer qu'ils feraient valoir leurs droits par les voies légales. Ce qui signifie, a déclaré au Monde l'un d'eux, Ezzatollah Sahabi, directeur responsable de l'hebdomadaire *Iran Farda*, que l'affaire sera portée devant la justice. M. Sahabi, qui est à Paris où il avait l'intention de rester quelques jours, a décidé, après le tour de vis imposé à la presse, de rentrer dans son pays dès la fin de la semaine.

UNE LOGIQUE DE CONFLIT

« Chacun en Iran sait que la faction dure du régime a intérêt à susciter des tensions, des crises et des conflits » et la mesure de suspension s'inscrit dans cette logique, dit encore M. Sahabi, membre du Mouvement pour la libération de l'Iran de l'ancien premier ministre, Mehdi Bazargan. D'après lui, l'objectif des conservateurs aujourd'hui est de saboter par tous les moyens l'arrivée des réformateurs au Parlement. D'où le report à une date indéterminée de la confirmation officielle des résultats du premier tour et l'ajournement consécutif du second tour, à une date elle aussi inconnue.

Dans une lettre adressée au chef du pouvoir judiciaire iranien, Robert Ménard, secrétaire général de l'organisation Reporters sans frontières (RSF) a exprimé son indignation concernant la suspension des publications, ainsi que l'incarcération de

l'obtention d'une licence de publication (autorisation des ministères des renseignements, de la justice et de la police), de même qu'à l'emploi au sein d'une publication. Entre autres mesures de muselage, tout journal suspendu ne peut plus, par ailleurs,

Manifestations anti-réformateurs

Plusieurs centaines d'étudiants en théologie ont manifesté, lundi 24 avril à Téhéran et en province, contre les réformateurs, et notamment contre la présence de proches du président Mohammad Khatami à un colloque jugé « anti-islamique » à Berlin, a affirmé la radio officielle. De nombreuses écoles ont été fermées et les cours ont été suspendus, en signe de protestation contre les réformateurs et de soutien au guide de la république, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a récemment accusé la presse réformatrice d'être « une base de l'ennemi ». Les écoles coraniques de Qom (Centre), de Machhad (Nord-Est), d'Ispahan (Centre), de Tabriz (Nord-Ouest), de Chiraz (Sud), de Sanandaj (Ouest), de Zahedan (Sud-Est) et de Téhéran ont été fermées, selon la radio et la télévision. Lors d'un rassemblement à l'école Marvi, principal centre théologique de Téhéran, l'ayatollah Morteza Moghtadai, procureur général, a confirmé que la justice révolutionnaire s'est saisie de l'affaire de Berlin.

journalistes et demande que ces mesures soient rapportées. Dans un communiqué, RSF s'indigne par ailleurs des dispositions de la nouvelle loi sur la presse, qui impose notamment des conditions draconiennes à

reparaître sous un nouveau nom et tout auteur d'article est désormais tenu pour responsable devant la justice en même temps que le directeur.

M. Na

Le combat d'Akbar Ganji contre les hommes de l'ombre...

AKBAR GANJI est l'un des hommes les plus célèbres en Iran aujourd'hui. Non qu'il soit ministre ou député, ou qu'il doive son renom à quelque haute fonction religieuse. Akbar Ganji est un journaliste d'investigation et un éditeur très audacieux, dont les lecteurs, les

PORTRAIT

Ce célèbre journaliste réclame que les responsabilités soient reconnues dans les meurtres en série d'opposants au régime

jeunes surtout, se sont appropriés certaines expressions, singulièrement le titre de l'un des ouvrages - *Le Donjon des fantômes* -, pour parler des hommes de l'ombre, responsables, selon eux, des épisodes les plus noirs de la République. Dans les pages du quotidien *Sobh-é-Emrouz* et dans d'autres journaux, M. Ganji a sans cesse réclaté que toute la vérité soit dite et les responsabilités désignées dans les meurtres en série d'opposants et d'intellectuels. Il s'est notamment demandé si l'ancien président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, était au courant des coups tordus du ministère des renseignements dans les années 90 et de son titulaire d'alors, Ali Fallahian.

Akbar Ganji, qui a participé à Berlin à un colloque très controversé sur l'Iran (*Le Monde* du 22 avril), a été convoqué à son retour par la justice, saisie de plaintes du ministère des renseignements et de la police. Il a été envoyé à la prison d'Evin en attendant son procès. Paradoxalement, cette arrestation devrait le mettre à l'abri de tueurs, puisqu'il a lui-même confié, en mars, à l'envoyé spécial du quotidien britannique *The Independent* avoir appris, « de sources dignes de foi, que la décision avait été prise (sans doute par les pouvoirs occultes) de l'assassiner à l'arme blanche s'il prenait la parole à l'ex-

térieur de Téhéran ». L'un de ses plus proches amis, Saïd Hajarian, a d'ailleurs été, en mars, la cible d'un attentat qui l'a plongé dans un coma dont il n'est toujours pas sorti.

RÉVOLUTIONNAIRE

« Un gouvernant qui sent que le fondement de sa légitimité est menacé recourt à une interprétation erronée de l'idéologie pour éliminer les réformateurs, qu'il traite de mécréants. Et cette élimination passe généralement par le meurtre ou l'arrestation », expliquait-il quelques semaines plus tard dans un entretien publié par le quotidien saoudien *El Chark El Aousat*. « Les périodes au cours desquelles la faction au pouvoir sent son autorité menacée par une élite intellectuelle, une catégorie de réformateurs au sein de la hiérarchie religieuse, de la société et du champ d'action politique et intellectuel... ces périodes-là sont propices aux "meurtres thérapeutiques" », disait-il encore. Pour ajouter aussitôt que « le temps où la répression, l'intimidation, le terrorisme exercés sous le prétexte de maintenir l'ordre est désormais révolu ».

Révolutionnaire de la première heure, M. Ganji est un ancien du corps des Gardiens de la révolution, auquel il avait adhéré lors de la guerre qui a opposé son pays à l'Irak de 1980 à 1988. Après la fin du conflit, il avait été détaché auprès de la mission culturelle de l'ambassade d'Iran en Turquie avant de regagner son pays et d'y fonder une revue, *Rahnou*, fermée en 1998. Il y avait déjà soulevé des questions taboues en République islamique, telle celle des limites du pouvoir du velayat-é-faïh, ou pouvoir suprême du Guide. C'est pour avoir publié dans cette revue un article remarquablement argumenté sur la séparation des pouvoirs politique et religieux que le penseur Mohsen Kadivar, beau-frère du ministre de la culture Attaollah Mohadjareni, a été traduit en justice et condamné à la prison en février 1998.

M. Na



27 AVRIL 2000

IRAN: MENACE ET PRESSION

*Les durs s'attaquent
au frère du Président.*

Après avoir muselé la presse réformatrice, multiplié les procès à caractère politique, la faction conservatrice a poursuivi hier son offensive contre le président Khatami en s'en prenant à son frère et au quotidien qu'il dirige. Le Tribunal de la presse de Téhéran a ainsi adressé une mise en garde au journal *Mocharekat* et à Mohammed Reza-Khatami, lui reprochant d'avoir changé de format sans autorisation.

Les conservateurs n'ont toutefois pas osé franchir la ligne rouge qui aurait été d'annuler les élections ou d'interdire *Mocharekat*, organe politique du Front de la participation, le parti du Président et grand vainqueur des législatives de février. Aussi, le ministère de l'Intérieur a-t-il pu annoncer hier que le second tour du scrutin aurait lieu le 5 mai. Dans le quotidien réformateur *Iran News*, l'analyste Mehrdad Serjooie a expliqué que la faction conservatrice appliquait la «tactique du salami» qui consiste à «découper en tranches» la politique du Prési-

«Un petit trou peut faire couler un grand navire, et c'est ce que les opposants de Khatami cherchent.» Mehrdad Serjooie, analyste

dent «pour prouver à ses partisans qu'il est incapable de traduire en actes ses slogans électoraux». Il a estimé que «la survie politique (de Khatami) dépend de la cohésion et de la coopération entre tous les groupes du Front du 2 Khordad (rassemblement de ses partisans à la présidentielle du 23 mai 1997)». «Un petit trou peut faire couler un grand navire, et c'est ce que les opposants de Khatami cherchent», a-t-il ajouté. Dans une déclaration plutôt inattendue, le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a proclamé hier soir son «ferme soutien» à Khatami tout en critiquant vivement les manifestations étudiantes qui se sont poursuivies contre les suspensions de journaux. «Certaines personnes interprètent les propos sincères de certains dirigeants de notre pays comme allant à l'encontre du Président. Cette interprétation est erronée, et moi, m'appuyant sur les principes fondamentaux, j'apporte mon ferme soutien au Président», a-t-il déclaré à des dirigeants réformateurs ●

JEAN-PIERRE PERRIN

«C'est la minorité qui gouverne et la majorité qui est dans l'opposition»

Sous la menace d'un mandat d'arrêt, l'hodjatoleslam Echkevari explique les difficultés des réformateurs à s'imposer en Iran.

Religieux réformateur, l'hodjatoleslam Hassan Youssefi Echkevari est sous la menace d'un mandat d'arrêt du Tribunal spécial des religieux de Téhéran. Le procureur de ce tribunal, l'hodjatoleslam Mohammad-Ebrahim Nekounam, l'a accusé mardi «d'action contre la sécurité nationale, de propagande contre le régime, d'insultes contre les valeurs islamiques». Il lui est reproché d'avoir eu un comportement inacceptable pour un membre du clergé en participant, les 7 et 8 avril, à une conférence à Berlin sur «l'avenir de l'Iran» où des opposants s'en sont pris à la délégation venue de Téhéran – on

avait pu voir également une femme dansant les bras nus et un homme se déshabiller. Ces accusations peuvent entraîner une condamnation minimale de dix ans de prison selon les lois en vigueur en Iran. A Berlin, le religieux s'était prononcé pour le libre choix des femmes quant au port de la tenue islamique. Proche du courant national religieux, qui prône un soutien non conditionnel au président Mohammed Khatami, l'hodjatoleslam Echkevari est aussi éditorialiste dans le magazine *Iran-e Farda* (qui vient d'être fermé). En séjour privé à Paris, il n'a pas encore pris de décision quant à la date de son retour en Iran.

Dans une interview à *Libération*, il explique pourquoi les réformateurs n'arrivent pas à s'imposer face aux conservateurs.

La télévision iranienne a abondamment diffusé les séquences jugées «anti-islamiques» de Berlin pour discréditer les réformistes. Avez-vous l'impression d'être tombé dans un piège?

C'est possible, mais je n'en ai pas la preuve. Cela dit, on peut supposer qu'un plan assez fort avait été préparé contre nous. J'en veux pour preuve que les opposants à l'extérieur de l'Iran avaient fait savoir de l'avance qu'il y aurait des événements et que le ministre de

la Culture, Ataollah Mohadjerani, a lui-même déclaré que la télévision iranienne s'était préparée une semaine avant la conférence avec le dessein de porter atteinte au crédit des participants.

Les réformistes sont largement majoritaires en Iran et pourtant on dirait que ce sont eux les opposants et non les conservateurs?

En Iran, aujourd'hui, c'est la minorité qui gouverne et la majorité qui est dans l'opposition. Dans le passé, avant la révolution islamique, le pouvoir était concentré dans les mains d'un certain nombre de familles. Après, le pouvoir a été transféré à un groupe ●●●



HENGHAMEH FARMI. AFP

Mardi à Téhéran, des étudiants brandissent des portraits d'Abdallah Nouri, le directeur d'un journal réformiste emprisonné.

●●● majoritaire qui a peu à peu perdu sa base populaire. Ce groupe a abandonné les méthodes démocratiques, s'est transformé en minorité, mais a réussi à se maintenir au pouvoir grâce aux institutions qui sont sous son contrôle. C'est à partir de l'élection du président Khatami qu'il est devenu clair que ce groupe avait perdu sa base populaire et que la population est entrée en opposition contre lui.

Pourquoi Khatami, qui a une réelle légitimité, manque-t-il de fermeté et fait-il autant de concessions à ses adversaires?

La cause principale de ces concessions (...) est la structure du pouvoir en Iran. Celle-ci est telle qu'elle a donné des prérogatives excessives au Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, et que les institutions sont directement ou indirectement sous son contrôle. Même si Khatami a des pouvoirs, d'un point de vue légal et constitutionnel, il rencontre des entraves très sérieuses. S'il veut agir avec fermeté, il va se trouver en opposition avec le Guide et, si cela

«En raison de sa popularité, je pense que le président Khatami aurait pu réagir beaucoup mieux, avec davantage de fermeté.»

arrive, il sera éliminé du pouvoir. C'est le but de la minorité conservatrice qui cherche à faire en sorte qu'il soit en opposition avec le Guide pour pouvoir l'éliminer. Khatami n'a donc pas d'autre choix que de faire des concessions, certaines au demeurant secrètes, à ses adversaires, afin de pouvoir progressivement atteindre ses objectifs. Cela dit, en raison de sa popularité, je pense qu'il aurait pu réagir beaucoup mieux, avec davantage de fermeté.

Un coup d'Etat des «durs», qui contrôlent les forces révolutionnaires, est-il envisageable?

La frange antiréformes étant minoritaire, je crois que les conditions nécessaires pour un coup d'Etat n'existent presque pas. Tous les efforts de cette frange, qui monopolise la majorité des institutions politiques, consistent à limiter et à «domestiquer» le processus de réformes afin de pouvoir survivre politiquement.

Les étudiants ne risquent-ils pas de manifester violemment dans la rue?

Ce risque existe. Si cela arrive, cela donnera un prétexte à la

répression. Et la possibilité pour les conservateurs de créer l'état d'urgence. J'espère que cela n'arrivera pas.

Le Guide suprême est-il acquis aux conservateurs ou au-dessus des factions?

Ne posez pas de questions aussi sensibles! (rires). En réalité, de par ses opinions, il est proche de cette frange conservatrice. Mais, ces derniers temps, il s'est mis au-dessus des forces politiques et s'efforce d'établir une sorte d'équilibre.

Mais ses déclarations sur la presse réformatrice, assimilée à des «bases de l'ennemi» ont servi à la justice pour fermer les journaux.

Depuis deux ans et demi, les poursuites contre les journaux ont comme point de départ les attaques du Guide contre la presse. Cette fois, c'est pareil (...). Mais, si l'on prend en compte l'essentiel de ses positions, elles sont tantôt en faveur des conservateurs, tantôt en faveur des réformistes. Quand Khatami a été sous le feu des attaques des conservateurs, il a pris réellement position en sa faveur et c'est ainsi que le Président a pu échapper aux scandales qui le menaçaient.

Un conflit entre le Guide et le Président n'est-il pas inévi-

table?

(...) Le président n'est pas contre le principe du *Velayat-e faqhi* (fondateur de la République islamique, qui établit la suprématie des docteurs de la loi, ndlr), mais tous ses efforts consistent à faire dépendre les prérogatives du Guide ainsi que les institutions qui lui sont rattachées, de la Constitution. S'il parvient à cet objectif, les conflits constitutionnels seront dépassés et le Président aura les mains beaucoup plus libres pour s'engager dans des réformes ●

Recueilli par J.-P.P.

Shell Agrees to Pay \$2 Million to Free Cargo

By Steven Lee Myers
New York Times Service

WASHINGTON — A Russian tanker chartered by one of the world's largest oil companies, Royal Dutch/Shell Group, was carrying Iraqi oil April 5 in violation of the international embargo against Iraq when it was stopped by U.S. sailors, according to U.S. and company officials.

The United Nations has fined the company \$2 million after determining that some of the 78,000 metric tons of oil aboard the tanker came from Iraq.

Having traced the oil on the tanker, the Akademik Pustovoit, to Iraq, UN officials stopped short of seizing the cargo and will allow Shell to load the oil onto other ships.

Shell has maintained that the tanker carried only Iranian oil, loaded at the port in Bandar Mahshur. But Kenneth Bacon, the Pentagon spokesman, said Tuesday that tests on the cargo had determined that 20 percent of it had come from Iraq.

With high oil prices increasing demand, there has been a sharp increase in illicit oil shipments from Iraq. While Iraq is permitted to sell some oil under a UN program to buy food and other supplies, Iraqi officials are believed to be earning millions of dollars more from smuggled oil.

The circumstances surrounding the Akademik Pustovoit incident showed the difficulty of tracking shipments of Iraqi oil, especially when it is mixed with oil from other sources aboard ships contracted by international companies. U.S. officials have accused Iran of supporting the illegal shipments from Iraq and say that members of the Iranian Revolutionary Guard have been extracting fees of as much as \$50 a ton for false paperwork.

A spokeswoman for Shell, Kat Hill, said the company had agreed to pay the fine, even though it had not

been shown evidence proving that the oil was Iraqi, because of the value of the entire shipment.

"It was a very valuable cargo," Miss Hill said in an interview from the company's headquarters in London.

She did not specify the value of the entire cargo, but Pentagon officials said the \$2 million fine had been based on the market value of the percentage of the cargo that had originated in Iraq.

Miss Hill said the company did not knowingly violate the embargo

when it bought the oil, which was bound for Singapore.

Mr. Bacon said the United Nations could have taken more serious action against the company but that officials involved in enforcing the embargo had been unable to track the oil to its source and had relied solely on a chemical analysis to identify it.

"I think the special circumstances here were that our determination was based primarily on chemical analysis and we didn't have the confirming tracking data that we have in most other cases," he said.

"And because of that, we reached

an agreement with Shell, with their complete cooperation, to handle it the way we did."

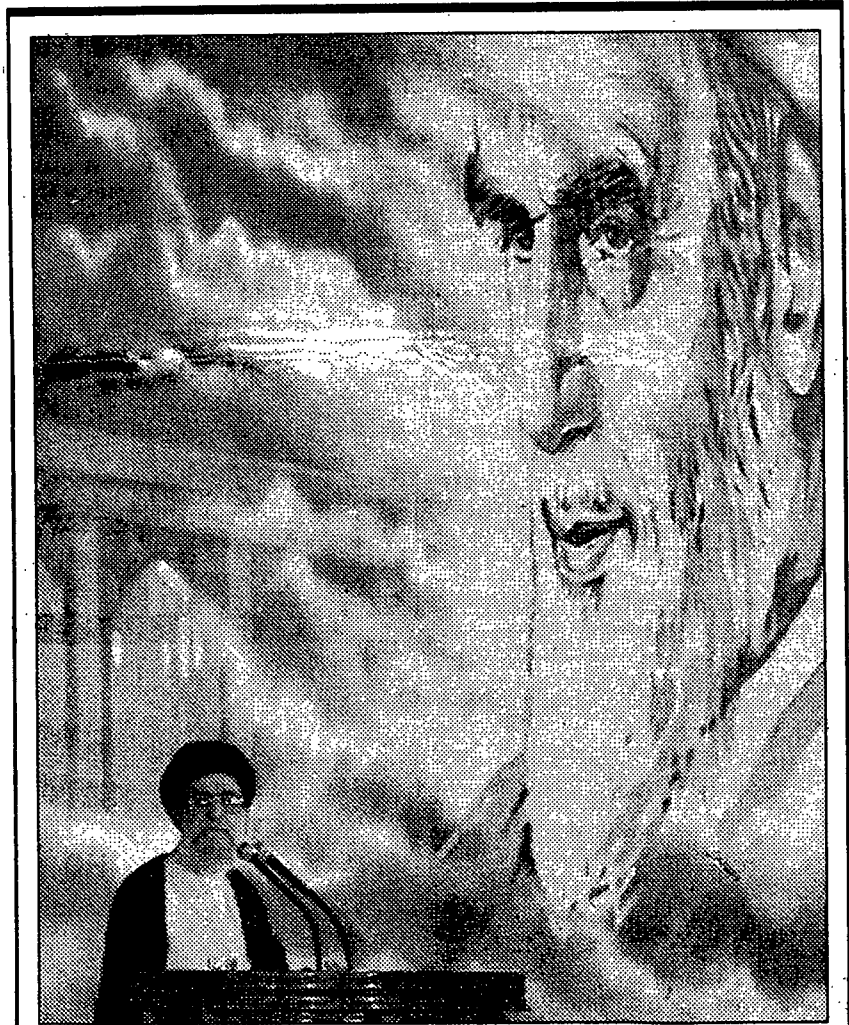
Mr. Bacon said the action taken was not an indication of any weakening of resolve to punish companies found to be violating the embargo. He said it remained the responsibility of companies that owned or chartered tankers to prove the origin of their shipments. He warned that in the future any tankers found to be carrying even a fraction of Iraqi oil would be seized.

In February, U.S. warships intercepted another Russian tanker. After it was determined that it had been carrying Iraqi oil, its cargo was confiscated and sold.

Pentagon officials said Tuesday that they did not know which company had contracted that tanker.

With oil prices high, there has been a sharp increase in illicit shipments by Baghdad.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, APRIL 27, 2000



SPIRITUAL HEIR — The religious leader Ayatollah Said Ali Khamenei speaking to Iran's youth in Tehran on Thursday beneath a portrait of the former leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini.

ANCORA SULLA QUESTIONE CURDA

di CARLO BOLDRINI*

Il recente pronunciamento dell'Unione Europea sulla politica austriaca (il preoccupante caso del populismo xenofobo-razzista affermatosi alle elezioni politiche) è certamente un'ingerenza ma per nulla indebita - come sostenuto da alcuni politicanti nostrani - in quanto trova forza negli articoli 6 e 7 del trattato d'Amsterdam che fissa il controllo degli atti politici dei Governi (dell'est europeo) che vogliono entrare nell'UE. Si tratta di una forte presa di posizione politica preventiva che afferma come la democrazia ed i diritti umani sono il fondamento dell'unità europea ai quali si devono ispirare nettamente tutti gli Stati.

Si è criticata la cosiddetta opportunità tattica dell'atto europeo, il che è apparso come la solita cartina di tornasole per fumisterie equivocate, tolleranti o addirittura ammiccanti e per mascherare debolezze strutturali d'alcuni ambienti della politica e della cultura italiana ed europea di fronte al passato e al futuro d'Europa.

Tutto ciò non deve avere importanza a fronte del principio di costituzione europea che delimita la possibilità d'un singolo Stato d'andarsene per conto proprio disinteressandosi del comune sentire delle altre Nazioni.

In forza di ciò il pronunciamento sulla politica austriaca è stato definito "il vero atto di nascita della politica estera dell'Unione europea" che trae forza, tra l'altro, dalla dichiarazione di Roma sui diritti dell'uomo del Consiglio europeo del 1950 che pone al primo posto il diritto alla vita.

Ciò premesso si permetta allora di attirare l'attenzione, ancora una volta, su quanto accade in Turchia, ancor oggi, a proposito di diritti dell'uomo e delle minoranze (sancti ancora nel 1993 a Copenaghen).

Il 10 dicembre 1999 l'UE ha accettato la candidatura della Turchia a far parte dell'Unione a condizione che migliorino sensibilmente le caratteristiche strutturali della democrazia interna e si rispettino i diritti umani e delle minoranze. Il



Rifugiati curdi in Francia. In Iraq sono scampati a un attacco con bombe chimiche.



Aprile 1991: profughi curdi sulle montagne al confine con l'Iraq.

12 gennaio è stata assunta la decisione di posticipare l'esecuzione capitale di Ocalan. Ma l'estrema destra turca è fortemente contraria all'abolizione della pena di morte che, notoriamente, non è prevista dagli Stati dell'Unione. La Turchia - a tutt'oggi - deve fronteggiare tremilaottocentottanta ricorsi alla Corte europea per i diritti umani. Essi riguardano evacuazioni forzate di villaggi curdi, sopraffazioni territoriali a Cipro, assassinii causati da assalti non identificati, oppressioni della libertà d'espressione, casi di torture, eccetera.

La Turchia scorrazza liberamente col suo esercito nel nord Iraq (zona curda) con motivazioni anti-guerrigliere contro il PKK, violando la sovranità altrui. Le organizzazioni umanitarie turche hanno denunciato alla fine del 1999: duecentocinque omicidi, centonovantanove esecuzioni extragiudiziali o da torture, quattrocentoventisei attacchi a civili, cinquecentoventitré casi di tortura, quarantotomila detenzioni di polizia, altri trenta villaggi curdi evacuati, trecentoquarantuno luoghi bombar-

dati o razzati, duecentosessantadue organizzazioni radiate, duecentosessantasette pubblicazioni confiscate, diciannovemilatrecen-tonovantacinque luoghi di lavoro incendiati, centoventidue carcerati per "crimini di pensiero" ecc. (Fonte IMK).

L'associazione degli avvocati ha stilato il seguente bilancio per il 1999: settecentonavantasette "criminali di coscienza" in carcere, trentatré giornalisti arrestati, quattrocentododici giornali confiscati, novanta assassinati in assalti non identificati, diciassette morti per torture, trecentoventiquattro prigionieri torturati, diciassette sparizioni sotto custodia di polizia (Fonte CHD).

Molti Governi europei sperano che la concessione della candidatura alla Turchia per entrare nell'Unione possa provocare la svolta politica per riforme politiche, economiche e nel campo dei diritti umani compresa l'abolizione della pena di morte. Tuttavia al meeting di novembre '99 l'OCSE ha totalmente ignorato quella questione curda in Turchia che ogni settimana i profughi che sbarcano in Italia o arrivano in Germania rammentano a tutti. Sempre a novembre il Parlamento turco ha varato una nuova legge con la quale, di fatto, si lascerebbe immunità ai torturatori (Fonte IMK).

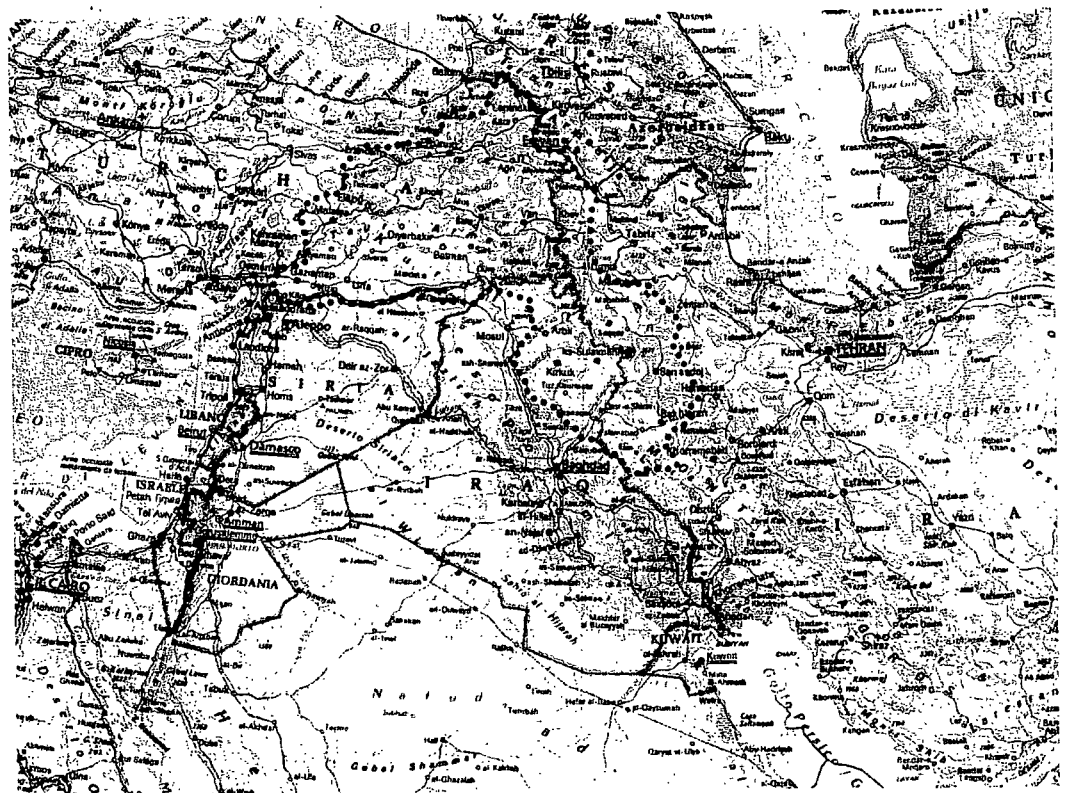
Tutto ciò si aggiunge ad un lungo bilancio di sopraffazioni, repressioni, persecuzioni, distruzioni, evacuazioni, torture che da molti anni sono praticate in quello Stato per reati di pensiero oltre che politici e che non sono giustificate dal tragico stato di guerra col PKK. È risaputo che per l'establishment turco non

solo non esiste la questione curda ma che non esiste neppure una identità culturale ed etnica curda e pertanto chi la prospetta o addirittura la rivendica è fuorilegge e passibile di carcerazione, tortura, morte. Tutto ciò indica che ci sono elementi per una posizione politica più energica dell'Unione Europea verso la Turchia e per ritenere poco fondata la speranza degli Stati membri circa una svolta politica in quel Paese solo sulla base di una generica richiesta dell'Unione. Ma tutto ciò sembra sfuggire ai partiti europei e a molti governanti più probabilmente condizionati da motivazioni economiciste e militari.

Nell'enclave curda del nord-Iraq, protetta dall'Onu dal 1991, la condizione umana resta difficile per i problemi di sempre posti dagli embarghi economici sia sul versante sanitario che infrastrutturale. In sostanza alle enormi distruzioni causate dalla politica genocida di Baghdad contro i curdi non sono se-

gniti estesi e diffusi interventi di ricostruzione perché la comunità mondiale non è andata e non va oltre l'emergenza. Tutto il mondo politico sa che in quel territorio Saddam Hussein ha disseminato circa venti milioni di mine (per larga parte made in Italy!) con danni enormi per la popolazione, ma ben pochi si preoccupano della bonifica delle aree. Così pure si conoscono gli effetti drammatici dei bombardamenti chimici colà attuati fino al 1991 ma a distanza di anni quasi nulla è stato fatto per alleviare le deformazioni e le malattie delle persone. Il Parlamento ed i Governi italiani - tutti - sono stati più volte sollecitati da allora per fornire un qualche aiuto consistente e continuato ma nessuna risposta efficace è seguita. Il Governo e il Parlamento devono rispondere subito a queste due grandi questioni, ne va della loro credibilità. ■

* Carlo Boldrini, Presidente dell'Associazione culturale Italia-Kurdistan.



Il Kurdistan, «paese dei curdi», è un territorio vasto che non è mai diventato Stato. Il tratteggio ne raffigura gli ipotetici confini all'interno della carta geografica del vicino Oriente. In realtà, la zona è divisa tra Turchia, Iran, Iraq e Siria.

„Wir fordern Wiederaufbau und Entwicklung“

Kurdische Bürgermeister besuchten europäische Städtekonferenz

pogrom 205 • 2000

Gemeinsame Erklärung der Oberbürgermeister von Diyarbakir, Batman, Bingöl, Hakkari, Siirt und Van sowie des Bürgermeisters von Dikmen (Provinz Mardin) auf der „Dritten Europäischen Konferenz Zukunftsbeständiger Städte und Gemeinden“ in Hannover, 9.-12. Februar 2000:

Wir, die Oberbürgermeister der südosttürkischen Provinzhauptstädte Diyarbakir, Batman, Bingöl, Hakkari, Siirt und Van sowie der Bürgermeister der Kleinstadt Dikmen (Provinz Mardin) danken der Stadt Hannover für die Einladung zur Dritten Europäischen Konferenz Zukunftsbeständiger Städte und Gemeinden vom 9. bis 12. Februar 2000. Der Gesellschaft für bedrohte Völker (GfbV) International danken wir für die Betreuung auf der Konferenz. Wir sind

dieser Einladung gefolgt, da wir Partner beim Wiederaufbau unserer Heimat suchen, die während der letzten 15 Jahre verwüstet wurde. Zugleich wollen wir damit einen Beitrag zur Integration der Türkei in die Europäische Union leisten.

Denn viele Hindernisse auf dem Weg zu diesem Ziel können nur auf kommunaler Ebene überwunden werden. Mit unserer gemeinsamen Erklärung möchten wir die deutsche und europäische Öffentlichkeit über unsere konkreten Probleme informieren und zugleich eine Perspektive aufzeigen, wie in unserem Land Frieden und Menschenrechte gefördert werden können.

Der bewaffnete Konflikt zwischen der Arbeiterpartei Kurdistans PKK und der türkischen Armee hat unendliches Leid

über die ganze Bevölkerung der Türkei gebracht. Wie eine Untersuchungskommission des türkischen Parlamentes Ende 1997 festgestellt hat, wurden im Südosten des Landes mehr als 3.428 Dörfer zerstört. Mehr als 35.000 Menschen, Türken und Kurden, wurden getötet. Viele von ihnen waren Zivilisten. Mehr als 2,5 Millionen Dorfbewohner mussten fliehen oder wurden vertrieben.

Durch Flucht und Vertreibung hat sich die Bevölkerung in unseren Städten binnen weniger Jahre verdoppelt und verdreifacht. Auch in Istanbul und anderen Metropolen der Westtürkei wuchsen die Slums. Unsere Gemeinden konnten die vielen Flüchtlinge kaum mehr ernähren. Infektionskrankheiten grassierten in den Zeltlagern. Noch heute müssen viele der Flüchtlinge in Notun-

Zum Geleit

Auf Initiative und mit Betreuung der Gesellschaft für bedrohte Völker (GfbV) haben sechs kurdische Bürgermeister aus der Südosttürkei an der Dritten Europäischen Konferenz über Zukunftsbeständige Städte und Gemeinden vom 9. bis 12.02.2000 in Hannover teilgenommen.

Die Oberbürgermeister der Provinzhauptstädte Diyarbakir, Batman, Bingöl, Hakkari in Siirt sowie der Bürgermeister der Kleinstadt Dikmen (Provinz Mardin) erhielten dort Gelegenheit, ihrem Wunsch nach Wiederaufbau und Entwicklung in ihrer Heimat vor etwa 300 Amtskollegen Ausdruck zu verleihen. Sie veröffentlichten dabei die gemeinsame Erklärung, die an dieser Stelle abgedruckt ist. Zudem unterzeichneten sie die „Charta von Aalborg“, eine kommunale Umsetzung der „Agenda 21“, und wurden Mitglieder bei weiteren europaweiten Initiativen von Städten und Gemeinden. Die Gastgeber der Konferenz, Hannovers Oberbürgermeister Herbert Schmalstieg und die niedersächsische Sozialministerin Heidrun Merk, haben sich eingehend mit den kurdischen Bürgermeistern unterhalten. Bei weiteren Treffen sicherten ihnen auch Bundestagspräsident Wolfgang Thierse und seine Amtsvorgängerin Rita Süßmuth sowie der Abgeordnete Norbert Blüm (CDU) und die Vorsitzende des Menschenrechtsausschusses Claudia Roth, MdB (Die Grünen) ihre Unterstützung bei der politischen Durchsetzung ihrer Anliegen zu.

Die GfbV hat sich bereit erklärt, Projektanträge der Städte an europäische Institutionen zu vermitteln. Für den Vertreter der westtürkischen Erdbebenstadt Gölcük hat die GfbV ein Treffen mit dem Oberbürgermeister von Wilhelmshafen vermittelt. Doch die Aktivitäten der kurdischen Oberbürgermeister, die alle der gemäßigt prokurdischen HADEP-Partei angehören, waren dem türkischen Staat ein Dorn im Auge. Am 19. Februar, wenigen Tage nach ihrer Rückkehr aus Deutschland, wurden die Vertreter von Diyarbakir, Siirt und Bingöl, Feridun Celik, Selim Özalp und Feyzullah Karaarslan aus

ihren Amtsgeschäften heraus verhaftet. Bei den Verhören durch den berüchtigten Gendarmeriegeheimdienst JITEM sowie am ersten Verhandlungstag vor dem Staatssicherheitsgericht in Diyarbakir wurde den drei Bürgermeistern Unterstützung der PKK im In- und Ausland vorgeworfen. Nach Auskunft ihrer Anwälte wurden in der Untersuchungshaft alle drei Bürgermeister misshandelt. Der Schlag gegen die kurdischen Bürgermeister ist Teil einer neuen Repressionswelle des türkischen Staates gegen die HADEP. Am 24. Februar wurden deren Vorsitzender Ahmet Turan Demir, sein Vorgänger Murat Bozlak sowie 16 weitere Spitzenfunktionäre der Partei kollektiv zu drei Jahren und neun Monaten Haft verurteilt. Es scheint, als solle die HADEP, die sich in der Südosttürkei steigender Beliebtheit erfreut, vor den nächsten Wahlen ausgeschaltet werden.

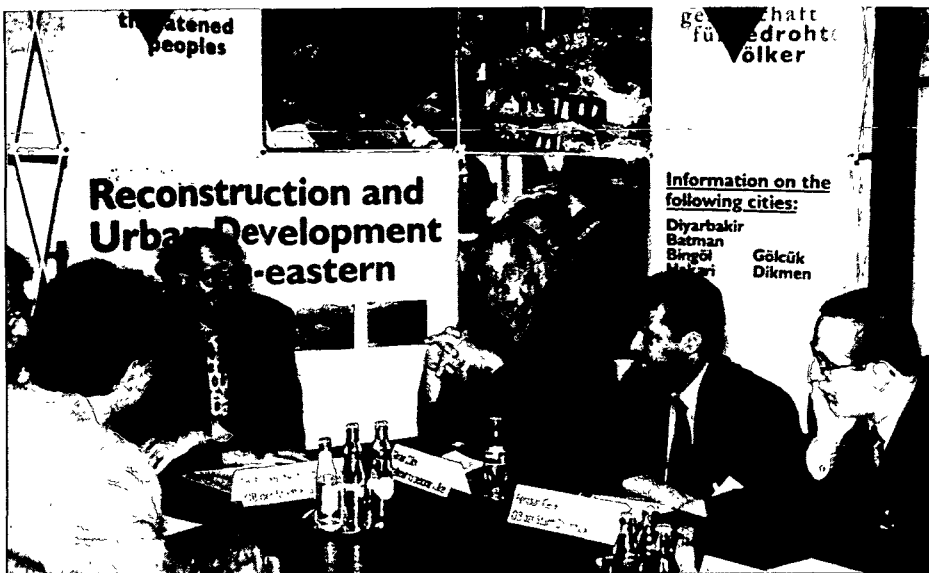
Am 20. Februar forderte die GfbV Bundeskanzler Gerhard Schröder und Außenminister Joschka Fischer in einem Offenen Brief dazu auf, sich für die sofortige Freilassung der Bürgermeister einzusetzen. Wir erinnerten die Bundesregierung daran, dass es vor allem ihre Stimme war, durch welche die Türkei im Dezember 1999 zur offiziellen Beitrittskandidatin zur Europäischen Union wurde. Durch die heftigen Proteste europäischer Regierungen und Oppositionspolitiker wurden die Bürgermeister am 28. Februar freigelassen, und ihre Amtsenthebung rückgängig gemacht.

Doch noch immer drohen ihnen bei der Hauptverhandlung, die in wenigen Wochen stattfinden soll, Haftstrafen zwischen vier und sieben Jahren.

ANDREAS SELMECI

DAS KÖNNEN SIE TUN!

Unterstützen Sie unsere Stimme! Setzen Sie sich mit uns für eine vollständige Rehabilitation der verhafteten Bürgermeister ein! Schicken Sie die im Innenteil beigeheftete Postkarte an Herrn Außenminister Fischer ab. (Aktionskarte II)



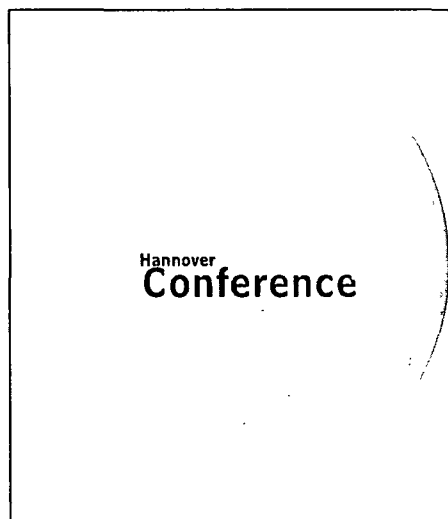
Pressekonferenz der Oberbürgermeister: Herbst Schmalstieg (Hannover) mit Feridun Celik (Diyarbakir) und Abdullah Akin (Batman) Foto: Andreas Selmeçi

terkünften hausen. Die Arbeitslosigkeit beträgt über 50 Prozent. Seit letztem Jahr gelten die Kämpfe als beendet. Doch ein Waffenstillstand ist noch kein Friede. Wahrer Friede ist nicht möglich ohne Versöhnung und die Herstellung von Gerechtigkeit. Die Menschen müssen spüren, dass eine neue Zeit anbricht. Deshalb hoffen wir, dass die Chance genutzt wird. Wir wünschen uns, dass unsere zerstörte Region wirtschaftlich, sozial und politisch entwickelt wird.

Wir fordern, dass der Ausnahmezustand in allen Provinzen der Südosttürkei aufgehoben wird. Alle Flüchtlinge haben das Recht auf Rückkehr und Wiederherstellung ihres Eigentums. Wo dies nicht möglich ist, müssen die Betroffenen angemessen entschädigt werden. Bei der Entwicklung unserer Städte und Provinzen wollen wir nicht die Fehler wiederholen, die in den letzten 50 Jahren in vielen anderen Ländern begangen wurden. Große Infrastrukturprojekte sollen sozial und ökologisch verträglich sein. Sie müssen die Lebensbedingungen der ganzen Bevölkerung, auch die unserer Kinder und Kindeskiner, verbessern.

Wir fühlen uns den Prinzipien der lokalen „Agenda 21“ verbunden, wie sie in der „Charta von Aalborg“ formuliert wurden und mit einer Abschlusserklärung der Hannover Konferenz 2000 weiterentwickelt werden. Es fehlt bei uns an guten Schulen und an einem funktionierenden Gesundheitswesen, das alle Bürgerinnen und Bürger erreicht. Wir wollen den öffentlichen Verkehr fördern und erneuerbaren Energiequellen den Vorzug geben. Wir benötigen Kläranlagen und ein um-

weltschonendes System der Müllbeseitigung. Unsere Trinkwasserversorgung soll langfristig gesichert, unsere entwaldeten Berghänge sollen aufgeforstet werden. Um die Vitalität der Städte zu garantieren, bedarf es eines gesunden Umlandes



mit einem Netz kleiner und mittelständischer Unternehmen und einer modernen Landwirtschaft. Wir Bürgermeister wollen alles in unserer Kraft Stehende tun, um gute Bedingungen für Investoren herzustellen. Voraussetzung für jede nachhaltige Entwicklung ist die Beteiligung der Bevölkerung. Wir bitten um Unterstützung beim Aufbau unabhängiger Medien und Nichtregierungsorganisationen, die demokratischen Idealen verpflichtet sind. Zugleich rufen wir die türkische Regierung dazu auf, die Verbote friedlicher kurdischer Institutionen aufzuheben. Der öffentliche Gebrauch der kurdischen Sprache darf nicht länger eingeschränkt werden. Auch andere ethnische und reli-

giöse Minderheiten, die in der Vergangenheit verfolgt wurden, sollen sich frei entfalten können.

70 Prozent der gesamten Bevölkerung der Türkei leben in Städten und Gemeinden. Doch alle diese Städte und Gemeinden leiden unter der geringen Unterstützung durch die Zentralregierung.

Der türkische Zentralismus ist ein Hindernis für viele Reformen auf regionaler und lokaler Ebene. Immer wieder werden wir Bürgermeister gerade in den Bereichen zum Sparen gezwungen, die für eine funktionstüchtige Stadtverwaltung unerlässlich sind.

Diese Zustände sind zutiefst undemokratisch und widersprechen europäischen Ideen von lokaler und regionaler Selbstverwaltung. Die Türkei soll auf kommunaler Ebene endlich die Maßstäbe der Europäischen Union einführen. Wir verlangen die Abschaffung der Todesstrafe im Strafgesetzbuch. Wir fordern die Ausmerzung der Folter in allen Haftanstalten und Polizeistationen sowie Amnestie für alle Gefangenen, die aus rein politischen Gründen verurteilt wurden. Wer aber schwere Verbrechen gegen die Menschlichkeit begangen hat, der soll ungeachtet seiner ethnischen Zugehörigkeit und sozialen Stellung mit rechtsstaatlichen Mitteln verfolgt werden. Zum Schluss möchten wir unsere Solidarität mit allen Städten und Gemeinden in der übrigen Türkei zum Ausdruck bringen, die unter ähnlichen Problemen leiden wie wir, vor allem aber mit jenen, die durch die schweren Erdbeben im vergangenen Jahr getroffen wurden. Wir trauern mit ihnen um die Opfer dieser humanitären Katastrophe. Zusammen mit allen demokratisch gesinnten Kräften in der Türkei und in ganz Europa möchten wir an einer menschenwürdigen Zukunft bauen. □

Feridun Celik
Oberbürgermeister der Stadt Diyarbakir

Abdullah Akin
Oberbürgermeister der Stadt Batman

Feyzullah Karaarslan
Oberbürgermeister der Stadt Bingöl

Hüseyin Ümit
Oberbürgermeister der Stadt Hakkari

Selim Özalp
Oberbürgermeister der Stadt Siirt

Sahabettin Özarslaner
Oberbürgermeister der Stadt Van

Salhaddin Ertas
Bürgermeister der Stadt Dikmen

Kurdische Stimme in Deutschland

NAVEND – Kurdisches Informations- und Dokumentationszentrum e. V.

VON SARAH ROßMANN

In der Bundesrepublik Deutschland leben ca. 600.000 Menschen kurdischer Abstammung. Sie bilden hier die zweitgrößte Gruppe der Einwanderer. Die Pflege und Ausübung der kurdischen Sprache und Kultur ist in den Herkunftsländern Türkei, Syrien, Irak und Iran größtenteils verboten.

Den kurdischen Einwanderern in Deutschland bietet sich jedoch die Möglichkeit, sich auf ihre sprachlichen und kulturellen Wurzeln zurück zu besinnen,

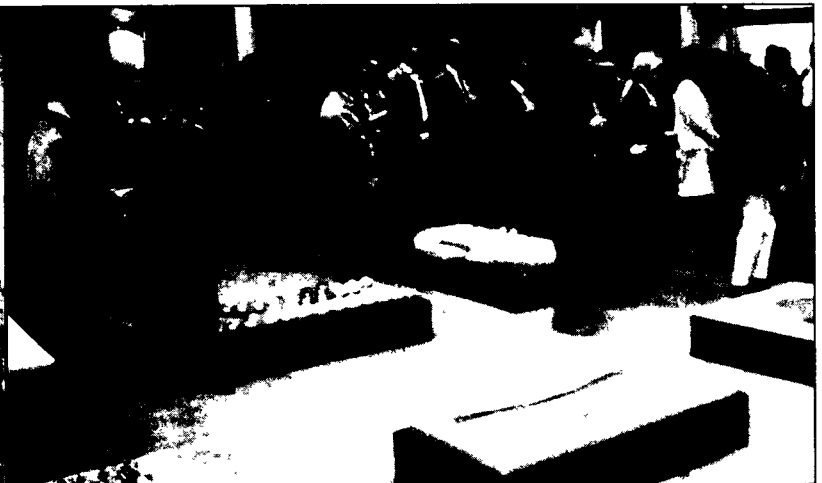
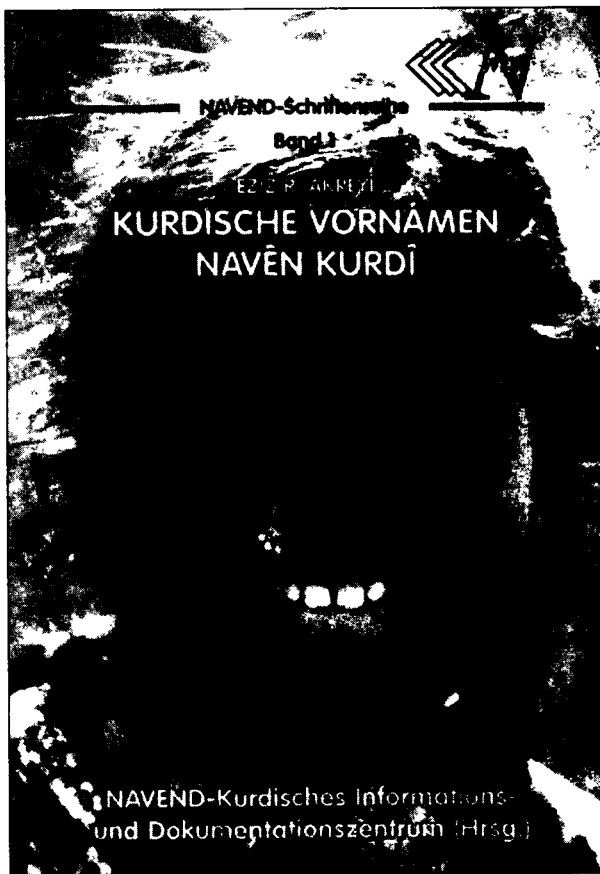
Vereins, der setzt sich für Demokratie und Menschenrechte einsetzt. Zudem informiert NAVEND nicht nur über die Geschichte, Kultur und Sprache der Kurdinnen und Kurden, sondern auch über ihre wirtschaftliche und politische Situation.

Für Recherchen stehen ein Archiv und eine Bibliothek zur Verfügung. Begegnungs-, Informations- und Kulturveranstaltungen, sowie Fachtagungen, die z. B. Polizei und Behörden für die Begegnung mit Kurdinnen und Kurden sensibilisieren sollen, und die Anregung und Durchführung von wissenschaftlichen

druck. Hierzu zählen z.B. Dokumentationen verschiedener Tagungen, eine Studie über die Selbstbilder von Jugendlichen kurdischer Herkunft und ein Band mit kurdischen Vornamen.

Insbesondere dem Namensbuch kommt eine wichtige Bedeutung zu: Den in Deutschland lebenden Einwanderern war es lange Zeit nicht möglich, ihren Kindern kurdische Namen zu geben, da die Standesämter sich weigerten, diese anzuerkennen. Ausschlaggebend waren hierfür die Namenslisten der Auslandsvertretungen der betreffenden Herkunftsländer, in denen kurdische Namen

pogrom 205 • 2000



Ausstellung: „Zwischen Orient und Okzident“, Bonn 6/97 Foto: NAVEND

sie zu bewahren und ihre Identität zu stärken. Das kurdische Informations- und Dokumentationszentrum NAVEND unterstützt diesen Prozess und bietet zugleich Integrationshilfen.

Der 1992 gegründete eingetragene Verein mit Sitz in Bonn ist überparteilich und überkonfessionell. NAVEND ist der kurdische Begriff für „Zentrum“. Er repräsentiert die Ziele und Grundsätze des

NAVEND spezifische Betreuung und Beratung bei sozialen und rechtlichen Fragen an.

Das Engagement für den kulturellen Austausch, für die Integration und die Rechte der in Deutschland lebenden Kurdinnen und Kurden bringt der Verein nicht zuletzt auch durch die Herausgabe einer Reihe von Publikationen zum Aus-

Forschungsvorhaben fördern den Kulturaustausch. Kulturveranstaltungen werden zu den Bereichen kurdischer Musik, Tanz, Theater, Literatur, bildende Kunst, Film, Fotografie und auch im kurdischen Kunsthandwerk angeboten. Für kurdische Einwanderer bietet

nicht vorkamen, weil sie dort offiziell verboten sind. Inzwischen erkennen die meisten deutschen Standesämter kurdische Namen an.

Dies ist ein Schritt in die richtige Richtung. „Wir setzen uns dafür ein, dass wir die gleichen Rechte wie andere Minderheiten in Deutschland erhalten, nicht mehr und nicht weniger“, sagt Metin Incesu, der Vorsitzende von NAVEND. □

Kontaktadresse: NAVEND, Bornheimer Straße 20-22, 53111 Bonn. Tel.: 0228-652900, Fax: 0228-652909, e-mail: info@navend.de, http://www.navend.de

Sarah Roßmann: Studentin der Ethnologie und Soziologie an der FU Berlin sowie Gender Studies an der Humboldt Universität Berlin, absolvierte ein Praktikum bei pogrom

LA TURQUIE : LA VOIE EUROPÉENNE

- Les Quinze ont accepté, le 10 décembre dernier, la candidature d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne
- La Grèce, un ennemi héréditaire, a fini par lever son veto, avec le soutien de l'Allemagne qui a changé son point de vue avec l'arrivée de Gerhard Schröder à la Chancellerie
- La Turquie a encore un long chemin à parcourir avant de remplir toutes les conditions de son entrée dans l'UE, tant sur le plan politique, économique qu'en matière de Droits de l'homme
- Le rapprochement entre la Grèce et la Turquie pourrait relancer les discussions à propos de Chypre afin de trouver une issue à la division de l'île qui remonte à 1974
- En Allemagne, qui comprend la communauté immigrée turque la plus importante de l'UE, la question kurde reste extrêmement sensible, en particulier le sort qui sera réservé au leader du PKK, Abdullah Öcalan. De son côté, le Danemark doute que l'intégration de la Turquie ait lieu dans un avenir proche

Ankara au pied du mur

L'accord des Quinze sur la candidature d'adhésion turque a suscité l'enthousiasme. Reste maintenant à adapter le pays aux exigences communautaires

DANIELA FERNANDES DA COSTA
ET ALESSANDRO GORI
en Turquie

Un diplomate turc décroche son téléphone et appelle l'un de ses collègues européens : « La Turquie aimerait faire partie du comité pour la résolution du conflit bosniaque. »

« Je suis désolé », lui répond son interlocuteur, « mais il s'agit d'une affaire européenne ». Et il lui raccroche au nez.

Cet échange téléphonique se déroula en 1992, pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine. Il ne dura que quelques secondes et la réponse fut ressentie comme un affront par les Turcs.

Même si une petite partie du territoire national seulement se trouve en Europe (et qu'il suffit de cinq minutes en voiture pour traverser le pont du

Bosphore et être en Asie), on se sent européen dans tous les coins de la Turquie.

Dans les rues d'Istanbul, les commerçants polyglottes font l'article aux touristes pour les attirer dans leur magasin de tapis ou d'objets traditionnels. Inutile d'essayer quelques mots d'allemand ou de portugais pour chercher à leur échapper : ils peuvent vous répondre dans n'importe quelle langue.

La rebuffade européenne ne pouvait pas être comprise dans un pays où l'on fait toujours preuve de la plus extrême courtoisie à l'égard des étrangers. Au restaurant, par exemple, on offre au visiteur des spécialités qu'il n'a pas commandées pour lui donner l'occasion de les découvrir. Dans un bus bondé, une touriste se verra aussitôt proposer une place assise.

Dans des grandes villes comme Istanbul et Ankara, la vie a bien des points communs avec celle des grandes métropoles européennes. Les chaînes de télévision montrent les mêmes programmes de variétés. Les cafés-internet sont partout, et les couples d'amoureux se promènent sans gêne. Pour les Turcs, la Turquie – à part les odeurs d'épices typiques qui parfument les rues – est aussi l'Europe.

Pourtant, à mesure qu'on avance à l'intérieur du pays, s'impose l'idée que l'on quitte le continent européen. Déjà à Ankara, la rue est moins internationale, moins polyglotte qu'à Istanbul.

UNE AMBIANCE DE FÊTE

Tel est donc le pays qui, après des décennies d'attente et fréquentes tensions, est devenu, le

EUROPE
magazine

Revue trimestrielle – n° 97

Printemps 2000

Fondation Journalistes en Europe

10 décembre 1999, lors du Conseil européen d'Helsinki, un candidat potentiel à l'entrée dans l'Union européenne (UE). Cette décision des Quinze était attendue en Turquie comme une finale de Coupe du monde de football. Les gens ont suivi les journaux télévisés qui donnaient les dernières nouvelles de la réunion et ont longuement fêté ce résultat.

Tout avait commencé en 1963. La Turquie avait alors conclu un accord d'association avec la Communauté européenne pour préparer le terrain à une éventuelle adhésion. La demande officielle pour devenir membre de la CEE avait été déposée en 1987. Et malgré l'Union douanière entrée en vigueur le 31 décembre 1995 – qui aurait pu être interprétée comme un grand pas vers l'intégration –, la candidature turque fut refusée deux ans plus tard au Conseil européen du Luxembourg.

« Ce rejet a déclenché des sentiments hostiles envers l'Union. Les Turcs ont tourné le dos à l'Europe », rappelle Yildirim Keskin, ancien ambassadeur de Turquie à Bruxelles. Ce peuple peut être courtois, mais il sait aussi rendre la monnaie de la pièce : « On était maltraité et on maltraitait aussi », ajoute-t-il.

La question de Chypre, des Droits de l'homme et des Kurdes ont empêché l'Europe de faire une ouverture vers la Turquie. Ces problèmes sont loin d'être complètement résolus, mais, néanmoins, des solutions commencent à se dessiner peu à peu. Un exemple est fourni par la décision des autorités turques de suspendre la condamnation à mort d'Abdullah Öcalan, le leader du PKK, interprétée par l'UE comme un signe de bonne volonté de la part du gouvernement turc.

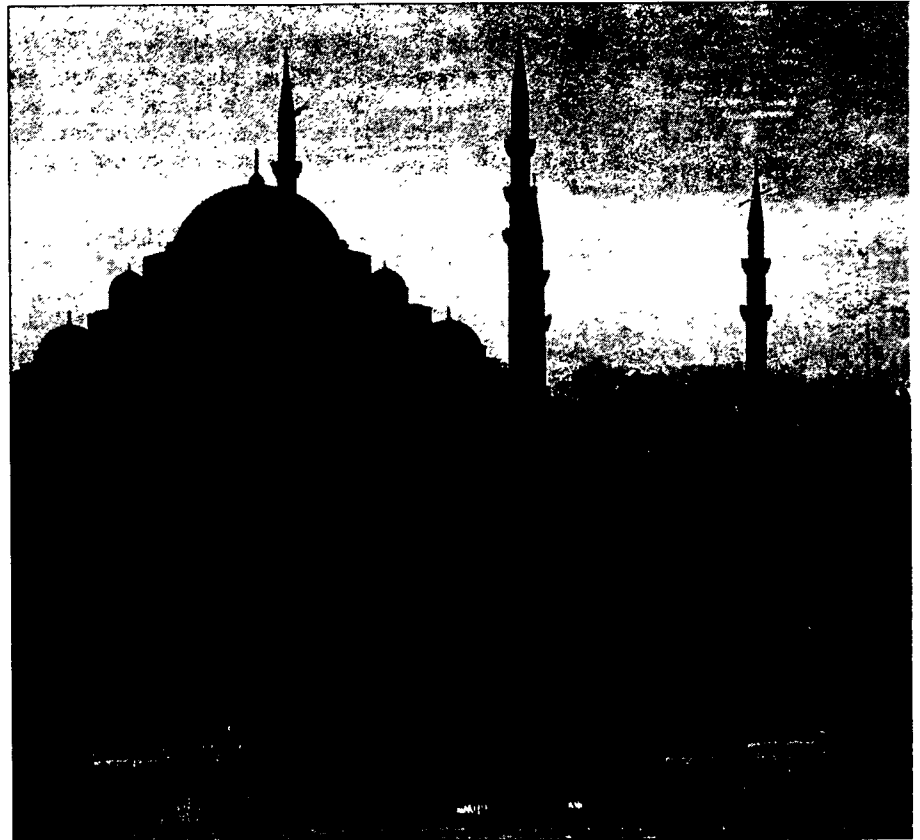
RÉALISME

L'évolution des rapports entre la Turquie et l'UE tient à plusieurs facteurs.

La situation a changé avec l'arrivée des sociaux-démocrates au pouvoir en Allemagne, en 1998. « Les déclarations du Chancelier allemand Helmut Kohl estimant que l'Europe était un club chrétien ont perdu leur sens à ce moment-là », explique Yildirim Keskin. Si tel était le cas, ce pays, dont la population est à 99 % musulmane, n'aurait vraiment aucune chance.

Dans le même temps, la Grèce a annoncé une politique de rapprochement vis-à-vis de la Turquie et a suspendu son veto qui bloquait les perspectives d'adhésion turque (*lire page 48*).

Mais cela n'explique pas tout. En effet, l'Europe s'est rendue compte de l'importance géostratégique de la Turquie et des dangers de laisser le pays isolé et tenté de se rapprocher politiquement de ses voisins d'Asie centrale. D'autant plus que la Turquie a, au sein de l'Otan, la force militaire la

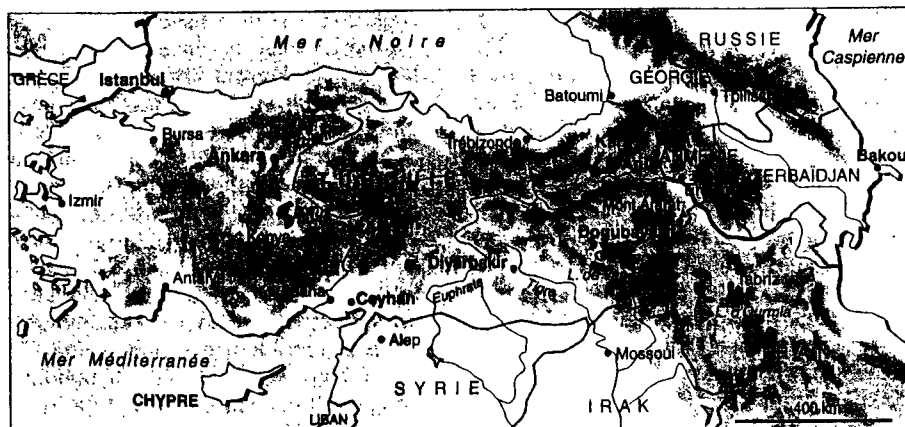


plus importante, quantitativement, après celle des États-Unis.

En outre, les Turcs se trouvent à proximité d'importantes ressources énergétiques (comme le gaz et le pétrole) détenues par des nations frontalières. Et les voies d'acheminement passeront justement par son territoire. L'exemple le plus parlant concerne le contrat de 4,5 milliards de dollars pour la construction des oléoducs qui devront transporter du pétrole de l'Azerbaïdjan à travers la Géorgie jusqu'au port méditerranéen turc de Ceyhan.

Financé en grande partie par des entreprises américaines, ce projet a été préféré à un autre, proposé par les Russes. Les États-Unis ne sont pas seulement un important allié économique de la Turquie ; ils sont aussi intervenus pour obtenir un changement de la politique européenne à l'égard du pays. Le président Bill Clinton a exercé des pressions sur les principales puissances européennes, surtout l'Allemagne, pour qu'elles acceptent la candidature turque. Et les Turcs aussi ont lancé un ultimatum : « Notre premier ministre, Bülent Ecevit, a écrit en mai dernier une lettre au Chancelier allemand Gerhard Schröder », rappelle Selim Kunalp, directeur chargé des rela- ● ● ●

Le soleil se lève sur la Turquie, mais les Turcs ont du chemin à parcourir pour rattraper leurs partenaires



La décision des Quinze était attendue comme une finale de Coupe du monde de football

Ankara au pied du mur

••• tions avec l'UE au ministère des Affaires étrangères. Dans ce courrier, Bülent Ecevit avertissait fermement que le Conseil d'Helsinki serait la dernière occasion pour se prononcer sur l'entrée de la Turquie.

CHANGER DE FOND EN COMBLE

Voici donc, finalement, le pays retenu dans le club des candidats et plongé dans un climat d'optimisme qui touche tous les secteurs : de la société civile jusqu'au milieu politique ou celui des affaires. Même ceux qui s'opposaient farouchement à l'intégration voient aujourd'hui d'un œil

L'autre point épineux est le déficit budgétaire qui a atteint 11 % du PIB en 1999. Le réduire demandera de rudes économies... et des coupes sévères dans le train de vie de l'État et certains privilèges : « Il y a 350 000 logements officiels, plus que d'écoles ; l'État est propriétaire de 86 000 voitures. Il y a trois millions de fonctionnaires et ceux qui travaillent dans des sociétés publiques ne veulent pas perdre leurs avantages et sont opposés aux privatisations », constate Kamran Inan, ancien ministre des Affaires étrangères et actuel président de la Commission des affaires étrangères du Parlement et du parti ANAP. Autre point noir : l'en-

dettement à court terme, qui s'élève à 40 milliards de dollars et continue à gonfler quotidiennement à cause de taux d'intérêts encore très élevés. Ils étaient de 100 % par an en janvier dernier, mais ont été ramenés à un niveau de 30 % à 40 % actuellement.

DES ATOUTS ÉCONOMIQUES

Mais l'économie turque présente aussi des atouts : son taux de croissance a atteint en moyenne 5 % par an de 1990 à 1998, une performance que peuvent lui envier ses partenaires européens. La Turquie est ainsi devenue la 17^e puissance économique mondiale. Malheureusement, 1999 affiche un retournement de tendance avec une croissance négative de 4 %. Le tremble-

ment de terre d'août dernier a contribué à aggraver une situation qui n'était déjà pas favorable : durant les huit premiers mois de l'année, la production industrielle avait chuté de 5,8 %.

Le séisme a touché la région la plus industrialisée du pays (le sud-ouest), qui comptait pour 34,5 % du PIB, et a provoqué des pertes estimées à 10 milliards de dollars, compensées en partie par l'aide internationale. Un accord, signé avec le Fonds monétaire international (FMI), à la fin de 1999, au terme duquel la Turquie recevra 4 milliards de dollars, a permis un certain retour de la confiance de la part des investisseurs. Cet accord prévoit que l'inflation soit ramenée à 25 % cette année et que les privatisations soient accélérées.

Dans le même temps, un ambitieux programme de réformes a été lancé. Des modifications ont déjà été apportées à la fiscalité, au régime de sécurité sociale et le secteur bancaire a commencé à être restructuré. Mais le gouvernement a encore à s'attaquer à des dossiers difficiles : cette année, le Parlement devrait discuter de la réforme de l'État ainsi que des secteurs agricole et de la santé.

La Turquie change, et à grande vitesse. La même vitesse à laquelle roulent les chauffeurs des dolmus, une sorte de minibus qui sillonnent les villes et est le moyen de transport le plus utilisé. Seul l'appel du muezzin lancé du haut des minarets des mosquées reste immuable. Le gouvernement, pressé d'entamer le plus rapidement possible les réformes nécessaires, a amorcé un virage à 180° dans deux domaines : la politique internationale et l'économie. En sept mois, un nombre record de 104 lois ont été adoptées !



Les présidents américain, Bill Clinton, et turc, Suleyman Demirel, signant en novembre dernier l'accord pour la construction du pipe-line Azerbaïdjan-Turquie

REPÈRES

La Turquie a une population de 65,9 millions d'habitants

Le PIB est d'environ 415 milliards de dollars (400 milliards d'euros) et le revenu par tête d'habitant de 6 550 dollars. Le salaire minimum est de 125 millions de liras turques (230 euros). Près de 50 % de l'économie sont entre les mains de l'État

Cinq partis politiques sont représentés au Parlement turc, dont deux sont dans l'opposition

La Turquie est membre de l'Otan. Les dépenses consacrées à la défense représentent un peu moins de 4 % du PIB. L'armée compte 800 000 hommes

favorable ce rapprochement avec l'Europe : « L'intégration permettra à la Turquie de développer son processus de démocratisation, qui exigera de nous encore beaucoup de progrès », affirme Ertan Yülek, vice-président du Parti de la Vertu (Fazilet). Tout en répondant aux questions, ce responsable d'une formation d'inspiration religieuse déploie son tapis de prière.

L'enthousiasme est au rendez-vous. Mais il reste maintenant au pays à accomplir beaucoup de travail et d'efforts pour rattraper ses partenaires européens et satisfaire les critères de Maastricht comme ceux de Copenhague. « Pour devenir membre permanent de l'UE, nous devons tout changer de fond en comble », affirme Aslan Gunduz, directeur de l'Université de Marmara, à Istanbul.

Il faut en premier lieu résoudre les problèmes macro-économiques, dont l'inflation est le plus important : 68,8 % l'année dernière, alors que le taux moyen dans l'UE n'est que de 1,2 %. Un exemple de cette inflation galopante est fourni par le Kebab, ce sandwich typique, dont le prix a bondi de 80 000 liras turques en 1996 à 600 000 aujourd'hui.

Le déficit budgétaire croissant et l'inflation galopante ne permettaient pas de différer plus longtemps les réformes structurelles. Mais les changements en cours n'ont pu avoir lieu que grâce à une stabilité politique qui ne faisait pas partie du quotidien des Turcs depuis les années 1970.

Les élections d'avril 1999 ont permis de constituer une coalition – inimaginable auparavant – avec une confortable majorité parlementaire constituée de trois partis : le Parti social-démocrate (DSP) du premier ministre Bülent Ecevit, son ancien ennemi, le Parti d'action nationaliste (MHP), héritier politique de la formation d'extrême droite « Loups Gris », et le Parti de la Mère Patrie (ANAP). Et contrairement aux prévisions, cette coalition a réussi à former un gouvernement apparemment solide et réformiste.

Dans ce climat presque serein après des années tourmentées, la perspective – même lointaine – d'une adhésion à l'UE permet aux Turcs de voir l'avenir presque en rose. « L'Europe a toujours été pour la Turquie un symbole de modernité et un modèle de développement économique. ● ● ●



Le changement de majorité en Allemagne, comme l'évolution de l'attitude grecque ont ouvert la voie à la décision des Quinze

La population est musulmane à 99 %. Néanmoins, dans les grandes villes, peu de femmes portent le tchador

L'écho européen, même aux confins de la Turquie

Les 1 200 personnes qui vivent dans les petits villages d'Esenkent et Ocakli, à deux kilomètres d'Ani (à l'Est de la Turquie) ont besoin d'une autorisation spéciale de l'armée pour habiter là. L'Arménie se trouve de l'autre côté du fleuve Arpaçay. Le seul moyen pour un visiteur d'entrer dans la ville déserte d'Ani, où se trouvent les ruines de l'ancien royaume d'Arménie, est d'avoir un permis et de passer par un contrôle militaire où il doit laisser son passeport.

Il est interdit de tourner son appareil photo vers l'Arménie. On peut seulement regarder le paysage, entouré de montagnes, et se demander comment on peut vivre à côté d'une ville fantôme, sous la surveillance permanente des militaires.

La ville la plus proche, Kars, 100 000 habitants, se trouve à 47 kilomètres. Mais même dans ce bout du monde où les habitants se consacrent entièrement à

l'agriculture, la perspective d'adhérer à l'Union européenne fait recette. Les maisons ne disposent pas d'eau courante, les commerces sont rares, mais des paraboles sont installées partout. On y a suivi de près la décision du Conseil d'Helsinki et les autochtones estiment que celle-ci aura un impact important sur leur vie quotidienne : grâce à l'adhésion, espèrent les villageois, la Turquie pourra bénéficier des techniques agricoles modernes et des avantages de la Politique agricole commune. Il est pourtant difficile d'imaginer, *a priori*, que dans ce petit coin de Turquie, sur le

continent asiatique, on se sente européen. Le même sentiment peut s'observer à Dogubayazit, à la frontière de l'Iran, au pied du Mont Ararat, où, selon la légende (et quelques recherches scientifiques), l'arche de Noé aurait échoué.

Dans cette petite ville de 13 000 habitants (dont 6 000 militaires) et une dizaine de rues, on ne voit pas de femmes. Elles se marient à 13 ou 14 ans, quittent l'école après le mariage et ne sortent que brièvement le matin pour faire leurs courses, la plupart portant le foulard islamique.

On ne voit pour ainsi dire que des hommes, dans les restaurants, les magasins ou dans les cafés-internet. Il n'y a pas de cinéma, les coupures de courant sont constantes le soir, mais dans les rues, les voitures de luxe américaines ou allemandes croisent des troupeaux d'animaux conduits par des bergers. En effet, beaucoup d'habitants de Dogubayazit se sont enrichis en faisant du trafic de marchandises avec l'Iran. Ces nouveaux riches côtoient une population dont les enfants sont parfois obligés de quitter l'école pour travailler. Les gens attendent avec beaucoup d'optimisme l'entrée de la Turquie dans l'UE, même s'ils n'ont jamais mis les pieds en Europe. Dans ce village des confins, qui jouxte l'Iran, on vit dans l'espoir d'accéder ainsi au développement social et économique.



Dogubayazit, à la frontière de l'Iran : les femmes ne sortent que brièvement pour faire leurs courses

DANIÉLA FERNANDES DA COSTA
à Kars et Dogubayazit

• • • politique, social et culturel », témoigne Sami Kohen, journaliste spécialisé dans les relations internationales au quotidien turc *Milliyet*, l'un des plus grands du pays.

Les différents partenaires sociaux sont eux aussi convaincus que l'adhésion aura un impact positif. Pour les syndicats des travailleurs, l'Union européenne sera une sorte de guide à suivre qui permettra de moderniser les relations sociales et le fonctionnement de leurs propres organisations : « Les associations d'employés sont bureaucratiques et n'ont pas d'indépendance en Turquie », regrette Osman Yildiz, responsable des relations internationales de la Confédération de travailleurs Hak-is (elle rassemble huit syndicats et représente 400 000 travailleurs du pays).

Même si des progrès ont été accomplis, l'actuelle législation du travail, qui remonte à l'époque du régime militaire, au tout début des années 1980, n'est pas encore en conformité avec celle d'une démocratie, remarque Osman Yildiz. L'intégration pourrait créer l'environnement nécessaire pour adopter de nouvelles règles.

La croissance économique espérée pourrait aussi entraîner une baisse du taux de chômage : officiellement, il est de 10 %, mais, selon d'autres sources, il atteindrait en réalité 25 % de la population active.

UN ENTHOUSIASME À ENTREtenir

Dans les milieux d'affaires, on attend de la décision des Quinze une explosion du montant des investissements étrangers en Turquie – stables jusqu'à présent. En effet, depuis vingt ans, ils plafonnent autour d'un milliard de dollars par an. « Nous espérons la formation de joint-ventures ou bien des fusions avec les sociétés nationales », affirme Bülent Pirlir, secrétaire général du Tisk (la Confédération turque des employeurs, qui réunit dix-neuf associations patronales, notamment industrielles).

Pourtant, reconnaît-il, les sociétés turques, surtout les PME, pourraient connaître des problèmes de compétitivité avec l'arrivée de sociétés européennes. « On a commencé à faire des études pour savoir quels secteurs doivent améliorer leur processus de production », explique-t-il.

Il est vrai que la Turquie a appris à mieux connaître ses partenaires européens grâce à l'Union douanière qui la lie à l'UE (1). Les liens commerciaux se sont resserrés : plus de la moitié des importations turques proviennent de l'Union et presque un tiers des exportations du pays sont dirigées vers les Quinze. Les milieux d'affaires estiment en particulier que l'agriculture, qui représente 15 % à 18 % du revenu national, pourrait tirer profit de la Politique agricole commune pour se moderniser et se renforcer.

L'enthousiasme actuel risque cependant d'être douché si la date d'adhésion est repoussée à un horizon trop lointain. Aucun calendrier n'a été fixé, mais la Turquie table sur un délai de dix ans pour être intégrée à l'UE. « Sinon, le pays perdra son appétit vis-à-vis de l'Europe », affirme Sinan Ülgen, partenaire de la société de conseil turque AB.

Mais les Turcs ont besoin d'un minimum de temps pour « digérer » l'acquis communautaire : celui-ci représente 110 000 pages de textes à transposer dans la législation

turque. Si les réformes économiques ont déjà commencé, tout reste à faire en ce qui concerne les lois électorales, le système judiciaire et le droit d'expression. La liberté d'expression reste très contrôlée et, au cours des dernières années, plusieurs journalistes

ont été emprisonnés. Quant au système judiciaire, sa réforme implique d'abord une modification de la Constitution afin, par exemple, de changer les règles de la Cour de sécurité, chargée de juger les crimes contre l'État : actuellement, un accusé doit attendre quatre jours pour bénéficier du concours d'un avocat.

« Sans ces réformes, l'UE n'entamera pas de négociations avec la Turquie », avertit Aslan Gündüz, professeur de Droit de l'homme à l'Université de Marmara.

LE POIDS DES MILITAIRES

Un des points sensibles à régler est celui du rôle des militaires qui exercent encore une influence très importante dans la vie politique, notamment par leur présence au sein du Conseil de sécurité d'État, comme le souligne le dernier rapport de la Commission européenne d'octobre dernier. Le budget de la Défense correspond à 4 % du revenu national. Mais à voir le nombre de militaires dans les rues, on est tenté de croire que ce pourcentage est encore supérieur !

Mustafa Kemal, lui-même militaire de carrière et père de la Patrie turque, plus connu sous le nom d'Atatürk est resté très populaire. C'est lui qui, en 1923, a mis le pays sur la voie de la modernisation. Après la défaite de l'Empire ottoman, il a créé un État laïc et adapté l'alphabet aux caractères latins. Même dans les plus petits magasins ou restaurants, sa photo trône, omniprésente dans la vie quotidienne. Les Turcs se souviennent, plus que jamais, de sa conviction : « Citoyen turc, vous devez regarder vers l'Occident. Notre vraie place est de ce côté. Et on va tout faire pour y être. » ■

(1) La Turquie est le seul pays à avoir un accord de ce type avec l'UE.

*La position
géostraté-
gique de
la Turquie a
fait pencher
la balance en
sa faveur...
sous
le regard
attentif
du Président
américain*

GRÈCE

La porte de l'Orient

Athènes a fini par lever son veto à la demande d'adhésion turque à l'Union européenne. Mais la méfiance demeure

REPÈRES

NATHALIE PADE
en Grèce

Selon les dernières statistiques de l'Otan (1998), le budget militaire grec s'élève à environ 4,7 milliards de dollars, soit 439 dollars par habitant et 4,8 %, du PIB, le pourcentage le plus élevé de l'Union européenne. Un programme d'armement pour la période 1995-2005 porte sur un montant de 20 milliards de dollars

La Grèce a une population de 10,5 millions d'habitants. Elle fut le dixième pays à rejoindre la Communauté européenne en 1981

Après quatre siècles de domination turque, la Grèce s'est révoltée et a conquis son indépendance en 1821. Un siècle plus tard, la Grèce s'étant emparée de certains territoires turcs, les Turcs se révoltèrent. Conformément aux dispositions du traité de Lausanne de 1923, 1,3 million de Grecs quittèrent la Turquie et 400 000 Turcs la Grèce

Le ministre grec des Affaires étrangères, George Papandreou, a signé cinq accords de coopération avec son homologue turc, Ismail Cem, lors des visites officielles à Athènes et à Ankara. Les thèmes sont : le tourisme, l'environnement, le commerce, la culture, la coopération régionale et la sécurité

« Les Turcs ont une longue tradition de barbarie. C'est dans leur sang. Bien sûr, cela peut changer, mais il faudra des siècles. Comparez, par exemple, Alexandre le Grand et Attila. Non, les Turcs ne seront jamais européens. »

Propos surprenants dans la bouche de Mehmet Sinikognou, mufti de Xanthi et dirigeant spirituel des quelque 15 000 musulmans de la ville, descendants des Turcs restés dans la région nord-est de la Grèce. La frontière s'y est établie après la guerre d'indépendance turque qui a mené, en 1921, à l'État laïc d'Atatürk.

Ce dimanche matin à Xanthi, entre les montagnes derrière lesquelles on cultive du tabac pour fabriquer les cigarettes grecques Bio-Filter, s'entendent à la fois l'appel à la prière du muezzin de la mosquée et le son des cloches des églises orthodoxes. Dans cette ville vivent côte à côte les Musulmans, dont la moitié est turque, les Pomaks – un ancien peuple ayant sa propre langue, qui a subi par la suite l'Empire ottoman et la conversion à l'islam – et les Grecs de rite orthodoxe.

Ils semblent incarner et symboliser les bienfaits attendus d'une intégration de la Turquie dans l'Union européenne. « Nous avons une longue histoire commune », disent la plupart des Grecs quand ils sont interrogés sur les Turcs. Et pourtant, le mufti – fils d'un Pomak – n'est pas d'accord. Pas plus que le chef de l'association hôtelière de Rhodes qui, après avoir longuement fait l'éloge

des avantages touristiques d'une adhésion de la Turquie à l'UE, ce qui faciliterait les échanges commerciaux entre les régions de Rhodes et son voisin, ajoute : « Il ne faudrait pas l'écrire, mais il n'y a pas de démocratie véritable en Turquie – et si l'on y instaurait de vraies élections demain, que se passerait-il ? Regardez l'Autriche ! »

Vassilios Minaïdis n'en dit pas plus. Sauf que, bien sûr, les Grecs et les Turcs ont beaucoup de choses en commun, « et puis ils aiment bien notre nourriture ». Ainsi un café turc s'appelle en Grèce un café grec.

« Un jour, j'ai demandé un café gréco-turc – ce qui a fait rire le conseiller turc de Rhodes, qui se trouvait là aussi », raconte Vassilios Minaïdis. Et, d'un geste large, il ajoute : « Écrivez ceci : le chef de l'association hôtelière de Rhodes aimerait voir en l'an 2000 vingt mille touristes turcs ici. » L'année dernière, il n'y en avait que quatre mille.

« Une mauvaise année à cause de l'affaire Abdullah Öcalan », explique-t-il, en rappelant l'arrestation du leader kurde, jusque-là protégé par l'ambassade grecque à Nairobi. Cette affaire n'a pas grandi la diplomatie grecque et n'a pas manqué de susciter des réactions négatives en Turquie. En réponse, le gouvernement grec a licencié le chef des services secrets et trois ministres, dont celui des Affaires étrangères, Theodoros Pangalos, qui a été remplacé par George Papandreou.

Ce dernier, membre du PASOK (mouvement panhellénique socialiste) est plus diplomate que son prédécesseur qui ne cachait pas son mépris pour les Turcs – des « voleurs et des violeurs » qu'il accusait carrément de « traîner leurs bottes ensanglantées sur le tapis européen ».

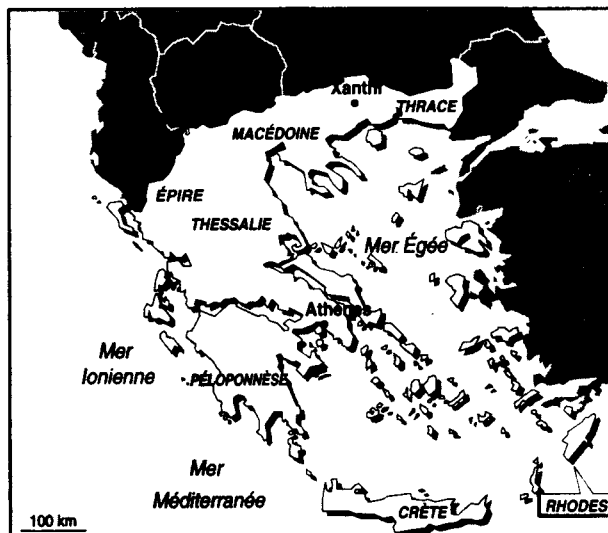
À Athènes, le 15 février dernier – anniversaire de l'arrestation d'Öcalan – une manifestation a mobilisé autant de policiers que de manifestants kurdes qui, plantés devant le bâtiment du parlement grec, réclamaient la libération du chef du PKK.

SOLIDARITÉ

Pourtant, depuis les séismes qui ont secoué les deux pays l'année dernière – le plus violent en Turquie, en août, a fait 14 000 morts – les choses ont changé. Les images de la catastrophe, diffusées dans le monde entier, notamment en Grèce, ont suscité des réactions de sympathie spontanée et l'aide massive de la population grecque aux victimes turques.

Cet événement aurait-il servi de leçon aux hommes politiques ?

« Non, notre rapprochement n'est pas nouveau, mais, jusque-là, la population n'était pas prête à l'accepter », explique le chef de la division gréco-turque du ministère des Affaires étrangères, Konstantinos Jerekostopoulos. Interrogé sur les conditions de l'adhésion réelle de la Turquie à l'UE, il ajoute : « Il faut que les critères de Copenhague, sur la démocratie et les droits de l'homme, soient remplis et que l'armée turque reste à sa place. On se souvient encore que l'année der-



nière, le premier ministre turc a été forcé de démissionner sous la pression de l'état-major – et il ne s'agissait pas pour autant d'un "coup". Il faut regarder attentivement l'Autriche, qui est en train d'insulter l'Union européenne. Le peuple autrichien peut faire ce qu'il veut, mais l'UE n'est pas obligée de se mettre à table avec quiconque », affirme Konstantinos Jerokostopoulos.

DES LIENS RESSERRÉS

Les quelques minarets qui se dressent encore dans la vieille ville de Rhodes témoignent du passé ottoman après la conquête de l'île par Suleiman le Magnifique pour l'inclure dans son empire. Les minorités turques représentent aujourd'hui quelque 2 500 personnes intégrées dans la société rhodienne. Pour tous les habitants, le tourisme fait figure de bien commun. Chaque année, Rhodes reçoit 1,2 million de touristes, pour une population de 98 000 habitants. Le tertiaire, au sens large, occupe 67 % de la population active, avec un secteur marchand extrêmement développé, puisque l'on compte 10 000 commerces sur l'île.

En face, côté turc, se trouve Izmir, anciennement Smyrne, qui fut une grande civilisation chrétienne au cœur de l'Empire byzantin. Aujourd'hui, des liens d'amitié ont été tissés entre les deux villes, ainsi que des relations commerciales sous l'impulsion des chambres de commerce.

« Le grand objectif d'Izmir, c'est le tourisme », explique George Hatzimarkos de la Chambre de commerce rhodéenne. « Mais l'un de leurs problèmes est le manque d'infrastructures et de personnel qualifié. »

« L'influence de la religion joue aussi négativement sur le tourisme, puisque toute décision doit

prendre en compte l'avis du parti musulman. Par exemple, les casinos ont été interdits à une certaine époque, ce qui a affecté le nombre de touristes en provenance du Moyen-Orient », ajoute George Hatzimarkos.

Si des facteurs conjoncturels ont joué en faveur du rapprochement gréco-turc, celui-ci n'est pas étranger à l'influence exercée par les États-Unis. « Les Américains ne peuvent pas se permettre la même erreur qu'en Iran avec la perte de tout le Moyen-Orient. Dans ce sens, ils verraient d'un bon œil la Turquie se rapprocher de l'Union européenne, d'où des pressions sur la Grèce », explique Theodore Coulombis, professeur de relations internationales à l'Université d'Athènes.

DIPLOMATIE DU PIPE-LINE

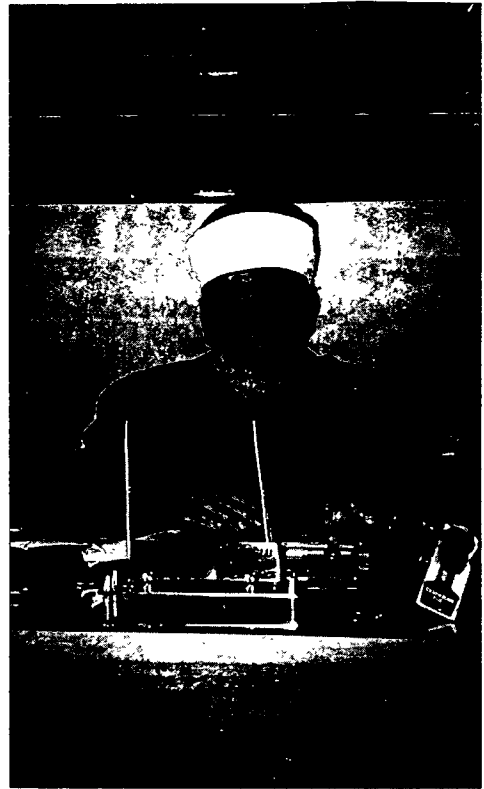
Mais les Grecs ont toujours été méfiants vis-à-vis des États-Unis. Ils n'oublient pas la récente période de la junte des Colonels (de 1967 jusqu'en 1974), qui avait la sympathie de la CIA américaine... Et beaucoup sont persuadés que les Américains ont toujours nourri l'antagonisme gréco-turc pour mieux pouvoir vendre leurs armes. Aujourd'hui, par contre, ils sont intéressés par le projet de pipe-line traversant la Turquie pour acheminer le pétrole de la mer Caspienne vers l'Occident (*lire pages 42 à 47*).

Le professeur Theodore Coulombis souligne que si cet oléoduc est implanté sur le territoire turc, « c'est la Grèce qui possède la plus grande flotte marchande du monde. Ainsi, tout le monde profite de ce projet, et il n'y a pas de perdant. »

Les relations avec la Turquie auront constitué le grand thème des élections législatives du 9 avril. Alors que l'opposition reproche au gouvernement de n'avoir pas assez fait pour améliorer l'économie grecque et notamment lui permettre l'adhésion à l'euro à partir de 2001, le gouvernement, lui, concentre ses efforts sur la diplomatie. Ainsi les deux visites officielles de George Papandreou à Ankara le 20 janvier et de son homologue turc, İsmail Cem, à Athènes le 4 février – les premières en près de 40 ans – auront au moins servi à éviter des crises déstabilisantes pour l'économie grecque.

Reste à résoudre les conflits territoriaux en mer Égée. Et à dénouer le problème chypriote, obstacle principal à une paix entre les deux voisins. Mais, se réjouit le professeur Theodore Coulombis, « les États-Unis sont là. Il n'est pas difficile d'imaginer un accord de paix signé cette année, aux alentours du mois d'octobre, juste avant l'élection présidentielle américaine, dans la foulée de la visite officielle de Bill Clinton à Chypre – un beau lapin à tirer de son chapeau ».

Reste que, quoi qu'il sorte du chapeau américain, les Grecs ne sont pas enthousiastes à l'idée de voir leur « ennemi héréditaire » entrer dans l'Union européenne. En tout cas dans les prochaines années à venir. ■



Pour Mehmet Sinikogno, mufti de Xanthi, « les Turcs ne seront jamais européens »

Désarmer l'Histoire

Le Centre international des écrivains et des traducteurs, implanté à Rhodes, a commencé à travailler sur un projet commandé par l'Unesco sur la relecture des livres scolaires, jusqu'ici fortement influencés par le souci de faire apparaître la Turquie sous un jour peu flatteur.

Jeny Drossou, 71 ans et artiste-peintre à Athènes, raconte comment on lui avait appris à l'école « que, lors de massacres, les Turcs coupaient le nez et les oreilles des Grecs et les envoyaient ensuite paver les rues de Constantinople ».

Et elle ajoute : « On disait, pour effrayer quelqu'un : "Attention ! Il y a un Turc derrière toi !" »

Aujourd'hui encore, les livres scolaires destinés aux minorités turques dans le primaire sont fournis par le gouvernement turc. Il en va de même en Turquie pour les livres utilisés par les enfants d'origine grecque.

Le projet de relecture – appelé « désarmement de l'histoire » – est rédigé par une équipe gréco-turque et a pour but d'éliminer les préjugés et d'élaborer une version cohérente, explique Mary Papandreou, écrivain et membre du comité du Centre à Rhodes. Alors pourquoi persiste-t-on à appeler Istanbul Constantinople ?

« Mais ça, c'est de l'histoire ! », s'exclame-t-elle.

*Le
tremblement
de terre
en Turquie
a suscité
des réactions
de sympathie
spontanée
et l'aide
massive de
la population
grecque
aux victimes
turques*

GERMANY

Goodwill but less enthusiasm

Germany wants a stable and democratic Turkey. Any instability is quickly felt in Germany, host to the largest group of Turks living abroad

OTÁVIO DIAS
in Berlin

When a general election brought a change of government in Germany in 1998, Turkey found a strong advocate for its case to join the ranks of the European Union. The official line is that the Germans want the Turks to join the European club. However, if you make inquiries unofficially you discover that the response of German politicians is less than enthusiastic.

"There are so many difficult issues involved that I doubt that Turkey will ever be a full member of the EU," said a senior parliamentary deputy of Chancellor Gerhard Schröder's ruling Social Democrat Party (SPD), who preferred not to be identified.

As home to more than 2.1 million Turkish citizens (about 60 percent of all Turks living abroad, according to 1997 figures), and one of the pillars of the EU, Germany has a very important voice in the development of relations between Turkey and Europe.

During Helmut Kohl's era in Bonn, German policy towards Turkey was to bring the country as close as possible to Europe, but with a status other than full EU membership. Ruprecht Polenz, a member of Kohl's Christian Democratic Party (CDU) now in opposition, prefers the former policy. "The Christian Democrats are in favour of a more realistic approach," says Polenz, a CDU deputy who deals with Turkish issues. Close association, yes. Full membership, no.

This attitude – seen as cautious by some and ambiguous by others – changed considerably after Schröder succeeded Kohl in October 1998 and formed a coalition government with the Greens.

For the first six months of last year Germany held the rotating EU presidency. Schröder and his Deputy Chancellor and Foreign Minister Joschka Fischer, leader of the Greens, chose that moment to throw Germany's weight behind Turkey's membership bid. Last December, when the European leaders met in Helsinki, Turkey was finally recognised as an official EU candidate.

The negotiations have not yet started, and they depend largely on political developments in Turkey. These include further democratisation of the country, respect for human rights, and protection

of minorities – the so called "political criteria."

What prompted the German government to support so strongly the Turkish candidature, in spite of all the doubts it raises not only in Germany, but in the majority of other EU members?

KEY ALLY

A full member of NATO since 1952, Turkey has played an increasingly important strategic role in the last decade during conflicts like the Gulf War or in Kosovo. Since the dissolution of the Soviet Union, it has been a key ally of the Western powers, especially the United States, in their strategies in the Caucasus, the Middle East and the Balkans.

Although nobody admits this publicly, Germany, as well as other EU members, were pressed by the US to accept Turkey as a candidate. "For the US, Turkey is more important than Germany. They are a strategical ally in a fragile area. We are competitors," said the senior Social Democrat.

A second reason, related to the first, was fear that Turkey could embark on a process of distancing itself from Europe if the Fifteen continued to keep the EU's door half-closed.

At the end of 1997, when the EU members once again rejected Turkey's application, the authorities in Ankara suspended all official political contacts with the EU and accused its members of discrimination against Turkey.

In reality, it would be very difficult for Ankara to cut its ties with Europe. Since 1996, with the establishment of a customs union, the economic links between the EU and Turkey deepened to an unprecedented level.

Turkey is also a member of the Council of Europe, an international human rights watchdog, and the OECD (Organisation for Economic Cooperation and Development), which makes it improbable for the foreseeable future that Ankara would follow other alternatives (if they existed) rather than seeking a close relationship with the West.

But there is always the danger that, if not faced with a clear signal from the EU, Turkey risks the strengthening of internal nationalistic or Islamic tendencies, which would lead to greater instability in one of the most volatile regions of the world. "With the aim of not further affecting the relations between Turkey and Europe, Germany had a realistic attitude and took the lead in the process of acceptance of Turkey," said Tugay Uluçevik, the Turkish Ambassador in Berlin. ● ● ●



Kurds protest in Karlsruhe last year against the sentence on PKK leader Abdullah Öcalan in Turkey

"When there are troubles in Turkey, we are immediately implicated. That's why their stability is so important for us"

Goodwill but less enthusiasm

••• Foreign Minister Fischer defended his party's view that the acceptance of Turkey as a candidate would be the best way to push the Turkish government towards political reforms.

KURDS IN GERMANY

"For the last few years, the Greens have been saying that the old European policy towards Turkey (close association, but not full membership) was leading to a dead end," said Christian Sterzing, the Greens spokesman on European Affairs in the Bundestag. "I hope the Helsinki decision gives new momentum to the process of political change in Turkey."

Germany is particularly interested in a stable and democratic Turkey because any instability inside Turkey is quickly and strongly felt in Germany. Among the 2.1 million Turkish citizens living in Germany, there are representatives of different ethnic groups, including about 400,000 Kurds.

A good example was the outburst of violence in Berlin following the arrest of Abdullah Öcalan, the leader of the separatist PKK (Worker's Party of Kurdistan), in Kenya last year (see box "Kurdish Wound Festers" on p. 46). There were angry demonstrations all over Europe. The Israeli embassy in Berlin was attacked.

"When there are troubles in Turkey, we are immediately implicated. That's why their stability is so important for us," explained Franz Eichinger, head of the desk for relations with Turkey in Germany's Federal Foreign Ministry.

Germany has followed parallel tracks to achieve its aim. Fresh consultations with Turkey began in the first months of 1999, when Bülent Ecevit of the DSP (Party of the Democratic Left), became Prime Minister after a period of political turbulence.

The April 1999 general elections confirmed him in office, and, shortly afterwards there was an exchange of letters between Schröder, when Germany had the presidency of the EU, and the Turkish prime minister. According to Ambassador Uluçevik, the letters created a "framework" for the two sides to understand each other. "The European Union (represented by the German Chancellor) informed Turkey about its obligations as a candidate, and Turkey informed Europe about its responsibilities," explained Uluçevik.

"There were references to the Copenhagen criteria (including the political ones), and Turkey made clear that it accepted them," said the Ambassador. Turkey's positive answer gave Germany the basis to pursue bilateral talks with its European partners, mainly Greece, which has always been an obstacle to Turkey's accession to the EU because of long-standing disputes including the Cyprus conflict.

"Germany is not playing the role of peace mediator between Greece and Turkey, but we tried to persuade Greece not to put a veto on Turkey's accession," said Eichinger of the Foreign Ministry.



"When there are troubles in Turkey, we are immediately implicated." Franz Eichinger, of the German Foreign Ministry

So, is the road finally open for the relatively smooth accession of Turkey to the European Union? Despite the official goodwill, the answer is not so simple. In private conversation with the Germans, regardless of their political orientation, reluctance is evident.

MIGRATION FEARS

There is a high level of concern on religious and demographic factors. Turkey has a growing Muslim population; Europe's inhabitants are mainly Christian and its population growth is slackening considerably. These trends could lead to a situation in which Turkey one day might be the most populous country in the European Union, while also having a sizeable Muslim population.

Germany is particularly worried about the huge migration of a cheap workforce that could result from the opening of the frontiers between Turkey and the EU. Because of its large Turkish community – more than seven times bigger than the next largest European one in the Netherlands – Germany is likely to be the most affected country.

This is a very sensitive issue among the German public. The politicians attempt to avoid it by saying that Turkey will need so many years to adapt itself to the EU's accession criteria that, in fact, the political and economic situation will be quite different by then.

But this points to one of the most problematic areas of this difficult process: the huge gap between Turkish expectations and European leaders' forecasts regarding the date of entry of Turkey into the EU. In Germany, nobody speaks of less than 15 years. Some prefer to think of it as a process lasting 20, 25 or even 30 years. Is Turkey, which has already been knocking on Europe's door for almost four decades, prepared to wait such a long time? Will Europe be really prepared to welcome Turkey or will the process derail midway?

"I see the decision to recognise Turkey as a candidate for full membership as very risky," said the Social Democrat deputy who preferred to remain unnamed. "After this recent decision of acceptance, a failure will be very disappointing." ■

FACTS

A German opinion poll in February 2000 shows that 52 percent of those interviewed did not agree with the decision to recognise Turkey as a candidate for EU membership. Germans see Turkey as a culture not belonging to Europe. Sixty percent do not consider it a democracy.

48 percent of SPD supporters, 57 percent of Christian Democratic voters and 45 percent of Green Party voters are against Turkey being accepted as a candidate.

DENMARK

In from cold – to lukewarm

Government says Turkey important to EU, wants pro-western democracy, but concerned about human rights, while Dane-in-street cool to immigrants

VIKTOR ZAMYATIN
in Copenhagen and Aarhus

Mehmet Özcelik, a writer and composer of Turkish origin living in Copenhagen, speaks good Danish, has many Danish friends and likes the city. Nevertheless he has the sense that many Danes would prefer if there were no Turks here. "People have learned no lessons from history," he said pointing to the growing influence of the the right-wing extremist, anti-immigrant Danish People's Party, which is very close in ideology to Jörg Haider's Freedom Party in Austria.

Public opinion towards Turks in Denmark disappoints him. He claims it is much easier for an immigrant to find a job in the USA or in Britain, than in Denmark. Even if you have good qualifications here you can wait for years, according to Mehmet.

Latest evidence of the attitude of Denmark to the Turks can be seen in Danish responses to their application to join the European Union. Mehmet is convinced the Danes are not happy about Turkey being officially accepted as a candidate for membership. "While the politicians speak of their concern about human rights, I believe prejudices are centred on the Muslim religion," he said.

Mehmet questions whether EU membership is necessary for his country. He believes it could, instead, create some kind of union with its neighbouring countries. The future, says Mehmet, does not belong to the West – but to the East.

Denmark, one of the richest countries in the world, has traditionally been very critical of Turkey, particularly after a military coup there in 1980. Reports on violations of human rights and the unsolved Kurdish problem added to a bad Turkish image here. There are also growing problems in relations with Turkish immigrants. Nikolaj Petersen, Professor of International Relations at Aarhus University and Vice-Chairman of the Danish Institute of International

Wearing a police helmet, right wing leader Pia Kjaersgaard (Danish People's Party) tries to escape anti-racist activists

Relations, identifies two main problems. One is that the Turkish immigrant community is seen as failing to integrate properly into Danish society. The second is that Danes themselves are showing signs of intolerance to Turks.

RIGHT-WING

Right-wing extremists can exploit fears and prejudices among some of the public that some Turks allegedly claim unemployment benefit from the government, make no effort to look for jobs, and work the black market.

The official Danish view of Turkey's role in Europe is positive. Foreign Minister Niels Helveg Petersen outlined to the Folketing (Parliament) the reasons for his government's decision to back the EU decision in December 1999 to make Turkey an official candidate for membership: "Turkey is very important for the EU because of its geographical situation – close to the Balkans, to the Caucasus and to the Middle East, and it is very important to see Turkey democratic and pro-Western."

"Turkey's status is no worse than any of the other candidates," the minister added.

But he went on to say that Turkey must improve its record on human rights and minorities, and to deliver all the reforms needed to meet EU criteria. The situation on human rights in Turkey was particularly difficult now, Petersen told the House. That was why the starting date for membership negotiations with Turkey had not yet been determined.

A less official view can be heard in a cafe in the university town of Aarhus: "Turks – no. They are not like us, they are not Europeans, they are the American satellite in Asia, let them live in their own country and us – in our own." Thus Jens, a young Dane.

Immigrants from Turkey are usually divided into two communities, the Turks who are in the majority, and the Kurds. The two are very often hostile towards each other, and most live in ghetto-like conditions, mainly in Copenhagen sub- ● ● ●

"They are not like us, they are not Europeans, they are the American satellite in Asia"



In from cold – to Luke-warm

“Candidate status could stimulate Turkey into meeting all the necessary EU criteria in its own interests”



Kristine, with her fiancée Zafar, is highly critical of the attitude of some fellow-Danes

••• urbs. Perhaps they do not help to foster a positive image of their country. The majority come from some of the poorest provinces of Turkey and are poorly educated. The Danes consider their religion and habits strange. Danish people appear open and friendly – provided, of course, you do not look like a Turk and you do not have a Muslim name.

The daily *Politiken* acknowledged this when it published an article with the headline “Danes always tolerant – except for foreigners.” Denmark, it appears, is not really ready at present to welcome Turkey as an EU member – while Turkey will have a hard task gaining entry. Can these two polaric opposites in Europe be brought closer?

When Turkey was accepted as an official candidate for EU membership at the Helsinki Summit in December, 1999, Danish politicians were astonished, according to Professor Petersen. “Turkey came in from the cold,” he said. “It was impossible for Denmark to say no while the others said yes.” The Danish attitude changed because the positions of other EU members changed. A journalist with the popular daily newspaper *BT* said she believed the reason for the change was because Turkey was an important United States ally.

FUNDAMENTALISTS

“I don’t know if it was really a good idea to include Turkey in the list of official membership candidates,” said Hanne Severinsen, a deputy for the right-wing Venstre opposition party and member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe of which Turkey is a member. She does not expect Turkey to become an EU member for at least ten years. While she thinks that all European countries should become members as soon as possible, she feels it might have been better “to give them (Turkey) some kind of association instead of full membership.” She said Denmark should offer its support to Turkey, but not to its Islamic fundamentalist groups. “It’s better not to keep Turkey outside Europe,” she said: “Of course Danish society does not consider Turkey as a European country.”

Severinsen says she is concerned with growing problems in Denmark over toleration of immigrants, particularly Turkish immigrants. While she believes Danish immigration regulations are polit-

ically incorrect because they are so strict, she insists the Danes are not racists.

Professor Petersen in Aarhus is concerned that the EU should not become “fortress Europe,” and is not convinced when his government says it backs Turkey’s candidacy. “Turkey must be much more close to Europe. It is a really good decision to give this country a candidate status,” he said. “It could have a very good impact because it could stimulate Turkey into meeting all the necessary EU criteria in its own interests. But I still cannot really see Turkey as a real EU member. We don’t think now that Turkey will be the next in turn.”

On the other hand, he said, the Czech Republic, Poland, Hungary, Ukraine, Russia were “certainly European countries. And I suggest that Ukraine could end up in competition with Turkey trying to enter the EU.”

EU programmes to improve the economic and social situation in applicant countries will cost a lot of money when they eventually join. “There will be some problems in this field,” said one European Commission official involved in Brussels in the economic aspects of EU enlargement. Denmark, said Professor Petersen, was ready to pay the necessary contributions. But Denmark is apprehensive about certain basic EU membership conditions being applied to Turkey, particularly those affecting freedom of movement.

Copenhagen, Petersen said, would probably still like to have some restrictions on Turkey concerning the opening up of the labour market and free movement. “It’s difficult to imagine that the same rules will apply to Poland or any other new candidate country that apply at present to EU members. The same will be true of Turkey if it joins,” he said.

Hanne-Lise Enghoff, a teacher of Danish for immigrants, has doubts about the lifestyle of some Turks, even although her own daughter is engaged to a Turk, Zafar, a well-educated 25 year-old. Zafar says he is happy to be in Denmark even though he is officially unemployed. He and his fiancée Kristine, 20, earn a little money serving pizzas in a restaurant in the suburbs of Copenhagen. “The only thing I demand is that he respects me, and I respect him,” Kristine said. A singer by profession, she has no fear of Turks and Kurds, having grown used to them, and is highly critical of the attitude of some fellow-Danes.

Her mother said: “This is my daughter’s choice. This is her own life.”

But her attitude is rare. In Denmark there are very few marriages between Danes and Turks, or between Danes and non-European immigrants. ■

FACTS

According to official figures, in January 2000 there were 363,000 immigrants in Denmark, or 6.8 percent of total population. (There are no official statistics for Turkish immigrants.)

This compared to 10,800 immigrants in 1984. According to Indsam, an immigrant support organisation, 65 percent of immigrants are unemployed

According to polls, 15 to 18 percent of Danish voters support the xenophobic and anti-immigrant Danish Peoples’ Party

Full of disgrace

One of Mehmet Özcelik’s songs, written in English, is about being not accepted as a stranger.

“Look upon your old face
Europe has made its own race
Some think it’s good
Some think it’s bad
But I think it’s full of disgrace.”

Turkish Parliament Left Deadlocked on First Try

Ecevit Can't Get Support for Presidential Pick

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — The Turkish Parliament failed to elect a president in the first round of voting Thursday, delivering a humiliating blow to Prime Minister Bulent Ecevit, who had secured promises from every party leader to support his candidate.

Observers said that many legislators voted for members of their own party but were expected to support Mr. Ecevit's nominee in later balloting. Parliament votes again on Monday.

Mr. Ecevit supports Ahmet Necdet Sezer, a top judge who has spoken of the need for greater democracy and increased freedom of expression.

The presidency in Turkey is a largely ceremonial post, but presidents are often power brokers in times of crises and exert strong moral influence.

Mr. Sezer received 281 votes, falling short of the 367 required for election in the first round. The vote by secret ballot was a fresh test of Mr. Ecevit's control over the 550-seat Parliament.

Mr. Sezer, a political novice, faced nine rivals, all of them members of Parliament.

Analysts said earlier that Mr. Sezer was expected to face serious compe-

tion from only one rival, the Parliament speaker, Yildirim Akbulut, who is also a former prime minister.

The smooth selection of a new president is seen as crucial for Turkey's political stability and the success of the government's \$4 billion IMF-backed economic reform program.

Mr. Ecevit suffered a severe setback this month when many resentful legislators bucked party discipline to reject a coalition bid to keep President Suleyman Demirel in office.

Mr. Ecevit had this time managed to unite his coalition allies and opposition leaders behind one presidential candidate, Mr. Sezer.

"Problems in the presidential election could end political stability and as a result, economic stability," Mr. Ecevit said on state television late Wednesday. "It could really shake things, and that is why we gave such importance to consensus."

Mr. Ecevit said he was confident that Mr. Sezer would win the electoral process, which could continue for a maximum of four rounds. "I don't like to guess, but I am hopeful," he said minutes before voting began.

The prime minister's conservative coalition ally, Mesut Yilmaz, also warned of

instability if Mr. Sezer were not chosen.

"Parliament not approving Sezer could bring serious problems, including problems for the government," Mr. Yilmaz said on television. "I think Sezer will win in the third round."

Since the assembly failed to select a candidate by a two-thirds majority of 367 votes, a second round will be held in a week. In the third round the hurdle is lowered to 276 votes, a simple majority.

If it goes to a fourth and final round, only the two leading contenders run. If no one wins that, general elections must be held, but that is an unlikely prospect.

The judge is seen as acceptable to the powerful and staunchly secular armed forces. Mr. Sezer approved the ban on the Islamic Welfare Party in 1998. His advocacy of increased democracy and freedom of speech makes him attractive to liberals.

Mr. Ecevit has long feared that a divisive presidential race could spell the end of his coalition, the most stable Turkey has had since 1995.

Analysts say that the country cannot afford political uncertainty at a time when it has committed to comprehensive restructuring aimed at helping its long-standing bid to join the European Union.

(AP, Reuters, AFP)



Burhan Ozbilici/The Associated Press

Prime Minister Bulent Ecevit, center, and deputies preparing to vote in Parliament on Thursday in Ankara.

Ex-Iran President Chides Moderates for Undermining Islam

By Susan Sachs
New York Times Service

TEHRAN — Using the platform of a nationally televised sermon to advance the conservative assault on Iran's reform movement, a leading cleric defended Friday the recent closure of 16 pro-reform newspapers and accused moderates of trying to destroy the religious underpinnings of the country.

In an hourlong speech, the cleric, Hashemi Rafsanjani, the former Iranian president and still a significant behind-the-scenes power, drew explicit parallels between the current political tension and the civil strife between secular nationalists and Islamic militants following the Iranian revolution in 1979. "What's being attacked is the Islamic content of the revolution," he said, adding that then and now, those who criticize the clerical regime are "agents" of foreign powers hostile to Islam. "Now they're putting freedom before Islam, freedom before faith," he said of the reform movement.

His address, following an overnight demonstration at a northern Tehran university in favor of reformers, extended the rhetorical and judicial attacks of the last few weeks on supporters of President Mohammed Khatami. But Mr. Rafsanjani, like other religious leaders, steered clear of criticizing Mr. Khatami, who is also a Muslim cleric but has openly encouraged the independent press and political pluralism.

The conservatives' reticence is widely seen as a recognition of the widespread popularity of the president, whose supporters dislodged most hard-line incumbents in the first round of parliamentary elections two months ago and are expected to cement their majority in runoff elections next week. Reform leaders, who represent various political factions with a variety of goals for political and

social change, are united by their support for Mr. Khatami and, now, the blanket assault by hard-line judges on their newspapers and writers. Their ranks also include a number of high-ranking clerics who have supported the president's call for the rule of law in Iran.

Hours before Mr. Rafsanjani's prayer service at Tehran University, about 200 students at Shahid Beheshti University battled the police after campus protest against the newspaper closures turned violent. The student demonstrators hurled stones at college buildings and burned tires. The police broke up the riot after about an hour, according to Iranian state television. Some witnesses said the police were accompanied by vigilante extremists, The Associated Press reported. Vigilante squads tied to the elite Revolutionary Guard Corps, a militia that answers to the country's top clerics, beat student protesters last summer.

Reform leaders have repeatedly appealed for calm and patience in the wake of the latest arrests of reformers, the shutdown of their newspapers and the persistent attempt by hard-line judges and clerics to brand them as anti-Islam.

One of the country's main student organizations, the Student Solidarity Bureau, issued a statement Friday calling for an end to the scattered demonstrations on several campuses, saying it feared that any protest could be infiltrated by hard-line "saboteurs." The group urged students to put their hopes in the new Parliament that is to open on May 28. Students and young people — the majority of the population in Iran — have been the mainstay of support for Mr. Khatami, who has made a concerted effort to meet with them and engage them in politics.

Mr. Rafsanjani's sermon to about 15,000 people gathered for the traditional Friday prayer, was interrupted

several times by chants of "Death to America." That slogan is a standard feature of the weekly sermon. Before the prayer service began, a group of about 150 women cloaked in black cape-like chadors, demonstrated briefly on the street in front of the university. Holding pictures of the Ayatollah Ruhollah Khomeini, the founder of the Islamic revolution in Iran, they chanted slogans supporting the newspaper closures and against "enemies of the revolution."

Mr. Rafsanjani, who has been a target of corruption accusations in the reform press, went further than he has before in linking his critics to a shadowy Western-inspired conspiracy that aimed not to reform but to topple the Islamic government. "Now we have writers who, perhaps unwittingly or perhaps intentionally, question all our accomplishments," he said. "By doing this, these people pave the way for those who want to come in and take over the country."

Still, he expressed irritation with the way the recent reform newspaper closures have been portrayed, inside and outside Iran, as the work of hard-liners who wanted to muzzle their critics. "Why is it that when the judiciary acts," he asked, "it's seen as the judges acting in a partisan manner?"

At times, Mr. Rafsanjani's sermon sounded like a campaign stump speech on behalf of the clerical hierarchy that has ruled Iran since the revolution. He listed the number of dams it has built, its record of extending roads and electricity to rural areas and its extension of telephone lines to Iranian homes. More than half of Iran's present population of 68 million people had not yet been born when the revolution took place. "Now you hear these people questioning Islam's capacity to run a country, as some did back then," he said of the reformers, adding, "We built the country."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, APRIL 29-30, 2000

LE MONDE / SAMEDI 29 AVRIL 2000

Accord entre Damas et Moscou pour un contrat d'armement

Les fournitures, pour l'essentiel des avions et des missiles, s'élèvent à 2 milliards de dollars ; la Russie remettra à niveau l'aviation syrienne

SELON des informations de sources concordantes, dont s'inspirent respectivement les hebdomadaires spécialisés *Flight International* (daté du 1^{er} mai) et *Aviation Week and Space Technology* (du 10 avril), la Syrie et la Russie ont convenu de donner suite à un im-

portant marché d'armes, portant sur 2 milliards de dollars (1,85 milliard d'euros).

Moscou a donné son accord à cette transaction, dont le principe était acquis depuis février, après avoir reçu récemment l'assurance de Damas que la Syrie apurerait sa

dette, contractée lors de livraisons d'armes effectuées dans les années 80, d'un montant global de 6 milliards de dollars. A cette même occasion, Damas se serait engagé à respecter l'échéancier financier qui couvre la nouvelle opération avec Moscou.

Pour l'essentiel, les contrats concernent l'achat d'une trentaine d'avions de combat Sukhoï SU-27, censés remplacer une vingtaine de Mig-25 anciens, et de batteries de missiles sol-air S. 300 PMU mobiles, une version dérivée du SA-10, baptisé Grumble par les services de l'OTAN. Ces missiles ont certaines capacités antimissiles.

D'autre part, la Russie a accepté de moderniser, pour une somme estimée à 400 millions de dollars (368 millions d'euros), quelques

exemplaires de l'aviation syrienne, composée de Mig-21, 23 et 29, qui sont immobilisés faute de stocks en pièces détachées et de capacités à les mettre à niveau sur place. Enfin, la transaction prévoit la fourniture à Damas de batteries fixes de missiles sol-air russes, qui viendront compléter l'arsenal déjà déployé.

Aviation Week and Space Technology croit pouvoir ajouter que la Syrie a ouvert, avec l'Iran, l'Inde et la Corée du Nord, des discussions pour concevoir des missiles sol-sol Scud-D, qui auraient une portée de 700 à 800 kilomètres. A ce jour, la Syrie est supposée détenir des missiles sol-sol Scud-B et C, dont la portée évolue entre 300 et 500 kilomètres. Cet accroissement de portée permet de viser Israël en toute sécurité.

Un ancien complice d'Ocalan demande à bénéficier de "la loi de repentance"



DIYARBAKIR (Turquie), 28 avr (AFP) - 13h09 - Semdin Sakik, un ancien compagnon d'armes du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, a demandé vendredi à un tribunal turc l'autorisation d'avoir recours à une loi d'amnistie limitée permettant à des membres repentis de groupes hors-la-loi de profiter de peines réduites.

La condamnation à mort pour haute trahison qui pèse sur Sadim Sakik a été maintenue il y a quatre mois par une cour d'appel turque, pour son rôle dans les 15 ans de lutte armée du PKK pour l'autonomie du sud-est de la Turquie.

Semdin Sakik a lancé un appel à un groupe de juges pour obtenir la permission de bénéficier de la "loi de repentance", qui pourrait aider à arrêter l'effusion de sang qui a coûté la vie à 36.500 personnes depuis 1984, a-t-il affirmé dans une déposition de 8 pages.

L'ancien rebelle a renié son appartenance au PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, et a sévèrement critiqué Ocalan, le leader kurde condamné à mort, le décrivant comme un "paysan psychotique". Sakik était l'un des commandants du PKK avant de se brouiller avec Ocalan et de fuir l'organisation pour se réfugier en Irak. En 1998, Sadim Sakik et son frère avaient été arrêtés par des commandos d'élite turcs, près de la ville irakienne de Dohuk, et rapatriés en Turquie.

La cour a renvoyé l'affaire au 9 juin, Sadim Sakik ayant demandé un délai supplémentaire pour préparer une déposition plus détaillée.

Les chances pour Sakik de bénéficier de la loi de repentance sont minces, puisqu'elle exclut strictement les fondateurs et des haut représentants politiques ou militaires de groupes hors-la-loi, et tous les combattants qui ont tué ou blessé des membres des forces de sécurité turque. La loi ne s'applique qu'aux "terroristes" qui ont déposé les armes, se sont livrés à la police et ont révélé des informations sur leurs groupes.



29-30 AVRIL 2000

WASHINGTON : UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES MALGRÉ LES PRESSIONS TURQUES

Le Center for Global Peace de l'American University de Washington en coopération avec la nouvelle chair Mustafa Barzani Global Kurdish Studies a organisé les 17 et 18 avril 2000 une conférence internationale sur le thème "The Kurds Search for Identity".

Des universitaires américains et européens, kurdes, turcs, arabes et iraniens ont été conviés à cette réunion d'information et de réflexion sur la question kurde, ses implications pour la paix et la stabilité au Proche-Orient et sur les moyens de la résoudre.

Organisée dans un esprit académique pluraliste et inclusif, cette conférence ne devait pas en principe provoquer des remous politico-diplomatiques. Cependant, une semaine avant la réunion les média turcs ont lancé une campagne orchestrée d'intimidation et de dénigrement, accusant Washington d'encourager le séparatisme kurde. Les critiques turques étaient focalisées sur deux fronts :

1) La participation à la conférence d'un haut diplomate américain, Francis J. Ricciardone, coordinateur américain pour l'Irak à une table ronde présidée par Richard W. Murphy, ancien secrétaire d'État adjoint et où devait également s'exprimer le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, que le gouvernement turc considère comme "hostile à la Turquie".

2) Présentation de Nechirvan Barzani, hôte du dîner officiel de la conférence, comme «Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan irakien». Ankara ne veut pas entendre parler d'un "gouvernement kurde" même régional et encore moins de «ministre» ou d'un "Premier ministre" kurde, alors qu'il déploie tant d'efforts pour faire reconnaître la minuscule "République turque de Chypre du Nord".

Malgré toutes les pressions médiatiques et diplomatiques, l'administration et l'université américaine n'ont pas cédé, les dirigeants kurdes irakiens non plus. "Si les Turcs en sont à vouloir censurer la liberté d'expression à Washington, on peut imaginer ce qu'ils font chez eux" ont commenté des journalistes américains. La conférence s'est déroulée conformément à son programme initial et sans incident.

THE ECONOMIST APRIL 29TH 2000

Turkey's latest controversial dam

HASANKEYF

VAHAP KUSEN, mayor of Hasankeyf, a pretty medieval town in the rugged Kurdish heartland of south-eastern Turkey, wishes he spoke English. "Had I been able to," he says, "I could have explained to all these foreigners that we do want the dam." The dam he speaks of is a gigantic government project on the River Tigris which will wash away the town of Hasankeyf and its exotic ruins and which has already embroiled its 5,000-plus people, most of them Kurds, in a growing international row. Scores of villages in Batman and Siirt provinces will also have to be evacuated to make room for the Ilisu dam, which will become Turkey's largest after the one on the Euphrates named after Ataturk. Mr Kusen is nonetheless adamant that, despite the upheavals, the project should go ahead.

Kurdish campaigners, many of them based abroad, say that the dam is part of a Turkish plot to wipe out all traces of Kurdish culture, not to mention the people, from the area. The spectre of ethnic cleansing has been raised. A number of environmental groups and an array of left-leaning politicians in Western Europe have taken up the cause. So have the governments of Syria and Iraq, which have long been prickly

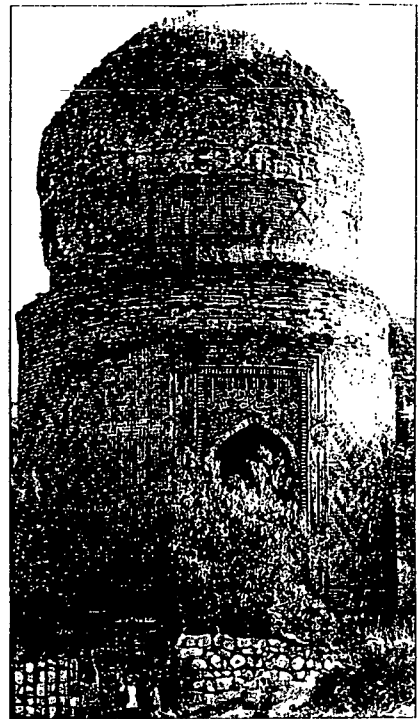
about Turkey's use of water that they consider to be equally theirs. Turkey, they say, is breaking international law.

Now the British government, too, has felt obliged to reconsider its plans to give credit guarantees to Balfour Beatty, a British company leading a dam-building consortium with participants from seven other countries. Stephen Byers, Britain's trade secretary, says that, unless the Turkish government draws up a resettlement plan that can be independently overseen and does its utmost to preserve as much of Hasankeyf's heritage as possible, the credit guarantees may not be given.

Mr Kusen, himself a Kurd, says that opposition to the dam, and particularly the charges of ethnic cleansing, are misguided. He cites another recently built dam, at Bircik, on the Euphrates (see page 96). In the weeks after its gates shut on April 29th, nine villages and an entire town will be submerged. But it is hardly an anti-Kurd event: almost all the inhabitants in the Ilisu area are ethnic Turks.

"If Ilisu makes money and jobs for us, why should we be against it?" says Mehmet Farac, an unemployed youth in a tea-house on Hasankeyf's main street. "All we want is that our monuments don't get lost, that our lands are bought by the government at a fair price, and that we are given good homes."

The Turkish government says it will try to move some of the most precious monuments, though many will perish. Another snag is that



Soon to become a submarine?

several members of parliament in the affected provinces have bought up land at knock-down prices, knowing that the government will compensate them handsomely once the area is flooded. Mr Kusen says that British involvement in the project could help. "There would be greater scrutiny and more transparency," he says.

Turkish officials in Ankara say they would accept such conditions. But the idea that the plan is anti-Kurdish is causing much irritation. "We can build this dam without the British," says a Turkish diplomat. A British counterpart gloomily agrees. "The Koreans, the Argentines, the Chinese—they're all lined up waiting."



TURQUIE *Le Parlement vote pour élire le président de la République*

L'inéluctable victoire d'Ahmet Necdet Sezer

Istanbul : Éric Biegala

281 voix pour Ahmet Necdet Sezer, c'est une vraie majorité... Un peu courte toutefois pour être élu immédiatement, la Constitution turque demande en effet que les deux tiers des députés, soit 367 d'entre eux, se portent sur un candidat pour que celui-ci l'emporte dès le premier tour de scrutin. Reste que les choses se présentent très bien pour le président de la Cour constitutionnelle.

A 58 ans, Ahmet Necdet Sezer a toutes les chances de devenir le pro-

chain chef de l'Etat. Il y a une semaine encore, personne n'aurait parié une livre turque sur son nom. Début janvier, les trois partis au gouvernement s'accordaient pour modifier la Constitution afin de proroger le mandat de l'actuel président de la République, Süleyman Demirel.

Celui-ci en effet doit quitter ses fonctions le 16 mai et la Constitution lui interdit de briguer un second mandat. Malheureusement pour le gouvernement, les députés refusaient de suivre le mouvement et en l'occurrence de modifier la Constitution dans le sens souhaité. La succession du vieux leader de la droite prenait

alors les traits d'une véritable foire aux chevaux : les couloirs du Parlement comme les salles de rédaction bruisaient de rumeurs quant aux

Süleyman Demirel, l'actuel président, doit quitter ses fonctions le 16 mai prochain

possibles candidats... Les surenchères verbales se multipliaient. L'armée, comme à son habitude, indiquait ses impératives préférences...

Au début de la semaine, le gouver-

nement présentait finalement son champion : le président de la Cour constitutionnelle. S'étant à plusieurs reprises exprimé dans le sens d'une

libéralisation des lois, Ahmet Necdet Sezer pouvait compter sur les voix des députés libéraux, de gauche comme de droite. Le nouveau candidat est aussi à la tête de l'instance ayant

banni fin 1998 le Parti de la prospérité (Refah - islamiste), suivant en cela les injonctions des militaires qui orchestrent une campagne anti-islamisme depuis trois ans.

Autre bon point pour le magistrat : il est à l'écart de la politique des partis et sa candidature ne risque pas d'enflammer les susceptibilités... Même les partis d'opposition s'accordent sur son nom. Ce bel ensemble n'empêchait pas une dizaine d'autres candidats de se présenter à titre individuel

et sans le soutien de leur formation, parfois avec pertes et fracas.

Ainsi Sadi Somuncuoglu du MHP (majorité gouvernementale - ultranationaliste), son parti s'étant prononcé en faveur de Sezer. Certains membres du MHP essayant même de l'empêcher de pénétrer au Parlement. Ce parti, le second à la

chambre, a d'ailleurs une longue histoire de violence et une quinzaine de ses députés actuels ont été accusés de complicité dans des affaires de meurtres dans les années 70. Sadi Somuncuoglu a pu tout de même se présenter jeudi après-midi, mais n'a recueilli que 58 voix.

Le second tour de l'élection présidentielle est prévu pour lundi prochain. Un troisième à la majorité simple (276 voix) puis un quatrième tour pourraient suivre... Tous les commentateurs semblent pourtant s'accorder sur l'inéluctable victoire d'Ahmet Necdet Sezer, les « traîtres » n'ayant aucune chance.

Les Tigres du capitalisme islamique

Alanya : de notre envoyé spécial Eric Biegala

Impossible de se tromper quant à la principale ressource de la région : en empruntant la route du bord de mer, les hôtels se succèdent de part et d'autre de la nationale. La côte méditerranéenne turque est, en effet, en pleine « bétonnisation » : appartements de vacances, lotissements, hôtels, longues terrasses des bars et restaurants, discothèques... Tous les ingrédients de la station balnéaire classique sont là.

Tous plus un : l'hôtel « religieusement correct ». « Je garantis que même un moustique mâle n'ira pas voler au-dessus de la piscine des femmes. » La phrase avait fait florès : l'hôtelier qui en était l'auteur, vantant ainsi les charmes de son établissement auprès des journalistes, est devenu une célébrité du jour au lendemain. Mais la presse turque ne goûtait guère l'humour du personnage, et lançait une campagne insinuant que ce type d'établissement menaçait le tourisme classique. « Bienvenue au foulard, adieu les touristes », traitait par exemple le quotidien *Milliyet*.

Une véritable affaire d'Etat pour Alanya dont les 110 000 habitants vivent essentiellement des devises dépensées par les 150 000 à 350 000 Allemands et Scandinaves qui viennent profiter de ses plages chaque année. Depuis, les quatre hôteliers « à foulard », comme on les appelle, font le dos rond et refusent obstinément de parler à la presse. Sur la route qui mène à Alanya, le *Shah Inn* se repère de loin.

Cube de béton jaune canariet bleu roi, on ne peut pas le rater. Il est le premier à avoir accueilli les touristes traditionalistes durant la saison 1998. Ses anciens gérants, les frères Shahin, sont

les inventeurs de la formule. « Depuis vingt ans que nous sommes dans le tourisme, nous savions qu'il y avait un marché, explique Fuat Shahin. En Turquie, 80 % des gens sont conservateurs, et un bon tiers des femmes portent le foulard. Or ces gens n'allaient pas à la plage parce qu'elles sont publiques. »

Riza, un journaliste local, explique : « Sans être du tout fondamentaliste, c'est vrai que j'ai du mal à accepter que ma propre femme puisse être vue en maillot de bain par d'autres hommes. » La recette repose donc sur deux principes simples : on ne trouve pas d'alcool dans les hôtels à foulard et les femmes disposent d'une piscine séparée. Autre spécificité : les tarifs sont deux à trois fois plus élevés : « Il fallait bien compenser le manque à gagner causé par la non-consommation d'alcool », plaide Fuat Shahin, petit sourire commerçant aux lèvres. La formule mise au point, restait à la commercialiser.

Les frères Shahin se sont donc adressés aux holdings de Konya. La niche touristique de l'hôtel à foulard ne pouvait, en effet, que séduire les hommes d'affaires de l'antique Iconnium, aujourd'hui le cœur du capitalisme is-

lamiste en Turquie. Ce sont eux qui, partenaires à 50 % dans l'affaire, ont diffusé des publicités dans la presse et sur les chaînes de télévision conservatrices. L'essentiel de la clientèle des hôtels à foulard est d'ailleurs originaire de Konya. La classe moyenne de la ville constitue, en effet, une clientèle toute trouvée.

Konya se trouve, en effet, à moins de 300 km d'Alanya, juste au-delà du massif du Taurus. Depuis les derniers contreforts de la montagne, on distingue des bâtiments qui émergent de la brume. Ce sont les mosquées, tout d'abord, dont les dômes métalliques reflètent les rayons du soleil... Ce sont ensuite les trente étages de la tour Kombassan, du nom du plus important des « tigres anatoliens », l'inventeur du capitalisme « vert ». « Nous récusons l'appellation « vert » ou « islamique ». L'argent n'a pas de religion, prévient pourtant Mustafa Kabakçi, conseiller de direction du groupe ; mais il est vrai que nous mettons l'homme au centre de nos préoccupations, c'est pourquoi nous n'investissons pas dans des produits nocifs, comme le tabac... ou l'alcool », explique-t-il.

L'histoire de Kombassan est exemplaire de ce capitalisme traditionaliste qui s'est éveillé en Anatolie voilà vingt ans et qui, depuis, fait la nique aux autres grands groupes turcs. Au départ, la société repose sur une

imprimerie familiale fondée par Hashim Bayram, un ancien professeur. L'imprimerie fonctionne correctement. Mais, désireux de passer à la vitesse supérieure en 1989, Hashim Bayram se heurte au mur des banques qui pratiquent des taux d'intérêt faramineux. Le patron de Kombassan a alors l'idée de s'adresser aux 3 millions de Turcs immigrés en Allemagne.

« On a joué sur le sentiment patriotique, sur la culture anatolienne des immigrés qui, en majorité, viennent d'Anatolie centrale », raconte Mustafa Kabakçi. Le sentiment religieux a sans doute aussi été mis à contribution, la « culture anatolienne » s'y réduisant souvent. Mais le sujet est devenu tabou depuis que les cercles laïcs de Turquie, entraînés par les militaires, ont décrété l'islam politique ennemi public numéro un. Reste qu'aujourd'hui 70 % des 40 000 actionnaires de Kombassan vivent en Allemagne et n'ont qu'à se louer de la réussite du groupe.

En une dizaine d'années, Kombassan s'est élargi, passant de l'imprimerie au textile, à l'alimentaire, aux centres commerciaux, aux machines-outils, aux pneumatiques ou à la haute technologie et ce, à l'échelle internationale. Le groupe a été largement copié et les holdings anatoliennes de Konya sont aujourd'hui une quarantaine, toutes fondées sur le même principe, toutes orientées à peu près dans le même sens idéologique. La ville elle-même en a été transformée. La proportion de bâtiments neufs – à l'esthétique souvent discutable – et l'entretien méticuleux des espaces publics attestent de la réussite des « tigres anatoliens ».

En moins d'une génération, ceux-ci ont réussi, grâce à leur capitalisme populaire nouvelle manière, à créer une classe moyenne tout à fait originale, aux valeurs ultraconservatrices. Une population que ses homologues d'Istanbul et d'Ankara ne peuvent s'empêcher de regarder avec défiance. A moins qu'il ne s'agisse de jalousie...

Laique mais si musulmane

Officiellement laïque – l'un des seuls pays dans ce cas avec la France –, la Turquie reste pourtant musulmane à 96,9 % selon un récent sondage de la Fondation turque pour les études économiques et sociales. 92,1 % des sondés déclarent jeûner pendant le ramadan, mais elles ne sont plus que 45 % à prier cinq fois par jour comme le demande le Coran. 76 % se déclarent favorables au port du foulard à l'Université, ce que les cercles laïcs n'entendent nullement autoriser. 75 % des personnes interrogées estiment que les lois de la République (qui a imposé un laïcisme très strict et qui a supprimé le califat dans les années 20) ont tout de même profité au pays, et 85 % se disent opposées au fait qu'un homme puisse avoir quatre épouses.